
3 1761 03579 8107

HISTOIRE

DE LA LIBERTÉ

EN ITALIE.



HISTOIRE

[illegible]

DE LA LIBERTÉ

[illegible],

[illegible],

[illegible]

[illegible]

[illegible]



BRUXELLES,

[illegible]

[illegible]

18[illegible]



HISTOIRE

DE LA RENAISSANCE

DE LA LIBERTÉ

EN ITALIE,

DE SES PROGRÈS,

DE SA DÉCADENCE ET DE SA CHUTE,

PAR

M. SIMONDE DE SISMONDI.



BRUXELLES,

N.-J. GREGOIR, V. WOUTERS ET Ce, IMPRIMEURS-LIBRAIRES,

RUE D'ASSAUT, 8.

1841


1984



PRÉFACE.

« Serait-il possible de comprendre l'histoire des cités libres de » l'Italie en un seul volume? » Telle fut la demande qui me fut adressée par le docteur Lardner, savant éditeur de la *Cyclopédie historique,* qui paraît à Londres. Elle a donné naissance à cet ouvrage. Il était flatteur pour moi d'être associé dans un grand travail historique avec les plus illustres écrivains de l'Angleterre ; mais je mettais plus de prix encore, au moment où les droits des nations sont pesés de nouveau dans la balance de l'opinion publique, au moment où la diplomatie et la guerre ont été tour à tour invoquées pour rendre ou enlever aux peuples la faculté de marcher vers le perfectionnement sous leurs propres lois; je mettais plus de prix, dis-je, à présenter aux deux puissantes nations qui se font gloire de n'avoir pas de maîtres, à la France et à l'Angleterre, les droits que peut faire valoir la malheureuse Italie, pour jouir d'une même liberté. Je trouvais ainsi l'occasion de retracer en même temps, dans les deux langues des hommes libres, le souvenir de ce que l'Italie a fait la première pour obtenir le plus précieux des biens, de l'exemple qu'elle a donné aux autres, de l'impulsion que toutes les autres n'ont fait que suivre, et en même temps le souvenir des crimes de ses oppresseurs, qui lui ont ravi les avantages dont elle a doté le reste du genre humain. Il me sembla que plus le récit du réveil de l'Italie, de sa lutte glorieuse, de ses malheurs serait rapide, plus il ferait d'impression, plus il me permettrait de saisir dans l'histoire de la liberté italienne l'unité d'intérêt qui échappe dans la vie simultanée de cent États indépendans. Une longue étude m'avait déjà familiarisé avec tous les détails

de cette histoire; et, après l'avoir exposée en seize volumes, je ne sentais plus cet attrait de nouveauté pour de petits faits, qui séduit souvent les auteurs, et qui leur fait croire que chaque notion qu'ils ont acquise par un grand travail doit avoir un prix proportionné pour le lecteur. Je pouvais sans regret sacrifier les détails et les épisodes; je savais par expérience en quelque sorte quelles avaient été les vicissitudes qui avaient produit en Italie de longs résultats, quelles étaient celles au contraire qui n'avaient pas eu de suites. J'entrepris donc non point un abrégé de mon grand ouvrage, mais une histoire nouvelle, dans laquelle, les yeux uniquement fixés sur les peuples libres de l'Italie, je me suis efforcé de peindre, dans une proportion qui leur laissât de la vie, leur première délivrance, leur héroïsme et leurs malheurs. Je me suis renfermé dans le cadre matériel qui m'avait été assigné : c'est au lecteur à juger si je l'ai convenablement rempli.

HISTOIRE

DE LA RENAISSANCE

DE LA LIBERTÉ

EN ITALIE.

INTRODUCTION.

Les républiques qui ont fleuri en Italie au moyen âge, n'ont pas été unies par de longues alliances, ou opposées par de longues guerres et de longues rivalités aux puissances qui se partagent aujourd'hui l'Europe ; on pourrait donc croire que leur histoire est tout à fait d'une importance secondaire, et que chaque peuple, après avoir étudié la sienne propre, doit s'attacher à celle des alliés héréditaires, ou de ceux qu'on nomme barbarement les ennemis naturels de sa nation, avant de songer à s'occuper de l'histoire des Italiens. Ce serait une erreur : l'histoire n'a vraiment d'importance qu'autant qu'elle contient une leçon morale ; ce ne sont pas des scènes de carnage qu'on doit y chercher, mais des enseignemens sur le gouvernement de l'espèce humaine : la connaissance des événemens des temps passés n'est bonne qu'autant qu'elle nous apprend à éviter les erreurs des peuples, à imiter leurs vertus, à grandir par leur expérience. Mais l'objet par excellence de cette étude, la science de gouverner les hommes pour leur avantage, pour le développement de leurs facultés industrielles, intellectuelles et morales, pour l'accroissement de leur bonheur, n'a

commencé, dans l'Europe moderne, qu'avec les républiques italiennes du moyen âge ; c'est de chez elles qu'elle s'est répandue sur toutes les autres nations.

Après la destruction de l'empire romain, qui entraîna dans sa chute la civilisation antique, le pouvoir n'appartient plus, pendant plusieurs siècles, qu'aux passions brutales des barbares qui traitaient la société en vainqueurs. Il n'y avait plus de gouvernement, plus d'association des habitans d'un pays, organisée pour le bien commun de tous, mais des conquérans et des vaincus. Chez les premiers on trouvait en effet un esprit d'indépendance ; c'étaient des compagnons unis à leur chef, pour satisfaire en commun leur rapacité et leur luxure ; ils mettaient leur gloire à être craints, à être obéis, à se venger ; après avoir épuisé leurs caprices sur les vaincus, ils se plaisaient encore à entendre célébrer ces excès par leurs poëtes, dans les festins, comme les hauts faits dont ils s'enorgueillissaient. Pour ceux au contraire qui étaient tombés sous le joug des barbares, il n'y avait plus de protection à attendre, plus de gouvernement formé, en partie du moins, pour leur avantage, plus de lien social enfin. Ils devaient travailler, pour que leurs vainqueurs jouissent ; souffrir, être humiliés, pour que ceux-ci s'enorgueillissent de leur domination. Tel fut, pendant longtemps, après la chute de l'empire romain, l'état de tous les peuples de l'Europe, état dont l'histoire ne présente que bien peu d'instruction réelle, et sur lequel il vaut peut-être autant ne point s'arrêter ; car nous sommes aisément séduits par tout ce qui présente une image d'énergie. La bravoure des barbares, qui ne servit qu'au crime et à la dévastation, nous attache ; les longues rivalités entre eux, nous les considérons quelquefois comme des motifs de haine entre leurs enfans, et une illusion poétique couvre encore des siècles dont nous ne pouvons recevoir qu'une seule leçon, celle d'éviter à tout prix leur retour.

L'histoire utile, l'histoire dont la connaissance doit être universellement répandue, ne commence qu'à l'époque où les vainqueurs et les vaincus habitant un même territoire se sont fondus en un seul peuple ; et mieux encore à celle où le lien qui les a réunis a été une pensée de bien public, à l'époque où les peuples ont eu des gouvernemens, et non à celle où les gouvernemens ont eu des peuples. La fusion en un seul corps des vainqueurs et des vaincus a été plus ou moins rapide dans les divers États de l'Europe ; dans les uns elle a rabaissé les premiers, dans les autres elle a élevé les seconds ; elle ne

peut être considérée comme ayant fondé un ordre public, que lorsqu'elle a empêché que le peuple ne fût confondu plus long-temps avec la propriété elle-même. Dans chaque pays, après l'invasion des barbares, le peuple a appartenu d'abord à l'armée. Mais comme l'armée a dû demeurer organisée, pour se maintenir puissante, qu'elle n'a pu exister qu'avec un chef, qu'elle a confondu sa puissance avec celle de ce chef; et qu'elle a cru trouver son avantage à le revêtir d'une autorité presque despotique, il est arrivé fréquemment que ce chef, nommé roi par les barbares, après avoir été l'homme de l'armée, est devenu le maître de l'armée. Il a commandé pour elle, il a commandé par elle, il a commandé sur elle. De militaire le gouvernement est devenu patrimonial; le peuple et l'armée ont également appartenu au roi, et ont été gouvernés seulement pour l'avantage du roi.

Au milieu de ces gouvernemens ou militaires, ou patrimoniaux; tandis que la Gaule appartenait aux Francs, l'Espagne aux Visigoths, l'Angleterre aux Saxons, puis aux Normands; ou que chacune de ces contrées appartenait aux rois de ces peuples vainqueurs, l'Italie a commencé de bonne heure à sentir et à dire qu'elle s'appartenait à elle-même, à se saisir du pouvoir, et à l'exercer pour son propre bien. L'Italie envahie par les barbares, comme les autres États de l'Occident, pillée, opprimée, désorganisée, ne put pas mieux qu'eux repousser ses vainqueurs, les chasser de son sein, et se reconstituer en un seul État. Là, comme ailleurs, l'ancien corps social était détruit, mais là, plus qu'ailleurs, le principe de la vie était demeuré dans les fragmens du colosse brisé. Les Italiens succombèrent comme nation, mais les parcelles de leur grande union sociale, les cités, les bourgades, les premiers élémens en quelque sorte dont se formait la nation, se relevèrent, et se défendirent pour leur propre compte. Chaque association d'hommes qui avait survécu à la grande association, eut le courage d'exister pour elle-même; elle sentit qu'elle avait des intérêts à sauver, des pensées qui s'élevaient au-dessus de la crainte, des vertus qui pouvaient lui mériter la victoire. Les Italiens recherchèrent le bien de tous, non le bien des maîtres aux dépens des serfs; ils sentirent d'abord dans leur cœur, ils reconnurent bientôt dans leur intelligence, qu'ils avaient encore une patrie; pour elle ils déployèrent les premiers ces vertus publiques, dont ils offrirent l'exemple à l'Europe. Dès qu'ils commencèrent à se gouverner par eux-mêmes, et pour leur propre avantage, ils grandirent dans le moyen âge, tandis

que tous les autres peuples souffraient. Ils s'élevèrent en lumières comme en vertus; la pratique des arts et du commerce augmenta leurs richesses, et fixa sur eux l'attention des autres peuples. Leur exemple éclaira les communes, ou les associations plus humbles qui s'étaient formées dans les villes du reste de l'Europe, et qui les imitaient de loin; leur expérience dirigea les méditations de quelques hommes supérieurs, formés dans le gouvernement des républiques italiennes, qui s'élevèrent de la pratique à la théorie des sociétés civiles, et qui montrèrent non-seulement à leurs compatriotes, mais à tous les hommes et dans tous les âges à venir, quel était le but vers lequel les associations humaines devaient tendre, quels étaient pour elles les moyens d'y parvenir.

Cependant, tandis que les républiques italiennes croissaient en population, en lumières, en vertus et en richesses, les gouvernemens patrimoniaux entre lesquels le reste de l'Europe était divisé, recevaient des accroissemens d'une autre nature. Les nations ne faisaient que des progrès bien lents en civilisation; elles en faisaient cependant quelques-uns; leurs maîtres, en même temps, croissaient en puissance, non par le développement de leurs propres peuples, mais par l'agglomération de nouveaux États : leurs royaumes, soumis aux lois de l'hérédité et de la primogéniture, qui causent toujours en assez peu de temps l'extinction des familles riches, s'étaient accrus, comme le patrimoine de toutes les familles riches s'accroît, par des héritages, des mariages ou par l'abus de la force. Toutes les anciennes maisons princières s'étaient éteintes, ou dans toutes leurs branches, ou tout au moins dans les branches aînées : le petit nombre des survivans dans les branches cadettes avaient tout recueilli, et une dizaine de souverains puissans avaient succédé à une centaine de souverains plus faibles. A la fin du quinzième siècle les maîtres des nations française, allemande et espagnole, furent tentés par l'opulence merveilleuse de l'Italie, où le pillage d'une seule ville leur promettait quelquefois plus de richesses qu'ils n'en pouvaient arracher à des millions de leurs sujets. Sous les plus vains prétextes ils envahirent l'Italie, qui, pendant quarante ans de guerre, fut tour à tour ravagée par tous les peuples qui purent y pénétrer. Les brigandages de ces nouveaux barbares firent enfin disparaître l'opulence qui les avait tentés; mais les soldats du Nord et de l'Occident, avec les trésors des Italiens, emportèrent dans leurs pays les instructions données par l'exemple d'une civilisation

plus avancée. Des germes nombreux enlevés aux républiques italiennes du moyen âge furent répandus dans toute l'Europe; en en recueillant aujourd'hui les fruits, n'oublions point sur quel sol on les vit naître pour la première fois.

C'est ce premier développement de la nation italienne, si instructif pour toutes les autres nations, que nous nous proposons de retracer ici brièvement. Nous avons cherché à renfermer en un seul volume le précis des événemens dont la péninsule italienne fut le théâtre, depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la fin du moyen âge. Ce précis ne suffirait point au philosophe qui veut démêler dans le faisceau de l'histoire générale le génie propre à chaque peuple, suivre dès leur naissance les institutions, en connaître le jeu et les défauts, étudier les hommes dans les circonstances diverses, et voir se dessiner les individus aussi bien que les nations. Nous renverrons celui qui peut apporter et du temps et du zèle dans les études historiques, à l'ouvrage beaucoup plus étendu que nous avons déjà publié sur le même sujet. Là il trouvera d'amples détails, et il sera mis sur la voie d'en chercher lui-même davantage encore. Ici, où nous nous sommes proposé seulement de présenter un résumé des faits, et un rapprochement plus lumineux des idées qu'ils font naître, afin de satisfaire la curiosité de ceux qui n'ont qu'un temps et une attention limitée à donner à l'histoire, nous nous sommes abstenu de tout renvoi; nous avons cru inutile de citer des autorités que nous avons fait connaître ailleurs, et nous avons surtout voulu que notre livre fût intelligible pour tous.

CHAPITRE PREMIER.

État de la population de l'Italie lors de la chute de l'empire romain au cinquième siècle. — Invasions successives des barbares qui la tourmentent pendant cinq siècles. — Premiers efforts des villes, à dater du dixième siècle, pour se défendre et se gouverner elles-mêmes.

L'italie antique avait perdu sa liberté par les conquêtes de la république romaine. Des peuples nombreux et belliqueux s'étaient défendus long-temps ou dans la chaîne de montagnes qui, se détachant des Alpes méridionales, traverse l'Italie dans toute sa longueur, ou dans les vastes et riches plaines que les Gaulois cisalpins avaient occupées au levant de cette chaîne ; tous, enfin, avaient disparu. Les villes qu'ils avaient bâties, et que les Romains agrandirent, avaient perdu toute indépendance, tout souvenir de nationalité ; les campagnes n'étaient plus cultivées que par des esclaves, lorsque la république romaine perdit à son tour sa liberté. Elle dominait déjà sur une partie du monde ; mais obligée de faire usage, pour contenir ses soldats et ses provinces lointaines, d'une autorité despotique, elle devint elle-même la propriété du maître qu'elle donnait aux autres. Un des premiers successeurs d'Auguste accorda à tous les Italiens le droit de cité dans Rome ; ce droit avait déjà cessé d'être une participation à la souveraineté de la république ; d'autre part, les habitans des municipes d'Italie, en l'acceptant, ne renonçaient à aucun privilége, dans leurs cités antiques, dont ils pussent être ou jaloux ou glorieux.

L'Italie continua rapidement à déchoir sous les empereurs. Les parties n'étaient plus en proportion avec le tout. Rome comptait deux ou trois mille familles sénatoriales, dont le luxe et l'éclat surpassaient toute la pompe qu'étalent les plus grands seigneurs de nos plus riches

monarchies, mais dont la mollesse et la pusillanimité se refusaient aux offices plus actifs de la vie. Souvent ces familles étaient décimées par le despotisme; souvent leurs biens étaient confisqués; elles s'éteignaient rapidement, mais d'autres arrivaient des provinces pour tenir leur place. Autour d'elles s'agitait une population immense, logée dans des maisons misérables, et dépourvue de presque toute autre propriété. On comptait dans Rome plusieurs millions d'habitans. Le moindre nombre seulement exerçait les métiers nécessaires à la vie, les arts, et le commerce de détail : encore cette partie plus laborieuse de la population se composait-elle surtout d'étrangers ou d'affranchis, et faisait-elle exécuter le travail manuel par des esclaves; tout le reste, tous ceux qui se glorifiaient d'être citoyens romains, qui avaient dédaigné long-temps toute autre vocation que le service militaire, et qui désormais rejetaient aussi celle-là, vivaient dans une absolue oisiveté. Ils étaient nourris par les distributions de blé et les largesses du trésor, et ils passaient leurs journées dans les maisons de bains, les cirques et les amphithéâtres; l'État, qui les nourrissait, se chargeait également de les amuser par des spectacles donnés à ses frais. Les vices, qu'entretient l'oisiveté, éteignaient promptement leurs familles; mais elles étaient sans cesse remplacées par la foule qui accourait des provinces, pour jouir de l'oisiveté, des largesses publiques, des immunités et des spectacles.

L'Italie était couverte de villes; la plupart de celles qu'on y voit aujourd'hui existaient déjà, du temps de l'empire romain, dans un degré de splendeur au moins égal. Quelques-unes, telles que Milan, Vérone, Bologne, Capoue, étaient si considérables, qu'elles représentaient presque l'image de Rome, avec leurs cirques et leurs amphithéâtres, leur foule tumultueuse et désœuvrée, leur richesse et leur misère. Leur administration était à peu près républicaine : elle se composait le plus souvent, à l'exemple de Rome, d'une curie, ou sénat municipal nommé par le peuple, et de duumvirs ou consuls annuels. Dans toutes, on trouvait les mêmes classes d'habitans : au premier rang, les propriétaires des campagnes voisines logés dans des palais avec leurs esclaves et leurs affranchis; ensuite, les artisans et les boutiquiers qu'y fixait leur consommation; enfin, une multitude d'oisifs, qui avaient conservé tout juste assez de biens de terre pour fournir à leur subsistance avec la plus étroite économie. Il ne paraît pas qu'il y eût en Italie de manufacture prospérante : tout travail ma-

nuel, à la ville comme aux champs, était fait par des esclaves ; la plupart des objets de luxe venaient de l'Asie. Long-temps les armes avaient été l'industrie unique des Italiens ; long-temps les légions avaient été levées, partie à Rome, partie chez les alliés d'Italie. Mais sous les empereurs, la défiance des maîtres avait secondé la mollesse efféminée des sujets; les Italiens avaient absolument renoncé aux armes : les légions ne se recrutaient plus guère que dans la Pannonie, les Gaules, et les autres provinces qui bordaient le Rhin et le Danube. Plus tard, les barbares qui menaçaient l'Empire furent séduits par l'appât d'une solde pour venir le défendre ; et dans les armées romaines, les ennemis de Rome remplacèrent presque absolument les Romains.

Les campagnes n'avaient point pu, comme dans nos États modernes, remplacer les villes pour le recrutement des armées par une classe d'hommes accoutumés aux injures du temps et endurcis par le travail ; on n'y voyait pour laboureurs qu'une race étrangère, opprimée, et qui ne prenait aucun intérêt à la chose publique. Les Romains faisaient cultiver leurs terres tantôt par des esclaves achetés chez les peuples barbares et contraints au travail par des châtimens corporels, tantôt par des colons partiaires, auxquels ils donnaient, pour récompense de leurs labeurs, une part dans les récoltes ; mais pour obliger ces derniers à se contenter de la moindre part possible, ils les attachaient à la glèbe, et les opprimaient presque à l'égal des esclaves. Les propriétaires alternaient entre ces deux systèmes, selon que les esclaves étaient plus ou moins chers et les colons partiaires plus ou moins découragés : aucun agriculteur n'avait de part à la propriété. La plus grande partie des terres était réunie en immenses domaines, dont quelques-uns couvraient des provinces ; ils étaient administrés par des affranchis, qui ne considéraient que deux choses : la manière de faire labourer les terres de leurs maîtres avec le moins de frais, et de tirer de leurs laboureurs le plus de travail avec le moins de subsistance. Les hommes des champs, aussi-bien ceux qu'on nommait libres que ceux qui étaient esclaves, étaient presque tous barbares de naissance, sans aucun intérêt pour un ordre social qui les opprimait, sans courage pour le défendre, sans ressources pécuniaires d'aucune espèce ; d'ailleurs, leur nombre diminuait avec une effrayante rapidité, tantôt par la désertion, tantôt par les invasions des barbares, qui les enlevaient pour les conduire en esclavage et les re-

vendre dans d'autres provinces romaines; tantôt par la mortalité, suite nécessaire de la misère et de la famine.

L'Italie, cependant, était supposée jouir d'une prospérité constante. Durant le siècle entier de Trajan et des Antonins, des empereurs vertueux et philosophes succédèrent l'un à l'autre : le monde restait en repos, les lois étaient sages et bien observées; la richesse paraissait s'accroître; chaque génération élevait des palais plus splendides, des monumens et des édifices publics plus somptueux; les familles sénatoriales voyaient leurs revenus s'augmenter; le trésor levait de plus gros tributs; mais ce n'est pas de la masse de la richesse, c'est de sa distribution que dépend la prospérité des États : l'opulence frappait toujours plus les regards, et la multitude devenait plus misérable; la population active, robuste, énergique était remplacée dans les champs par des étrangers; dans les villes, elle perdait ses facultés, ses vertus, puis enfin elle succombait sous les besoins au milieu de la richesse qu'elle avait créée.

Ce fut dans cette Italie, telle que le despotisme l'avait faite, que les barbares pénétrèrent. Avides du butin qu'elle renfermait, et qu'elle ne pouvait défendre, ils la ravagèrent à plusieurs reprises pendant les deux derniers siècles de l'empire d'Occident. Les mercenaires que Rome avait levés parmi eux, pour les employer à sa défense, se tournaient aussi fréquemment contre elle, et préféraient le pillage à la solde qui leur était offerte. Ils commencèrent, à l'exemple des Romains, à faire et à défaire des empereurs, à les choisir dans leurs rangs pour qu'ils fussent plus prodigues envers les soldats des biens des citoyens. Bientôt le butin diminua, en même temps que l'avidité de ces étrangers s'accroissait. La pompe de l'empire d'Occident parut à l'armée une dépense inutile. L'Hérule Odoacre, chef des mercenaires qui servaient alors en Italie, la supprima en 476, et déposa le dernier empereur. Il s'attribua à lui-même le titre de roi; il distribua à ses soldats le tiers des terres dans les provinces les plus fertiles, et il gouverna pendant dix-sept ans cette contrée encore si glorieuse, comme une riche ferme que les barbares avaient le droit d'exploiter à leur seul profit.

Les mercenaires, associés sous le sceptre d'Odoacre, ne se trouvèrent pas assez forts pour défendre l'Italie contre une nouvelle invasion de barbares. Les Ostrogoths, favorisés par le souverain grec de la nouvelle Rome, l'empereur d'Orient, arrivèrent, en 489, sous les or-

dres de Théodoric, des contrées au nord du Pont-Euxin, jusqu'aux confins de l'Italie. Ils achevèrent sa conquête en quatre ans, et ils en conservèrent soixante-quatre ans la possession, sous huit rois successifs. Ils se firent à leur tour donner des terres et des esclaves ; ils se multiplièrent, mais s'énervèrent très-vite dans un climat délicieux, où ils avaient passé tout à coup des privations les plus sévères à la jouissance de toutes les voluptés. Ils furent enfin vaincus et subjugés, en 553, par les Romains de Constantinople, qu'ils méprisaient, et qu'ils regardaient comme les successeurs dégénérés de ces mêmes peuples que leurs ancêtres avaient domptés.

L'invasion des Lombards suivit de près, en 568, la destruction de la monarchie des Ostrogoths. Entre les peuples qui sortaient de la Germanie septentrionale pour fondre sur le midi, les Lombards étaient réputés parmi les plus braves, les plus cruels, les plus fiers de leur indépendance : mais leur nombre n'était pas considérable ; le lien social qu'ils reconnaissaient était à peine suffisant pour les retenir unis; aussi n'achevèrent-ils jamais la conquête de l'Italie. De 568 à 774, vingt et un rois lombards, pendant deux cent six ans, se succédèrent les uns aux autres, sans jamais réussir à établir leur domination, ni sur les lagunes du fond du golfe Adriatique, où les habitans de l'Italie supérieure, plus menacés dans leurs personnes, s'étaient réfugiés, et fondaient la république de Venise ; ni sur le littoral de l'Adriatique, qu'on nomme aujourd'hui la Romagne, où un lieutenant de l'empereur de Constantinople gouvernait, avec le titre d'exarque, les cinq villes de la Pentapole ; ni sur Rome, que le patriarche de l'Église d'Occident avait défendu presque seul, avec ses armes spirituelles; ni sur le littoral méridional, où les municipalités grecques de Naples, Gaëte et Amalfi se gouvernaient presque en républiques. Cependant les Lombards fondèrent dans l'Italie septentrionale un royaume dont Pavie fut la capitale, et dans la méridionale ils fondèrent le grand-duché de Bénévent, qui maintint son indépendance deux siècles encore après que le royaume fut asservi.

Dès le milieu du huitième siècle, les Lombards, maîtres d'un pays où les grandes villes recélaient encore beaucoup de richesses, où la terre n'avait rien perdu de sa fécondité, et où l'exemple des vaincus avait enseigné aux vainqueurs à faire revivre quelque industrie agricole, excitèrent l'envie des Francs, leurs voisins occidentaux. Ceux-ci avaient conquis, et opprimaient les Gaules ; ils méprisaient l'indus-

tric, et ce n'était qu'au glaive qu'ils voulaient devoir leurs richesses. Ils désolèrent l'Italie à plusieurs reprises par leurs invasions ; ils détruisirent enfin, en 774, la monarchie des Lombards. Depuis plus de vingt ans les papes ou évêques de Rome avaient recouru aux rois des Francs pour les opposer aux rois des Lombards, qui leur avaient été odieux comme païens, et ensuite comme hérétiques. Chefs du clergé de l'ancienne capitale, où le pouvoir des empereurs de Constantinople avait été nominalement rétabli, mais se faisait à peine sentir, ils confondaient leurs prétentions avec celles de l'Empire ; et les Lombards, ayant conquis récemment l'exarchat de Ravenne et la Pentapole, ils demandaient que ces provinces fussent rendues à Rome. Les rois francs se firent les champions de cette querelle, qui leur donna occasion de conquérir la monarchie des Lombards ; mais Charles, le roi des Francs, qui accomplit cette conquête, et qui fut le plus grand homme qu'ait produit la barbarie, en traitant avec Rome, en soumettant l'Italie, comprit l'avantage de la civilisation, que tous ses prédécesseurs n'avaient songé qu'à détruire. Il conçut la haute pensée de profiter des forces de la barbarie dont il disposait, pour se mettre à la tête de la civilisation qu'il entreprit de ranimer. Au lieu de ne se regarder que comme le roi des vainqueurs, occupé à enrichir une armée barbare des dépouilles des vaincus, il se fit un devoir et une gloire de gouverner le pays pour son propre bien, pour le bien de tous. Il fit plus ; de concert avec le pape Léon III, il rétablit la monarchie des vaincus, ou l'empire romain d'Occident, qu'il considérait comme la représentation du droit, par opposition à la violence barbare. Il reçut de ce pape et du peuple de Rome, le jour de Noël de l'an 800, le titre d'empereur romain, et le surnom latin de Charlemagne, ou le Grand, que personne n'avait mérité autant que lui. Comme roi, et ensuite comme empereur, il gouverna quarante ans l'Italie, qu'il réunit à ses autres vastes États. Il poursuivit avec constance, avec une habileté croissante, le but qu'il s'était proposé de rétablir le règne des lois, et de faire refleurir la civilisation. Mais la barbarie était plus forte que lui, et lorsqu'il mourut en 814, elle s'affermit de nouveau dans tout son empire.

L'Italie eut huit rois de la famille de Charlemagne, en comptant son fils et son petit-fils, qui régnèrent sous lui, et ne furent proprement que ses lieutenans. Un arrière-petit-fils de Charlemagne, Charles-le-Gros, fut déposé en 888. Après lui dix souverains italiens ou

bourguignons, mais alliés à la race des Francs, se disputèrent encore, durant soixante-dix ans, la couronne de l'Italie et de l'Empire. En 951, Othon Ier de Saxe, roi de Germanie, vint forcer celui qui régnait alors, Bérenger II, à se reconnaître son feudataire. En 961, il rentra une seconde fois, avec ses Allemands, en Italie : il se fit couronner à Rome, avec le titre d'empereur, et il envoya Bérenger II finir ses jours dans une forteresse d'Allemagne.

Ainsi s'étaient écoulés cinq siècles depuis la chute de l'ancien empire romain jusqu'à la translation de l'empire renouvelé aux Allemands. Durant ce long espace de temps, l'Italie avait été tour à tour pillée et opprimée par des barbares de toute dénomination, qui fondaient sur elle sans provocation, seulement pour exercer leur brigandage: ils se croyaient vaillans, parce qu'ils étaient en petit nombre, et qu'ils répandaient la terreur dans un vaste pays : ils s'imaginaient donner de la dignité à leurs déprédations en versant beaucoup de sang. Cependant le pays, exposé à tant d'outrages, n'était pas resté tel que les Romains l'avaient laissé. Les guerriers goths, lombards, francs et allemands, qui avaient successivement envahi l'Italie en s'y établissant, y avaient apporté plusieurs des opinions et des sentimens des races barbares, surtout l'habitude de l'indépendance et de la résistance à l'autorité. Ils étaient entrés en partage, avec leurs rois, des pays conquis par leur valeur ; ils s'étaient fait céder de vastes districts, dont ils regardaient les habitans, aussi-bien que la terre, comme formant leur propriété. La monarchie des Lombards comprenait trente duchés ou marquisats : leur nombre diminua sous Charlemagne et ses successeurs ; mais en même temps on vit surgir au-dessous d'eux une classe nombreuse de comtes et de vavasseurs, entre lesquels chaque duc avait partagé la province qui lui était cédée, sous l'obligation de lui prêter foi et hommage, et de le suivre à la guerre. Les comtes, à leur tour, partageaient entre d'autres guerriers attachés à leurs drapeaux, les terres qui leur étaient attribuées. C'était le système féodal qui s'établissait en même temps dans toute l'Europe, qui faisait de la jouissance de la terre la solde des guerriers, et qui constituait une subordination héréditaire, fondée sur l'intérêt, corroborée par le serment, et descendant par des degrés divers du roi jusqu'au simple soldat. Les Lombards avaient apporté en Italie les premiers germes de ce système ; les Francs le développèrent ; les guerres civiles des successeurs de Charlemagne lui donnèrent une nouvelle vigueur:

elles rendirent nécessaire, pour chaque feudataire, de fortifier sa demeure, comme moyen de se conserver fidèle à son seigneur, et les campagnes, qui jusqu'alors avaient été ouvertes et sans défense, se couvrirent de châteaux, dans lesquels les comtes qu'on nommait ruraux et la noblesse châtelaine fixèrent leur résidence.

Dans le même temps, c'est-à-dire dans le neuvième siècle, les villes commencèrent à relever leurs vieilles murailles, et les rois des barbares qui les avaient partout abattues, cessèrent de s'opposer à leur reconstruction. Le danger journalier d'être envahi par les princes rivaux qui se disputaient le trône, en faisait une nécessité. D'ailleurs, à la même époque, de nouveaux essaims de barbares fondaient de toutes parts sur l'Europe. Les habitans de la Scandinavie, sous le nom de Danois et de Normands, ravageaient l'Angleterre et la France; les Hongrois dévastaient la Germanie et la Haute-Italie : les Sarrasins, maîtres de l'Afrique, infestaient les côtes de l'Italie méridionale et les îles. Les uns comme les autres ne songeaient point à faire des conquêtes, mais à piller et à verser du sang. On ne pouvait refuser aux habitans des villes la permission de se mettre à l'abri de continuels outrages. Plusieurs milliers de bourgeois avaient souvent été rançonnés par moins d'une centaine de brigands. Mais dès que les empereurs eurent permis aux citadins de relever leurs murs, et d'acheter ou de fabriquer des armes, ceux-ci se sentirent en état de se faire respecter. Leurs longs malheurs les avaient endurcis; et en les accoutumant aux privations et aux dangers, leur avaient appris qu'il valait mieux défendre sa vie que de la livrer en proie au plus méprisable agresseur. En même temps, la population des villes n'étant plus nourrie dans l'oisiveté, aux dépens des autres provinces de l'empire romain, avait recommencé à cultiver l'industrie pour elle-même : elle avait donc quelque richesse à défendre. Les anciennes curies, les anciennes municipalités, avaient été conservées, dans les villes d'Italie, par leurs maîtres barbares, pour répartir entre les bourgeois les fardeaux que les vainqueurs leur imposaient, et atteindre plus sûrement chaque individu. Ces magistrats furent les chefs d'un peuple qui ne leur demandait que du pain, des armes et des murailles. Ils dirigèrent les travaux, et l'emploi des épargnes, que, grâce à sa frugalité, ce peuple pouvait mettre en commun. Après avoir élevé les murailles, ils guidèrent les braves qui les défendaient.

Sitôt que les villes furent fermées de murs, leur puissance s'accrut

avec rapidité ; de toutes parts des malheureux venaient y chercher un refuge contre l'oppression ; ils y apportaient leur industrie et des bras pour la défendre : ils étaient sûrs d'y être bien reçus. Chaque ville sentait qu'elle n'avait de puisssance que par le nombre de ses citoyens; chacune rivalisait avec ses voisines dans ses efforts pour augmenter ses moyens de défense, et dans l'accueil qu'elle faisait aux étrangers. Les petites villes imitèrent les grandes ; les moindres bourgades les imitèrent à leur tour : chacune voulut avoir au moins un château, au moins une tour, où la population pût se retirer, avec ses effets les plus précieux, au moment d'une invasion soudaine.

Cependant les ducs, les marquis, les comtes, les prélats, qui considéraient ces villes comme leur propriété, et les bourgeois comme des hommes à eux, qu'ils faisaient travailler pour leur seul avantage, s'aperçurent bientôt que ces bourgeois étaient peu disposés à obéir ou à se laisser dépouiller depuis qu'ils avaient des armes, et qu'ils pouvaient se défendre derrière leurs murailles. Le séjour des villes leur devint désagréable ; ils les abandonnèrent pour s'établir dans leurs châteaux ; ils sentirent que, pour défendre ces châteaux, ils avaient besoin d'hommes qui leur fussent dévoués ; que, malgré l'avantage de leur pesante armure, lorsqu'ils combattaient à cheval, ils ne formaient que le petit nombre ; et la noblesse châtelaine commença à affranchir la population des campagnes, à en favoriser l'accroissement, à lui donner des armes et à rechercher son affection. Les effets de ce changement de régime furent rapides ; la population des campagnes, dans le dixième et le onzième siècle, s'accrut, se doubla, se quadrupla bientôt, dans une juste proportion avec l'étendue des terres qu'elle avait à cultiver.

Othon Ier, son fils Othon II, et son petit-fils Othon III, furent successivement reconnus comme empereurs et rois d'Italie, de l'an 961 à l'an 1002, que s'éteignit cette branche de la maison de Saxe. Henri II de Bavière, et Conrad-le-Salique, de Franconie, occupèrent ensuite le trône de 1004 à 1039. Durant cette période de près de quatre-vingts ans, les empereurs allemands entrèrent douze fois en Italie à la tête de leurs armées. Alors ils s'arrêtaient dans la plaine de Roncaglia, près de Plaisance, où ils tenaient les états de Lombardie. Ils y recevaient l'hommage de tous leurs feudataires italiens ; ils se faisaient payer les redevances qui leur étaient dues, et ils promulguaient quelques lois pour le gouvernement de l'Italie. Cependant un souve-

rain étranger, presque toujours absent, que l'on ne reconnaissait que par une invasion, à la tête d'une armée barbare, ne pouvait gouverner d'une manière efficace un pays qui lui était à peine connu, et où son joug était détesté. Pendant ces cinq règnes le pouvoir social s'affaiblit toujours davantage en Italie. Les empereurs se trouvaient trop heureux de reconnaître les pouvoirs locaux quels qu'ils fussent, toutes les fois qu'ils pouvaient obtenir d'eux le paiement des redevances pécuniaires. Ici, c'étaient quelques marquis ou quelques ducs, dont la dignité avait survécu aux déchiremens des différentes invasions et des guerres civiles : là, c'étaient les archevêques et les évêques des grandes villes, que Charlemagne et ses successeurs avaient fréquemment investis des duchés et des comtés échus à la couronne, comptant que des seigneurs élus à vie, demeureraient plus dépendans que les seigneurs héréditaires ; ailleurs enfin, c'étaient les magistrats eux-mêmes des villes, qui quoique élus par le peuple, recevaient du monarque le titre de vicaires impériaux, et assistaient avec les nobles et les prélats aux plaids ou diètes de Roncaglia.

Au bout de peu de mois l'empereur se retirait avec son armée ; alors les nobles retournaient dans leurs châteaux, les prélats et les magistrats dans leurs villes, et aucun d'eux ne reconnaissait plus d'autorité supérieure à la sienne. Chacun ne comptait que sur sa propre force, pour faire respecter ce qu'il appelait ses droits. Des intérêts contraires ne tardaient pas à se choquer, et la guerre était bientôt universelle. Au temps de Conrad-le-Salique, les prélats, dans presque toute la Lombardie, firent une alliance avec les villes contre les nobles, et l'on vit, de 1035 à 1039, une guerre générale entre ces deux ordres de la société. Conrad la termina par une constitution qui est considérée comme la base du droit féodal : par elle la succession des fiefs fut soustraite aux caprices des seigneurs et de la couronne ; les conditions plus onéreuses de la dépendance féodale furent supprimées ou adoucies, et la plupart des esclaves qu'on voyait encore dans les campagnes furent remis en liberté.

La couronne de Conrad-le-Salique passa dans la ligne directe à son fils, à son petit-fils, et à son arrière-petit-fils ; le premier, Henri III, régna de 1039 à 1056 ; le second, Henri IV, de 1056 à 1106; le troisième, Henri V, de 1106 à 1125. Les deux derniers règnes furent troublés par la sanglante querelle, entre l'Empire et la cour de Rome, qu'on a nommée *des investitures*. Rome n'avait jamais

fait partie de la monarchie des Lombards. Cette ancienne capitale du monde, avec le territoire qui dépendait d'elle, avait formé, depuis les conquêtes d'Alboin, un duché gouverné par un patrice, ou un duc grec, envoyé de Constantinople. Toutefois l'évêque de cette ville, qui, selon les anciennes formes canoniques, était élu par le clergé, le sénat et le peuple de son diocèse, avait bien plus de crédit sur son troupeau que ce magistrat étranger; d'ailleurs il se considérait comme patriarche de l'Occident, et chef de toutes les églises où l'on parlait latin. Cette autorité, n'était pas, il est vrai, reconnue sans contestations par les prélats orthodoxes, et les barbares qui professaient le paganisme ou l'arianisme la méprisaient: cependant le pontife qui commençait à prendre exclusivement le titre de pape, avait plus d'une fois réussi à défendre Rome par les armes spirituelles, quand les armes temporelles étaient demeurées sans force. Lorsqu'une famille iconoclaste, ou ennemie des images, occupa en 717 le trône de Constantinople, les papes repoussèrent son autorité comme hérétique; alors la municipalité de Rome, à la tête de laquelle on voyait un sénat et des consuls, se gouverna à peu près comme un État indépendant : les Grecs, occupés de leurs propres dissensions, parurent l'oublier, et Rome dut à cet oubli cinquante ans d'une sorte de liberté. Les Romains retrouvèrent dans leurs souvenirs quelqu'image de leur gloire passée; ils firent même quelquefois revivre le titre de république romaine. Cependant ils applaudirent, lorsque le pape Étienne II conféra aux princes des Francs la dignité de patrices de Rome, pour leur transférer l'autorité que ce magistrat grec exerçait dans leur ville, au nom des empereurs de Constantinople, et lorsqu'en l'an 800, Léon III couronna Charlemagne comme Auguste et restaurateur de l'empire d'Occident. Dès cette époque Rome redevint la capitale de l'Empire, celle où ses chefs devaient recevoir la couronne d'or des mains du pape, après avoir reçu la couronne d'argent du royaume de Germanie à Aix-la-Chapelle, et la couronne de fer du royaume de Lombardie à Milan.

De grandes richesses, de grands pouvoirs féodaux furent attachés, par la reconnaissance des empereurs, au siége pontifical de Rome. La papauté devint le plus haut objet d'ambition de tout l'ordre sacerdotal; et dans un siècle de violence et d'anarchie, on y vit arriver plus d'une fois ou des barons romains signalés par leurs brigandages, ou de jeunes libertins forts de l'appui de quelques dames romaines. Les

autres siéges de la chrétienté n'avaient souvent pas été mieux remplis. Plus d'une fois les empereurs allemands, en arrivant à Rome, furent obligés, pour mettre un terme au scandale, de choisir entre les compétiteurs ou de déposer le pape, qui faisait rougir la chrétienté. Henri III obligea le peuple romain à renoncer à la part qu'il avait eue jusqu'alors à la nomination des papes, et dont il avait mal usé; lui-même il en nomma successivement quatre, qu'il choisit parmi les hommes les plus savans et les plus religieux du clergé d'Allemagne et d'Italie : il seconda ainsi l'esprit de réforme qui, dès le onzième siècle, commençait à animer l'Église.

Au milieu des bouleversemens auxquels la société avait été exposée, les richesses du clergé étaient demeurées à peu près intactes : les rois qu'elles tentaient n'osaient pas s'en emparer, mais ils les distribuaient, avec les dignités de l'Église, à leurs favoris, à leurs créatures, à des prêtres courtisans, qui n'avaient d'ecclésiastique que le nom. Ces promotions avaient excité une clameur violente : les hommes religieux prétendaient que les rois introduisaient la corruption dans le corps du clergé, qu'ils détruisaient l'indépendance qui devait appartenir aux ministres de Dieu. Un désir ardent d'épurer le sacerdoce, en empêchant que ses dignités ne fussent distribuées dans des vues temporelles, se manifestait; mais il était réservé à l'un des plus grands caractères qu'ait produits le moyen âge, au moine Hildebrand, de remuer la chrétienté tout entière pour satisfaire à ce désir. Hildebrand, né à Soana, en Toscane, dans la condition la plus obscure, mais signalé par ses talens dès qu'il s'engagea dans les ordres, fut envoyé par son couvent à Cluny, en France, pour y poursuivre ses études. Dans sa solitude, il conçut le plan de la révolution par laquelle il voulait soumettre le monde au pouvoir sacerdotal. Il ne voyait dans l'univers que Dieu, le prêtre son seul ministre, et le genre humain soumis à ses lois; il voulait que tout le sacerdoce fût mu par une seule volonté, et ne connût qu'une seule passion, celle d'établir le pouvoir du ciel. L'Église tout entière lui paraissait corrompue; il entreprit de la réformer dans son chef, dans ses membres, dans le corps des fidèles qui lui obéissait; il prononça l'anathème contre toute intervention du pouvoir séculier dans la distribution des dignités de l'Église. C'était, disait-il, une simonie, un commerce des dons de l'Esprit-Saint. Le crime était le même, soit que le peuple dans ses assemblées, ou les grands ou les rois, prissent part à l'élection des prélats, soit qu'ils ten-

tassent même de leur conférer, par une investiture, le pouvoir temporel attaché à leurs siéges. Il fit attribuer en 1059, par le concile de Latran, aux cardinaux, l'élection des papes; aux chapitres, de concert avec le pape, l'élection de tous les prélats. En même temps, pour détacher le clergé de la société humaine, il proscrivit, il punit avec sévérité le mariage des prêtres, qui avait été jusqu'alors ou permis ou toléré, par quelques conciles provinciaux, surtout en Lombardie. Enfin, concentrant tous les pouvoirs de l'Église dans le pape, il enseigna aux prêtres à le considérer comme un être qui ne pouvait errer, qui devenait saint par sa seule élection, qui seul pouvait nommer et déposer les évêques, assembler, présider et dissoudre les conciles; c'était enfin, disait-il, un dieu sur la terre, maître absolu de tous les princes: ceux-ci devaient baiser ses pieds, et il pouvait les déposer, en déliant leurs sujets de leur serment de fidélité.

Hildebrand accomplit, du moins pour un temps, l'immense révolution qu'il avait entreprise; il changea l'esprit du pape, du clergé, des peuples, et il asservit les rois. Il fit élire, par son influence, les quatre papes qui le précédèrent lui-même sur la chaire de Saint-Pierre, où il monta en 1073, en prenant le nom de Grégoire VII. Lorsqu'il mourut, en 1085, les papes qui lui succédèrent suivirent aussi ses maximes, et parurent encore animés de son esprit. Toutefois il éprouva dans le clergé, surtout dans celui de Lombardie, une prodigieuse résistance. Il tourmenta l'Italie et l'Allemagne par une constante guerre civile; il appela contre Rome les Normands, qui brûlèrent cette ville, et vendirent en esclavage presque tous ses habitans. Il parvint à contraindre son héroïque rival, l'empereur Henri IV, à faire pénitence devant lui dans la cour couverte de neige du château de Canossa; il le contraignit à y demeurer trois jours et trois nuits en habit de pénitent, les pieds nus et à jeun, pour attendre son absolution. Les successeurs de Grégoire VII réussirent à faire révolter contre Henri IV successivement deux de ses fils, qui le déposèrent et le firent mourir de chagrin; mais le second de ces fils dénaturés, dont ces papes avaient embrassé la cause, Henri V, après avoir obtenu la couronne par leur aide, se tourna à son tour contre eux. Pendant seize ans, il leur fit la guerre pour maintenir l'indépendance de la couronne impériale et le droit des souverains séculiers sur les fiefs attachés aux églises. La fatigue et l'épuisement des peuples forcèrent enfin les deux pouvoirs rivaux à un accord qui ménageait

les droits de l'un et de l'autre. Dans la diète de Worms, en 1122, l'empereur abandonna au pape l'investiture des évêques par l'anneau et la croix, tandis qu'il se réserva la transmission des droits régaliens attachés à chaque siége par la concession du sceptre; ce n'étaient là que des cérémonies extérieures. Dans le fait, les peuples furent seuls dépouillés de leurs droits dans le choix de leurs pasteurs; les souverains conservèrent presque exclusivement la nomination des prélats, chacun dans ses États.

La guerre des investitures, qui dura plus de soixante ans, acheva de rompre tous les liens entre les membres divers du royaume d'Italie. Les guerres civiles ont du moins cet avantage qu'elles forcent les chefs du peuple à chercher à plaire à leurs sujets, à s'étudier à gagner une affection qui fait toute leur force, et à compenser par l'octroi de priviléges nouveaux les services qu'ils demandent. Les prélats, les grands, les villes d'Italie, n'obéissaient pas les uns aux empereurs, les autres aux papes, par une crainte aveugle, mais par choix, par affection, par conscience, selon que le sentiment politique ou le sentiment religieux était plus puissant sur chacun. La guerre se faisait partout, mais partout avec des forces nationales: chaque cité armait ses milices, les faisait conduire par ses propres magistrats, et attaquait autour d'elle les grands ou les cités qui suivaient un parti contraire au sien. Chaque cité, quoiqu'elle crût combattre pour l'empereur ou pour le pape, s'accoutumait à recevoir son impulsion de ses sentimens seuls, à se considérer comme un tout, comme un État indépendant, qui avait ses alliés et ses ennemis. Chaque citoyen ressentait pour sa cité seule, non pour le royaume d'Italie ou l'Empire, un ardent patriotisme.

Quand les rois ou les empereurs avaient accordé aux cités le droit d'élever des murailles, ils y avaient toujours joint celui d'assembler tous leurs citoyens au son de la grosse cloche, pour concerter leur défense. Cette assemblée de tous les hommes en état de porter les armes, se nommait le parlement; elle se faisait sur la place publique; elle élisait chaque année deux consuls, chargés de rendre la justice au-dedans, de conduire au-dehors la milice à la guerre. Cette milice était divisée par quartiers; chacun était conduit par un gonfalonier ou porte-étendard: elle combattait à pied; elle s'assemblait autour du *carroccio*, char pesant traîné par des bœufs couverts de draperies aux armoiries de la ville. Du milieu du char s'élevait un grand mât,

portant l'étendard de la cité; à ce mât un Christ était attaché, qui semblait bénir l'armée, de ses deux bras étendus. Un sacristain disait chaque jour la messe, sur l'autel, à la partie antérieure du carroccio. Les trompettes de la communauté, assis sur la partie postérieure, sonnaient la charge, ou le rappel. C'était Héribert, archevêque de Milan, contemporain de Conrad-le-Salique, qui avait inventé le carroccio à l'imitation de l'arche d'alliance, et qui l'avait fait adopter par les Milanais : toutes les villes libres d'Italie l'imitèrent. Ce char sacré de la patrie, confié à la garde des milices, leur donna de l'aplomb et de la confiance. Les gentilshommes, qui, froissés dans les guerres civiles, avaient senti la nécessité de se recommander aux villes, où ils furent admis comme le premier ordre des citoyens, formaient seuls la cavalerie des cités.

Le parlement, qui nommait les consuls, leur donnait aussi pour les assister dans le gouvernement, un conseil secret, ou de *credenza*, composé d'un petit nombre de membres, pris dans chaque quartier, et un grand conseil, ou conseil du peuple, qui préparait les décisions qu'on voulait soumettre au parlement. Le conseil de *credenza* était chargé en même temps de l'administration des finances de la cité; elles se composaient surtout du produit des droits d'entrée perçus aux portes des villes, et des subventions volontaires demandées aux citoyens dans les momens de danger. Comme l'industrie s'était rapidement accrue, et avait devancé le luxe; que la vie domestique était sobre, et le produit du travail considérable, les richesses s'étaient bien vite augmentées, et les citoyens ne se permettaient d'en faire usage que pour défendre ou orner leur patrie. Ce fut entre l'an 900 et l'an 1200, que des ouvrages prodigieux furent entrepris et exécutés par les cités d'Italie. Elles commencèrent d'abord par s'entourer toutes d'épaisses murailles, avec des fossés, des tours, des contre-gardes aux portes; travail immense, qu'un patriotisme prêt à tous les sacrifices pouvait seul entreprendre. Dans le même temps, les villes maritimes construisirent leurs ports, leurs quais, leurs digues, leurs douanes servant de magasin à tout le commerce. Toutes élevèrent ensuite des palais publics, pour la seigneurie ou la magistrature municipale, et des prisons; toutes construisirent en même temps les temples qui encore aujourd'hui nous frappent le plus par leurs grandes proportions et leur magnificence. Ces trois siècles de renaissance donnèrent l'impulsion à l'architecture, qui réveilla bientôt les autres beaux-arts.

L'esprit républicain qu'on voyait fermenter dans toutes les villes, et qui leur donnait à toutes des constitutions si sages, des magistrats si zélés, des citoyens animés de tant de patriotisme, et capables de si grandes choses, avait trouvé en Italie même des modèles qui avaient contribué à le former. La guerre des investitures donna le dernier essor aux sentimens de liberté et de patrie, dans toutes les communes de la Lombardie, du Piémont, de la Vénétie, de la Romagne et de la Toscane; mais auparavant, d'autres cités libres existaient déjà en Italie, et leur expérience avait même été assez longue, pour démontrer qu'un petit peuple trouve dans son union, dans son dévouement à la cause commune, une force qui manque souvent aux grands États. Les cités libres qui grandirent au onzième siècle, naquirent des débris de l'empire d'Occident; celles qui, en Italie, les avaient précédées dans la carrière de la liberté, étaient nées des débris de l'empire d'Orient.

Lorsque les Grecs reperdirent, par les armes des Lombards, l'Italie, que peu d'années avant ils avaient reconquise sur les Ostrogoths, ils conservèrent cependant beaucoup de postes isolés, beaucoup de places fortes situées le long du rivage de la mer. Venise au fond de l'Adriatique, Ravenne au midi de l'embouchure du Pô, Gênes au pied des montagnes de la Ligurie, Pise vers les bouches de l'Arno, Rome, Gaëte, Naples, Amalfi, Bari, ou ne furent jamais conquises par les Lombards, ou ne leur obéirent que pendant un temps assez court pour n'avoir pas perdu leurs antiques murailles, et l'habitude de les garder. Ces villes servirent de refuge à la civilisation romaine; tous ceux qui avaient conservé quelque fortune, quelque indépendance de caractère, quelque haine de l'oppression, s'y réunirent, pour chercher à résister en commun à des maîtres insolens et barbares. L'empire grec se maintenait à Constantinople avec tout son antique orgueil, mais avec une apathie orientale; il regardait ces débris comme représentant toujours pour lui l'ancienne province d'Italie, mais il ne faisait rien pour les défendre. De temps en temps seulement il leur envoyait un duc, un exarque, un patrice, un catapan, ou quelque autre magistrat dont le nom annonçait les plus hautes prétentions, encore qu'il ne fût accompagné d'aucune force réelle. Les citoyens de ces villes demandaient de l'argent et des soldats pour restaurer et défendre leurs fortifications; les empereurs demandaient au contraire que l'argent et les soldats d'Italie fussent envoyés

à Constantinople. Après quelques tiraillemens, le gouvernement grec trouva plus commode de laisser faire et de fermer les yeux sur l'établissement d'une liberté qu'il méprisait, mais qui lui paraissait propre à défendre ces postes écartés. Il reconnut comme dépositaires de l'autorité impériale, les magistrats que les villes d'Italie nommaient elles-mêmes; il les laissa disposer de l'argent et des soldats qu'ils pourraient rassembler dans leur cité, sous condition qu'ils ne lui demandassent rien, et il se contenta de voir le nom de l'empereu en tête des actes et sur les monnaies, sans exiger d'autre marque d'obéissance. Cette politique ne fut point suivie cependant à l'égard de Ravenne et ensuite de Bari : dans ces villes le représentant de l'empereur en Italie avait fixé sa résidence avec une garnison grecque. Ravenne fut conquise par les Lombards, entre 720 et 730, ainsi que les villes de la Pentapole qui relevaient d'elle; Bari devint alors la capitale du thème de Lombardie, qui s'étendit sur une grande partie de la Pouille. Nous avons vu comment Rome passa de l'empire grec à l'empire d'Occident. Nous soupçonnons, sans en être certain, que Gênes et Pise, après avoir été occupées par les Lombards, conservèrent leurs relations avec Constantinople. Le pallium ou drapeau de soie, qu'elles offrirent à quelques empereurs, fut considéré par ceux-ci comme un tribut; mais Venise, sur la mer supérieure, Gaëte, Naples et Amalfi, sur la mer inférieure, marchèrent plus ouvertement à l'indépendance.

Dès le temps de l'invasion d'Attila en 452, les marais nommés *lagunes*, formés à l'extrémité de la mer Adriatique, par le limon qu'y déposent sept ou huit grands fleuves, et au milieu desquels s'élèvent des îles sans nombre, avaient servi de refuge aux plus riches habitans de Padoue, de Vicence, de Vérone, de Trévise, et des autres grandes villes de la Vénétie, qui se dérobaient au sabre des Huns. L'empire romain d'Occident survécut vingt-quatre ans encore à cette calamité; mais ce ne fut plus qu'une période d'agonie, pendant laquelle de nouveaux désastres forcèrent sans cesse de nouveaux réfugiés à s'établir dans les îles de la lagune. Une population nombreuse finit par s'y fixer; elle y vécut de la pêche, de la fabrication du sel, de quelques manufactures, et du commerce des rivières : hors de l'atteinte des barbares, qui n'avaient point de vaisseaux, oubliée par les Romains et les Ostrogoths leurs successeurs, elle se maintint indépendante, sous l'administration des tribuns, que nommait l'as-

semblée du peuple dans chacune des îles. Les Vénitiens regardaient les Ostrogoths et ensuite les Lombards comme des hérétiques, en sorte qu'un zèle religieux fortifiait leur aversion pour les dominateurs de l'Italie. D'autre part, la population de chaque île formant comme une petite république, l'une se montra jalouse de l'autre : leurs tribuns ne surent pas demeurer d'accord ; et pour mettre un terme aux factions, les citoyens de toutes les îles se réunirent à Héraclée, en 697, en une seule assemblée, et ils donnèrent un chef à toute la Vénétie maritime, qu'ils nommèrent *doge* ou *duc*. Ce titre, que portaient les gouverneurs des provinces grecques en Italie, semble indiquer que le doge fut considéré comme un lieutenant de l'empereur de Constantinople. Les Vénitiens, en effet, persistant à se regarder comme membres de l'empire d'Orient, ne voulurent plus tard reconnaître jamais les prétentions de Charlemagne et de ses successeurs à la domination de toute l'Italie. Ce fut en 809, dans une guerre contre Pepin, fils de Charlemagne, que les Vénitiens firent choix de l'île de Rialto, pour y rassembler leurs vaisseaux et leurs richesses, et y bâtir la ville capitale de leur république. Vingt ans plus tard, ils y apportèrent d'Alexandrie le corps de saint Marc l'évangéliste ; ils le choisirent pour patron de leur république : son lion figura sur leurs armes, et son nom, dans leur langage, désigna leur patrie ou son gouvernement, quand ils en parlaient avec le plus d'affection.

En même temps que les Vénitiens disputaient le peu de terre sur laquelle étaient bâties leurs maisons, aux Lombards, aux Francs et aux empereurs allemands, ils durent disputer la mer qui les baignait aux Esclavons, qui s'étaient établis sur la côte orientale de la mer Adriatique, pour y exercer la piraterie. Au milieu d'eux, sur la même côte, beaucoup de petites villes, habitées par des Grecs, mais oubliées de l'Empire, s'efforçaient en vain de défendre leurs libertés et leurs gouvernemens municipaux. Toutes ces petites villes de l'Istrie et de la Dalmatie firent alliance, en 997, avec Venise, et consentirent à recevoir des juges choisis par son doge, ainsi qu'à combattre sous son étendard. Avec leur aide, Venise vainquit les pirates de Narenta et de la Croatie, et son doge s'intutila dès-lors *duc de Venise et de Dalmatie*.

Le premier magistrat des républiques de Naples, de Gaëte et d'Amalfi portaient également le titre de *duc*. Ces trois villes, oubliées des empereurs grecs, et ne recevant d'eux aucun secours, tenaient

cependant encore à la Grèce par le commerce; elles s'étaient livrées avec ardeur à la navigation, et leurs citoyens allaient chercher dans le Levant les marchandises qu'ils répandaient ensuite dans l'Italie méridionale. Tout le pays situé au-delà du Tibre avait été exposé à moins d'invasions que l'Italie supérieure. Un chef Lombard y avait cependant pénétré, en 589, et y avait fondé le grand-duché de Bénévent, qui comprenait à peu près tout le midi de la Péninsule. Ce duché s'était maintenu indépendant du royaume des Lombards de Pavie, et n'avait pas été entraîné dans sa chute. Il s'était défendu avec valeur contre Charlemagne et ses successeurs, qui avaient voulu le subjuguer. Mais, en 839, à la suite d'une guerre civile, il se partagea entre les trois principautés de Bénévent, Salerne et Capoue. Dès l'année 828, les Sarrasins avaient établi des colonies en Sicile. Jusqu'alors cette île était demeurée sujette de l'empire grec. Peu d'années après, ces Sarrasins passèrent dans l'Italie méridionale. Les trois républiques de Naples, de Gaëte et d'Amalfi maintinrent leur indépendance, en opposant, les uns aux autres, les Lombards et les Sarrasins, qui les menaçaient également. Au reste, tous les barbares succombaient, en peu d'années, à la langueur qu'inspirait le beau climat du midi; ils semblaient n'avoir plus le courage d'exposer une vie à laquelle tant de jouissances étaient attachées. Quand ils combattaient, ce n'était plus qu'avec mollesse; ils se hâtaient de terminer la guerre, pour se replonger dans les voluptés. Les citoyens des républiques avaient pour eux l'avantage de leurs murailles et de leurs défilés, et sans être plus braves que les Lombards, ils maintinrent, contre eux, pendant six siècles, leur indépendance.

Jusqu'à l'an 1000, l'Italie méridionale ne fut guère troublée que par les petites guerres des principautés lombardes, des républiques protégées par les Grecs, des catapans de Bari, et des bandes errantes de Musulmans, que l'amour du pillage plus que le zèle religieux avait amenées en Italie. Mais, à cette époque, on vit arriver à Salerne, et ensuite dans la Pouille, des aventuriers normands, issus, à la seconde ou troisième génération, de ces terribles corsaires danois qui avaient si long-temps et si cruellement ravagé la France, et qui, en 912, s'étaient établis en Neustrie; en adoptant la langue française et le christianisme, ils avaient conservé la valeur de leurs ancêtres, leur passion pour les aventures étranges et pour les voyages. Ils venaient en grand nombre visiter, comme pèlerins, les sanctuaires

de l'Italie méridionale; ils s'engageaient ensuite comme soldats des princes lombards, des républiques ou des Grecs de Bari, qui avaient récemment reconquis toute la Pouille, et ils se montraient tellement supérieurs, par leur valeur, à tous ceux avec lesquels ils avaient occasion de se mesurer, que ces mercenaires firent bientôt trembler tous les petits États au milieu desquels ils étaient venus chercher des aventures. En 1041, ils conquirent la Pouille sur les Grecs; en 1060, la Calabre; de 1061 à 1090, la Sicile. Vers le même temps, ils subjuguèrent les trois principautés lombardes de Bénévent, Salerne et Capoue; les trois républiques furent les derniers États de l'Italie méridionale qui tombèrent sous le joug des Normands. Nous ne savons point, il est vrai, l'époque de la soumission de Gaëte, dont il n'est fait aucune mention dans les anciennes chroniques; mais Amalfi, qui s'est illustrée par la fondation à la Terre-Sainte de l'hôpital et de l'ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, par l'invention de la boussole et par la conservation des Pandectes de Justinien, dut se soumettre aux Normands en 1131. Le chef de ceux-ci était alors Roger II, auquel l'antipape Anaclet avait donné, l'année précédente, le titre de roi des Deux-Siciles; le même Roger assiégea, en 1138, la ville de Naples, et, quoiqu'elle fût tour à tour secourue par un empereur d'Allemagne et par la république de Pise, elle fut aussi obligée de se rendre à ses armes.

La république de Pise, qui chercha vainement à prévenir la ruine de ces premières républiques italiennes du moyen âge, était une cité que le commerce et la navigation avaient enrichie; Pise, de même que Gènes, qui fut bientôt sa rivale, avait échappé au pillage des conquérans du Nord, et avait conservé des relations journalières avec Constantinople et avec la Syrie, où ses citoyens allaient chercher les marchandises qu'ils répandaient ensuite dans toute la Lombardie. Les Pisans et les Génois, enhardis par la vie de mer, s'étaient accoutumés à défendre avec leur épée les marchandises qu'ils transportaient d'une extrémité à l'autre de la Méditerranée; souvent ils furent aux prises avec les Sarrasins, qui s'étaient adonnés, comme eux, au commerce maritime, mais qui y joignaient parfois la piraterie. Les Sarrasins pillèrent Gènes en 936; ils entrèrent, en 1005, dans un faubourg de Pise : ils investirent de nouveau cette ville en 1012. Ils avaient des colonies dans la Sardaigne, la Corse et les îles Baléares, d'où ils menaçaient sans cesse l'Italie. Les Pisans, secondés par les

Génois, attaquèrent à leur tour la Sardaigne en 1017 ; ils n'en achevèrent là conquête qu'en 1050 : ils y conduisirent des colonies, et ils la partagèrent en fiefs entre les familles les plus illustres de Pise et de Gênes. Ils firent de même en 1113, la conquête des îles Baléares sur les Sarrazins.

Lorsqu'à la fin du onzième siècle, l'Occident s'ébranla pour disputer aux musulmans le sépulcre de Jésus-Christ, Venise, Gênes et Pise étaient déjà arrivées à une haute importance commerciale; ces trois villes avaient seules plus de vaisseaux sur la Méditerranée que toutes les autres puissances chrétiennes. Elles secondèrent les croisés avec enthousiasme ; elles les approvisionnèrent quand ils furent parvenus aux rivages de Syrie, et elles entretinrent leur communication avec l'Occident. Les Vénitiens assurent avoir envoyé, en 1099, une flotte de deux cents vaisseaux pour seconder la première croisade; les Pisans affirment que leur archevêque Daimbert, qui fut depuis patriarche de Jérusalem, passa en Orient avec cent vingt vaisseaux ; les Génois ne s'attribuent que vingt-huit galères et six vaisseaux : tous concoururent cependant avec le même zèle à la conquête de la Terre-Sainte, et les trois républiques maritimes y conservèrent également d'importans priviléges aussi long-temps que dura le royaume de Jérusalem.

Tels étaient les changemens qu'avaient accomplis pour l'Italie la période de six siècles qui s'étaient écoulés depuis la chute de l'empire romain d'Occident. A la fin du cinquième siècle, le lien social qui avait fait de l'Empire un seul corps, en se dissolvant, n'était remplacé par aucun autre. Le citoyen ne sentait rien pour son concitoyen; il n'en attendait aucun appui, il ne lui offrait lui-même aucune défense. Nulle part il ne pouvait invoquer de garantie ; partout il ne voyait que violence et qu'oppression. Au commencement du douzième siècle, le citoyen des villes d'Italie n'avait pas plus de garantie à attendre du dehors, car l'empereur allemand qui se disait son maître, n'était, avec ses soldats barbares, qu'un ennemi de plus ; mais partout où l'enceinte des mêmes murs avait formé un intérêt commun, l'esprit d'association s'était développé ; les concitoyens s'étaient promis une assistance mutuelle ; le courage avait grandi avec la liberté, et les Italiens, si long-temps opprimés, avaient enfin trouvé leur garantie en eux-mêmes.

[illegible]

CHAPITRE II.

Frédéric Barberousse veut restreindre les libertés des villes d'Italie ; leur résistance. — Ligue lombarde. — Trêve de Venise. — Paix de Constance qui fixe leurs droits.

Lorsque les bourgeois des villes s'étaient associés pour leur défense commune, leur premier besoin avait été de se soustraire au brigandage des armées barbares qui envahissaient leur pays, et les traitaient en ennemis; le second, de se mettre également en défense contre le brigandage d'autres barbares qui se disaient leurs maîtres. Bientôt leurs efforts réunis avaient garanti leur sécurité; en peu d'années ils s'étaient trouvés riches, ils étaient devenus puissans ; et ces mêmes hommes que les empereurs, les prélats, les nobles, considéraient toujours comme des serfs affranchis, s'étaient aperçus qu'il n'y avait plus guère en Italie d'autre force publique que la leur. Leur confiance en eux-mêmes s'était accrue avec leur puissance, et le désir de la domination avait succédé à celui de l'indépendance. Les villes qui avaient accumulé plus de richesses, celles qui rassemblaient dans leurs murs une population plus nombreuse, tentèrent, dès la première moitié du douzième siècle, de s'assurer par les armes l'obéissance des villes voisines qui ne leur paraissaient pas assez fortes pour lutter contre elles. Ces grandes cités, il est vrai, ne prétendaient pas dépouiller les petites de leur liberté, mais elles voulaient les astreindre à contracter avec elles une alliance perpétuelle pour partager leur bonne et leur mauvaise fortune, et à faire toujours marcher leurs milices sous l'étendard de la cité dominante.

La longue guerre des investitures entre les empereurs de la maison de Franconie et les papes, avait donné le premier essor à cette

ambition. Comme il s'agissait d'intérêts généraux, d'une action à exercer au loin, de dangers communs à tout un parti, les villes avaient senti la nécessité des alliances et d'une correspondance active, qui s'étendît presque d'une extrémité à l'autre de l'Italie. Les petites villes avaient bientôt reconnu que cette politique générale était au-dessus de leur portée, et les grandes, où le commerce et la richesse avaient accumulé plus de lumières; les grandes, qui recevaient seules des communications de l'empereur où du pape, s'étaient placées naturellement à la tête de la ligue formée dans leur province, ou pour l'Empire ou pour l'Église. Ces deux ligues n'étaient point encore désignées en Italie par les noms de Guelfes et de Gibelins, noms qui furent, en Allemagne, le cri de guerre des deux partis à la bataille de Winsberg, le 21 décembre 1140, et qui auparavant y désignaient déjà, le premier, les ducs de Saxe et de Bavière dévoués aux papes; le second, les empereurs franconiens. Mais quoique ces deux noms, qui semblèrent depuis devenir exclusivement italiens, n'eussent pas encore été prononcés en Italie, l'affection héréditaire pour les deux partis partageait déjà les esprits depuis un siècle; l'intérêt de la faction devenait pour chacun celui d'une seconde patrie, qu'il servait souvent avec non moins d'héroïsme et de dévouement que sa cité.

Deux grandes villes dans la plaine de Lombardie l'emportaient sur toutes les autres en puissance et en richesse : Milan, qui dirigeait le plus habituellement le parti de l'Église, et Pavie, qui dirigeait le parti impérial. L'une et l'autre ville paraît cependant avoir changé de parti durant les règnes de Lothaire III et de Conrad II, qui, de l'an 1125 à l'an 1152, mirent en opposition les deux maisons des Guelfes et des Gibelins d'Allemagne. Milan, dans cette première moitié du douzième siècle, ayant éprouvé de la résistance de la part des deux villes de Lodi et de Como, rasa la première, en dispersa les habitans dans des villages ouverts, et força la seconde à abattre ses fortifications. Crémone et Novarre s'attachaient de préférence au parti de Pavie; Tortone, Crème, Bergame et Brescia, Plaisance et Parme, à celui de Milan. Entre les villes du Piémont, celle de Turin paraissait se placer au premier rang; elle disputait en même temps le pouvoir aux comtes de Savoie, qui se disaient vicaires impériaux dans cette contrée. Le Montferrat avait toujours ses marquis; ils étaient du petit nombre des grands feudataires qui avaient survécu aux guerres civiles; mais les villes de la province ne leur obéissaient pas, et celle d'Asti était

plus puissante qu'eux. La famille au contraire des marquis véronais, qui, du temps des rois lombards, devait défendre la frontière contre les Allemands, s'était éteinte, et les grands villes de Vérone, Padoue, Vicence, Trévise et Mantoue se maintenaient libres, à peu près égales en puissance l'une à l'autre. Bologne tenait le premier rang entre les villes au midi du Pô, et elle se faisait redouter également de Modène et Reggio, d'une part; de l'autre, de Ferrare, Ravenne, Imola, Faenza, Forli et Rimini. La Toscane, qui avait eu aussi de puissans marquis, avait vu leur famille s'éteindre dans la comtesse Mathilde, la contemporaine et l'amie de Grégoire VII. Dès-lors Florence s'était élevée en puissance ; elle avait détruit Fiésolé, et sans dominer sur les villes voisines de Pistoia, Arrezzo, San Miniato, Volterra, ou, sur les plus lointaines, Lucques, Cortona, Perugia et Sienne, elle était considérée comme dirigeant la ligue de Toscane, d'autant que Pise, à la même époque, tournait toute son attention sur ses expéditions d'outre-mer. La famille des ducs de Spolète s'était aussi éteinte, et les villes de l'Ombrie s'étaient remises en liberté ; mais leur situation dans les montagnes ne leur permettait pas de s'élever à une grande puissance. Rome enfin avait donné l'essor au même sentiment d'indépendance. Un moine éloquent, disciple d'Abailard, et qui s'était fait connaître dans toute l'Europe, y avait prêché, en 1139, une double réforme dans l'ordre religieux et dans l'ordre politique. On le nommait Arnaud de Brescia; il avait parlé aux Romains de l'antique liberté qui était leur droit, comme des abus qui défiguraient l'Église. Chassé d'Italie par le pape Innocent II et le concile de Latran, il se réfugia en Helvétie, et fit adopter une constitution libérale à la ville de Zurich; mais il fut rappelé à Rome en 1143, et il y fit de nouveau entendre le nom de république romaine, de sénat romain et de comices du peuple. Le pape flétrissait ses opinions du nom d'*hérésies des politiques,* et Arnaud de Brescia ayant été livré, en 1155, à Adrien IV par l'empereur, fut brûlé vif devant la porte du château Saint-Ange : mais ses enseignemens lui survécurent, et l'amour de la liberté ne périt point à Rome avec lui. Dans l'Italie méridionale, enfin, l'esprit de liberté avait été étouffé par les conquêtes des Normands, et la ville d'Aquila conservait seule dans les Abruzzes quelques prérogatives républicaines.

Tel était l'état de l'Italie, lorsque la diète de Germanie, assemblée à Francfort, déféra la couronne, en 1152, à Frédéric Barberousse, duc de Souabe, de la maison de Hohenstauffen. Ce prince, neveu de

Conrad III, auquel il succédait, était dans la vigueur de l'âge; il était allié aux deux maisons guelfe et gibeline, qui s'étaient disputé l'empire, et il était regardé, à bon droit, par les Allemands, comme le plus distingué de leurs chefs. Il n'était pas seulement brave; il connaissait l'art de la guerre, autant du moins qu'on pouvait l'entendre dans cet âge barbare; il savait se faire aimer des soldats, tout en les soumettant au frein d'une discipline que d'autres ne songeaient pas même à établir; il aimait la justice, il respectait sa parole, il abhorrait les cruautés gratuites, encore que l'effusion du sang humain n'eût rien de révoltant pour un prince du moyen âge: mais les prérogatives de sa couronne lui paraissaient un droit sacré, que, par orgueil, par conscience même, il voulait conserver et accroître. Les Italiens lui paraissaient en état de révolte contre le trône impérial et contre la nation allemande; il croyait que son premier devoir était de les réduire à l'obéissance.

En effet, au mois d'octobre 1154, Frédéric Barberousse entra en Italie par la vallée de Trente, à la tête d'une puissante armée allemande. Il se proposait, non-seulement d'y recevoir les couronnes de l'Italie et de l'Empire, mais de ramener à l'obéissance ceux de ses sujets qui semblaient oublier ce qu'ils devaient à leur souverain, de punir, en particulier, les Milanais de leur arrogance, de faire droit aux plaintes que les citoyens de Pavie et de Crémone avaient portées contre eux, de les forcer enfin à rendre aux villes de Lodi et de Como, qu'ils avaient démantelées, tous les droits dont ils jouissaient eux-mêmes. Lorsqu'il arriva à Roncaglia, où il tint la diète du royaume d'Italie, il y fut assailli par les plaintes des évêques et des grands contre les villes: à leur tour les consuls de Pavie, de Crémone, de Como et de Lodi accusèrent les Milanais, qui furent défendus par ceux de Crème, de Brescia, de Plaisance, d'Asti et de Tortone. Avant de prononcer sur les différends qui lui étaient soumis, Frédéric annonça qu'il voulait juger, par ses yeux, de l'état du pays, et qu'il allait visiter le Piémont et le Montferrat. Il traversa le territoire milanais pour se rendre à Novarre, et il ordonna aux consuls de Milan de lui faire trouver des vivres sur sa route. Les villes reconnaissaient qu'elles devaient aux empereurs, à leur passage, les redevances désignées par les mots féodaux de *foderum*, *parata* et *mansionaticum*, le fourrage, la table et le logement. Cependant les Allemands, retardés dans leur marche par une pluie abondante et continuelle, mettaient deux jours

à atteindre l'étape où les Milanais avaient cru que l'armée allemande arriverait dès le premier jour; en conséquence les vivres manquèrent, et les Allemands s'en vengèrent sur les malheureux habitans du pays qu'ils traversaient: ils pillèrent, ils brûlèrent les villages où ils n'avaient pas trouvé des rations suffisantes. Frédéric se montra bienveillant pour les villes de Novarre et de Turin; mais celles de Chieri et d'Asti lui avaient été dénoncées comme animées des mêmes sentimens que les Milanais: les habitans s'enfuirent à son approche, et il pilla et brûla leurs maisons, qu'il trouva vides. Arrivé ensuite devant Tortone, il intima l'ordre aux habitans de renoncer à l'alliance qu'ils avaient contractée avec les Milanais. Mais, comptant sur la force de la ville haute, où les habitans s'étaient enfermés, tandis que Frédéric logeait dans la ville basse, ils eurent le courage de s'y refuser. Le 13 février 1155, les Allemands commencèrent le siége de cette ville; ils ne purent empêcher deux cents Milanais d'y entrer pour prendre part à sa défense. Soixante-deux jours ces braves gens soutinrent les attaques de l'armée formidable que les milices de Pavie et des autres villes gibelines étaient encore venues grossir : enfin, le manque d'eau les contraignit à se rendre. Frédéric leur permit de se retirer à Milan, avec le peu d'effets qu'ils pourraient emporter sur leur dos : tout le reste fut abandonné au pillage des soldats, et leurs maisons devinrent la proie des flammes. Les Milanais accueillirent avec respect ces martyrs de la liberté: chaque maison opulente se chargea de donner l'hospitalité à quelques Tortonais. Frédéric, pendant ce temps, faisait imposer sur sa tête, dans le temple de Pavie, la couronne de fer des rois lombards; après quoi, il se mit en route pour Rome, afin d'y recevoir aussi la couronne d'or de l'Empire.

Mais les Allemands qui accompagnaient l'empereur dans son expédition, après avoir montré beaucoup d'ardeur pour entreprendre ce voyage lointain, se lassaient bientôt d'être si long-temps hors de leur patrie; la licence accordée à leurs pillages et à leurs débauches, ne leur paraissait plus un dédommagement suffisant pour les ennuis de la marche et les dangers de la guerre. Ils pressaient l'empereur d'avancer vers Rome, et d'éviter de se prendre de querelle avec les grandes villes, encore que presque toutes se refusassent à le recevoir dans leurs murs, et se contentassent de lui préparer des vivres et des logemens dans leurs faubourgs. L'impossibilité de maintenir la discipline dans une armée cupide, qui voyait pour la première fois les ri–

chesses inconnues du commerce et des arts étalées à ses yeux, et d'éviter les querelles entre deux peuples qui n'entendaient pas la langue l'un de l'autre, justifiait cette précaution; Frédéric passa ainsi auprès de Plaisance, de Parme, de Bologne, de Florence. Il ne fut pas même reçu dans Rome; ses troupes occupèrent seulement ce qu'on nommait la cité Léonine, ou le faubourg bâti autour du Vatican, et c'est là qu'il fut couronné par le pape Adrien IV; tandis que les Allemands étaient obligés de repousser les Romains, qui cherchaient à s'avancer par le pont Saint-Ange, et par le bourg qui communique avec Trastevère, pour troubler la cérémonie. Dès le lendemain Frédéric s'éloigna de Rome, et conduisit son armée dans les montagnes, pour éviter les ardeurs de l'été. Les bourgeois de Spoleto ne lui ayant pas fourni assez promptement les vivres dont il avait besoin, il attaqua leur ville, la prit et la brûla: cependant la maladie commençait à éclaircir les rangs de ses soldats, d'autres désertaient pour s'embarquer à Ancône. Frédéric, avec une armée affaiblie, pressait sa marche pour rentrer en Allemagne par les vallées du Tyrol. Les citoyens de Vérone, qui ne voulaient pas recevoir les Allemands dans leurs murs, avaient construit pour lui un pont de bateaux sur l'Adige. Il le passa à la hâte, et à peine avait-il atteint l'autre bord, que d'énormes pièces de bois livrées au courant impétueux du fleuve vinrent frapper contre le pont et le rompirent. Frédéric ne douta point que les Lombards ne lui eussent préparé un piége, et ne se fussent flattés d'abattre le pont, pendant qu'il passerait; mais il n'était plus assez fort pour en tirer vengeance.

L'empereur était enfin retourné en Allemagne avec ses soldats barbares. Partout où il avait passé, il avait porté le ravage et la désolation; la ligne sur laquelle il avait traversé le Milanais était marquée par l'incendie : les bourgs de Rosate, de Trécale, de Galiate; les villes de Chieri, d'Asti, de Tortone, de Spolète, avaient été brûlés par lui. Mais à côté de ces preuves de barbarie, il en avait donné d'impuissance; il n'avait point osé assiéger les cités plus fortes et plus populeuses, et celles-ci s'applaudissaient de lui avoir fermé leurs portes, et d'avoir refusé d'obéir. Une seule campagne avait suffi pour ruiner une des plus formidables armées que l'Allemagne eût vomies sur l'Italie; et l'exemple des anciens temps faisait croire qu'il se passerait long-temps avant que l'empereur pût mettre de nouveau les Allemands en mouvement. Les Milanais se félicitaient d'avoir sauvé leur liberté par leur courage et leur patriotisme : leur trésor était vide,

mais le zèle des citoyens opulens, qui ne connaissaient d'autre luxe que de servir la patrie, l'eut bientôt rempli. Ces mêmes hommes qui trouvaient de grandes richesses, pour les offrir à leur république, se contentaient pour eux-mêmes de pain noir, et d'un manteau d'étoffe commune. Sur l'ordre des consuls de Milan, ils partirent pour aller travailler de leurs mains, avec tous leurs concitoyens, à relever les murailles et les maisons de Tortone, de Rosate, de Trécale, de Galiate, et des autres lieux qui avaient souffert pour la liberté de tous. Ils attaquèrent ensuite Pavie, Crémone et Novarre, qui avaient embrassé le parti de l'empereur, et ils les forcèrent de se soumettre à des conditions humiliantes, tandis qu'ils resserrèrent leur alliance avec les villes de Brescia et de Plaisance, qui s'étaient déclarées pour la liberté.

Mais Frédéric avait plus de pouvoir sur l'Allemagne que n'en avait eu aucun des ses prédécesseurs : on l'y regardait comme le restaurateur des droits de l'Empire et de la nation allemande, on lui savait gré de ramener l'Italie, de ce qu'on nommait un état d'anarchie et de révolte, à l'ordre et à l'obéissance; ses feudataires accoururent donc avec empressement sous ses drapeaux, lorsqu'il les y appela aux fêtes de Pentecôte de 1158, pour soumettre l'Italie. Les bataillons allemands entrèrent en Lombardie par tous les passages des Alpes à la fois. En passant près de Brescia ils inspirèrent à cette ville tant de terreur, qu'elle renonça à l'alliance des Milanais, et paya une grosse somme d'argent pour sa rançon. Les Milanais au contraire s'étaient préparés à la résistance; ils avaient coupé ou fortifié tous les ponts de l'Adda, se flattant que cette rivière suffirait pour arrêter l'empereur. Mais un corps de cavalerie allemande se jeta hardiment à la nage dans le torrent, et gagna le bord opposé; il se rendit alors maître du pont de Cassano, et toute l'armée entra dans le territoire milanais. Frédéric suivant le cours de l'Adda, choisit à quatre milles de distance des ruines du vieux Lodi, un emplacement où il ordonna aux Lodésans de rebâtir leur ville, qui devait lui répondre à l'avenir du passage de l'Adda. Il y appela aussi les milices de Pavie, de Crémone, et des autres villes lombardes que leur jalousie de Milan attachait à la faction gibeline, et après leur réunion seulement, il vint le 8 août 1158 tracer son camp devant Milan. Toutefois ses machines de guerre ne lui suffisaient point pour abattre les murs d'une si grande et si forte ville; il essaya plutôt de l'affamer. Il s'empara des greniers, il brûla

les meules de blé, il faucha les récoltes d'automne, et il annonça qu'il ne s'éloignerait point que les Milanais ne fussent rentrés dans le devoir. Cependant les nobles en petit nombre qui avaient conservé leur indépendance en Lombardie, s'étaient rendus au camp de l'empereur; l'un d'eux, le comte de Blandrate, qui avait précédemment donné des preuves de son attachement à la ville de Milan, offrit sa médiation; elle fut acceptée, et il obtint en effet des termes avantageux pour les Milanais. Ceux-ci s'engagèrent à payer à Frédéric 9000 marcs d'argent comme tribut, à lui restituer les droits régaliens, et à rendre leur indépendance aux villes de Como et de Lodi; mais d'autre part ils étaient dispensés d'ouvrir leurs portes à son armée, ils conservaient le droit d'élire leurs consuls, et ils comprenaient dans leur pacification les Tortonais et les Crémasques leurs alliés. Ce traité fut signé le 7 septembre 1158.

Frédéric, il est vrai, en accordant une capitulation honorable à des sujets qu'il faisait rentrer dans le devoir, ne pensait pas renoncer aux droits de son empire; il comptait s'être réservé implicitement l'autorité législative de la diète de son royaume d'Italie. Les Milanais, au contraire, regardaient leur traité comme définitif, et ils furent très-étonnés et très-indignés lorsque Frédéric ayant assemblé, à la Saint-Martin suivante, les plaids du royaume à Roncaglia, fit adopter par cette diète une constitution qui bouleversait leurs droits les plus chers; elle enlevait, en effet, aux consuls des villes la fonction d'administrer la justice, pour la déférer à un juge unique, étranger, choisi par l'empereur, et qui prit le nom de podestat; elle fixait l'étendue des droits régaliens, réservés à l'empereur dans chaque ville, en leur donnant bien plus d'importance que ne l'entendaient les Milanais lorsqu'ils les avaient abandonnés; elle enlevait aux villes, de même qu'à tous les autres membres de l'Empire, le droit de guerre privée; elle changeait, enfin, la circonscription du territoire des cités, et en particulier enlevait aux Milanais la petite ville de Monza et les comtés de Séprio et de la Martesana, que ceux-ci regardaient comme leur propriété. De justes motifs avaient fait considérer à l'empereur et à la diète ces innovations comme nécessaires pour la paix et la prospérité publique; mais les Milanais n'y virent qu'une violation perfide du traité qu'ils venaient de conclure. Quand le podestat de l'empereur se présenta pour prendre possession de son tribunal, ils le chassèrent honteusement; ils coururent aux armes, et ils s'efforcèrent de nouveau de se

rendre maîtres de tous les passages de l'Adda, pour se défendre derrière cette barrière. Frédéric, de son côté, au printemps de l'année 1159, assembla une nouvelle diète du royaume d'Italie à Bologne, et il y mit les Milanais au ban de l'Empire.

L'empereur n'essaya point, cependant, encore de réduire les Milanais par un siége en règle; son armée n'était pas assez nombreuse pour investir entièrement une aussi grande ville, et ses machines de guerre étaient insuffisantes pour renverser d'aussi fortes murailles; mais il annonça qu'il emploierait toute la puissance dont il disposait comme monarque de l'Italie et de l'Allemagne, afin de ruiner cette ville rebelle. Bientôt, en effet, les Milanais le virent faucher leurs blés, moissonner leurs récoltes d'automne, détruire leurs ceps de vigne, couper ou écorcer tous les arbres qui couvraient leurs campagnes, et rompre leurs canaux d'irrigation ; mais les généreux citoyens de cette république nouvelle ne se laissèrent point décourager par la supériorité d'un tel ennemi ou par l'issue inévitable d'un tel combat. Ils voyaient bien qu'ils devaient périr ; mais, pour l'honneur et la liberté de l'Italie, ils étaient résolus de laisser un grand exemple à leurs compatriotes et aux générations à venir.

Les Crémasques étaient demeurés fidèles aux Milanais dans la mauvaise comme dans la bonne fortune. Le siége de Crème présentait cependant à l'empereur moins de difficultés que celui de Milan ; la ville était peu étendue, et pouvait être investie de toutes parts; elle était aussi plus accessible aux machines de guerre, quoique entourée d'une double muraille et d'un fossé plein d'eau. Les Crémonais commencèrent le siége le 4 juillet ; et le 10, Frédéric en vint prendre le commandement. Quatre cents Milanais étaient venus s'enfermer dans la ville pour partager les combats et les dangers de leurs alliés. L'empereur, qui voyait en eux des sujets révoltés, voulut les effrayer par des supplices. Après la dernière pacification, Milan et Crème lui avaient donné des otages; il en fit pendre plusieurs en face des murs; d'autres étaient des enfans appartenant aux familles les plus distinguées, il les fit attacher à une tour mouvante qu'il voulait faire approcher des murailles de Crème, de manière que les assiégés ne pussent la repousser sans blesser ou tuer leurs propres enfans. Un cri de désespoir retentit sur toute la muraille de Crème ; les pères de ces malheureux suppliaient leurs concitoyens de les tuer eux-mêmes, pour qu'ils ne vissent pas l'agonie de leurs enfans. Ils criaient en même temps

à ceux-ci de ne point craindre de donner leur vie pour la patrie. Le combat ne cessa point en effet, et la tour mouvante fut repoussée après que neuf otages, qui la couvraient de leurs corps, eurent été tués. Six mois entiers les Crémasques arrêtèrent toutes les forces de l'empereur : la famine opéra, enfin, ce que la violence n'avait pu faire. Le 26 janvier 1160, ils capitulèrent, abandonnant toutes leurs richesses au pillage et leur ville à l'incendie ; mais les habitans, hâves, défaits, et se soutenant à peine, eurent la permission de se retirer à Milan.

Le siége de Crème avait épuisé la patience de l'armée allemande. Dans ce siècle les soldats n'étaient point accoutumés à de si longues expéditions ; quand ils avaient accompli leur service féodal, ils se croyaient le droit de retourner dans leur patrie. La plupart repartaient en effet ; mais Frédéric, avec une constance inébranlable, déclara qu'il demeurerait à la tête des seuls Italiens des villes gibelines, pour faire la guerre aux Milanais. En effet, prenant le commandement des milices de Pavie, de Crémone et de Novarre, il continua une année entière ses attaques, dans le seul but de détruire toutes les récoltes, et de ne permettre l'entrée d'aucune provision dans Milan. Au moins de juin 1161, il vit cependant arriver à son aide une nouvelle armée allemande ; ses compatriotes avaient éprouvé quelque honte de ce que leur monarque était demeuré seul au milieu d'un peuple étranger, et qu'ils accusaient de rébellion et de perfidie. Ils revinrent avec une animosité redoublée, qui se manifesta bientôt par des actes de férocité : toutes les fois qu'ils surprenaient quelques paysans lombards portant des vivres à Milan, ils les faisaient périr dans les supplices. Les riches citoyens avaient aidé la république à faire de grands approvisionnemens, mais ces amas étaient en partie épuisés, lorsqu'un incendie accidentel consuma le reste. Alors la faim triompha du courage et de l'amour de la liberté. Trois ans entiers les Milanais avaient soutenu cette lutte inégale, depuis qu'ils avaient été mis au ban de l'Empire ; mais ils furent enfin contraints de se rendre à discrétion, au commencement de mars 1162. Ils livrèrent, avec un profond désespoir leurs drapeaux et toutes leurs armes, et ils attendirent les ordres de l'empereur. Celui-ci, quoique dur et hautain, n'était cependant pas féroce ; jamais il ne punit par des supplices les ennemis ou les rebelles qu'il avait vaincus. Il laissa passer près d'un mois avant de prononcer ses dernières volontés sur les

Milanais, peut-être pour augmenter l'anxiété des citoyens, peut-être aussi pour calmer sa propre colère; il finit par la décharger sur les murailles et les êtres inanimés, tandis qu'il pardonnait aux hommes. Il ordonna que la ville fût complétement évacuée, qu'il n'y restât pas un seul être vivant; et le 25 mars il y appela les milices des cités gibelines et rivales, en leur donnant l'ordre d'en raser les maisons aussi-bien que les murailles, et de ne pas y laisser pierre sur pierre.

Les habitans les plus pauvres de Milan, ceux que leur étroite fortune, ou leurs travaux agricoles et industriels fixaient au sol, furent répartis entre quatre bourgades ouvertes, bâties à deux milles au moins de distance des murs de leur ancienne patrie. Les autres allèrent chercher l'hospitalité dans les villes voisines d'Italie, même dans celles qui avaient montré le plus d'attachement à l'empereur. Leurs souffrances, l'étendue de leurs sacrifices, le souvenir de leur valeur, et l'exemple de leurs généreux sentimens, firent, dans toutes les villes où ils furent reçus, des prosélytes à la cause de la liberté. D'un autre côté les délégués de l'empereur, car lui-même était retourné en Allemagne, les podestats qu'il avait établis dans chaque ville, faisaient éprouver aux Lombards qui avaient combattu pour lui, la honte et le regret d'avoir affermi par leurs propres efforts le joug sur leurs propres têtes. Tous les priviléges de la nation furent violés; la justice était sacrifiée à l'intérêt de parti; les redevances exigées par le fisc, sans cesse accrues, s'étaient sextuplées : à peine le tiers des récoltes demeurait aux cultivateurs. Tous les Italiens souffraient, tous étaient humiliés : la tyrannie avait atteint aussi les consciences. A la mort du pape Adrien IV, en septembre 1159, les cardinaux s'étaient partagés entre deux candidats, l'un Siennois, l'autre Romain, qui tous deux avaient été déclarés élus, par leur faction. Le premier avait pris le nom d'Alexandre III, le second de Victor III. Frédéric s'était déclaré pour celui-ci, qui avait paru empressé de lui sacrifier les libertés et l'indépendance de l'Église : l'autre avait été obligé de se réfugier en France; toutefois la chrétienté presque entière n'avait pas tardé à se déclarer pour lui. Tandis qu'un concile assemblé à Pavie en 1160 par Frédéric l'avait condamné, un autre concile assemblé à Beauvais, condamnait Victor, et le frappait d'anathême. Frédéric à son tour fut atteint par les excommunications, et Alexandre III, pour se fortifier contre la puissance de l'empereur, com-

mença à rechercher la faveur des peuples, et à embrasser la défense des libertés de l'Italie.

Dans l'année 1163 Frédéric rentra en Italie, accompagné, non par une armée, mais par un cortége brillant de gentilshommes allemands. Il ne croyait pas, dans un royaume désormais soumis, avoir besoin de forces plus imposantes; d'ailleurs il pouvait toujours disposer des milices des cités gibelines, et en effet, il fit raser par elles cette année les murailles de Tortone. Il se dirigea ensuite vers Rome, pour y appuyer de son crédit son pontife schismatique. Mais pendant ce temps les villes de Vérone, Vicence, Padoue et Trévise, les plus puissantes de la marche véronaise, réunirent leurs consuls en un congrès, pour aviser aux moyens de faire cesser une tyrannie dont elles se sentaient accablées. Depuis la ruine de Milan, toute la Lombardie était traitée comme vaincue : la marche véronaise ne voulut pas l'être sans avoir combattu. Les consuls de ces quatre villes s'engagèrent par serment au nom de leurs cités, à se soutenir réciproquement dans l'entreprise de revendiquer leurs droits antiques, et de réduire les prérogatives impériales au point où elles étaient fixées sous le règne de Henri IV. Frédéric, averti de cette association, revint en hâte dans l'Italie septentrionale pour la combattre. Il assembla les milices de Pavie, de Crémone, de Novarre, de Lodi et de Como, et il voulut les conduire dans la marche véronaise; mais il s'aperçut bientôt que l'esprit de liberté avait fait des progrès dans les villes gibelines comme dans les villes guelfes, que les milices qu'il commandait se plaignaient des vexations de ses podestats, autant que celles qu'il voulait combattre, et qu'elles étaient peu disposées à affronter la mort pour river les fers de leur patrie. Obligé de reculer devant ceux qu'il nommait des sujets révoltés, il renonça bientôt à une lutte qui l'humiliait, et il repassa en Allemagne pour y lever une armée plus obéissante. D'autres intérêts plus pressans ne lui permirent point de s'en occuper jusqu'à l'automne de 1166. Pendant cet intervalle cependant, son anti-pape Victor III mourut, et le successeur qu'il lui fit donner, fut, plus encore que Victor, repoussé par l'Église. D'autre part Alexandre III était revenu de France à Rome; il avait contracté alliance avec Guillaume le roi normand des Deux-Siciles, et il avait armé toute l'Italie méridionale contre l'autorité des empereurs.

Lorsqu'au mois d'octobre 1166 Frédéric descendit des montagnes des Grisons pour entrer en Italie par le territoire de Brescia, il con-

duisit immédiatement son armée juqu'à Lodi, sans lui permettre aucune hostilité sur la route. Il assembla vers la fin de novembre, à Lodi, une diète du royaume d'Italie, et il y promit aux Lombards de réprimer les abus de pouvoir de ses podestats, et de respecter leurs justes libertés. Il voulait séparer leur cause de celle du pape et du roi de Sicile, et il conduisit son armée dans la moyenne Italie, pour donner plus de poids à ses négociations.

Jusqu'alors les villes de la Romagne et de la Toscane n'avaient fait entendre que peu de plaintes, ou n'avaient manifesté que peu de zèle pour la défense de leurs priviléges. Il crut, en s'établissant au milieu d'elles, pouvoir ranimer leur loyauté, et les déterminer à grossir l'armée qu'il voulait conduire contre Rome : mais il put bientôt reconnaître qu'un même esprit de liberté fermentait dans cette contrée comme dans les autres; il se fit donc donner trente otages par Bologne, il assiégea Ancône, et n'ayant pu s'en rendre maître, il conduisit, au mois de juillet 1167, son armée devant Rome.

Les villes de la marche véronaise l'ayant vu passer outre, sans oser les attaquer, en prirent plus de confiance en elles-mêmes. Au commencement d'avril, elles assemblèrent une nouvelle diète, au couvent de Pontida, entre Milan et Bergame. Les consuls de Crémone, de Bergame, de Brescia, de Mantoue et de Ferrare, s'y rendirent et se joignirent à ceux de la marche : on y vit avec joie les Gibelins se réunir aux Guelfes pour la défense de la liberté commune, et les Crémonais, qui avaient contribué à la ruine de Milan, seconder les députés des bourgades milanaises, qui demandaient avec instance, aux villes confédérées, de les aider à rebâtir leur cité. La confédération prit le nom de *ligue lombarde :* les consuls jurèrent, et tous leurs concitoyens qu'ils représentaient répétèrent ensuite le même serment, que tous les Lombards s'assisteraient réciproquement pour le recouvrement de leur liberté; qu'ils resteraient unis, pendant vingt ans, pour sa défense; qu'ils s'aideraient enfin à réparer, en commun, les dommages que l'un des membres de la ligue éprouverait pour cette cause sacrée. Étendant même au passé ce contrat de garantie mutuelle, la ligue résolut de rebâtir Milan. Les milices de Bergame, Brescia, Crémone, Mantoue, Vérone et Trévise, arrivèrent, le 27 avril 1167, sur le lieu que couvraient les ruines de cette grande ville : elles se distribuèrent l'entreprise de relever l'enceinte de ses murs : tous les Milanais des quatre bourgades, tous ceux qui s'étaient réfugiés dans

des villes lointaines, accoururent pour prendre part à ce pieux ouvrage, et en peu de semaines la ville renaissante fut mise à l'abri des insultes de ses ennemis. Peu après, les habitans de Lodi furent contraints, par les armes, à prêter aussi serment à la ligue, tandis que les villes de Venise, Plaisance, Parme, Modène et Bologne s'y associèrent volontairement et avec joie.

Pendant ce temps, Frédéric était arrivé en vue de Rome. Les Romains avaient osé l'attendre en rase campagne ; il les avait défaits, et leur avait tué beaucoup de monde. Il s'était rendu maître de la cité Léonine, et les Romains se défendant encore dans le Vatican, il les en avait chassés en mettant le feu à l'église attenante de Sainte-Marie. Alexandre effrayé, s'était alors enfui par le Tibre, et les Romains, après sa retraite, avaient prêté serment de fidélité à l'empereur, sans recevoir cependant son armée dans leurs murs. Mais bientôt les chaleurs étouffantes de la campagne de Rome et la fièvre commencèrent à venger les Italiens : dès les premiers jours du mois d'août, une mortalité effrayante se déclara dans le camp de l'empereur. Les princes qui lui étaient le plus chers, les capitaines en qui il avait le plus de confiance, deux mille chevaliers, et un nombre proportionné de soldats lui furent enlevés en peu de semaines. Il voulut fuir le fléau destructeur; il traversa rapidement la Toscane et la Lunigiane; mais sa route était marquée par les fosses où chaque jour, chaque heure, étaient déposés ses soldats. Il n'était plus assez fort pour vaincre même la résistance que lui opposa la petite ville de Pontremoli, en lui refusant le passage, et ce fut par des chemins à peine praticables qu'il traversa les Apennins. Il arriva, au milieu de septembre, à Pavie, et il essaya d'y convoquer une diète; mais les seuls députés de Pavie, Novarre, Verceil et Como répondirent à son appel. Il les harangua avec chaleur ; il jeta son gant devant l'assemblée, pour provoquer les villes rebelles à un combat à outrance, et pendant tout l'hiver il lutta, en effet, avec le peu de soldats qui lui étaient demeurés, contre la ligue lombarde; mais, au mois de mars 1168, il se déroba aux Italiens, et repassa le Mont-Cénis, pour aller armer de nouveau l'Allemagne contre l'Italie. Après son départ, Novarre, Verceil, Como, Asti et Tortone entrèrent à leur tour dans la ligue lombarde. Ensuite celle-ci résolut de fonder, comme monument de sa puissance, comme barrière contre les Gibelins de Pavie et du Montferrat, une ville nouvelle, au confluent du Tanaro et de

la Bormida. Les Lombards la nommèrent *Alexandrie*, en l'honneur du chef de l'Église et de leur ligue, et ils y réunirent tous les habitans des bourgades de cette riche plaine qui s'étend du Pô aux Alpes liguriennes. Ils leur garantirent toutes les libertés et tous les priviléges pour lesquels ils combattaient eux-mêmes.

Frédéric avait consacré plus de temps, plus de trésors, plus de sang qu'aucun de ses prédécesseurs à affermir sa domination sur l'Italie. Il avait long-temps réussi à associer la nation allemande à son ambition ; il lui avait fait croire que son intérêt ou son honneur étaient attachés à la soumission des Italiens. Cependant les Allemands commençaient à se lasser d'une lutte si longue, et dont ils ne retiraient aucun avantage. D'autres intérêts, des affaires plus pressantes, réclamaient chez eux la présence de leur empereur, et Frédéric fut obligé d'interrompre, pendant cinq ans, ses efforts pour soumettre l'Italie. Pendant ce temps les villes lombardes, dans la pleine jouissance de leur liberté, réformèrent leurs lois, rétablirent leurs finances, relevèrent et fortifièrent leurs murailles, mirent enfin leurs milices sur un meilleur pied de guerre. En même temps, leurs consuls se réunissaient dans des diètes assez fréquentes ; ils se liaient, par de nouveaux sermens, à la défense commune, et ils admettaient de nouveaux membres dans leur confédération, qu'ils étendaient jusqu'aux extrémités de la Romagne.

Frédéric n'abandonna pas toutefois absolument l'Italie ; il y envoya Christian, archevêque élu de Mayence, et archichancelier de l'Empire, pour le représenter. Mais ce prélat guerrier sentit bien qu'il n'y avait rien à faire pour lui en Lombardie ; aussi se rendit-il immédiatement en Toscane, où le parti gibelin dominait toujours. Il prétendit d'abord vouloir mettre la paix entre les deux républiques maritimes de Gênes et de Pise, qui se disputaient les armes à la main le commerce de l'Orient ; et comme il trouva plus d'orgueil et d'esprit d'indépendance dans les Pisans, il fit emprisonner, au mois de juillet 1173, leurs consuls, qui s'étaient rendus à une diète des villes toscanes, qu'il avait convoquée à San Ginasio ; il arrêta en même temps les consuls des Florentins leurs alliés, tandis qu'il s'étudiait à flatter ceux de Lucques, de Sienne, de Pistoia, et les gentilshommes de la Toscane, de la Romagne et de l'Ombrie, en leur promettant de les venger de leurs ennemis : pour le faire avec plus d'efficacité, il fallait auparavant, leur dit-il, l'aider à écraser les ennemis de l'em-

pereur. Il réussit ainsi à leur persuader de le seconder dans l'attaque qu'il méditait pour le printemps suivant contre la ville d'Ancône. Cette ville, la plus méridionale de celles qui s'étaient attachées à la ligue lombarde, comptait environ douze mille habitans. Ils s'étaient enrichis par le commerce maritime, et ils se confiaient dans la force d'une position presque inattaquable. Leur cité, bâtie à l'extrémité d'un promontoire qui entoure un port magnifique, ne présentait au continent, à la réserve d'une seule chaussée, que les escarpemens de ses rochers. Aussi les citoyens d'Ancône avaient repoussé avec succès, depuis des siècles, toutes les attaques des barbares, toutes les prétentions des empereurs. L'archevêque Christian vint les investir au commencement d'avril 1174, avec une armée levée parmi les Gibelins de Toscane et de l'Ombrie. Les Anconitains repoussèrent cette attaque avec leur valeur accoutumée. Mais la faim, plus redoutable que le fer, ne tarda pas aussi à les menacer. La précédente récolte avait été mauvaise, leurs greniers étaient vides, et une flotte ennemie fermait leur port, en sorte qu'ils voyaient mûrir les moissons sans qu'un peu de blé arrivât jusqu'à eux. Tous les alimens réservés pour l'usage de l'homme furent bientôt épuisés ; les habitans ne se rebutèrent point cependant, et ils essayèrent de soutenir leur existence, soit avec les herbes sauvages et les coquillages qu'ils détachaient de leurs rochers, quoique ces derniers alimens passassent pour vénéneux, soit avec des cuirs que le commerce avait accumulés dans leurs magasins. Telle était la nourriture dont s'était contentée depuis long-temps une jeune beauté d'Ancône, lorsqu'elle remarqua un soldat appelé à combattre, et que la faim privait de ses forces : refusant alors son sein à l'enfant qu'elle allaitait, elle l'offrit au guerrier, et l'envoya, ranimé de son lait, verser son sang pour la patrie. A quelque détresse que les Anconitains fussent réduits, ils repoussèrent toute proposition de capitulation. Enfin les secours des Guelfes de Ferrare et de Romagne, qu'ils avaient invoqués, s'approchèrent : Christian aperçut, la nuit, les feux qu'ils allumaient sur la montagne de Falcognara, à quatre milles d'Ancône, et ne pouvant lutter contre eux avec une armée fatiguée et épuisée par un long siége, il se retira précipitamment.

Au commencement d'octobre 1174, Frédéric rentra enfin en Italie à la tête d'une formidable armée allemande. Il avait passé du comté de Bourgogne dans la Savoie, et il descendait par le Mont-Cénis. Suse, la première des villes qu'il trouva sur son passage, fut

prise et brûlée par les Allemands ; Asti effrayée ouvrit ses portes, et se racheta du pillage par une pesante contribution ; mais Alexandrie arrêta l'empereur, et cette ville, que la ligue lombarde venait de fonder, ne craignit point d'entrer en lutte pour ses confédérés avec toute la puissance impériale, quoique ses murailles de torchis fussent un objet de dérision pour les Allemands, qui lui donnèrent les premiers le surnom d'Alexandrie-de-la-Paille. Toutefois ses murs de paille et de boue, garnis de généreux citoyens, soutinrent l'effort de la plus vaillante armée et du plus belliqueux monarque de l'Allemagne. Frédéric perdit vainement quatre mois à un siége qui se prolongea tout l'hiver ; l'inondation des fleuves, à plus d'une reprise, vint le menacer dans son camp ; les maladies commencèrent à décimer ses soldats ; enfin l'armée combinée de la ligue lombarde s'avança de Plaisance à Tortone, et le dimanche de Pâques de l'année 1157, Frédéric se vit contraint à lever le siége, et à venir faire reposer son armée à Pavie.

A ce dernier échec, Frédéric reconnut enfin la puissance d'un peuple qu'il avait long-temps méprisé. Les chefs de l'armée lombarde s'étaient montrés prêts à recevoir la bataille, mais ils ne l'avaient point attaqué, respectant encore dans leur ennemi les droits de leur monarque. Il entra en négociations avec eux ; tous déclarèrent leur ardent désir de concilier les prérogatives de l'empereur, les droits de l'Église romaine et ceux de leur liberté. Six commissaires furent nommés pour poser les bases d'un traité qui les accordât ; et ils commencèrent par demander le licenciement de l'une et de l'autre armée. Frédéric n'hésita point à y souscrire ; il renvoya ses Allemands, et il demeura à Pavie, se confiant à la fidélité des seuls Gibelins italiens. Des légats du pape arrivèrent pour se joindre aux six commissaires, et les négociations s'ouvrirent. Mais les prétentions de Frédéric étaient encore trop élevées pour qu'aucun accord fût possible. Il déclara ne vouloir que ses justes droits ; mais c'étaient ceux, disait-il, qu'avaient exercés ses prédécesseurs Charlemagne, Othon, ou les empereurs Henri III et Henri IV. Les députés des villes leur opposaient les concessions de Henri V et de Lothaire ; celles-là mêmes cependant ne les auraient pas satisfaits : sur le terrain du droit ils sentaient leur faiblesse ; car pour les Italiens, la liberté était un progrès comme la civilisation, et ils n'auraient pu se soumettre aux prérogatives antiques de leurs maîtres sans retourner aussi à l'antique barbarie.

Les négociations furent donc rompues, et Frédéric envoya des

ordres en Allemagne pour qu'on lui amenât une nouvelle armée; elle déboucha, au printemps de 1176, par le pays des Grisons, dans le territoire de Como, et Frédéric vint l'y joindre avant la fin de mai, après avoir traversé, sans être reconnu, le territoire de Milan. C'était cette grande ville, contre laquelle il conservait un profond ressentiment, qu'il se proposait d'attaquer de nouveau; il se flattait de la trouver encore effrayée du châtiment qu'il lui avait précédemment infligé. Le 29 mai, il rencontra l'armée milanaise entre Lignano et Barano, à quinze milles de Milan. Un petit nombre d'auxiliaires de Plaisance, Vérone, Brescia, Novarre et Verceil, étaient seuls jusqu'alors arrivés pour la rejoindre. La cavalerie allemande fit contre elle une charge impétueuse; elle renversa la cavalerie lombarde, et elle s'approcha assez du carroccio pour faire craindre que ce char sacré ne tombât entre ses mains. Mais, parmi les Milanais, un corps de neuf cents jeunes gens s'était voué à le défendre; il était désigné sous le nom de la compagnie de la mort. Quand ces braves virent accourir les Allemands, ils se jetèrent à genoux, et, invoquant Dieu et saint Ambroise, ils répétèrent leur serment de mourir pour leur patrie; puis, se relevant à l'instant, ils s'élancèrent avec tant de fureur sur les Allemands, qu'ils les déconcertèrent, les rompirent, et les forcèrent à reculer. Toute l'armée, ranimée par leur exemple, se précipita sur leurs pas; les Allemands furent mis en fuite, leur camp fut pillé, et Frédéric, séparé de ses compagnons d'armes, obligé de se cacher, ne réussit qu'au bout de plusieurs jours, et à travers de nouveaux dangers, à regagner Pavie, où l'impératrice déplorait déjà sa mort.

La déroute de Lignano détermina enfin Frédéric à rechercher sincèrement la paix, et à abandonner des prétentions que les Lombards repoussaient avec tant d'énergie. De nouvelles négociations furent entamées avec le pape; la ville de Venise fut choisie, de concert avec lui, pour l'ouverture d'un congrès. Quoiqu'elle eût d'abord pris part à la ligue lombarde, elle s'en était ensuite retirée. Reconnue pour étrangère à l'empire d'Occident, elle pouvait donc être considérée comme neutre, et indifférente à la querelle entre l'empereur et les villes libres. Le pape Alexandre III se rendit au congrès le 24 mars 1177. L'empereur, dont on avait craint la présence, avait fixé son séjour dans un de ses palais, près de Ravenne; plus tard, il s'avança jusqu'à Chiozza, et ensuite jusqu'à Venise. La négociation

portait sur trois objets divers : elle devait réconcilier l'empereur à l'Église en éteignant le schisme ; rétablir la paix entre l'empire d'Occident, le roi des Deux-Siciles et l'empire d'Orient ; enfin, définir les droits constitutionnels de l'empereur et des villes lombardes. Frédéric était prêt à se soumettre à l'Église ; il avait peu d'intérêts à démêler avec l'empereur grec ou le roi normand des Deux-Siciles. Ces traités ne furent pas difficiles à conclure ; mais celui qui concernait la ligue lombarde devait se fonder sur un ordre tout nouveau d'idées : c'était le premier pacte qu'eût vu l'Europe entre un monarque et des sujets, la première limite tracée entre l'autorité et la liberté. Après de longues et vaines tentatives, les négociateurs y renoncèrent ; ils se contentèrent d'astreindre l'empereur et les Lombards à une trêve de six ans, à dater du 1er août 1177. Pendant sa durée, tous les droits, de part et d'autre, devaient demeurer en suspens, et la liberté de commerce était rétablie entre les cités qui demeuraient fidèles à l'empereur et celles qui resserraient leurs liens par le renouvellement entre elles de la ligue lombarde.

Cependant les six ans de repos que garantit cette trêve accoutumèrent l'empereur à reconnaître que son autorité était limitée. Il y avait trente ans que la lutte entre lui et la nation italienne était commencée ; l'âge avait tempéré son activité et calmé son orgueil : de nouveaux intérêts fixaient son attention sur l'Allemagne. Son fils, Henri VI, désirait être associé aux deux couronnes de Germanie et d'Italie ; une pacification définitive pouvait seule rendre à l'empereur, en Lombardie, les droits et les revenus que ses sujets ne lui contestaient pas, mais que la trêve laissait en suspens. Les prétentions opposées furent pesées avec bonne foi à la diète de Constance ; des concessions réciproques furent faites et par le monarque et par ses sujets, et la paix de Constance, base du nouveau droit public de l'Italie, fut enfin signée le 25 juin 1183. Par elle, l'empereur renonçait à tous les droits régaliens auxquels il avait prétendu jusqu'alors dans l'intérieur des villes ; il reconnaissait aux cités confédérées le droit de lever des armées, de s'entourer de murailles, et de faire exercer dans leur enceinte, par leurs propres mandataires, la juridiction tant civile que criminelle. Les consuls des villes, par la seule nomination du peuple, acquiéraient tous les droits des vicaires impériaux. Les villes lombardes furent, de plus, autorisées à confirmer leur confédération, pour défendre les justes droits que leur re-

connaissait la paix de Constance; mais elles s'engageaient, d'autre part, à maintenir les justes droits impériaux, qui furent aussi définis; et, pour éviter toute contestation, il fut arrêté qu'elles pourraient toujours les racheter par un cens annuel de deux mille marcs d'argent. Ainsi fut terminée, par l'établissement d'une liberté légale, la première et la plus noble lutte que les peuples de l'Europe moderne aient soutenue contre le despotisme.

CHAPITRE III.

Progrès des cités vers l'indépendance depuis la paix de Constance jusqu'à la mort de Frédéric II. — Lutte acharnée entre les Guelfes et les Gibelins. — Premiers chefs de partis qui deviennent les tyrans de leur patrie.

1183—1250.

La généreuse résistance des Lombards, pendant une guerre de trente ans, avait conquis sur les empereurs, pour toutes les cités du royaume d'Italie, la liberté politique. Le droit de n'obéir qu'à leurs propres lois, de se gouverner par leurs propres magistrats, de contracter des alliances, de faire la paix ou la guerre, d'administrer enfin leurs propres finances, sous la seule réserve d'une redevance fixe au trésor impérial, avait été plus particulièrement assuré par la paix de Constance aux cités de la ligue lombarde, confédérées pour la défense de leur liberté; mais les Allemands avaient bien compris qu'ils ne pouvaient pas refuser à leurs alliés des priviléges que leurs ennemis avaient conquis par les armes. Les libertés stipulées par la paix de Constance avaient été rendues communes à toutes les villes, et celles qui se distinguaient le plus par leur dévouement au parti gibelin furent souvent aussi les plus zélées pour l'établissement et le maintien de tous les droits du peuple. Les cités ne se regardaient cependant point comme indépendantes; elles s'honoraient toujours du titre de membres de l'Empire. Elles savaient qu'elles devaient concourir à sa défense comme au maintien de la paix intérieure; seulement elles n'y prenaient part que de leur libre choix, et en conséquence de leurs

délibérations. Elles étaient en quelque sorte confédérées avec l'empereur; celui-ci agissait sur elles par la persuasion plus que par des ordres, en chef de parti plutôt qu'en monarque; et comme c'était aussi à peu près de la même manière qu'il traitait avec les princes de l'Empire, ces ménagemens pour l'opinion de tous lui inspiraient moins de répugnance. C'est une circonstance hautement honorable pour la maison de Hohenstauffen, qui continua de régner soixante-sept ans encore après la paix de Constance, que dans ce long espace de temps elle ne chercha jamais à l'enfreindre; elle admit avec bonne foi toutes les conséquences des concessions qu'elle avait faites, et elle pardonna l'usage de cette liberté, que le vulgaire des rois regarde toujours comme une usurpation des sujets sur le droit de la couronne.

Cependant la lutte ne tarda pas à s'engager de nouveau entre les empereurs et la plus grande partie des villes; elle ne fut pas soutenue avec moins de dévouement et par moins de sacrifices; elle ne causa pas moins de calamités pendant sa durée, et ne fut pas couronnée, à la fin, par des résultats moins heureux. Mais les cités ne s'y engagèrent pas, comme dans la précédente, pour leur intérêt propre et immédiat; elles secondèrent plutôt la politique du saint-siége, qui avait pour but l'idépendance de l'Italie, et qui ne cessa de combattre, pour y parvenir, jusqu'à l'extinction de la maison de Hohenstauffen.

Frédéric Ier survécut sept ans à la paix de Constance. Durant cette période, il visita l'Italie avec son fils Henri VI; il séjourna quelque temps à Milan, où il fut accueilli avec respect, et il témoigna aux habitans de cette ville une confiance et une bienveillance qui lui gagnèrent tous les cœurs. Au lieu de chercher à intimider la Lombardie, ou à intriguer pour y regagner son ancien pouvoir, il n'était occupé que du mariage de son fils Henri VI, qu'il avait fait couronner comme roi de Germanie, avec Constance, dernière héritière des rois normands, qui avaient conquis les Deux-Siciles. L'union de cette couronne avec celles de Germanie et de Lombardie aurait réduit le pape à n'être plus que le premier évêque de ses États; elle aurait désarmé les deux puissances auxiliaires qui avaient secondé contre l'empereur la ligue lombarde. Mais autant elle flattait l'ambition de Frédéric, autant elle alarmait l'Église; et le travail pour empêcher cette union ou pour la dissoudre suscita toutes les guerres de la période que comprend ce chapitre. Frédéric Barberousse n'en vit pas le commencement. Lorsque la nouvelle de la prise de Jérusalem

par Saladin, le 2 octobre 1187, consterna l'Europe, Frédéric n'écouta que son enthousiasme religieux et chevaleresque; il se mit à la tête de la troisième croisade, qu'il conduisit par terre dans l'Orient, et il mourut, le 10 juin 1190, frappé d'apoplexie par la froideur des eaux du petit fleuve Salef, qu'il passait à gué, dans l'Asie-Mineure.

Henri VI portait depuis cinq ans les deux couronnes de Germanie et d'Italie, lorsqu'il apprit en Allemagne, où il était avec sa femme, la mort de Guillaume II, roi des Deux-Siciles, auquel celle-ci devait succéder, et peu de mois après celle de son père Frédéric. Il s'achemina vers l'Italie méridionale; mais un bâtard de la race des rois normands, Tancrède, fut opposé par les Siciliens à Henri VI, et défendit quelque temps avec succès contre lui l'indépendance de ces provinces. Il mourut en 1194, et Henri VI, qui était rentré en conquérant dans ce royaume, où il se fit détester par sa cruauté, y mourut de son côté subitement le 28 septembre 1197. Il ne laissait de son mariage avec Constance qu'un fils à peine âgé de quatre ans, Frédéric II, qui perdit sa mère, l'année d'après, et qui, par la protection du pape, fut reconnu, tout enfant qu'il était, pour roi des Deux-Siciles; mais pendant plusieurs années encore il fut écarté du trône impérial et de celui de Lombardie.

Depuis la paix de Constance jusqu'à la mort de Henri VI, les cités libres de l'Italie n'eurent pendant quinze ans, aucune lutte à soutenir contre les empereurs; mais, durant le même espace de temps, leur repos et leur liberté furent constamment compromis par les prétentions de la noblesse. La grandeur croissante des cités, et la décadence du pouvoir impérial, avaient laissé la noblesse d'Italie dans une situation ambigüe; elle n'avait en quelque sorte plus de patrie, et elle ne devait plus chercher sa protection qu'en elle-même: car les empereurs, en abandonnant leur pouvoir sur les villes, n'avaient pas songé à donner une organisation aux gentilshommes dispersés dans les châteaux. Toutes les familles des ducs italiens et presque toutes celles des marquis et des comtes étaient éteintes; celles qui restaient avaient perdu toute juridiction sur leurs inférieurs : aucune dépendance féodale n'était respectée, aucun vassal ne se rendait plus à la cour baroniale pour former le tribunal de son seigneur. Les frontières du royaume lombard étaient nommées des *marches*, d'après un mot allemand adopté dans la plupart des langues d'Europe,

et les ducs de ces frontières étaient nommés des marquis : mais la famille des puissans marquis de Toscane était éteinte, aussi bien que les familles des marquis d'Ancône, de Fermo, de Camerino, et celles des marquis d'Ivrée ou de ceux des marches véronaise et trévisane. Il restait cependant sur ces mêmes frontières quelques familles qui portaient le même titre, et qui avaient recueilli quelques débris de ces anciens et puissans marquisats; tels étaient les marquis d'Este, dans la marche véronaise, les marquis de Montferrat, et les marquis Palavicino et Malaspina dans la marche d'Ivrée; mais ils n'étaient point reconnus comme les supérieurs ou les seigneurs des comtes et des barons. Aussi n'y avait-il plus d'organisation que celle qu'établissait l'esprit de parti. La noblesse n'était pas unie par l'enchaînement hiérarchique du système féodal, mais par les affections ou les haines des Guelfes et des Gibelins. En général, les familles les plus puissantes dans la noblesse, celles dont les châteaux étaient assez forts, les terres assez étendues, les vassaux assez nombreux pour qu'elles pussent se défendre par elles-mêmes, n'avaient écouté que des ambitions de cour, et s'étaient attachées au parti gibelin. Les familles, au contraire, qui ne possédaient que des châteaux de peu de résistance, sur des collines peu escarpées ou dans les plaines; celles qui se trouvaient rapprochées des grandes villes, et trop faibles pour entrer en lutte avec elles, avaient demandé le droit de cité dans ces villes. Elles les avaient servies dans la guerre de la ligue lombarde; elles avaient eu, dès cette époque, la part principale à leur gouvernement, et elles s'étaient trouvées par-là engagées dans le parti guelfe. Dans toutes les plaines de Lombardie, on ne trouvait plus de nobles indépendans, plus de nobles qui ne fussent pas devenus citoyens de quelque république; mais chaque chaîne de montagnes était hérissée de châteaux où se maintenait indépendante une noblesse qui aimait mieux obéir à l'empereur qu'à des bourgeois. Cependant, ces mêmes châtelains, tantôt attirés par la richesse et les plaisirs des villes, tantôt désireux d'influer sur les déterminations des républiques puissantes, et de les rattacher à l'empereur, demandèrent le droit de cité quand ils espérèrent qu'il leur ouvrirait l'accès au gouvernement; et comme la guerre était leur seul métier, ils étaient souvent accueillis avec faveur par des républiques qui avaient besoin de capitaines. Ainsi, la famille gibeline des Visconti, dont les fiefs s'étendaient entre les Alpes et le lac Majeur, s'associa plus tard à la

république de Milan. La maison d'Este, alliée aux Guelfes de Saxe et de Bavière et dévouée aux papes, possédait une partie des châteaux bâtis sur la riante chaîne des monts Euganéens; elle s'associa à la république de Ferrare. La chaîne parallèle qui sert de base aux Alpes tyroliennes était couronnée par les châteaux de Ezzel ou Eccelino de Romano, dont la famille enrichie par les empereurs, et toute dévouée au parti gibelin, s'attacha aux républiques de Vérone et de Vicence. De même dans les Apennins, sur le versant septentrional, étaient les châteaux-forts des nobles gibelins qui excitèrent des révolutions dans les républiques de Plaisance, de Parme, de Reggio et de Modène; sur le versant méridional, les châteaux d'autres Gibelins qui furent tour à tour citoyens ou ennemis des républiques d'Arezzo, de Florence, de Pistoia, de Lucques; plus bas, dans les vallées des affluens du Pô, ou dans le val d'Arno supérieur, étaient les châteaux des Guelfes, qui s'étaient faits citoyens des mêmes républiques.

Plus le lien social s'affaiblissait dans le royaume de Lombardie, et plus les nobles montraient d'empressement à s'associer ainsi aux cités. Leurs richesses et leur éducation militaire les faisaient bientôt après porter aux magistratures de leurs nouvelles patries par les suffrages de leurs concitoyens. Mais s'ils y déployaient plus de talent pour la guerre ou pour la politique, ils y montraient bien moins que les bourgeois de subordination ou de soumission aux lois : leurs haines étaient plus violentes, et ils se faisaient gloire de les conserver comme un héritage de famille. Accoutumés à décider tout dans leurs châteaux avec l'épée, ils portaient cette même habitude dans les cités. Ils n'avaient point voulu renoncer à la sauvage indépendance de leurs anciens forts en venant habiter les villes : leurs maisons étaient devenues des forteresses; d'épaisses murailles, des fenêtres, étroites et hautes, une porte massive de chêne, toute garnie de barres de fer, leur permettait d'y repousser plus d'un assaut : si la première enceinte était forcée, une haute tour carrée leur servait encore de refuge. De ces palais de la noblesse, on voyait souvent sortir des bandes forcenées pour piller ou poignarder des citoyens traités en ennemis. Des chaînes étaient préparées pour tendre au travers des rues, et former en un instant des barricades, derrière lesquelles on voyait se ranger plusieurs centaines de combattans; le bourgeois paisible, indifférent à ces querelles, ne savait jamais si la paix qu'il voyait régner ne serait pas changée en peu d'heures en une

guerre universelle. Le pouvoir des consuls parut insuffisant pour réprimer ces passions ardentes : toutes les villes se crurent obligées d'adopter l'institution des podestats, qu'elles avaient reçue de Frédéric Barberousse. Leur usage était donc de faire choisir chaque année, par leur conseil de *credenza*, un chevalier étranger, homme de guerre, qu'elles appelaient d'une des cités leurs confédérées; ce chevalier, qu'on nommait podestat, se faisait accompagner par deux ou trois docteurs en loi civile et criminelle, qui dépendaient de lui, et qui agissaient sous lui comme juges. Le podestat recevait en même temps le commandement des milices et le pouvoir du glaive, ou celui de prononcer et de faire exécuter tous les jugemens criminels. A la fin de l'année il devait rendre compte par-devant des commissaires du peuple qu'on nommait syndicateurs, de la manière dont il avait exercé ses fonctions, et il demeurait, pendant un certain nombre de jours, justiciable de ces commissaires. Les villes avaient cru que ce juge étranger resterait impartial au milieu de leurs factions; mais le podestat échappait rarement lui-même aux haines profondes entre les Guelfes et les Gibelins; d'ailleurs il lui fallait une main de fer pour maintenir l'ordre entre des nobles turbulens et haineux ; aussi son pouvoir était presque sans bornes, et les républiques aimaient mieux encore se résigner à son autorité tyrannique qu'à l'anarchie. Cependant, et la violence des factions, et la sévérité de la justice qui en était la conséquence, avaient inspiré aux bourgeois une haine universelle contre les nobles. C'étaient eux seuls qu'ils accusaient d'avoir introduit tant de troubles dans leurs murs; et, avant la fin du douzième siècle, on vit tour à tour toutes les cités lombardes se soulever contre la noblesse, l'exclure de toutes les fonctions publiques, la chasser même de la ville : Brescia, Padoue et Modène furent des premières à donner cet exemple ; puis, au bout de peu de mois, les affections privées l'emportaient sur les ressentimens publics, et les nobles étaient rappelés.

La mort de Henri VI fut suivie de guerres générales dans tout l'Empire ; elles donnèrent un nouveau degré d'activité aux passions de la noblesse italienne, et un nouvel acharnement aux deux partis. Les deux factions avaient, en Allemagne, porté simultanément à l'Empire les deux chefs des maisons gibeline et guelfe. Philippe Ier, duc de Souabe, frère de Henri VI, avait été nommé roi des Romains par les Gibelins, et Othon IV, fils de Henri-le-Lion, duc de Bavière

et de Saxe, avait été nommé par les Guelfes. Leurs combats se prolongèrent en Allemagne jusqu'au 22 juin 1208, que Philippe fut assassiné par un ennemi privé. Les Allemands, fatigués de onze années de guerres civiles, se réunirent alors sous le sceptre de son rival Othon IV, qu'ils couronnèrent de nouveau. Celui-ci passa l'année suivante en Italie, pour recevoir aussi des mains du pape la couronne d'or de l'Empire. Mais, quoique Othon IV fût l'héritier légitime des Guelfes de Bavière, si long-temps chefs de l'opposition aux prérogatives impériales, une fois qu'il porta lui-même la couronne il voulut se mettre en possession de ces prérogatives ; alors chacun de ses droits lui fut contesté, chacune de ses actions fut contrôlée par le pape ; bientôt il y eut entre eux inimitié déclarée, et le pontife, plutôt que de consentir à aucun accommodement, ou de rien rabattre de son orgueil, suscita contre l'empereur guelfe, l'héritier de la maison gibeline, le jeune Frédéric II, petit-fils de Frédéric Ier, à peine âgé de dix-huit ans, et qui jusqu'alors avait, sous sa tutelle, régné seulement sur les Deux-Siciles. Frédéric II, excité et secondé par le pape, traversa hardiment, en 1212, la Lombardie, et se rendit à Aix-la-Chapelle, où les Gibelins allemands l'attendaient, et le couronnèrent comme roi de Germanie et des Romains. Othon IV était, de son côté, retourné en Allemagne ; il était reconnu par la Saxe, et la guerre civile entre les deux chefs de l'Empire continua jusqu'au 19 mai 1218 qu'Othon IV mourut, sans que l'un ou l'autre essayât de dépouiller son rival de ses possesions héréditaires. Ce fut cette guerre civile qui fit abandonner les noms de parti de l'Empire ou de l'Église, pour y substituer exclusivement ceux de Gibelin ou de Guelfe. En effet, chaque famille noble et chaque cité parut consulter uniquement ses affections héréditaires pour se ranger sous l'un ou sous l'autre étendard, et non ses principes politiques. Les Guelfes se mirent en opposition avec le pape pour repousser son candidat gibelin, et Milan, Plaisance, Brescia, bravèrent même pour le combattre les excommunications ; tandis qu'au contraire les Gibelins de Pavie, de Crémone et de la Marche s'armèrent avec zèle contre un empereur qui était issu d'un sang guelfe.

Pendant toute cette période, tandis que la minorité de Frédéric II laissait aux cités d'Italie tant de temps pour affermir leur indépendance et se constituer en vraies républiques, le personnage le plus influent, le plus proéminent dans l'histoire, fut le pape Inno-

cent III, qui régna de 1197 à 1216. Il était noble Romain, comte de Signa, et âgé seulement de 37 ans, lorsqu'il s'assit sur la chaire de saint Pierre. Il y avait été porté par sa réputation de sainteté et de savoir; digne successeur de Grégoire VII, il releva comme lui la monarchie des papes, mais il parut y travailler avec un fanatisme plus religieux et un orgueil moins humain; tous ses efforts tendirent bien plus à affermir le pouvoir de l'Église et celui de la religion que le sien propre. De même qu'Alexandre III, il ne refusa point de s'allier au mouvement de liberté des peuples, pourvu que cette liberté s'arrêtât avec crainte devant l'autorité de l'Église, et ne se permît aucun examen de la croyance. Il fonda les deux ordres mendians des Franciscains et des Dominicains, champions nouveaux de l'Église, qui furent chargés de contenir l'activité des esprits, de combattre les lumières croissantes, et d'extirper les hérésies. Il confia aux Dominicains les pouvoirs terribles de l'inquisition, qu'il institua; il les chargea de découvrir et de poursuivre jusqu'à leur supplice, les réformateurs nouveaux qui, sous le nom de Patérins, se multipliaient en Italie. Il souleva les fanatiques de France, pour exterminer dans l'Albigeois les mêmes réformateurs, et détruire non-seulement les hérétiques, mais tout ce qui, dans la population du Languedoc, avait quelque richesse ou quelque indépendance : il adressa aux rois de l'Europe ses remontrances ou ses ordres, avec une hauteur digne de Grégoire VII, mais en fixant son attention sur la discipline et le maintien des mœurs, bien plus que sur l'accroissement de son autorité temporelle. Enfin il remporta sur l'Église d'Orient un triomphe qu'il n'avait pas cherché, mais dont il sut profiter, en soumettant à son autorité, et rattachant à l'Église latine, le patriarche de Constantinople, jusqu'alors son rival et son antagoniste.

En effet, au commencement de son pontificat (1198) une croisade avait été prêchée en France par Foulques de Neuilly. Les croisés, résolus de se rendre par mer à la Terre-Sainte, empruntèrent les vaisseaux de la république de Venise, et se trouvant trop pauvres ensuite pour payer le fret dont ils étaient convenus, ils offrirent leurs services militaires au lieu d'argent; après avoir soumis Zara, qui s'était révolté contre la république, ils se laissèrent entraîner devant Constantinople; de concert avec le vieux André Dandolo, doge de Venise, ils prirent d'assaut, le 12 avril 1204, la capitale de l'empire grec; ils nommèrent un Français, Baudouin comte de Flandre, pour

être empereur de Constantinople, et sous lui un patriarche latin; ils nommèrent un Italien, le marquis de Montferrat, pour être roi de Thessalonique; enfin, après avoir cédé un quart de l'empire à Baudouin, ils partagèrent le reste avec les Vénitiens. Le doge joignit dès lors à ses titres de duc de Venise et de Dalmatie, celui de seigneur d'un quart et demi de l'empire romain; toutefois les conquêtes de la république se bornèrent réellement à l'île de Candie, à quelques autres îles, à l'Achaïe et à la Morée. Ces possessions d'outre-mer détournèrent pour long-temps la république de Venise de toute participation aux affaires d'Italie.

Pendant qu'Innocent III faisait redouter son pouvoir aux parties les plus éloignées de la chrétienté, il laissait sous ses yeux se constituer à Rome une république, dont il respectait la liberté, et sur laquelle il ne s'arrogeait aucune souveraineté. Les treize quartiers de Rome nommaient chacun annuellement quatre représentans ou caporioni; leur réunion formait le sénat de la république, qui, avec le concours du peuple, exerçait la souveraineté. Cependant le pouvoir judiciaire lui avait été refusé; ce pouvoir appartenait dans Rome, comme dans les autres républiques italiennes, à un chef étranger, militaire, choisi pour une année, assisté de juges civils dépendans de lui : seulement ce magistrat portait le nom de sénateur, au lieu de celui de podestat. L'histoire nous a conservé le serment qu'on fit prêter au premier de ces sénateurs, nommé en 1207. Il s'engageait à garantir au pape sa sûreté, sa liberté, ainsi qu'à ses frères les cardinaux; mais il ne lui promettait aucune obéissance.

Au commencement du pontificat d'Innocent III, des généraux allemands auxquels Henri VI avait donné les titres de duc de Spolète et de marquis d'Ancône, tenaient dans la crainte et la dépendance ces provinces plus voisines de Rome. Innocent III y envoya deux légats pour y ranimer l'esprit de liberté; par leur entremise les villes de ces deux provinces, bâties pour la plupart dans les montagnes, et qui n'avaient pu parvenir à beaucoup d'opulence ou de population, secouèrent le joug allemand, et s'allièrent au petit nombre de celles qui, dès la période précédente, étaient entrées dans la ligue lombarde. Deux ligues guelfes furent formées sous la protection du pape : l'une, dans la marche, comprit les cités d'Ancône, Fermo, Osimo, Camerino, Fano, Jési, Sinigallia et Pesaro; l'autre, dans le duché, comprit celles de Spoleto, Rieti, Assise, Foligno, Nocera, Perugia,

Agobbio, Todi, et Città di Castello. Ces ligues, quoiqu'animées d'un esprit tout républicain, en accoutumant les villes de ces deux provinces à regarder le pape comme leur protecteur, les amenèrent plus tard à se ranger sans résistance sous la souveraineté de l'Église.

D'autres légats du pape Innocent III s'étaient rendus en même temps en Toscane, et ils avaient convoqué à San Ginasio, au pied de la montagne de San Miniato, la diète des villes de cette contrée. Ces diètes provinciales s'assemblaient fréquemment; jusqu'alors, elles avaient été présidées par l'officier de l'empereur, en mémoire duquel le château où il résidait se nomme encore San Miniato al Tedesco. Elles réglaient les différends qui survenaient entre les cités, elles avaient réussi à épargner à la Toscane des guerres civiles entre les Guelfes et les Gibelins. La ville de Pise, qui avait été comblée de faveurs par les souverains de la maison de Hohenstauffen, et qui avait obtenu d'eux que sa domination fût étendue sur soixante-quatre châteaux ou bourgades fortifiées du littoral de Toscane, et sur les îles de Corse, d'Elbe, de Capraja et de Pianosa, déclara qu'elle demeurerait fidèle au parti gibelin, et ses consuls se retirèrent de la diète convoquée à San Ginasio; mais ceux des cités de Florence, de Sienne, d'Arezzo, de Pistoia, de Lucques, acceptèrent la protection des deux légats du pape, et se promirent une assistance mutuelle pour la défense de leur liberté. Dans ces villes, de nombreuses familles nobles, les unes guelfes, les autres gibelines, avaient demandé les droits de cité; les magistrats avaient réussi jusqu'alors à les maintenir en paix, et l'un des objets de la ligue était de conserver cette paix. Mais en 1215, un gentilhomme guelfe, du val d'Arno supérieur, un Buondelmonte, qui s'était fait recevoir citoyen de Florence, demanda en mariage une jeune fille de la maison gibeline des Amidei, qui lui fut promise. Comme la noce se préparait, une noble dame de la maison Donati fit entrer Buondelmonte, qui passait devant sa porte, dans la salle des femmes, et arrachant le voile de sa fille, qui était d'une rare beauté : « Voilà, lui dit-elle, l'épouse que je t'avais réser- » vée; elle est guelfe comme toi, tandis que tu vas chercher une » compagne dans la maison des ennemis de ton Église et de ta race.» Buondelmonte, ébloui, enflammé d'amour, accepta à l'instant la main qui lui était offerte. Mais les Amidei regardèrent son inconstance comme un sanglant affront : toutes les familles nobles et gibelines de Florence, au nombre de vingt-quatre, convinrent qu'il devait le

payer de sa vie. Buondelmonte fut attaqué le matin de Pâques, comme il venait de traverser à cheval le pont Vieux, et tué au pied de la statue de Mars, qui y était encore debout. Quarante-deux familles guelfes se réunirent, et jurèrent de le venger. En effet, le sang paya le sang, et chaque jour de nouveaux meurtres et de nouvelles batailles alarmèrent Florence. Pendant trente-trois ans les partis demeurèrent en présence dans l'enceinte de la même ville, et quoique souvent réconciliés, à chaque incident nouveau ils couraient aux armes pour venger leurs vieilles injures.

La mort d'Innocent III, et, deux ans après, celle d'Othon IV, rompirent l'alliance peu naturelle d'un pape avec l'héritier de la famille gibeline. Les Milanais, frappés d'interdit en 1216 par Innocent III, pour avoir combattu Frédéric II, n'en persistèrent pas moins à faire la guerre à ses partisans, assurés que le nouveau pape Honorius III ne tarderait pas à leur en savoir gré. Ils refusèrent de laisser Frédéric prendre la couronne de fer du royaume des Lombards, qu'ils conservaient à Monza, et ils contractèrent une alliance avec le comte Thomas de Savoie, et les villes de Crème, Plaisance, Lodi, Verceil, Novarre, Tortone, Como et Alexandrie, pour chasser les Gibelins de Lombardie : cependant ils furent défaits par ceux-ci, le 6 juin 1218, devant Ghibello, dans une grande bataille livrée aux milices de Crémone, Parme, Reggio et Modène. Ce revers calma pour quelque temps leur ardeur belliqueuse; dans chaque ville les bourgeois accusèrent les nobles de les avoir entraînés à la guerre, pour des haines de famille et des intérêts étrangers à la cité : à Milan, à Plaisance, à Crémone, à Modène, il y eut des combats entre la noblesse et le peuple : des lois furent proposées pour partager entre eux, dans des proportions diverses, les magistratures publiques; et les Milanais finirent, en 1221, par chasser tous les nobles de leur ville.

Le jeune Frédéric, rentré en Italie, après avoir eu quelques différends avec Honorius III, reçut de lui, le 22 novembre 1220, la couronne de l'Empire; il s'occupa ensuite à rétablir l'ordre dans son royaume des Deux-Siciles, où, pendant sa minorité, les papes avaient encouragé une insubordination universelle. Né dans la marche d'Ancône, à Jési, en décembre 1194, il était Italien, de langage, comme d'affections et de caractère. La langue italienne, parlée à sa cour, s'éleva, pour la première fois, au-dessus des patois en usage dans

tout le reste de l'Italie, où l'on ne les regardait que comme une corruption du latin. Il s'exprimait avec élégance dans cette langue, qui, de son temps, fut désignée par le nom de *lingua cortigiana;* il encouragea les premiers poëtes qui l'employèrent à sa cour, et il fit des vers lui-même. Il aimait les lettres, il favorisait les études, il fondait des colléges et des universités, et il avançait les hommes distingués; il parlait avec une égale facilité le latin, l'italien, l'allemand, le français, le grec et l'arabe. Il avait dans l'esprit la souplesse et la finesse des hommes du midi, un grand don de plaire, du goût pour la philosophie, avec beaucoup d'indépendance d'opinions, et un penchant pour l'incrédulité; d'où vient qu'il est accusé d'avoir écrit contre les trois révélations, de Moïse, de Jésus-Christ et de Mahomet, un livre intitulé : *De tribus impostoribus,* livre que personne n'a vu, et qui peut-être n'a jamais existé. Son manque de foi dans le caractère sacré de l'Église romaine et dans la sainteté des papes est moins problématique; il se défiait d'eux, et il mettait toute son adresse à se défendre contre leurs entreprises. Honorius III, qui voulait l'engager à recouvrer, des mains des Sarrasins, la Terre-Sainte, lui fit épouser, en 1228, Yolande de Lusignan, héritière du royaume de Jérusalem. Après quoi, lui et son successeur, Grégoire IX, le pressèrent de passer en Palestine. Une maladie l'arrêta, en 1227, comme il allait partir, et le pape le frappa d'excommunication pour le punir de ce retard; il le poursuivit de ses anathèmes lorsque Frédéric se rendit, l'année suivante, à la Terre-Sainte, et il témoigna ensuite son indignation de ce qu'en 1229 ce prince avait recouvré, par un traité, Jérusalem des mains du soudan d'Égypte, au lieu d'exterminer, par le glaive, les infidèles, et de prolonger plusieurs années son séjour en Orient.

Pendant ce temps, le parti guelfe s'était relevé en Lombardie. Les républiques de Milan, Bologne, Plaisance, Vérone, Brescia, Faenza, Mantoue, Verceil, Lodi, Bergame, Turin, Alexandrie, Vicence, Padoue et Trévise, rassemblèrent leurs consuls, dans une diète, à San Zenone, dans le Mantouan, le 2 mars 1226; elles renouvelèrent, pour vingt-cinq ans, l'ancienne ligue lombarde, et elles s'engagèrent à défendre, de concert, leur liberté et l'indépendance de la cour de Rome. Elles envoyèrent, trois ans plus tard, des secours à Grégoire IX, lorsque celui-ci fut attaqué par Frédéric II, de retour de la Terre-Sainte, et elles furent comprises, en 1230, dans le traité de paix entre le pape et l'empereur.

Cependant le pape, qui s'était défendu avec les armes des Lombards, leur fit payer cher la faveur qu'il leur montrait en les nommant à l'empereur comme ses alliés ; il ne consentit à protéger leur liberté civile qu'autant qu'ils lui sacrifieraient leur liberté de conscience. Le même esprit de réformation qui avait animé les Albigeois, s'était répandu dans toute l'Europe. Un grand nombre de fidèles, rebutés des vices et de la corruption du clergé, ou révoltés de la violence que l'Église faisait à leur raison, se vouaient à la vie contemplative, renonçaient aux plaisirs et à l'ambition, et cherchaient une nouvelle voie vers le salut, par l'alliance de la foi avec la raison. Ils se faisaient nommer *cathari*, ou purifiés; *paterini*, ou résignés à souffrir. Jusqu'alors les villes libres n'avaient point permis, aux tribunaux d'inquisition institués par Innocent III, de les poursuivre jusque dans leurs murs. Mais Grégoire IX déclara qu'il ne pouvait reconnaître des alliés du saint-siége dans des républicains si indulgens pour les ennemis de la foi : en même temps, il leur envoya les moines dominicains les plus éloquens, pour fanatiser les esprits. Léon de Pérego, qu'il fit ensuite archevêque de Milan, n'eut que trop de succès dans cette ville, où il réussit à faire brûler un grand nombre de paterins : Saint Pierre Martyr, et frère Roland, de Crémone, obtinrent les mêmes triomphes dans les autres villes de Lombardie : frère Jean, de Vicence, eut pour provinces les villes de la Marche, où les hérétiques étaient en plus grand nombre encore qu'en Lombardie, et comptaient dans leurs rangs quelques-uns des plus grands seigneurs de la contrée, entre autres Eccelino II de Romano. Frère Jean s'annonça comme venant prêcher, non la persécution, mais la paix. Après s'être fait entendre successivement dans chaque ville, il réussit, le 28 août 1233, à rassembler, dans la plaine de Paquara, la population presque entière de sept villes de la Marche, et il les exhorta d'une manière si entraînante à la paix, qu'elles déposèrent tous leurs ressentimens, les ennemis s'embrassèrent et se pardonnèrent ; et tous, avec des larmes de joie et d'attendrissement, célébrèrent l'homme de Dieu qui était animé d'une charité si vive. Celui-ci cependant avait fait arrêter soixante *cathari*, dans la seule ville de Vérone ; et les ayant condamnés lui-même, il les fit brûler en sa présence, sur la place publique, pour terminer cette fête de réconciliation. Il se fit ensuite donner de pleins pouvoirs par les villes de Vicence et de Padoue, pour y agir de même.

Ce fut peu de temps après la paix de Paquara que Frédéric II, croyant avoir suffisamment établi son pouvoir dans l'Italie méridionale, songea à ramener la Lombardie sous son obéissance. Il ne prétendait point lui disputer les droits garantis par son aïeul dans le traité de Constance ; mais il voulait que les cités restassent ce qu'elles devaient être, d'après ce traité, des membres de l'Empire, non des ennemies de l'empereur. Il s'était donné une milice sur laquelle il n'avait plus à craindre l'influence des moines et du pape : il avait transporté, des montagnes de Sicile, dans la ville de Luceria de la Capitanate, et dans celle de Nocera du Principato, deux fortes colonies de Sarrasins, qui pouvaient lui fournir jusqu'à trente mille soldats musulmans, étrangers, par leur croyance et par leur langue, à toutes les intrigues de Rome. Il avait, dans la marche véronaise, un homme doué de grands talens militaires, ambitieux, intrépide, et qui lui était absolument dévoué, Eccelino III de Romano, déjà puissant par les grands fiefs que celui-ci possédait dans les montagnes, et par le nombre de ses soldats; mais Frédéric cherchait à le rendre plus puissant encore, en le mettant, dans toutes les villes, à la tête du parti gibelin. Eccelino, né le 4 avril 1194, était précisément du même âge que Frédéric II. Le pape l'avait fait sommer d'arrêter son propre père, qu'il voulait livrer, comme paterin, au tribunal de l'inquisition. Mais Eccelino, quoiqu'il ne connût ni la vertu, ni la pitié, ni les remords, n'était pourtant pas assez dépravé pour commettre un tel crime.

Comme Frédéric était sur le point d'attaquer au midi les Guelfes de Lombardie avec ses Sarrasins, en même temps qu'Eccelino les attaquerait au levant, il apprit que Henri son fils, qu'il avait, dès l'année 1220, fait nommer, malgré son extrême jeunesse, roi de Germanie, s'était laissé séduire par les Guelfes et les agens du pape, pour prendre parti contre lui. Les Milanais lui avaient envoyé, en 1234, des députés, pour lui offrir la couronne de fer qu'ils avaient refusée à Frédéric II. Celui-ci courut en Allemagne : il força son fils à venir à Worms se jeter à ses pieds et lui demander grâce; il lui ôta la couronne, et le relégua dans la Pouille, où Henri mourut peu d'années après. Il lui fallut consacrer deux années à mettre ordre à ses affaires d'Allemagne ; il revint ensuite en Italie par les vallées de Trente, et il arriva, le 16 août 1236, à Vérone, avec trois mille chevaux allemands. Un sénat de quatre-vingts membres, gentilshommes

et gibelins, gouvernait alors cette république. Frédéric, par son adresse à manier les esprits, parvint à leur faire nommer Eccelino capitaine du peuple. C'était lui déférer en même temps le commandement des milices et le pouvoir judiciaire; et dans l'état d'excitation où se trouvaient les partis, bien plus occupés du triomphe de leur faction que de leur liberté, c'était lui donner presque le pouvoir souverain. Frédéric, obligé de retourner en Allemagne, laissa, sous les ordres d'Eccelino, un corps de soldats allemands et un autre de Sarrasins, avec lesquels cet habile capitaine se rendit maître, la même année, de Vicence, qu'il pilla barbarement, et, l'année suivante, de Padoue. Cette dernière ville était la plus puissante des cités de la province, celle où la forme du gouvernement était le plus démocratique, et où les Guelfes avaient toujours exercé le plus d'influence. Aussi Eccelino, pour assurer l'obéissance de cette ville, jugea-t-il nécessaire de demander des otages aux familles riches et influentes, de faire observer les mécontens par ses espions, de les punir par des supplices, et de redoubler sans cesse de sévérité, à mesure qu'il excitait plus de haine.

La même année 1237, Frédéric II, de retour, s'approcha de Mantoue; et, inspirant ainsi du courage au parti gibelin, il le fit triompher des Guelfes, qui jusqu'alors avaient dominé dans cette ville; il y fut rejoint par dix mille Sarrasins qu'il avait appelés de la Pouille, et il s'avança ensuite dans le Crémonais pour y combattre l'armée des confédérés guelfes, que les consuls de Milan commandaient. Ceux-ci ne connaissaient d'autre art à la guerre que la bravoure qu'ils déployaient dans le combat. Frédéric était un capitaine plus habile : tantôt menaçant l'État de Brescia, tantôt rentrant dans celui de Crémone, il attira les Milanais au-delà de l'Oglio, et il réussit enfin, lorsqu'ils croyaient la campagne finie, à se placer à Cortenuova, près de Crème, entre eux et leur patrie. Les Guelfes, quoique coupés, acceptèrent avec courage la bataille le 27 novembre 1237, et disputèrent long-temps la victoire; leur défaite n'en fut que plus sanglante : elle leur coûta la perte de leur carroccio, et dix mille hommes tués ou prisonniers. Les fuyards, pendant la nuit, suivirent le cours de l'Oglio pour rentrer dans les montagnes du Bergamasque; ils seraient néanmoins tous tombés entre les mains des Gibelins, si Pagan della Torre, seigneur de Valsassina et gentilhomme guelfe, n'était accouru au-devant d'eux, ne leur avait ouvert des défilés que

commandaient ses forteresses, et ne les avait ainsi ramenés en sûreté à Milan. Les citoyens de cette ville n'oublièrent jamais un service aussi important, et ils contractèrent avec la maison della Torre une alliance qui fut, plus tard, dangereuse pour leur liberté.

La défaite des Guelfes à Cortenuova effraya les villes lombardes; la plupart se détachèrent des Milanais; et Frédéric, entrant l'année suivante en Piémont, fit prévaloir le parti gibelin dans les cités de Turin, Asti, Novarre, Alexandrie, et dans plusieurs autres. La constitution n'était pas changée, lorsque la prépondérance dans les conseils passait d'une faction à l'autre; toutefois, c'était surtout parmi la noblesse que l'empereur comptait ses partisans, tandis que le peuple était dévoué à l'Église; aussi le triomphe de l'aristocratie accompagnait le plus souvent celui du parti gibelin. Quatre cités, Milan, Brescia, Plaisance et Bologne, se trouvèrent à la fin de l'année seules opposées à la puissance impériale; et Frédéric vint mettre le siége devant Brescia, pour forcer également ces quatre villes à lui céder. Mais les Bressans ne craignirent point de faire tête à l'orage; ils soutinrent pendant soixante-huit jours toutes les attaques de l'empereur; ils rendirent vains tous ses efforts, et ils le forcèrent enfin à lever le siége avec une armée affaiblie et découragée.

Pendant ce temps, Grégoire IX redoublait d'efforts pour sauver le parti guelfe de sa ruine; il voyait avec effroi un empereur maître des Deux-Siciles et de l'Allemagne, sur le point de dompter toute résistance dans la haute Italie; il sentait qu'avec ses soldats musulmans, qui traversaient à toute heure l'État de Rome, ce monarque échappait à l'influence de l'Église, et qu'il ne montrerait bientôt plus d'égards pour une religion qu'il était accusé de ne pas croire. Grégoire s'adressa aux deux républiques maritimes de Venise et de Gênes, qui le plus souvent, tout occupées de leur commerce et de leurs conquêtes dans le Levant, prenaient peu de part à la politique de l'Italie; il leur représenta que la liberté des mers leur serait bientôt enlevée, si elles ne faisaient pas quelques efforts pour sauver en Lombardie les champions de l'Église et de la liberté, et il obtint en effet qu'elles contracteraient une alliance avec les quatre cités qui avaient survécu seules à la ligue lombarde. Enfin, il fulmina, au commencement de l'année 1239, contre Frédéric II, une nouvelle sentence d'excommunication; celle-ci produisit plus d'effet que Grégoire n'avait osé l'espérer. Un assez grand nombre de gentilshommes guel-

fes d'origine s'étaient laissés rattacher, par les faveurs de la cour, au parti impérial ; ils s'aperçurent que, depuis l'anathème du pape, ils étaient devenus plus suspects à l'empereur. Le marquis d'Este et le comte de Saint-Boniface furent même avertis que leur tête était menacée ; ils s'échappèrent du camp impérial : tous les autres gentilshommes guelfes suivirent leur exemple, et les villes guelfes y gagnèrent des chefs habitués aux armes et familiarisés avec la haute politique.

Grégoire IX crut alors qu'il donnerait plus de poids encore aux anathèmes dont il frappait l'empereur, s'il les faisait sanctionner par un concile ; il convoqua à Rome tous les prélats de la chrétienté pour l'année 1241. Frédéric, qui dès l'automne de 1239 était venu s'établir à Pise, s'y occupa d'empêcher le concile qu'il redoutait. Tandis que les deux autres républiques maritimes s'étaient déclarées pour les Guelfes, Pise était toute gibeline ; le peuple était enthousiaste de l'empereur, et parmi les nobles il n'y avait qu'un petit nombre de gentilshommes, propriétaires de fiefs en Sardaigne, et dirigés par les Visconti de Gallura, qui se fussent rattachés aux Guelfes. Les Pisans, excités encore par leur jalousie contre les Génois, promirent à Frédéric qu'ils braveraient pour lui toutes les foudres de l'Église, et qu'ils sauraient bien empêcher l'assemblée du concile. En effet, un grand nombre de prélats français s'étant embarqués à Nice sur des galères génoises, pour se rendre à Ostie, Ugolin Buzzachérino de'Sismondi, amiral des Pisans, alla les attendre avec une flotte puissante devant la Méloria ; il les attaqua le 3 mai 1241, leur coula à fond trois vaisseaux, leur en prit dix-neuf, et amena dans Pise tous les prélats français qui se rendaient au concile. La république les fit charger de chaînes d'argent, et les retint prisonniers dans le chapitre de la cathédrale. Grégoire IX, confondu de ces revers, n'y survécut que peu de mois ; il mourut le 21 août 1241 ; et le collége des cardinaux, réduit à un très-petit nombre de membres, passa près de deux ans avant de pouvoir s'accorder pour un nouveau choix. Enfin, le 24 juin 1243, Sinibald de' Fieschi de Gênes, qui prit le nom d'Innocent IV, fut porté sur la chaire de saint Pierre ; sa famille, puissante à Gênes et dans les montagnes de la Ligurie, était de plus alliée à d'autres familles nobles qui possédaient des châteaux sur le revers septentrional des Apennins, et qui, à raison de cette position, exerçaient un grand crédit dans les cités voisines de Plaisance, de Parme

de Reggio et de Modène. L'élévation d'un Fiesque au trône pontifical rendit du courage au parti guelfe dans toutes ces villes.

Frédéric II essaya vainement de se réconcilier avec l'Église en recourant au nouveau pape. Innocent IV était déterminé à ne plus voir en lui qu'un adversaire de la religion, un ennemi du pouvoir pontifical, un chef de barbares qui appelait tour à tour les Allemands et les Sarrasins pour tyranniser l'Italie. Il resserra son alliance avec les villes de la ligue lombarde, et il leur promit de faire condamner et déposer l'empereur par un concile œcuménique, ainsi que son prédécesseur avait voulu le faire. Mais au lieu de convoquer ce concile en Italie, il choisit pour cette assemblée la ville de Lyon, dont une moitié appartenait alors à l'Empire, et l'autre au royaume de France. Il voulait s'y mettre, avec les prélats appelés par lui, sous la protection de saint Louis, qui régnait alors. Il se rendit par mer de Rome à Gênes, échappant à la flotte pisane qui le veillait pour intercepter son passage. Il échauffa par ses exhortations les Guelfes de Gênes, et des villes de Lombardie et de Piémont qu'il visita, et, arrivé à Lyon, il y ouvrit, le 28 juin 1245, dans le couvent de Saint-Just, le concile de l'Église universelle. Il trouva les évêques de France, d'Angleterre et d'Allemagne, empressés d'adopter ses vues ; en sorte qu'il obtint d'eux, à leur troisième session, le 17 juillet, qu'ils prononceraient une sentence de condamnation contre Frédéric II. Le concile déclara que, pour ses crimes et iniquités, Dieu l'avait rejeté, et ne souffrirait plus qu'il fût ou empereur ou roi. En conséquence, le pape et le concile déliaient ses sujets de leur serment de fidélité, leur interdisaient, sous peine d'excommunication, de lui obéir, à quelque titre que ce fût, et invitaient les électeurs de l'Empire à nommer un autre empereur, tandis que le pape, de son côté, se réservait de nommer un autre roi de Sicile.

Frédéric II opposa d'abord toute la vigueur de son caractère à la sentence d'excommunication prononcée contre lui par le concile : il se fit apporter ses joyaux ; et mettant sur sa tête la couronne d'or de l'Empire, il déclara devant une assemblée nombreuse qu'il saurait la défendre et continuer de la porter. Mais malgré l'enthousiasme que ressentait pour lui le parti gibelin, malgré le dévouement de ses amis, malgré les progrès des opinions philosophiques que lui-même avait encouragées, l'homme que l'Église venait de condamner se voyait sans cesse sur le point d'être abandonné ou trahi. Les moines men-

diens se répandaient en tous lieux pour ourdir des conspirations contre lui ; ils profitaient des terreurs qu'inspirait la maladie ou l'âge pour faire rentrer, disaient-ils, les pécheurs dans la voie du salut, et leur demander de racheter leurs égaremens passés en délivrant l'Église de Dieu de son plus dangereux ennemi. Quelquefois des insurrections éclataient dans l'une ou l'autre Sicile ; plus souvent l'empereur découvrait parmi ses courtisans des complots pour le faire périr par le fer ou le poison. Son secrétaire intime, son ami Pierre des Vignes, qu'il avait tiré de la misère, et auquel il avait confié ses affaires les plus importantes, prêta lui-même l'oreille aux conseils des religieux, et promit d'empoisonner son maître. De son côté, Frédéric devint défiant et cruel : ses soupçons poursuivaient ses amis les plus fidèles, et les supplices qu'il ordonnait devançaient quelquefois les preuves. Il avait confié la Germanie à son fils Conrad ; il laissait sans partage à Eccelino le gouvernement de la marche véronaise ; mais cet homme féroce faisait retomber sur l'empereur la haine qu'il méritait lui-même par ses crimes. Après avoir enfermé ses ennemis dans des cachots affreux, où il les faisait souvent périr dans les tortures, ou bien où il les laissait mourir de faim, il sentait que tous leurs parens étaient aussi devenus ses ennemis, il les faisait arrêter à leur tour ; et plus il avait frappé de victimes, plus il était conduit à en frapper d'autres. Les citoyens de Milan, de Mantoue, de Bergame, de Brescia, apprenaient chaque jour de nouveaux actes de férocité commis par Eccelino à Padoue, à Vicence, à Vérone, et ils en concevaient plus d'horreur pour le parti gibelin, de même qu'une résolution plus ferme pour repousser Frédéric II. Celui-ci ne songeait point alors à les attaquer. Il s'était établi à Turin pendant le concile de Lyon, et il était entré en négociations avec saint Louis, pour que ce roi le réconciliât avec l'Église, à laquelle il offrait en signe de sa soumission d'aller avec lui combattre les Infidèles à la Terre Sainte.

La révolte de Parme, le 16 juin 1247, força Frédéric II à reprendre les armes qu'il voulait déposer. C'étaient les amis, les parens du pape Innocent IV, les gentilshommes guelfes des maisons de Correggio, Lupi et Rossi, qui avaient réussi à rentrer dans la ville de Parme d'où ils étaient exilés, et à en chasser leurs adversaires. Frédéric, à tout prix ,voulait reprendre Parme ; il fit venir de la Pouille une bande nombreuse de Sarrasins commandée par un de ses fils naturels, Frédéric, auquel il faisait porter le titre de roi d'Antioche ; il rassembla

les Gibelins lombards sous les ordres d'un autre de ses fils naturels, Hans ou Hensius, qu'il nommait roi de Sardaigne, et qu'il avait fait vicaire impérial en Lombardie. Eccelino arriva de la marche véronaise avec les milices de Padoue, Vicence et Vérone, et les soldats qu'il avait formés dans ses fiefs héréditaires. Mais, d'autre part, tous les Guelfes de Lombardie s'empressèrent d'envoyer des secours à la ville qui venait de se dévouer pour eux. Les Milanais donnèrent l'exemple; les milices de Mantoue, de Plaisance, de Ferrare, les suivirent; les Guelfes exilés de Reggio, de Modène, ou d'autres villes gibelines, vinrent aussi s'enfermer à Parme, croyant déjà servir leur patrie en combattant pour leur faction. Frédéric voulait faire pendre en face des murs les otages parmesans que cette ville lui avait donnés avant sa révolte ; mais les milices de Pavie, qui servaient dans son camp, s'y opposèrent : elles déclarèrent que c'était avec les épées des soldats gibelins, non avec celles des bourreaux, qu'elles voulaient affermir le trône de l'empereur. Le siége ne faisait que peu de progrès, l'hiver avait commencé; toutefois, Frédéric persistait dans son attaque; il déclarait vouloir raser Parme, et transporter ceux des habitans qu'il épargnerait dans son camp fortifié, dont il ferait une ville nouvelle qu'il nommerait Vittoria. Mais ce camp, dont il s'était éloigné le 18 février 1248 pour chasser à l'oiseau, fut surpris en son absence par l'armée guelfe sortie de Parme ; tous ses équipages furent pillés, ses soldats furent dispersés, et l'empereur eut l'humiliation de lever le siége.

Avant cette époque, il avait renvoyé en Toscane son fils le roi d'Antioche avec seize cents chevaux allemands, pour s'assurer l'obéissance de la ville de Florence, où, depuis le meurtre de Buondelmonte, les Guelfes et les Gibelins, toujours en présence, n'avaient cessé de lutter les uns contre les autres. Il n'y avait presque jamais de rassemblement, de fête, de cérémonie publique, où quelque offense donnée par l'un ou l'autre parti ne les fît courir tous deux aux armes : aussitôt les chaînes étaient tendues au travers des rues, les barricades formées, et dans chaque quartier, autour de chaque maison noble, les voisins, ceux qui s'étaient donné les plus fréquentes causes de haine, combattaient en même temps dans dix lieux à la fois : cependant la république était supposée pencher pour le parti guelfe ; et les Gibelins florentins, dans leurs rapports avec les autres peuples, n'avaient jamais cherché à se séparer de leurs compatriotes, ou à se

mettre en opposition avec leurs magistrats. Frédéric, craignant que Florence ne lui échappât tout à fait, écrivit aux Uberti, chefs de la faction gibeline, de réunir dans leur palais secrètement tout leur parti, d'attaquer ensuite tous ensemble chacun des postes des Guelfes, en même temps que son fils le roi d'Antioche se présenterait aux portes, et de chasser ainsi leurs adversaires de la ville. Ce plan fut exécuté dans la nuit de la Chandeleur de 1248. Les barricades des Guelfes furent forcées dans chaque quartier, parce qu'ils s'y défendaient par petites bandes contre tout le parti contraire. Maîtres de la ville, les Gibelins donnèrent l'ordre à tous les Guelfes d'en sortir ; ils firent ensuite démolir les trente-six palais d'autant de familles les plus illustres de ce parti, et intimidant les autres villes de Toscane, ils les contraignirent à suivre leur exemple, et à se déclarer toutes pour l'empereur.

Frédéric II, après l'échec qu'il avait reçu à Parme, retourna dans son royaume des Deux-Siciles, et laissa à son fils Hensius, qui s'établit à Modène, la conduite de la guerre en Lombardie. Cependant le pape avait envoyé un cardinal légat, Octavien des Ubaldini, aux villes guelfes, pour les engager à suivre leur victoire, et à punir le parti impérial de ce qu'il appelait sa révolte contre l'Église. La puissante ville de Bologne, déjà illustrée par son université ; supérieure à ses voisines par sa richesse, sa population, et le zèle qu'excitait un gouvernement tout démocratique, se chargea de faire triompher le parti guelfe dans toute la région cispadane ; elle attaqua d'abord la Romagne, et força les villes d'Imola, Faenza, Forli et Cervia à chasser les Gibelins de leurs murs, et à se déclarer pour l'Église ; elle tourna ensuite ses armes contre Modène. La cavalerie modenoise, pénétrant un jour par surprise dans Bologne, avait enlevé à une fontaine publique un seau que l'on conserve encore comme un glorieux trophée dans le clocher de Modène. La guerre qui suivit a fourni à Tassoni le sujet de son poëme héroï-comique de la *Secchia rapita*. La vengeance des Bolonais n'eut cependant rien de burlesque ; après plusieurs combats acharnés, les deux armées s'étaient rencontrées enfin à Fossalta, le 26 mai 1249, pour se livrer une bataille générale. Philippe Ugoni de Brescia, qui était cette année podestat de Bologne, commandait l'armée guelfe à laquelle étaient réunis des détachemens de milice de toutes les villes de la ligue lombarde. Les Gibelins étaient conduits par le roi Hensius ; chaque armée comptait de quinze à

vingt mille combattans. La bataille fut longue et sanglante, mais elle se termina par la défaite complète des Gibelins. Le roi Hensius tomba lui-même entre les mains des vainqueurs ; il fut aussitôt conduit à Bologne, et enfermé au palais du podestat. Le sénat de Bologne repoussa toute offre de rançon, toute intercession en sa faveur ; il pourvut d'une manière splendide à son entretien, mais il le retint captif pendant le reste de sa vie, qui dura encore vingt-deux ans.

Ce dernier échec acheva d'accabler Frédéric II. Il y avait déjà trente ans qu'il luttait contre l'Église et le parti guelfe ; les forces de son corps, comme son énergie morale, s'étaient usées dans de si longs combats. Sa vie était empoisonnée à la fois par les trahisons de ceux qu'il avait crus ses amis, par les malheurs de ses partisans, par ceux qui l'avaient frappé dans sa famille même. Il voyait décliner son pouvoir en Italie, tandis que la couronne de Germanie était disputée à son fils Conrad par des concurrens que favorisait l'Église. Lui-même paraissait être troublé par les excommunications des papes, et commencer à craindre l'enfer dont on ne cessait de le menacer. Il implora de nouveau l'assistance et la médiation de saint Louis de France, qui était alors dans l'île de Chypre ; il pourvut généreusement aux besoins de l'armée croisée que ce roi commandait, il sollicitait la permission d'aller le joindre, il offrait de s'engager à ne point revenir de la Terre-Sainte, sans s'être soumis aux expiations les plus humbles que l'Église voudrait lui imposer. Il avait inspiré à saint Louis de l'intérêt et de la reconnaissance, et en attendant l'effet de ses bons offices, il parut ne s'occuper plus que de l'administration de son royaume des Deux-Siciles, où il avait rétabli un ordre et une prospérité qu'on ne voyait nulle part ailleurs en Europe, lorsqu'il fut atteint, au château de Florentino dans la Capitanate, où il avait fixé sa demeure, d'une dyssenterie dont il mourut le 13 décembre 1250, à l'âge de cinquante-six ans.

CHAPITRE IV.

Interrègne de l'Empire. — Décadence et asservissement des républiques lombardes. — Appel de Charles d'Anjou par le pape, à l'appui des Guelfes. — Sa puissance, sa cruauté. — Vêpres siciliennes.

1251—1282.

Les cités italiennes qui faisaient en général remonter les premiers commencemens de leur liberté, à la lutte entre les souverains d'Italie et d'Allemagne, ou à l'invasion d'Othon-le-Grand, en 951, avaient, à la mort de Frédéric II, joui pendant trois siècles de la protection et des développemens progressifs de leurs constitutions municipales. Ces trois siècles, pour le reste de l'Europe, appartenaient encore à la plus épaisse barbarie : l'histoire en est partout obscure et mal connue; elle s'attache tout au plus à quelques grandes révolutions, aux victoires ou aux calamités des princes, mais elle laisse les peuples dans l'ombre. Un écrivain regardait comme au-dessous de lui de s'occuper du sort des roturiers; on ne supposait pas même que la bourgeoisie pût avoir une histoire. Les villes de l'Italie qui l'emportaient si prodigieusement en richesses, en lumières, en énergie, en indépendance sur toutes les autres, ne songeaient pas plus qu'elles à conserver le souvenir des temps passés. Un petit nombre de chroniqueurs avaient gardé la mémoire de quelques crises importantes; mais en général ces villes passaient silencieuses au travers des siècles, et elles croyaient peut-être qu'il était d'une bonne politique de ne pas attirer l'attention, et de s'envelopper dans leur obscurité. Cependant elles en étaient

sorties forcément pendant le dernier siècle, par deux luttes dans lesquelles elles étaient demeurées victorieuses. De 1150 à 1183, elles avaient combattu pour obtenir la paix de Constance, qu'elles regardaient comme leur charte constitutionnelle. De 1183 à 1250, elles avaient conservé le plein exercice des priviléges qu'elles avaient si glorieusement acquis; mais tandis qu'elles s'élevaient toujours plus vers l'opulence, et que les arts et l'intelligence se développaient toujours davantage dans leur sein, elles avaient été entraînées par deux passions également honorables à se ranger sous deux bannières différentes : les unes, n'écoutant que leur loyauté, leur attachement et leur reconnaissance pour une famille qui leur avait donné plusieurs grands souverains, étaient prêtes à tout oser pour la cause gibeline; les autres, alarmées pour la liberté de l'Église et pour l'indépendance de l'Italie, par l'accroissement de grandeur de la maison de Hohenstauffen, ne mirent pas moins d'audace à lui arracher le sceptre qui les menaçait. Les cités de la ligue lombarde étaient parvenues au plus haut terme de leur puissance à l'époque de cette seconde lutte; dès-lors, et pendant un demi-siècle que dura ou la vacance de l'Empire, ou l'absence de l'empereur élu (car aucun empereur ne rentra en Italie, jusqu'à Henri VII, en 1310), les républiques lombardes, en proie à l'esprit de faction, et plus occupées de faire triompher les Guelfes ou les Gibelins, que d'affermir leurs constitutions, se soumirent toutes au pouvoir militaire de quelque seigneur, auquel elles confièrent le commandement de leurs milices, et elles perdirent toutes leur liberté.

Quand Frédéric II mourut, son fils Conrad IV, roi de Germanie, ne se sentit pas assez puissant pour oser traverser la Lombardie, et venir ceindre son front de la couronne de fer à Monza, de la couronne d'or à Rome; il voulut, avant tout, s'assurer celle des Deux-Siciles, et il s'embarqua au mois d'octobre 1251 en Istrie, sur une flotte pisane, pour se rendre dans le royaume de Naples; le reste de sa courte vie fut consacré à combattre et à vaincre les Guelfes napolitains. Il mourut inopinément à Lavello, le 21 mai 1254. Son frère naturel Manfred, jeune héros à peine âgé de vingt ans, réussit par sa bravoure et son activité à recouvrer le royaume qu'Innocent IV avait déjà envahi, et qu'il voulait soumettre à l'autorité temporelle du saint-siége; mais Manfred, chéri des Sarrasins de Luceria, qui prirent les premiers sa défense, et admiré par les Gibelins des Deux-

Siciles, y fut long-temps occupé des attaques des Guelfes, avant de pouvoir songer à les poursuivre à son tour dans le reste de l'Italie. Conrad avait laissé en Allemagne un fils encore enfant, connu depuis sous le nom de Conradin; quelques-uns le reconnaissaient pour roi de Germanie, et le nommaient Conrad V ; mais les électeurs laissaient l'Empire sans chef, et quand ils voulurent plus tard faire une élection, leurs suffrages se partagèrent, en 1257, entre deux princes étrangers à l'Allemagne, et qui n'y mirent jamais les pieds : un Anglais, Richard, comte de Cornouailles; et un Espagnol, Alphonse X, roi de Castille. Jusqu'à la fin de 1256, Guillaume, comte de Hollande, un des compétiteurs que le parti guelfe avait donnés à Frédéric II, porta le titre de roi des Romains.

Innocent IV était toujours en France, lorsqu'il apprit la mort de Frédéric II. Il en revint au commencement du printemps de 1251 ; il écrivit à toutes les villes de célébrer la délivrance de l'Église ; et, laissant éclater sa joie, il fit son entrée dans Milan et dans les principales cités de Lombardie avec toute la pompe d'un triomphateur. Il croyait que c'était pour lui seul que les républicains d'Italie avaient combattu ; que c'était à lui qu'ils obéiraient désormais, et il le leur fit trop sentir. Les Milanais furent traités avec arrogance ; il les menaça de les excommunier, pour n'avoir pas respecté certaines immunités ecclésiastiques : c'était le moment où leur république, comme un guerrier qui se repose après le combat, commençait à sentir ses blessures. Elle avait fait d'immenses sacrifices pour la défense du parti guelfe ; elle avait vidé son épargne, provoqué les dons patriotiques des citoyens aisés, engagé ses revenus, et elle s'était chargée de dettes autant que son crédit avait pu s'étendre. Voulant satisfaire ses créanciers, elle se résigna à donner à son podestat, Beno des Gozzadini de Bologne, un pouvoir illimité pour créer de nouveaux impôts, et lever de l'argent sous toutes les formes qu'il croirait possibles. L'ingratitude du pape, au moment où tous les Milanais étaient dans la souffrance, les offensa profondément ; et l'on peut dater de cette époque le crédit que les Gibelins commencèrent à recouvrer dans une ville où jusqu'alors ils avaient toujours été traités en ennemis.

Innocent IV continua son voyage pour se rapprocher de Rome ; mais il trouva la capitale de la chrétienté moins disposée encore à lui obéir que la première ville de la Lombardie. En 1253, les Romains

appelèrent un autre gentilhomme bolonais, Brancaleone d'Andalo, pour gouverner leur république, et ils lui attribuèrent, avec le titre de sénateur, une autorité presque illimitée. Les citoyens, sans cesse alarmés par les querelles et les combats des nobles romains, qui s'étaient fait autant de forteresses du Colysée, des tombeaux d'Adrien, d'Auguste et de Cécilia Métella, des divers arcs de triomphe et de chacun des monumens de l'ancienne Rome, et qui permettaient aux brigands qu'ils avaient pris à leur solde de sortir de ces retraites pour piller les passagers et les marchands paisibles; les citoyens, dis-je, demandaient avant tout au gouvernement de la vigueur et de la sévérité. Ils oubliaient les garanties dues aux prévenus, pour ne songer qu'à celles que réclamait la paix publique. Le sénateur Brancaleone, à la tête des milices romaines, attaqua successivement les monumens changés en repaires de bandits; il rasa les tours qui les surmontaient; il fit pendre les aventuriers qui les avaient défendus, avec les nobles qui les commandaient, aux fenêtres des palais de ceux-ci, et il rétablit par la terreur la sécurité dans les rues de Rome. Il ne montra guère plus de respect au pape qu'à l'ancienne noblesse romaine; Innocent IV, pour s'éloigner de lui, ayant transporté sa cour à Assise, Brancaleone lui fit dire qu'il n'était pas séant d'errer ainsi de ville en ville comme un vagabond, et que si le pape ne rentrait au plus tôt dans la capitale de la chrétienté, dont il était évêque, les Romains iraient avec leur sénateur brûler la ville d'Assise pour l'en faire sortir.

Ainsi, quoique le pouvoir des peuples eût remplacé celui des rois, la liberté était en général mal comprise et mal assurée; les passions étaient impétueuses. Un certain point d'honneur était attaché à la violence; les nobles croyaient faire preuve d'indépendance par les outrages et les rapines, et les amis de l'ordre croyaient avoir atteint le but suprême du gouvernement quand ils réussissaient à faire trembler d'aussi audacieux perturbateurs. La turbulence et le nombre des grands coupables, la protection que trouvaient leurs crimes dans un faux point d'honneur, semblent devoir servir d'excuse aux institutions judiciaires des républiques italiennes, qui toutes furent plus calculées pour frapper de terreur les coupables, qui ne se cachaient pas, que pour protéger les prévenus contre le soupçon injuste de crimes secrets. L'ordre ne pouvait être maintenu que par une main de fer, et cette main de fer brisa bientôt la liberté. Cependant, entre les

cités italiennes, il y en eut une qui, plus que toutes les autres, parut songer à la justice plus encore qu'à la paix, à la garantie des citoyens plus encore qu'à la punition des coupables : ce fut Florence; ses institutions judiciaires sont loin de mériter d'être données comme des modèles, mais elles furent les premières en Italie qui présentèrent quelque garantie aux citoyens, parce que Florence fut la cité où le sentiment de la liberté fut le plus général et le plus constant dans tous les ordres de la société, où la culture de l'esprit fut poussée le plus loin, et où la raison fut le plus tôt appelée à perfectionner les lois de la patrie.

Les nobles gibelins s'étaient mis en possession de la souveraineté à Florence, avec l'aide du roi d'Antioche, deux ans avant la mort de son père Frédéric II. Mais leur pouvoir était bientôt devenu insupportable aux libres et fiers citoyens de cette république, qui avaient amassé déjà de grandes richesses par le commerce, qui comptaient parmi eux quelques littérateurs distingués, comme Brunetto Latini et Guido Cavalcanti, et qui n'avaient encore rien perdu de la simplicité de leurs mœurs, de leur sobriété primitive et de leur force corporelle. Frédéric II vivait encore, lorsque, par un soulèvement unanime, le 20 octobre 1250, ils se remirent en liberté. Tous les citoyens se portèrent ensemble sur la place de Santa-Croce ; ils s'y partagèrent en cinquante groupes, dont chacun nomma un capitaine et forma une compagnie de milice. La réunion de ces officiers fut la première autorité de la république renaissante. Le podestat s'était rendu odieux à tous par sa sévérité et sa partialité ; ils le déposèrent, et le remplacèrent par un nouveau juge, sous le nom de *capitaine du peuple*. Bientôt après ils voulurent que le *podestat* et le *capitaine* eussent chacun un tribunal indépendant, afin de se contenir l'un l'autre. En même temps, ils voulurent que l'un et l'autre fussent subordonnés à la magistrature suprême de la république, qu'ils chargèrent de l'administration, en lui refusant le pouvoir judiciaire. Ils voulurent que cette magistrature, qu'ils nommèrent *seigneurie*, fût toujours présente, toujours réunie dans le palais de la république, pour être, au besoin, toujours prête à contenir le podestat ou le capitaine, auxquels ils avaient été forcés de déléguer un si grand pouvoir. La ville était divisée en six parties ; chaque *sestier*, comme on les appelait, nomma deux *anziani*. Ces douze magistrats mangeaient ensemble, couchaient au palais, et ne pouvaient en sortir qu'ensemble. Leurs fonctions ne duraient que deux mois ; douze autres

élus du peuple les remplaçaient, et la république était si riche en bons citoyens et en hommes dignes de sa confiance, que cette succession rapide des anziani n'en épuisait point le nombre. En même temps qu'elle institua la seigneurie nouvelle, la milice florentine attaqua et démolit toutes les tours qui servaient de refuge aux gentilshommes, afin que tous fussent désormais forcés de se soumettre à la commune loi.

La nouvelle seigneurie fut à peine informée de la mort de Frédéric II, que, par son décret du 7 janvier 1251, elle rappela à Florence tous les Guelfes exilés. Dès-lors elle s'attacha à faire triompher le parti guelfe dans toute la Toscane ; elle déclara la guerre aux villes voisines, de Pistoia, de Pise, de Sienne et de Volterra, non point pour les subjuguer ou leur imposer des conditions onéreuses, mais pour les contraindre à se rallier à ce qu'elle regardait comme le parti de l'Église et de la liberté. L'année 1254, où les Florentins furent commandés par le podestat milanais Guiscard Pietra Santa, est signalée dans leur histoire par le nom de l'année des victoires. Ils prirent les deux villes de Pistoia et de Volterra ; ils forcèrent celles de Pise et de Sienne à signer une paix favorable au parti guelfe; ils refusèrent de profiter d'une trahison qui les avait mis en possession de la forteresse d'Arezzo, et ils la restituèrent aux Aretins ; enfin ils bâtirent, dans la Lunigiane, au-delà du territoire de Lucques, une forteresse destinée à fermer l'entrée de la Toscane du côté de la Ligurie, qui, en mémoire de leur podestat, porte encore aujourd'hui le nom de *Pietra Santa*. La même seigneurie, par d'autres moyens, se montra digne d'administrer la ville du commerce, des arts et de la liberté. Tout le système monétaire de l'Europe était alors abandonné à l'avidité des souverains, qui variaient sans cesse le titre et le poids des espèces, tantôt pour frustrer leurs créanciers, tantôt pour forcer leurs débiteurs à payer plus qu'ils n'avaient reçu, ou pour augmenter les redevances des contribuables. Pendant cent cinquante ans encore plusieurs des rois de France se jouèrent de la foi publique, par l'altération annuelle des monnaies, avec la dernière impudeur. Mais la république de Florence fit battre, en 1252, son florin d'or, au titre de vingt-quatre carats et au poids de trois deniers ; elle mit sa valeur sous la garantie de la publicité et de la bonne foi commerciale ; et elle le maintint inaltérable aussi long-temps qu'elle dura elle-même, comme un étalon de toutes les autres valeurs.

Une conspiration des Gibelins, en 1258, pour recouvrer leur domination sur Florence, et pour la concentrer dans la faction aristocratique, força la république à exiler les chefs les plus illustres de ce parti. Il était alors dirigé par Farinata des Uberti, qu'on regardait comme le plus éloquent orateur et le meilleur homme de guerre de la Toscane. Tous les Gibelins florentins furent accueillis à Sienne avec faveur, quoique les deux républiques se fussent engagées, par leur dernier traité, à ne point donner de refuge aux rebelles l'une de l'autre. Farinata se rendit ensuite auprès de Manfred, qu'il trouva affermi sur le trône des Deux-Siciles. Il lui représenta que, pour mettre son royaume à l'abri de toute attaque, il fallait s'assurer de la Toscane, et y faire triompher le parti gibelin ; et il obtint de lui un corps considérable de cavalerie allemande, qu'il ramena à Sienne. Les hostilités entre les deux républiques avaient déjà recommencé, et le drapeau de Manfred avait été traîné dans la boue par les Florentins. Farinata voulait profiter de l'irritation des Allemands, et amener les deux partis à une bataille générale. Il sut que quelques artisans sans éducation étaient entrés dans la seigneurie de Florence, et il essaya de tirer parti de leur présomption : il les flatta de l'espoir qu'il leur livrerait une porte de Sienne, s'ils faisaient approcher l'armée jusque sous les murs de cette ville. En même temps ses émissaires prirent à tâche d'aigrir les plébéiens contre les nobles du parti guelfe, pour que ceux-ci, qui étaient plus clairvoyans, ne dévoilassent pas ses intrigues. En effet, malgré l'opposition des gentilshommes qui entraient dans le conseil, la seigneurie résolut de faire traverser tout le territoire de Sienne par une armée guelfe : elle demanda des secours, pour cette expédition, à Bologne, Pistoia, Prato, San Miniato, San Gemignano, Volterra et Colle ; elle donna rendez-vous aux milices d'Arezzo et à celles d'Orvieto, à Monte-Aperto, à cinq milles de Sienne, de l'autre côté de l'Arbia : toute la puissance du parti guelfe en Toscane s'y trouva rassemblée ; on y compta trente mille fantassins et trois mille cavaliers. Les Guelfes se demandaient comment ils pourraient faire pour engager leurs ennemis à sortir des murailles de Sienne : ils étaient dans une sécurité parfaite, lorsque, le 4 septembre 1260, ils furent attaqués inopinément par Farinata des Uberti et par le général de Manfred. Les Gibelins, entre les émigrés de Florence, les milices de Sienne et de Pise, et les Allemands, n'avaient pas plus de treize mille hommes ; mais ils comptaient sur leurs intel-

ligences dans le camp guelfe. En effet, Bocca des Abbati se mettant à la tête des traîtres, se saisit, dans cet instant, du grand étendard de la république et le renversa. Toute l'armée fut saisie de terreur quand elle vit tomber ce drapeau ; elle apprenait que les ennemis étaient maîtres du quartier-général, sans savoir quel était leur nombre. De toutes parts les Guelfes prirent la fuite ; mais, poursuivis avec acharnement, ils laissèrent dix mille morts sur le champ de bataille, et un grand nombre de prisonniers entre les mains de leurs ennemis.

Les Guelfes florentins reconnurent qu'ils étaient tellement affaiblis par la déroute de l'Arbia, qu'il leur serait impossible de se maintenir à Florence : l'enceinte des murs était trop vaste, et la population trop découragée par la perte énorme qu'elle avait essuyée. Tous ceux qui avaient exercé quelque pouvoir dans la république, tous ceux dont le nom avait assez d'illustration pour qu'on connût le parti qu'ils avaient coutume de suivre, se rassemblèrent à cheval, et sortirent de la ville pour se retirer à Lucques. Les Guelfes de Prato, de Pistoia, de Volterra, de San Gemignano, ne pouvaient se flatter de résister quand ceux de Florence succombaient ; tous abandonnèrent leurs demeures, et vinrent se réunir aux Florentins à Lucques. Cette cité accorda à tous ces illustres fugitifs l'église et le portique de San Friano, et le quartier environnant, où ils dressèrent leurs tentes. D'autre part, les Gibelins entrèrent dans Florence le 27 septembre ; ils y abolirent le gouvernement populaire, et ils y formèrent une nouvelle magistrature, toute composée de gentilshommes, qui prêta serment de fidélité à Manfred, roi des Deux-Siciles.

Cependant une diète des cités gibelines s'assemblait à Empoli ; là les ambassadeurs de Pise et de Sienne représentèrent qu'ils ne se tiendraient jamais pour assurés de la prépondérance du parti gibelin en Toscane, tant que Florence subsiterait. Ils affirmèrent que la population de cette ville orgueilleuse et belliqueuse était toute dévouée au parti guelfe ; qu'on ne pouvait se flatter de la corriger de sa haine contre la noblesse, ou contre la famille des derniers empereurs ; que les habitudes démocratiques étaient devenues, pour chacun de ses citoyens, une seconde nature. Aussi demandèrent-ils que les murailles de Florence fussent rasées, et que tous ses habitans fussent dispersés dans les villes voisines. Tous les Gibelins de Toscane, tous les députés des villes jalouses de Florence, accueillirent cette proposition : elle allait être décrétée, lorsque Farinata des Uberti se leva,

et repoussa avec indignation cet abus de la victoire contre la ville qu'il venait de vaincre ; il protesta qu'il aimait sa patrie bien plus que sa faction, et qu'avec les mêmes compagnons d'armes qu'on avait vus se signaler autour de lui à la bataille de l'Arbia, il irait plutôt rejoindre les Guelfes et combattre pour eux, que de consentir à la ruine de ce qu'il avait de plus cher au monde. Les ennemis de Florence n'osèrent pas lui répondre, et la diète d'Empoli se contenta de décréter que la ligue de Toscane prendrait à sa solde mille des gendarmes de Manfred, pour maintenir dans cette province la prépondérance du parti gibelin. Le Dante a immortalisé Farinata des Uberti comme le sauveur de Florence, Bocca des Abbati comme le traître qui la mit à deux doigts de sa perte, et tout son poëme est rempli des souvenirs de cette époque mémorable.

Tandis que les Gibelins acquéraient la prépondérance en Toscane, le tyran qui, à la tête du même parti, avait fait couler tant de sang dans la marche trévisane, était abattu. Eccelino de Romano était seigneur héréditaire de Bassano et de Pedemonte ; il s'était fait nommer capitaine du peuple par les républiques de Vérone, Vicence, Padoue, Feltre et Bellune ; à ce titre il réunissait le pouvoir judiciaire au pouvoir militaire ; il était subordonné seulement à des conseils qu'il dépendait de lui de ne pas assembler, et l'on ne voit point qu'il y eût en face de lui une magistrature permanente, telle que la seigneurie de Florence, qui pût réprimer l'abus de son pouvoir; aussi eut-il bientôt changé en une effroyable tyrannie l'autorité qui lui avait été déférée par le peuple. Étendant ses soupçons sur tout ce qui acquérait quelque distinction, sur tout ce qui attirait les regards de ses concitoyens, il n'attendait point que les gentilshommes, les marchands, les prêtres, les avocats, qui lui devenaient suspects par leur seule élévation, eussent provoqué son courroux par quelque signe de mécontentement ou de résistance pour les faire traîner dans ses cachots ; là il leur faisait subir les plus horribles tortures pour chercher le crime qui devait justifier sa défiance ; et tous les noms qui échappaient de leur bouche, dans l'agonie de la douleur, étaient enregistrés, et désignaient au tyran de nouvelles victimes. Dans la seule ville de Padoue, il existait huit prisons toujours pleines, quoique les bourreaux travaillassent sans cesse à les vider ; deux d'entre elles contenaient chacune trois cents prisonniers. Un frère d'Eccelino, nommé Albéric, gouvernait Trévise avec moins de férocité, mais avec un pouvoir non moins absolu.

Crémone était de même sous la dépendance d'un chef de Gibelins. Milan ne montrait plus d'éloignemont pour eux : dans cette ville, de même qu'à Brescia, les factions des nobles et des plébéiens se disputaient le pouvoir.

Alexandre IV, pour abattre le monstre qui épouvantait la marche trévisane, fit prêcher une croisade dans cette contrée, et il promit à ceux qui combattraient le féroce Eccelino toutes les indulgences réservées aux libérateurs de la Terre-Sainte. Le marquis d'Este, le comte de Saint-Boniface, les villes de Ferrare, de Mantoue et de Bologne, rassemblèrent leurs soldats sous l'étendard de l'Église ; ils furent joints par une cohue ignorante et fanatique de croisés issus des plus basses classes, qui voulaient gagner les indulgences sans savoir se plier à aucune discipline ni montrer aucune valeur. Leur nombre effraya cependant le lieutenant qu'Eccelino avait laissé à Padoue ; en sorte qu'il n'opposa qu'une molle résistance au passage du Bacchiglione, et ensuite aux portes de la ville. Le légat Philippe, archevêque élu de Ravenne, entra dans Padoue, le 18 juin 1256, à la tête des croisés ; mais il ne sut ou ne voulut point contenir la tourbe fanatique et cupide qu'il avait appelée à l'appui des soldats : pendant sept jours la ville fut pillée inhumainement par ceux qu'elle avait reçus comme des libérateurs. Dès qu'Eccelino fut averti de la perte qu'il avait faite, il prit soin de diviser, puis de désarmer, les onze mille Padouans qu'il avait dans son armée ; et, les enfermant dans ses prisons, il les y laissa tous périr, à la réserve de deux cents seulement. Pendant les deux années suivantes, les Guelfes n'éprouvèrent que des revers ; le légat que le pape avait mis à leur tête était incapable de les conduire, et la foule des croisés qu'il appelait dans leurs rangs ne servait qu'à les compromettre par son indiscipline et sa lâcheté. Les nobles gibelins de Brescia livrèrent même en 1258 leur patrie à Eccelino, après que celui-ci eut mis l'armée du légat en déroute. L'année suivante, ce tyran, qui n'avait point d'égal en Italie soit pour la bravoure, soit pour le talent militaire ; qui, toujours ennemi des voluptés, toujours inaccessible aux séductions des femmes, faisait d'un seul regard trembler les plus hardis, et conservait dans sa petite taille, à l'âge de soixante-cinq ans, toute la vigueur d'un soldat, s'avança au centre de la Lombardie, dans l'espoir que les nobles de Milan, avec lesquels il était entré en correspondance, lui livreraient cette grande ville. Avec la plus brillante armée qu'il eût

encore commandée, il passa l'Oglio, et ensuite l'Adda ; mais le marquis Pelavicino, Buoso de Doara, les Crémonais, et d'autres Gibelins ses anciens associés, avaient été rebutés par ses forfaits. Ils s'étaient secrètement alliés avec les Guelfes pour le détruire ; lorsqu'ils le virent s'avancer si loin de ses foyers, ils éclatèrent de toutes parts. Le 16 septembre 1259, Eccelino reconnut la nécessité de rétrograder ; mais il se vit arrêter au pont de Cassano. Les Bressans, n'écoutant plus ses ordres, se mirent en marche dans le dessein de l'abandonner ; toutes les issues lui étaient fermées par les Milanais, les Crémonais, les Ferrarois et les Mantouans. Repoussé, pourchassé jusqu'à Vimercato, blessé enfin au pied, il fut fait prisonnier, et amené à Soncino : là il refusa de parler, il rejeta tous les secours de la médecine ; il déchira tous les bandages qu'on mettait à ses blessures, et il mourut enfin le onzième jour de sa captivité. Son frère avec toute sa famille furent massacrés l'année suivante.

La défaite d'Eccelino et la destruction de la famille de Romano peuvent être regardées comme le dernier grand effort que firent les Lombards pour s'opposer à l'établissement de la tyrannie dans leur pays. A cette époque même, en effet, ils commençaient tous à s'accoutumer à l'érection au pouvoir d'un seul dans leurs cités. Dans chaque république, les nobles, toujours divisés entre eux par des haines héréditaires, regardaient comme une honte de se soumettre aux lois, plutôt que de se faire justice à eux-mêmes par les armes ; leurs querelles, leurs combats, leurs brigandages, portaient le trouble dans les rues et les places publiques : les marchands avaient sans cesse l'oreille au guet, pour fermer leurs magasins au premier cri d'alarme ; car les satellites des nobles étaient le plus souvent des bandits auxquels ils offraient un asile dans leurs palais, et qui profitaient du tumulte pour piller les boutiques. En même temps, les gentilshommes provoquaient les plébéiens par leur arrogance ; ils tournaient en ridicule leur incapacité, et ils s'efforçaient de les exclure de tous les emplois. Souvent le peuple, soulevé d'indignation, prenait les armes ; alors il fermait les rues par des barricades, il assiégeait les nobles dans leurs maisons de la ville, et il les forçait à se réfugier dans leurs châteaux. Mais si les milices des villes cherchaient ensuite à poursuivre dans les plaines de la Lombardie les nobles qu'elles avaient contraints à émigrer, elles se trouvaient bientôt vis-à-vis d'eux dans une cruelle infériorité. Dans le courant de ce siècle, les gentilshommes s'étaient tous accoutumés

à combattre à cheval avec la lance, et recouverts d'une lourde armure; un exercice continuel les rendait seuls propres aux manœuvres de la cavalerie, et les habituait à soutenir l'énorme fardeau de leur cuirasse et de leur casque; d'autre part, sous cette armure ils étaient à peu près invulnérables. Quand ils chargeaient, la lance basse, avec l'impétuosité de leurs pesans destriers, l'infanterie mal armée qui leur était opposée, ils la renversaient, ils la mettaient en pièces, sans éprouver eux-mêmes aucun dommage. Les villes avaient bientôt senti la nécessité d'opposer cavalerie à cavalerie, et de prendre à leur solde, pour les protéger contre leur propre noblesse, soit les gentilshommes qui voulaient bien faire cause commune avec le peuple, soit les étrangers et les aventuriers qui commençaient à faire métier d'offrir leur valeur à louage. Comme l'usage avait prévalu de donner le commandement de la milice au chef de la justice, soit pour qu'il pût diriger les forces de tous contre les rebelles et les perturbateurs de l'ordre, soit pour qu'il contînt les soldats dans la discipline par la terreur des châtimens, on ne trouvait aucun chef militaire qui voulût se mettre au service d'une ville sans réclamer en même temps le pouvoir du glaive, celui dont était investi le capitaine du peuple ou le podestat; il fallait donc lui déférer ce qu'on nommait la seigneurie; et plus était nombreux le corps de cavalerie qu'il mettait à cette condition au service des conseils de la république pour un nombre d'années déterminé, plus cette seigneurie, à laquelle était attaché le droit judiciaire de vie et de mort, devenait menaçante pour la liberté.

Parmi les premiers seigneurs féodaux qui embrassèrent la cause du peuple, et qui se mirent au service d'une cité avec un corps de cavalerie formé de leurs vassaux, ou des gentilshommes pauvres leurs adhérens, fut Pagan della Torre, seigneur de Valsassina, qui s'était rendu cher aux Milanais en sauvant leur armée de la poursuite de Frédéric II, après sa déroute à Cortenuova. Il était attaché au parti guelfe par une affection héréditaire; et, quoique lui-même d'une naissance illustre, il parut partager le ressentiment des plébéiens de Milan contre la noblesse qui les opprimait. Lorsqu'il mourut, son frère Martino, puis Raymond, puis Philippe, puis Napoléon della Torre, furent à Milan les chefs du peuple, les capitaines d'un corps de cavalerie pesante qu'ils avaient formée, et qu'ils mettaient au service de la cité, et enfin les supérieurs reconnus du podestat et des tribunaux. Ces cinq seigneurs se succédèrent l'un à l'autre, en moins de vingt

ans, et la brièveté même de leur vie accoutuma le peuple à regarder leur élection comme la confirmation d'une dynastie devenue héréditaire. En même temps, d'autres villes guelfes de Lombardie se laissèrent tenter de nommer pour leur capitaine et seigneur l'homme que les Milanais avaient choisi, parce qu'il leur avait paru un vrai Guelfe et un vrai ami du peuple. Ces villes y trouvaient l'avantage de resserrer leur alliance avec la cité qui dirigeait tout leur parti, de se mettre sous une protection plus puissante, et d'appuyer leurs tribunaux par une main plus ferme. Martin della Torre avait été élu podestat de Milan en 1256; trois ans plus tard on lui donna les titres d'ancien et de seigneur du peuple, en même temps que la ville de Lodi le nomma son seigneur; celle de Novarre lui conféra le même honneur en 1263. Philippe, qui lui succéda en 1264, fut honoré du même titre par Milan, Como, Verceil et Bergame; ainsi commençait à se former l'État puissant qui, un siècle et demi plus tard, devint le duché de Milan, sans que les républiques lombardes eussent encore songé qu'elles aliénaient leur liberté. D'autre part, le pape, jaloux du crédit de la maison della Torre, choisit pour archevêque de Milan Othon Visconti, dont la famille puissante sur les bords du lac Majeur, partageait alors l'exil des Gibelins et des nobles. Le prélat se mit à la tête de cette faction; et dès-lors la rivalité entre les familles della Torre et Visconti, fit presque oublier celle qui existait entre le peuple et la noblesse.

L'acharnement que les deux partis, guelfe et gibelin, portaient dans leur haine, était fatal à la liberté. Pour le premier, il s'agissait de la religion, de l'indépendance de l'Église et de l'Italie, menacée par les Allemands et les Sarrasins, auxquels Manfred n'accordait pas moins de confiance que Frédéric II; pour le second, il s'agissait d'honneur, de loyauté envers une famille illustre, du maintien de l'aristocratie comme de la royauté. Pour l'un et pour l'autre, il s'agissait plus encore de venger des offenses mille fois répétées, de se soustraire à l'exil, à la confiscation des biens, qui ne manquaient jamais de suivre le triomphe du parti contraire. Ces intérêts de la faction émouvaient profondément des hommes qui se glorifiaient des sacrifices qu'eux et leurs ancêtres avaient faits au parti ou guelfe ou gibelin, tandis qu'ils regardaient comme d'un intérêt tout à fait secondaire le maintien du règne des lois, la garantie de l'impartialité des tribunaux, ou l'égale participation des citoyens à la souveraineté. Chaque ville s'oubliait

elle-même pour faire triompher sa faction dans toute la Lombardie, et elle se flattait d'y réussir en donnant au pouvoir plus d'unité et plus de vigueur. Les villes de Mantoue et de Ferrare, où les Guelfes étaient de beaucoup les plus nombreux, se confièrent pour leur défense, l'une aux comtes de Saint-Boniface, l'autre aux marquis d'Este, avec tant de constance, que ces seigneurs, sous le nom de capitaines du peuple, y étaient presque devenus souverains. Les Gibelins dominaient au contraire dans la république de Vérone, et comme ils craignirent que leur faction ne succombât à la mort d'Eccelino, ils appelèrent au commandement des milices de Vérone et de ses tribunaux, Mastino de la Scala, seigneur du château de ce nom dans le Véronais, dont le pouvoir devint héréditaire dans sa famille. Le marquis Pelavicino, le gibelin le plus renommé de toute la vallée du Pô, dont le meilleur château était San Donnino, entre Parme et Plaisance, et qui avait formé et discipliné un corps superbe de cavalerie, était nommé seigneur par la cité de Crémone, alternativement avec son ami Buoso de Doara. Pavie et Plaisance le choisissaient aussi presque toujours pour capitaine, et cet honneur lui fut encore déféré en même temps par Milan, Brescia, Tortone et Alexandrie. Le parti gibelin, en effet, depuis qu'Innocent IV avait offensé les Guelfes de Milan, prenait le dessus en Lombardie ; la maison della Torre paraissait elle-même s'en rapprocher. Ce parti était déjà tout puissant en Toscane ; la ville de Lucques y avait accédé la dernière en 1263, et les Guelfes toscans, obligés de la quitter, avaient formé un corps de gendarmerie, qui se mettait à la solde du petit nombre de villes lombardes demeurées fidèles au parti guelfe.

La cour de Rome voyait avec une extrême inquiétude cette puissance croissante du parti gibelin, parfaitement affermi dans les Deux-Siciles sous le sceptre de Manfred, redouté dans Rome même et dans les provinces voisines, maître de la Toscane, et faisant chaque jour des progrès en Lombardie. Manfred paraissait sur le point de former de toute la péninsule une seule monarchie. Ce n'était plus avec des armes italiennes que le pape pouvait espérer de le renverser : les Allemands ne lui offraient point d'appui ; en se partageant entre Richard de Cornouailles et Alphonse de Castille, ils semblaient avoir voulu se soustraire eux-mêmes au pouvoir impérial, partager entre des étrangers un vain titre, et affermir chacun chez eux leur indépendance, en abondonnant la suprématie que leur nation avait exercée

en Italie. Il fallait donc s'adresser à d'autres barbares pour empêcher la formation d'une monarchie italienne, qui eût été fatale au pouvoir des pontifes. Alexandre IV était mort le 25 mai 1261 : trois mois plus tard, un Français, Urbain IV, lui fut donné pour successeur; et celui-ci n'hésita pas à armer les Français contre Manfred. Ses prédécesseurs avaient déjà entamé quelques négociations pour donner la couronne de Sicile à Edmond, fils de Henri III, roi d'Angleterre. Urbain IV l'écarta, pour appeler un prince plus brave, plus puissant, et plus rapproché de lui. Il s'adressa à Charles, comte d'Anjou, frère de saint Louis, et souverain par sa femme du comté de Provence. Charles s'était déjà signalé dans les armes; il était, comme son frère, croyant fidèle, mais plus fanatique que lui, plus haineux envers les ennemis de l'Église, contre lesquels il s'abandonnait sans contrainte à son caractère dur et impitoyable. Son zèle religieux ne gênait point cependant sa politique; son obéissance à l'Église reconnaissait pour bornes son intérêt; il savait ménager ceux qu'il voulait gagner, flatter au besoin les passions populaires, contenir sa colère, et garder dans son langage une retenue qu'il n'avait pas dans son cœur. L'avarice avait paru sa passion dominante; elle n'était cependant qu'un moyen de servir son ambition : celle-là seule était sans bornes. Il accepta les offres du pape. Sa femme Béatrix, qui ambitionnait le titre de reine porté par ses trois sœurs, mit en gage tous ses joyaux pour l'aider à lever une armée de trente mille hommes, qu'elle conduisit elle-même au travers de la Lombardie; il l'avait devancée en se rendant par mer à Rome, avec mille chevaliers; il y fit son entrée le 24 mai 1265. Un nouveau pape également Français, Clément IV, avait succédé à Urbain IV, et ne montrait pas moins de faveur à Charles d'Anjou; il le fit élire sénateur de Rome, par la république romaine, et lui donna l'investiture du royaume de Sicile, qu'il le chargeait de conquérir, sous condition que cette couronne ne pourrait jamais être réunie à celle de l'Empire, ou à la domination sur la Lombardie et la Toscane. Un tribut de huit mille onces d'or et d'une haquenée blanche, fut aussi réservé à saint Pierre par cette investiture.

L'armée française conduite par Béatrix ne traversa l'Italie que vers la fin de l'été de 1265; et au mois de février 1266 Charles entra à sa tête dans le royaume de Naples. Il rencontra dans la plaine de Grandella, près de Bénévent, le 26 février, Manfred, qui l'attendait : la bataille fut acharnée; les Allemands et les Sarrasins ne démentirent

point leur ancienne valeur ; mais les Appuliens s'enfuirent lâchement, et le généreux fils de Frédéric II, abandonné par eux, périt dans le combat. Le royaume des Deux-Siciles fut le prix de cette victoire ; la résistance cessa partout, mais non point le massacre : Charles avait abandonné à ses soldats le pillage de Bénévent ; ils en égorgèrent tous les habitans. Les Italiens, qui croyaient avoir éprouvé, de la part des Allemands et des Sarrasins, de Frédéric et de Manfred, tout ce qu'ils pouvaient craindre d'ennemis barbares, apprirent qu'il y avait un degré de férocité auquel les vainqueurs de la maison de Hohenstauffen ne les avaient pas accoutumés. Les Français semblaient toujours prêts à donner comme à recevoir la mort. En peu de temps les les deux puissantes colonies de Sarrasins à Luceria et à Nocera furent exterminées ; et au bout de quelques années, il ne resta plus dans les Deux-Siciles un individu de leur nation ou de leur religion. Les Allemands que Manfred tenait à sa solde disparurent aussi : Charles voulut bien reconnaître les Appuliens et les Siciliens pour ses sujets ; mais il les pressura sans pitié par des charges intolérables, tandis qu'il distribuait tous les grands chefs du royaume à des Français. Il affermit cependant, avec une main de fer, sa domination détestée ; et lorsque, deux ans plus tard, Conradin, fils de Conrad et neveu de Manfred, arriva d'Allemagne pour lui disputer la couronne, peu d'insurgés dans les Deux-Siciles eurent le courage de se déclarer pour lui.

La victoire de Charles d'Anjou sur Manfred rendit en Italie la supériorité au parti guelfe. Philippe della Torre, qui avait paru hésiter quelque temps entre les deux factions, livra le passage à l'armée de Béatrix au travers du Milanais : Buoso de Doara fut accusé d'avoir reçu d'elle de l'argent pour ne lui point opposer de résistance sur l'Oglio : le comte de Saint-Boniface, le marquis d'Este, et ensuite les Bolonais, se joignirent à elle. Après la bataille de Grandella, les Florentins se soulevèrent contre la garnison allemande que Guido Novello, lieutenant de Manfred, commandait chez eux ; et le 11 novembre 1266 ils le forcèrent à évacuer leur ville. Ils y accueillirent bientôt après huit cents gendarmes français de Charles d'Anjou, auquel ils déférèrent pour dix ans la seigneurie de Florence, c'est-à-dire qu'ils lui abandonnèrent les droits réservés aux empereurs par la paix de Constance. En même temps ils rétablirent, avec une entière liberté, leur constitution intérieure ; ils augmentèrent les pouvoirs de leurs nombreux conseils, dont ils exclurent tous les nobles et tous les Gibelins, et ils

donnèrent aux corps de métiers entre lesquels toute la population industrielle était répartie une part directe à la souveraineté.

Ce fut à la fin de l'année 1267 que le jeune Conradin, âgé seulement de seize ans, arriva à Vérone avec dix mille hommes de cavalerie, pour revendiquer l'héritage dont les papes avaient dépouillé sa famille. Tous les Gibelins, tous les généreux capitaines qui s'étaient distingués au service de son aïeul ou de son oncle, accoururent auprès de lui pour l'aider de leurs épées et de leurs conseils : les républiques de Pise et de Sienne, toujours dévouées à sa famille, mais dont le zèle était redoublé par la jalousie que leur inspiraient les Florentins, firent pour lui d'immenses sacrifices : les Romains, qui étaient blessés de ce que le pape avait abandonné le séjour de leur ville pour s'établir à Viterbe, et qui, en même temps, étaient jaloux de ses prétentions sur leur république, du gouvernement de laquelle ils avaient exclu la noblesse, ouvrirent leurs portes à Conradin, et lui promirent leurs secours. Mais tous ces efforts, tout ce zèle, ne suffirent point pour défendre l'héritier de la maison de Hohenstauffen contre la valeur française. Conradin étant entré par les Abruzzes dans le royaume de ses pères, rencontra Charles d'Anjou, le 23 août 1268, dans la plaine de Tagliacozzo. Une bataille acharnée y fut livrée ; elle demeura long-temps indécise ; deux divisions de Charles étaient déjà détruites ; et les Allemands, qui se croyaient vainqueurs, s'étaient déjà dispersés à la poursuite des fuyards, lorsque le prince français, qui n'avait point encore paru, fondit sur eux avec son corps de réserve, et les mit dans une complète déroute. Conradin, forcé de fuir, fut arrêté à quarante-cinq milles du champ de bataille, comme il s'embarquait pour la Sicile ; il fut ramené à Charles d'Anjou, qui, sans pitié pour sa jeunesse, sans estime pour son courage, sans égard pour son bon droit, le fit paraître devant des juges iniques, et exigea d'eux sa condamnation à mort. Conradin eut la tête tranchée sur la place du marché de Naples, le 26 octobre 1268. Avec lui périrent plusieurs de ses plus illustres compagnons d'armes, princes allemands, nobles gibelins ou citoyens de Pise ; et, après ces premières victimes, d'autres supplices continuèrent, dans une succession non interrompue, à épouvanter les Deux-Siciles.

La défaite et la mort de Conradin achevèrent d'établir, dans toute l'Italie, la prépondérance du parti guelfe. Charles d'Anjou s'en était déclaré le chef ; le pape l'avait nommé vicaire impérial en Italie pen-

dant la vacance de l'Empire, et, à ce titre, il avait cherché à lui attribuer tous les droits que les empereurs exerçaient sur les villes libres. Clément IV était mort le 29 novembre 1268, un mois après le supplice de Conradin, et les cardinaux demeurèrent trente-trois mois sans pouvoir s'accorder sur le choix de son successeur. Pendant cet interrègne, le plus long qu'ait éprouvé la chaire pontificale, Charles d'Anjou demeura chef unique des Guelfes, dominant sur l'Italie, qui n'avait plus ni pape ni empereur. Il convoqua, en 1269, à Crémone une diète des villes lombardes, dans laquelle les cités de Plaisance, Crémone, Parme, Modène, Ferrare et Reggio consentirent à lui déférer la seigneurie, tandis que Milan, Como, Verceil, Novarre, Alexandrie, Tortone, Turin, Pavie, Bergame et Bologne déclarèrent qu'elles se tiendraient pour honorées de son amitié et de son alliance, mais qu'elles ne voulaient pas l'avoir pour maître. Déjà toute l'Italie éprouvait combien était pesant le joug des Français : il se serait aggravé encore, si la croisade contre Tunis, à laquelle Charles d'Anjou fut appelé par saint Louis son frère, n'avait pas fait quelque diversion à ses projets ambitieux.

Le conclave, assemblé à Viterbe, éleva enfin à la papauté Tibaldo Visconti, de Plaisance, qui était alors à la Terre-Sainte, et qui, à son retour en Italie, en 1272, prit le nom de Grégoire X. Cet homme sage et modéré comprit que la cour de Rome avait dépassé son but. En écrasant la maison de Hohenstauffen, elle s'était donné un nouveau maître, non moins dangereux que le précédent. Grégoire, au lieu de s'acharner, comme ses prédécesseurs, à vouloir détruire les Gibelins, ne songea qu'à rétablir l'équilibre et la paix entre eux et les Guelfes, dans le but, à ce qu'il annonçait, de réunir toute la chrétienté pour la défense de la Terre-Sainte. Il engagea les Florentins et les Siennois à rappeler dans leurs villes les Gibelins exilés ; et, comme Charles mit obstacle à cette réconciliation, il en témoigna le plus vif ressentiment. Il releva Pise des censures prononcées par le saint-siége contre cette république ; il témoigna de la faveur à celles de Venise et de Gênes, qui, toutes deux offensées par l'arrogance et les injustices de Charles, avaient fait cause commune avec ses ennemis. Il engagea les électeurs d'Allemagne à profiter de ce que Richard de Cornouailles était mort, en 1271, pour mettre fin à l'interrègne de l'Empire, et procéder à une nouvelle élection. Ceux-ci accordèrent la couronne, en 1263, à Rodolphe de Hapsburg, fondateur de la maison d'Autriche.

La mort de Grégoire X, survenue au commencement de janvier 1276, ne lui laissa pas développer tous les projets que ces premières démarches semblaient promettre. Mais Nicolas III, qui, après trois papes éphémères, lui succéda en 1277, s'attacha plus ouvertement que lui à humilier Charles et à relever le parti gibelin. Il exigea que le roi de Sicile renonçât au titre de vicaire impérial, qu'il n'avait pu prendre que pendant la vacance de l'Empire; il l'engagea encore à renoncer à la dignité de sénateur de Rome, et à la seigneurie qui lui avait été déférée par les cités de Toscane et par celles de Lombardie, en lui représentant que son pouvoir sur ces provinces était contraire à la bulle d'investiture qui l'avait mis en possession du royaume de Naples.

D'autre part, Rodolphe de Hapsburg, qui n'avait jamais mis le pied en Italie, et qui ne connaissait point la géographie de cette contrée, se laissa persuader par le pape de confirmer des chartes de Louis-le-Débonnaire, d'Othon Ier, de Henri VI, dont on lui envoya copie. Dans ces chartes, vraies ou fausses, tirées de la chancellerie de Rome, la souveraineté de toute l'Émilie ou Romagne, de la Pentapole, de la marche d'Ancône, du patrimoine de saint Pierre, et de la campagne de Rome, de Radicofani jusqu'à Cépérano, était attribuée à l'Église. La chancellerie impériale confirma sans examen une concession qui n'avait jamais été effectuée. Les deux Frédéric, de même que leurs prédécesseurs, avaient toujours considéré toute cette étendue de pays comme appartenant à l'Empire, et y avaient exercé tous les droits impériaux. Un chancelier de Rodolphe vint, à son tour, dans ces provinces pour demander l'hommage et le serment, qui lui furent prêtés sans difficulté. Mais Nicolas III réclama contre cet hommage qu'il qualifia d'usurpation sacrilége. Rodolphe, reconnaissant qu'il était en contradiction avec ses propres diplômes, y renonça; et dès cette époque (1278) les républiques, comme les principautés, situées dans toute l'étendue de ce qu'on nomme encore aujourd'hui l'État de l'Église, relevèrent du saint-siége et non plus de l'empereur.

Un peu auparavant, une révolution avait assuré la prépondérance au parti des nobles et des Gibelins, dans la plus puissante des villes de Lombardie. Leur faction était depuis long-temps exilée de Milan; elle avait éprouvé une suite de revers; et, loin d'exciter la crainte, elle commençait à inspirer de la compassion, tandis que Napoléon della Torre, chef de la république de Milan, fatiguait les plébéiens et

les Guelfes par son arrogance et son mépris pour leurs libertés. Celui-ci fut averti qu'Othon Visconti, exilé par lui, encore qu'il fût archevêque de Milan, avait rassemblé à Como beaucoup de nobles et de Gibelins, avec lesquels il comptait faire une nouvelle entreprise sur le territoire milanais. Napoléon marcha à sa rencontre; mais dédaignant des ennemis qu'il avait tant de fois vaincus, il se laissa surprendre à Désio, dans la nuit du 20 au 21 janvier 1277, par les Gibelins. Fait prisonnier avec cinq de ses parens, ils furent répartis dans trois cages de fer, où l'archevêque les enferma. Celui-ci fut reçu avec enthousiasme à Milan, à Crémone et à Lodi; il réforma les conseils de ces républiques en n'y admettant que des nobles et des Gibelins. Ces derniers, ruinés par un long exil, durant lequel ils avaient été entretenus par les libéralités de l'archevêque, étaient devenus humbles et obséquieux : leur déférence dégénéra en obéissance, et la république de Milan, gouvernée désormais par les Visconti, ne fut bientôt plus qu'une principauté.

Nicolas III, qui était de la noble maison romaine des Orsini, nourrissait pour le parti gibelin une affection héréditaire; il le favorisa en tous lieux. La rivalité entre deux illustres familles de Bologne, les Gièremei et les Lambertazzi, avait fait, en 1274, chasser de leur patrie les derniers, qui étaient Gibelins, avec tous leurs adhérens. La guerre entre les deux factions avait dès-lors été acharnée dans toute la Romagne; et Guido de Montefeltro, seigneur des montagnes du voisinage d'Urbin, qui ne s'était jamais soumis à aucune république, accueillit les Gibelins dans son comté, et se fit la réputation d'un grand homme de guerre en les commandant. Nicolas III envoya un légat en Romagne pour contraindre Bologne et toutes les républiques guelfes à rappeler les Gibelins, et à rétablir la paix dans toute la province; il y réussit en 1279. Un autre légat était chargé d'une mission semblable à Florence et à Sienne, et il y fit également rappeler les exilés : l'équilibre enfin paraissait sur le point d'être rétabli en Italie, lorsque Nicolas III mourut, le 19 août 1280.

Charles, qui s'était soumis sans aucune opposition, sans aucune humeur, à l'abaissement d'un parti sur lequel il fondait toutes ses espérances, et à des réconciliations qui détruisaient son influence dans les républiques guelfes, accourut à Viterbo dès qu'il fut instruit de la mort du pape, bien résolu à ne pas laisser porter un autre de ses ennemis sur la chaire de saint Pierre; il fit enlever violemment

du conclave trois cardinaux, parens de Nicolas III, qu'il regardait comme lui étant contraires; il frappa les autres de terreur, et il obtint enfin d'eux, le 22 février 1281, l'élection d'un homme qui lui était tout dévoué. C'était un chanoine de Tours, qui prit le nom de Martin IV; celui-ci semblait n'avoir d'autre mission que de seconder l'ambition du roi des Deux-Siciles, et de le servir dans ses haines. Non-seulement il ne songeait plus à balancer le pouvoir de ce prince, mais il travaillait à le rendre souverain de toute l'Italie; il lui faisait déférer à Rome la dignité de sénateur, il donnait à des officiers français de Charles le commandement de toutes les provinces de l'Église, il faisait exiler les Gibelins de toutes les cités; il favorisait enfin de toute son autorité le nouveau projet de Charles de s'emparer de l'empire d'Orient. Constantinople avait été enlevée aux Latins le 25 juillet 1261, et le fils du dernier empereur latin était gendre de Charles d'Anjou. Martin IV excommunia Michel Paléologue, l'empereur grec, qui avait en vain travaillé à réconcilier les deux Églises. En même temps, dans tous les ports des Deux-Siciles, se préparait le nouvel armement que Charles voulait conduire en Grèce; les agens du roi redoublaient d'insolence, les levées d'argent se faisaient avec plus d'âpreté, les juges s'efforçaient d'imprimer la terreur pour étouffer toute résistance. Mais à la même époque, un noble de Salerne, Jean de Procida, l'ami, le confident et le médecin de Frédéric II et de Manfred, parcourait, déguisé, tantôt les Deux-Siciles, pour ranimer le zèle des anciens Gibelins et leur haine contre Charles d'Anjou et les Français; tantôt la Grèce et l'Espagne, pour leur susciter des ennemis. Il s'était assuré que Michel Paléologue et Constance, fille de Manfred et femme de D. Pedro, roi d'Aragon, ne laisseraient point périr les Siciliens, si ceux-ci avaient le courage de se soulever contre leurs oppresseurs. Leur assistance fut promise en effet; elle fut même préparée de loin, mais c'était une explosion populaire et instantanée qui devait délivrer la Sicile. Un soldat français l'excita, le 30 mars 1282, à Palerme, en fouillant indécemment une jeune épouse, qui se rendait à l'église de Montréal, avec l'époux auquel elle était promise, pour y faire bénir son mariage. L'indignation de ses parens et de ses amis se communiqua de proche en proche, à toute la population de Palerme, avec la rapidité de l'éclair. Dans ce moment, les cloches de l'église sonnaient à vêpres; le peuple y répondit par le cri : *Aux armes! à mort les Français!* De toutes

parts ceux-ci furent attaqués avec furie ; ceux qui voulurent se défendre furent bientôt accablés par le nombre ; les autres qui cherchaient à se cacher, à se faire passer pour Italiens, furent reconnus à leur manière de prononcer ces deux mots, qu'on les forçait de répéter : *ceci* et *ciceri* (des pois chiches), et aussitôt poignardés. Quatre mille d'entre eux furent en peu d'heures baignés dans leur sang. Toutes les villes de Sicile suivirent l'exemple de Palerme ; et les Vêpres siciliennes renversèrent la tyrannie de Charles d'Anjou et des Guelfes, séparèrent le royaume de Sicile du royaume de Naples, et donnèrent le premier à D. Pedro d'Aragon, comme gendre et héritier de Manfred et de la maison de Hohenstauffen.

CHAPITRE V.

L'Italie négligée par les empereurs, abandonnée par les papes.— Le comte Ugolin à Pise, les Blancs et les Noirs à Florence ; la clôture du grand-conseil à Venise. — Expédition en Italie de l'empereur Henri VII.

1283—1313.

Jusqu'à présent nous avons trouvé les événemens dont nous entreprenons la narration enchaînés les uns aux autres dans un intérêt qui était senti par toute l'Italie ; et en cherchant à tracer l'histoire simultanée de plus de deux cents petits États, nous avons pu rattacher leurs fréquentes révolutions aux efforts des Italiens pour maintenir l'équilibre entre les droits de l'Empire, ceux de l'Église, et ceux de chaque cité. Dans la période où nous entrons désormais, la politique se complique, l'intérêt se dissémine, et il devient beaucoup plus difficile de saisir et de suivre une idée dominante au milieu des révolutions auxquelles l'Italie fut en proie. Cette différence provient surtout de ce qu'il n'existait plus en dehors des républiques italiennes, de potentat tel qu'on avait vu les rois de Naples, les empereurs et les papes, qui réussît à acquérir l'entière domination d'une faction, et à diriger ainsi vers un seul but les efforts opposés de tous les peuples de la péninsule.

Charles d'Anjou, le premier roi français des Deux-Siciles, ne survécut que trois ans aux Vêpres siciliennes. Il mourut âgé de soixante-cinq ans, le 7 janvier 1285. A cette époque son fils Charles II était prisonnier des Siciliens : il fut remis en liberté en 1288, en conséquence d'un traité par lequel il reconnaissait la séparation et l'indé-

pendance des deux royaumes de Naples et de Sicile : le premier restait aux guelfes et à la maison d'Anjou, le second aux Gibelins et à la maison d'Aragon. Le pape Nicolas IV, il est vrai, par l'influence duquel ce traité avait été conclu, le cassa, délia Charles II du serment qu'il avait prêté, et l'autorisa à recommencer la guerre. Cette guerre remplit sans éclat le règne de Charles II, qui dura vingt-quatre ans. Ce prince avait plus de douceur que son père, mais plus de mollesse ; il n'eut ni le caractère de Charles Ier, qui excitait la haine, ni les talens de ce prince, qui conquéraient l'admiration ou le respect ; il se dit toujours le protecteur du parti guelfe, il cessa d'être son champion, et la cour de Rome ou les républiques guelfes n'allèrent plus chercher à Naples des conseils, une direction ou un appui. Il mourut le 5 mai 1309, et son second fils Robert lui succéda.

Pendant cette même période l'influence des empereurs, comme protecteurs du parti gibelin, fut à peu près nulle sur l'Italie. Rodolphe de Hapsburg, qui régna avec gloire en Allemagne, de 1273 à 1291, ne passa jamais les Alpes pour se faire reconnaître comme roi des Lombards ou comme empereur. Après lui, Adolphe de Nassau, et ensuite Albert d'Autriche, l'un assassiné en 1298, l'autre en 1308, restèrent également étrangers à l'Italie. Aussi le parti gibelin n'y était-il plus entretenu ou dirigé par les empereurs, mais il se maintenait par ses propres forces, par l'attachement de la noblesse au nom impérial, et plus encore par l'intérêt propre des capitaines. Ceux-ci, en effet, élevés à la seigneurie par le choix du peuple, ou de leur faction, fondaient pour eux-mêmes, au nom de l'Empire, une souveraineté, que les Italiens n'hésitaient point à qualifier de tyrannie.

La troisième puissance enfin, celle des papes, qui jusqu'alors avait dirigé la politique de l'Italie, cessa, à la même époque, de suivre un système uniforme, et par conséquent de donner aux factions une impulsion puissante. Martin IV, dont la vie finit deux mois après celle de Charles Ier, se conduisit toujours comme sa créature ; il le seconda dans sa haine, dans son désir de vengeance contre les Siciliens, dans ses efforts pour recouvrer la domination de l'Italie. Mais Honorius IV, qui régna après lui, de 1285 à 1287, parut n'avoir d'autre pensée que celle d'agrandir la noble maison de Savelli de Rome, dont il était issu lui-même. Après lui, Nicolas IV, de 1288 à 1292, ne mit pas moins de zèle à rendre puissante la noble maison des Colonna ; peu d'années auparavant Nicolas III avait fait servir

le souverain pontificat à la grandeur des Orsini. Ce sont à peu près les premiers exemples du népotisme des papes, qui commençaient à peine à se sentir souverains. Il éleva ces trois grandes familles romaines au-dessus de toutes leurs anciennes rivales ; presque tous les châteaux du patrimoine de saint Pierre et de la campagne de Rome devinrent leur propriété. Les Colonna, les Orsini et les Savelli, pour soutenir leurs dépenses, firent bientôt métier de se louer, avec une compagnie de gendarmes, au service de quiconque voulait les employer à la guerre ; et les paysans, leur vassaux, séduits par l'esprit d'aventure et l'espoir du butin, abandonnèrent l'agriculture pour s'enrôler dans la troupe de leurs seigneurs. La vie désordonnée de ceux-ci fut cause que les deux provinces les plus rapprochées de Rome furent bientôt les plus mal cultivées et les plus désertes de l'Italie, encore que les trésors de toutes les parties de l'Europe affluassent dans la capitale de la religion. Après Nicolas IV, un pauvre ermite, humble, timide, ignorant, borné, fut élevé, en 1294, sur la chaire de saint Pierre, sous le nom de Célestin V. Ce fut l'effet d'un accès d'enthousiasme religieux qui saisit le collége des cardinaux, quoique ce corps ne se fût jamais montré encore disposé à consulter une foi aveugle de préférence à la politique. Célestin V, il est vrai, ne put se maintenir que peu de mois sur le trône ; toutes ses pieuses vertus ne suffirent point pour faire excuser son incapacité ; et le cardinal Benoît Caïetan, qui lui persuada d'abdiquer, fut nommé pape à sa place, sous le nom de Boniface VIII. Celui-ci était un homme habile, intrigant, peu scrupuleux, qui aurait pu relever le pouvoir du saint-siége, déchu durant les derniers pontificats, si la violence de ses passions, son orgueil effréné, ses transports de colère, n'avaient sans cesse traversé sa politique. Il voulut d'abord augmenter la puissance des Guelfes avec l'aide de la maison de France ; il s'engagea ensuite dans une violente querelle avec la famille Colonna, qu'il excommunia, et qu'il voulut exterminer. Tout à coup il se brouilla avec Philippe-le-Bel, roi de France, qu'il traita avec autant de hauteur que le dernier de ses vassaux ; mais celui-ci le fit arrêter et outrager dans son palais d'Anagni, le 7 septembre 1303, et cinq semaines après Boniface mourut de rage et d'humiliation.

Pendant que la puissance des rois de Naples, des empereurs et des papes, était comme suspendue en Italie, les innombrables petits États qui s'étaient élevés à une indépendance presque absolue, éprouvèrent

des révolutions fréquentes, qui provenaient la plupart de causes intérieures et indépendantes les unes des autres. Nous pouvons tout au plus indiquer brièvement celles de quelques républiques plus illustres, plus influentes sur le reste de l'Italie. Mais avant d'entrer ainsi dans les murs des principales cités, il est juste de jeter un coup d'œil général sur la contrée, d'autant plus que les commotions violentes qu'elle éprouvait, pourraient nous en donner une fausse idée : cet aspect était celui d'une grande prospérité, et qui contrastait d'autant plus avec l'état du reste de l'Europe, que partout ailleurs on ne trouvait que misère et barbarie. Les campagnes libres, celles qu'on désignait par le nom de *condato* de chaque cité, étaient cultivées par une race de paysans actifs, industrieux, que le travail avait enrichis, et qui ne craignaient point de laisser voir leur aisance, dans leurs habillemens, dans leurs attelages et les instrumens de leur culture : les propriétaires habitans des villes leur avançaient les capitaux, ils partageaient avec eux les récoltes et payaient seuls les impôts fonciers. Ils avaient entrepris les immenses travaux qui ont donné tant de fertilité au sol italien, en diguant les rivières pour préserver les plaines de leurs inondations, ou en dérivant des grands fleuves les canaux d'irrigation. Le *naviglio grande* de Milan, qui répand les eaux du Tésin sur la plus belle partie de la Lombardie fut commencé en 1179, repris en 1257, et terminé peu d'années après. Des hommes qui savaient réfléchir et appliquer aux arts les fruits de leurs études, pratiquaient déjà cette agriculture savante de la Lombardie et de la Toscane, qui a servi de modèle aux autres nations ; et encore aujourd'hui, après cinq siècles, on peut en général distinguer les districts autrefois libres, et toujours cultivés avec art, de ceux, toujours à demi-sauvages, qui étaient demeurés sujets des seigneurs féodaux.

Les villes entourées d'épaisses murailles, terrassées et soutenues de tours, étaient pour la plupart pavées de larges dalles de pierre, tandis que les habitans de Paris ne pouvaient sortir de leurs maisons sans marcher dans la fange. Des ponts de pierre, d'une architecture élégante et hardie, étaient jetés sur les rivières ; des aqueducs amenaient une eau pure aux fontaines. Le palais des podestats et de la seigneurie unissaient la force à la majesté. Le Palais-Vieux, le plus digne d'admiration des palais de Florence, fut fondé en 1298 ; la loggia, dans la même ville, l'église de Santa Croce, celle de Santa Maria del Fiore, avec son dôme tant admiré par Michel Ange, fu-

rent commencés par l'architecte Arnolfo, disciple de Nicolas de Pise, entre 1284 et 1300. Les prodiges de ce premier des beaux arts se multipliaient en Italie ; la pureté du goût, la hardiesse, la grandeur, frappaient les yeux dans tous les monumens publics, et jusque dans les maisons privées, tandis que les princes et les seigneurs en France, en Angleterre et en Allemagne, ne semblaient se proposer, en élevant leurs châteaux, que de se défendre et de s'isoler. La sculpture en marbre et en bronze suivit de près les progrès de l'architecture. En 1388, André de Pise, fils de l'architecte Nicolas, coula les admirables portes de bronze du baptistère de Florence. En même temps Cimabue et Giotto renouvelaient la peinture, Casella la musique, et le Dante donnait à l'Italie le divin poëme que les générations suivantes n'ont jamais égalé ; l'histoire était écrite avec bonne foi, avec une recherche scrupuleuse de la vérité, avec une naïveté pleine de grâce, par Jean Villani et son école ; l'étude des mœurs et de la philosophie commençait, et l'Italie, ennoblie par la liberté, rendait la lumière aux nations jusqu'alors plongées dans les ténèbres.

Les arts utiles à la vie, et les arts de luxe, n'avaient pas été cultivés avec moins de succès que les beaux-arts : dans chaque rue, des magasins, des boutiques, étalaient des richesses que l'Italie seule ou la Flandre savaient alors produire, avec leurs milliers de manufacturiers ; elles excitaient l'étonnement et la cupidité de l'aventurier français ou allemand qui venait servir en Italie, et qui n'avait d'autre marchandise que son sang à donner en échange de ces étoffes ou des armes d'une excellente trempe qu'il convoitait. Des marchands toscans et lombards parcouraient cependant les régions barbares de l'ouest pour y porter ces mêmes produits de leur industrie ; attirés par les franchises des foires de Champagne et de celles de Lyon, ils venaient y étaler leurs marchandises ; ils venaient aussi prêter à intérêt leurs capitaux, aux nobles toujours obérés, au risque de se voir tout à coup arrêtés par les ordres du roi de France, leurs biens confisqués, leurs personnes menacées, par un brigandage déguisé sous le prétexte de réprimer l'usure. L'industrie, l'application d'un capital surabondant, celle de la mécanique et des sciences, à la production de la richesse, assuraient aux manufacturiers italiens une sorte de monopole dans toute l'Europe : eux seuls offraient à vendre ce que tous les riches désiraient acheter, et malgré les avanies que leur faisaient éprouver les rois barbares, malgré les pertes que leur cau-

saient leurs propres révolutions, leur richesse se reformait rapidement, parce que le salaire des ouvriers, l'intérêt du capital et le profit du commerce étaient simultanément élevés, tandis que chacun gagnant beaucoup dépensait peu; car les mœurs étaient encore simples, le luxe dans les classes inférieures était inconnu, et l'avenir n'était point dévoré par des dettes accumulées.

La république de Pise avait été des premières à faire connaître au monde les richesses et la puissance qu'un petit peuple pouvait acquérir à l'aide du commerce et de la liberté : elle avait étonné les rivages de la Méditerranée par le nombre des vaisseaux et des galères qui avaient vogué sous son pavillon, par les secours qu'elle avait donnés aux croisés, par la crainte qu'elle avait inspirée à Constantinople, et par les conquêtes de la Sardaigne et des Baléares. La première, elle avait introduit en Toscane les arts qui ennoblissent la richesse; son dôme, son baptistère, sa tour penchée et son Campo-santo, que le voyageur embrasse d'un seul regard, mais qu'il ne se lasse pas d'admirer, avaient été construits successivement de l'an 1063 à la fin du douzième siècle. Ces chefs-d'œuvre avaient échauffé le génie des Pisans, et la plupart des grands architectes du treizième siècle furent élèves de Nicolas de Pise. Mais le moment était venu où cette glorieuse république devait pencher vers sa ruine. Une profonde jalousie, qui datait déjà de la conquête de la Sardaigne, avait fréquemment mis aux prises, depuis deux siècles, les républiques de Pise et de Gênes; une nouvelle guerre commença entre elles en 1282. On a peine à comprendre comment deux simples cités pouvaient suffire à mettre en mer les flottes prodigieuses avec lesquelles Pise et Gênes se combattirent. En 1282, Ginicel Sismondi commandait trente galères pisanes, dont il perdit, le 9 septembre, la moitié par la tempête; en 1283, Rocco Sismondi en commandait soixante-quatre; en 1284, Guido Jaccia en commandait vingt-quatre, lorsqu'il éprouva une défaite complète. La même année, les Pisans appelèrent un amiral de Venise, Albert Morosini, et ils lui confièrent cent trois galères; mais quelques efforts qu'ils fissent, les Génois leur opposaient chaque fois une flotte supérieure à la leur. Cette fois, toute la population virile des deux républiques semblait rassemblée sur leurs vaisseaux; ils se rencontrèrent, le 6 août 1284, devant cette même île de la Méloria, illustrée quarante-trois ans auparavant par la victoire des Pisans sur les mêmes ennemis. La valeur fut

la même; mais la fortune avait changé, et un effroyable désastre effaça le souvenir d'une antique victoire. Tandis que les deux flottes, égales à peu près en forces, étaient aux prises, un renfort de trente galères génoises, poussées par un vent impétueux, vint frapper en flanc les Pisans; sept de leurs galères furent à l'instant coulées à fond, vingt-huit furent prises, cinq mille citoyens périrent dans le combat, onze mille furent emmenés prisonniers à Gênes ; et comme ils aimèrent mieux mourir dans la captivité que de consentir à ce que leur république les rachetât en abandonnant aux Génois la possession de la Sardaigne, cette perte excessive ruina la puissance maritime des Pisans. La même expérience de la mer, le même esprit d'entreprise, ne furent point transmis à la génération suivante : les pêcheurs de tout le littoral quittèrent les galères pisanes pour celles de Gênes, les vaisseaux diminuèrent en nombre, et Pise ne prétendit plus à être que la troisième puissance maritime de l'Italie.

Dans le temps même où cette république était épuisée par un si horrible revers, elle fut encore attaquée par la ligue des Guelfes de Toscane ; et un citoyen puissant, auquel elle s'était confiée, la trahit pour l'asservir. Ugolin était comte de la Ghérardesca, contrée montueuse, située le long de la mer, entre Livourne et Piombino ; il était Gibelin d'origine, mais il avait marié sa sœur à Jean de Gallura, chef des Guelfes de Pise et de Sardaigne. Dès lors il avait opposé avec adresse les Guelfes aux Gibelins ; et quoique plusieurs l'accusassent d'avoir décidé la perte de la bataille de la Méloria, d'autres le regardaient comme l'homme le plus habile, le plus puissant par ses alliances, le plus propre à réconcilier Pise avec la ligue guelfe. Dans le danger que courait leur république, les Pisans crurent avoir besoin d'un dictateur ; ils nommèrent Ugolin pour dix ans capitaine-général de Pise. Le nouveau seigneur, en effet, obtint la paix de la ligue guelfe, mais après avoir fait ouvrir par ses créatures tous les châteaux du territoire pisan aux Lucquois ou aux Florentins. C'était la condition de son traité avec eux ; mais il n'osait l'avouer publiquement. Il chercha dès lors à s'affermir dans la tyrannie, en dépouillant de leur pouvoir tous les magistrats républicains, et en intimidant l'archevêque Roger des Ubaldini, qui tenait avec lui le premier rang dans la cité ; le neveu de celui-ci s'étant opposé à lui avec quelque fierté, il le tua de sa main. Bientôt ses violences et ses exactions le rendirent également odieux à tous les partis; mais il

trouvait l'art de faire croire aux uns qu'il avait l'appui des autres. A plusieurs reprises il avait passé des Guelfes aux Gibelins. Dans l'été de 1288, les premiers étaient exilés ; mais comme il crut avoir besoin d'eux pour dompter la fierté qu'il trouvait dans les Gualandi, Sismondi et Lanfranchi, chefs des Gibelins, il chargea son fils d'introduire de nouveau les Guelfes dans la ville. Son projet fut découvert et prévenu ; de toutes parts les Gibelins appelèrent le peuple aux armes et à la liberté ; Ugolin fut assiégé, le 1er juillet 1288, dans le palais de la seigneurie. Comme les insurgés ne purent vaincre autrement la résistance obstinée qu'il leur opposait avec ses fils et ses partisans, ils mirent le feu au palais ; et, y ayant pénétré au milieu des flammes, ils entraînèrent le comte Ugolin, avec deux de ses fils et deux de ses petits-fils, dans la Tour aux Sept-Chemins. La clef en fut remise à l'archevêque, en qui l'on s'attendait à trouver la vigilance d'un ennemi, mais aussi la charité d'un prêtre ; celui-ci, au bout de peu de mois, la jeta dans la rivière, et le malheureux comte périt, au milieu de ses enfans, dans ces angoisses de la faim et de l'amour paternel et filial, auxquelles le poëme du Dante, la peinture et la sculpture, ont donné tant de célébrité.

La victoire sur le comte Ugolin avait été remportée par les plus ardens d'entre les Gibelins ; elle redoubla l'enthousiasme et l'audace de ce parti, et elle le détermina bientôt à recommencer la guerre contre les Guelfes de Toscane. Quelque danger que l'ambition de son dernier capitaine-général eût fait courir à la république, elle croyait toujours, lorsqu'elle était engagée dans une guerre hasardeuse, que le pouvoir d'un seul sur ses soldats, ses milices, ses finances et ses tribunaux, était nécessaire à sa défense, et il lui semblait que le terrible châtiment qu'elle venait d'infliger à un tyran empêcherait tout autre d'entrer dans la même voie. Elle nomma capitaine le comte Guido de Montefeltro, qui avait acquis une grande réputation en défendant Forli contre les Français de Charles d'Anjou, et elle n'eut point à se repentir de ce choix ; elle recouvra de vive force tous les châteaux qu'Ugolin avait livrés aux Florentins et aux Lucquois. La milice pisane, que Montefeltro avait armée d'arbalètes, et accoutumée à les manier avec précision, devint la terreur de la Toscane, et les Guelfes de Florence et de Lucques furent contens, en 1293, d'accepter la paix.

Tandis que les Pisans s'habituaient au pouvoir d'un seul, les Flo-

rentins s'attachaient toujours plus aux formes, même les plus démocratiques, de la liberté ; ils remplacèrent en 1282 les Anziani, qu'ils avaient mis d'abord à la tête de leur gouvernement, par les prieurs des arts, dont le nom et l'office se sont conservés non seulement jusqu'à la fin de leur république, mais même jusqu'à nos jours. Les corps des métiers, qu'ils qualifiaient du nom d'*arts*, étaient distingués chez eux en majeurs, ou plus nobles, et en mineurs ; ils voulurent d'abord n'admettre que trois des arts majeurs au gouvernement, ensuite six ; et le collége des six prieurs des arts, toujours assemblé, vivant ensemble pendant deux mois au palais public, formait la seigneurie, qui représentait la république. Dix ans plus tard, les Florentins complétèrent cette seigneurie en lui donnant pour chef le gonfalonier de justice, élu de même pour deux mois, parmi les représentans des arts, des manufactures et du commerce. Lorsque celui-ci déployait son gonfalon, ou l'étendard de l'État, tous les citoyens étaient obligés de le suivre pour prêter main-forte à la justice. L'arrogance des nobles, leurs querelles, et le trouble où ils jetaient les citoyens paisibles par leurs batailles dans les rues, avaient aigri en 1292 toute la population. Giano della Bella, noble lui-même, mais qui partageait les passions et le ressentiment du peuple, proposa d'adopter contre eux une forme plus sommaire de justice pour les forcer enfin au repos, et d'en confier l'exécution au gonfalonier, qu'il fit instituer à cet effet. Les Guelfes étaient depuis si long-temps à la tête de la république, que leurs familles nobles, qui avaient extrêmement accru leur richesse, se mettaient au-dessus de toutes les lois. Giano voulut que leur noblesse même fut un titre d'exclusion et un commencement de peine : un édit rigoureux portant le nom d'*ordonnance de justice* désigna d'abord trente-sept familles guelfes de Florence, qu'il déclara *nobles et grandes,* et qu'il exclut à ce titre pour jamais de la seigneurie, leur refusant la faculté de renoncer à leur noblesse, pour s'égaler aux autres citoyens. Lorsque ces familles troublaient la paix publique par des batailles et des assassinats, une instruction sommaire, ou même la rumeur populaire, devait suffire au gonfalonier pour les attaquer à la tête des milices, raser leurs maisons, et les livrer au podestat pour les punir ensuite selon leurs délits ; si d'autres familles commettaient les mêmes désordres, si elles troublaient l'État par leurs guerres privées et leur violence, la seigneurie était autorisée à les anoblir de même

en punition de leurs crimes, pour les soumettre à la même juridiction sommaire. Une organisation semblable fut donnée, sous des noms divers, à Sienne, à Pistoia, à Lucques. Dans toutes les républiques de Toscane, et dans la plupart de celles de Lombardie, la noblesse se fit exclure par sa turbulence de toutes les magistratures; et dans plus d'une un registre des nobles fut ouvert, comme à Florence, pour y inscrire, en punition de leurs crimes, ceux qui excitaient des troubles par leurs violences.

Quelque rigoureuses que fussent ces précautions, elles ne suffirent point pour contenir dans la soumission aux lois un ordre d'hommes qui se croyait fait pour la domination, et qui méprisait les bourgeois auxquels il était associé. Ces mêmes gentilshommes, à qui l'on refusait toute participation aux pouvoirs de la république, et presque la protection et l'égalité de ses lois, n'étaient pas plus tôt rentrés dans leurs châteaux des montagnes, qu'ils s'y croyaient souverains, et qu'ils exerçaient sur leurs vassaux une domination absolue. La partie la plus riante et la mieux boisée des Apennins était une dépendance de la république de Pistoia; ce district assez vaste, confinant avec le Lucquois, le Modenois, le Bolonais et le Florentin, est désigné emphatiquement par le nom de *la Montagne*. Presque tous les châteaux dont cette montagne était couverte appartenaient à la famille des Cancellieri ou à celle des Panciatichi, deux des plus puissantes en armes comme en richesses de toute l'Italie. La première était guelfe, la seconde gibeline; et comme les Guelfes dominaient alors en Toscane, ils avaient fait exiler les Panciatichi de Pistoia. Les Cancellieri en avaient profité pour étendre encore leur puissance par des achats de terres, des conquêtes et des alliances: dans leur famille seule ils comptaient cent cavaliers armés de toutes armes. Cette famille, il est vrai, se partageait en deux branches, dont la parenté était assez éloignée; on les désignait par les surnoms de la Blanche et la Noire. Une querelle entre deux Cancellieri, l'un blanc, l'autre noir, fut soutenue par les deux branches de la famille, avec la férocité et la perfidie qu'on reprochait alors aux nobles Pistoïois. Les mutilations, les assassinats et les combats à outrance se succédèrent si fréquemment de 1296 à 1300, qu'enfin toute la Toscane en fut alarmée. Les Florentins, qui voulaient pacifier Pistoia, en firent exiler tous les Cancellieri; mais ils les appelèrent en même temps dans leurs murs pour les réconcilier. Toute-

fois cette puissante famille, alliée à toute la noblesse guelfe de Toscane, au lieu d'oublier ses propres injures, réussit à entraîner ses hôtes dans sa querelle. Il y avait déjà, pour d'autres causes, de la fermentation à Florence. Corso Donati exerçait une grande influence sur les familles anciennes qui avaient dirigé de tout temps le parti guelfe. Vieri des Cerchi était le chef de celles qui, comme la sienne, s'étaient élevées tout récemment à la richesse et au pouvoir. Celles-ci reprochaient aux autres de ne point laisser dans l'oubli la vieille haine des Guelfes et des Gibelins, de continuer à troubler la république pour des factions qui n'avaient plus de motifs, et ils demandaient qu'à des proscriptions surannées on substituât des lois égales pour tous. Les Cancellieri noirs firent alliance avec Corso Donati, les anciens nobles et les Guelfes ardens; les blancs au contraire, avec Vieri des Cerchi, les nouveaux parvenus, les Guelfes modérés, et plus tard avec les Gibelins et les Panciatichi. Dans ce dernier parti se rangèrent le Dante, l'historien Dino Compagni, le père de Pétrarque, et tous ceux qui commençaient à s'illustrer à Florence dans les lettres.

Boniface VIII essaya de réconcilier les deux partis qui, sous le nom de Blancs et de Noirs, commençaient à diviser toute la Toscane; mais violent et emporté lui-même, il était peu fait pour mettre la paix entre des hommes impétueux. Bientôt il épousa avec zèle la cause des Noirs, celle de l'aristocratie et des Guelfes plus ardens. Il avait appelé en Italie Charles de Valois, frère de Philippe-le-Bel, pour le mettre à la tête d'une expédition qu'il méditait contre la Sicile. Il le chargea de pacifier la Toscane à son passage, en lui donnant à entendre qu'il lui serait facile, dans des États si riches, de se faire payer son intervention. La république florentine n'osa point refuser la médiation de Charles de Valois; elle était accoutumée à regarder la maison de France comme protectrice de l'Église et du parti guelfe : elle limita cependant d'une manière précise l'autorité qu'elle lui accordait avant de le recevoir dans la ville avec huit cents gendarmes qu'il commandait. Mais les princes français ne savaient alors ni comprendre ni respecter la liberté des bourgeois; ils étaient incapables de se faire une idée des droits réciproques qu'ils avaient à ménager. Charles, ne tenant aucun compte des engagemens qu'il avait pris, eut bientôt fait une alliance intime avec les Noirs qu'il reconnut pour le parti le plus aristocratique et le plus violent dans

ses haines. Lorsqu'il fut convenu de sa part dans le butin, il lâcha la bride à leurs passions, du 5 au 11 novembre 1301, et leur permit de piller et de brûler les maisons de leurs ennemis, de tuer ceux qui leur étaient le plus odieux, d'enlever aux familles riches des héritières qu'ils faisaient épouser par leurs fils, de faire prononcer enfin par un podestat qu'il leur avait amené, des sentences d'exil et des amendes contre toutes les plus illustres familles du parti blanc. Les gendarmes français et les Guelfes de Romagne, que Charles avait introduits dans la ville, prêtaient la main à toutes ces violences. Ce fut alors que le Dante et Petracco dell' Ancisa, père de Pétrarque, furent exilés de leur patrie avec plusieurs centaines d'autres. Enfin Charles quitta Florence le 4 avril 1302. Il en emporta des richesses immenses, et tous ses gendarmes étaient chargés d'or et d'étoffes précieuses; mais la malédiction des Toscans sembla le suivre dans son expédition de Sicile, où il n'obtint aucun succès.

Benoît XI, successeur de Boniface, essaya vainement, pendant son court pontificat, de réconcilier les Noirs avec les Blancs dans les villes de Toscane, et d'y faire rappeler les derniers. Il mourut empoisonné le 4 juillet 1304; quelques-uns accusèrent de ce crime Philippe-le-Bel, qui du moins en recueillit tout le profit. Ce roi réussit à faire élire, par supercherie, un pape français, Clément V, qu'il retint dès lors toujours en France, pour le rendre plus souple et plus disposé à suivre ses volontés : il y appela le collége des cardinaux, qu'il recruta de Français; en sorte que les successeurs de Clément furent Français aussi. Ce fut le commencement de la longue retraite, ou, comme les Italiens l'appellent, du long exil des papes à Avignon, qui ne se termina qu'en 1377 : encore recommença-t-il bientôt avec le long schisme d'Occident. Cet exil favorisa l'indépendance de Rome et des cités de l'État de l'Église; en même temps il rendit la cour pontificale à peu près étrangère à ce parti guelfe qu'elle avait souvent secondé d'une manière si indécente.

Tandis que la noblesse, dans presque toutes les cités d'Italie, avait excité contre elle, par sa turbulence, le ressentiment de toutes les classes de l'État, et que, refusant d'obéir aux lois, bravant les tribunaux, méprisant la paix publique, elle s'était fait exclure non seulement des magistratures, mais des garanties communes les plus chères aux citoyens d'un État libre; la noblesse de Venise, grandissant dans l'État, se soumettant aux lois, mais les façonnant à son avantage,

oubliant les individus, les familles, pour ne s'occuper que de ses intérêts de corps, arrivait, par des usurpations insensibles, à la souveraineté de cette ancienne république. Cette noblesse de Venise, qui se montrait si docile aux lois, si patiente, si adroite, était la plus ancienne de l'Europe; elle avait hérité des honneurs de l'empire romain; elle seule avait conservé, du cinquième au onzième siècle, selon l'usage romain, ses noms de famille, usage qui, dans tout le reste de l'Europe, avait été abandonné. Comme la noblesse des autres cités d'Italie, elle dut savoir tour à tour se conduire en souveraine dans ses fiefs, en sujette dans la cité : car, après la conquête de l'empire grec, les Vénitiens distribuèrent à leurs gentilshommes plusieurs îles de l'Archipel, dont ceux-ci conservèrent la souveraineté, avec les titres de duchés et de comtés, depuis que les Grecs eurent recouvré Constantinople. Mais les nobles Vénitiens n'avaient point et ne pouvaient avoir de châteaux forts dans les vastes plaines qui entourent Venise : ils n'avaient point de vassaux dévoués et toujours prêts à embrasser leurs querelles, point de retraites pour se dérober à l'action des lois. Ils obéirent; ils reconnurent les tribunaux, ils se conduisirent en citoyens, et bientôt ils devinrent ainsi maîtres de l'État.

Ce fut par des empiétemens lents et déguisés avec art que la noblesse de Venise réussit à se substituer à la cité, et à s'emparer de la souveraineté de la république. Pendant les premiers temps, les doges furent des princes électifs, qui ne rencontraient de limites à leur pouvoir que dans les assemblées de tout le peuple. En 1032 seulement on obligea le doge à consulter un conseil, formé des citoyens les plus illustres qu'il désignait lui-même. De là leur vint le nom qu'on leur donna de *prégadi* conviés. Le grand conseil fut formé seulement cent quarante ans plus tard, en 1172, et fut dès lors le vrai souverain de la république. On le composa de quatre cent quatre-vingts membres, nommés annuellement, le dernier jour de septembre, par douze tribuns ou grands électeurs, dont deux étaient choisis par chacune des six sections de la république. Ceux-ci ne devaient pas désigner plus de quatre membres dans la même famille. On pouvait réélire chaque année les mêmes conseillers; et comme il est dans l'esprit des corps de tendre toujours à l'aristocratie, les mêmes étaient en effet habituellement réélus, ou quand ils mouraient, les enfans prenaient la place de leurs pères. Le grand conseil ne s'attribua

point le pouvoir judiciaire, mais il ne voulut pas non plus le laisser aux doges; il donna le premier exemple de la création d'un corps de juges nombreux, indépendant, inamovible, tel à peu près que furent plus tard les parlemens de France. Il créa, en 1179, la quarantie criminelle, qu'on nomma aussi la vieille quarantie, pour la distinguer de deux autres corps de quarante juges, qui furent créés plus tard. En 1229, le grand conseil donna une organisation plus complète au gouvernement qui était tiré de son sein. Il était composé du doge, des six conseillers à robes rouges, qui ne restaient que huit mois en charge, et qui, avec le doge, formaient la seigneurie; enfin, du conseil des prégadi, formé de soixante membres, renouvelés chaque année. En entrant en charge, le doge dut prêter un serment détaillé, qui garantissait toutes les libertés publiques : à sa mort, une commission d'enquête était nommée pour reconnaître s'il n'avait point excédé ses droits, et pour faire rendre compte à ses héritiers. En 1249, enfin, le conseil souverain ayant renoncé à faire lui-même l'élection du doge, elle fut confiée par lui à une commission tirée au sort dans tout le conseil. Cette commission en nommait une autre, que le sort réduisait des trois quarts; celle-ci en nommait une troisième, et, par les opérations alternatives du sort et de l'élection, une dernière commission était formée de quarante-un membres, qui ne pouvaient faire l'élection du doge que par une majorité de vingt-cinq suffrages. Seulement, vers la fin du treizième siècle, le peuple de Venise s'aperçut qu'il était resté en dehors de la république, et que le doge n'était plus qu'un serviteur du grand conseil, revêtu d'une vaine pompe et privé de puissance réelle. En 1289, le peuple essaya d'élire lui-même le doge; le grand conseil força d'éloigner celui qu'avaient désigné les suffrages populaires, et lui susbtitua Pierre Gradenigo, le chef du parti aristocratique. Celui-ci entreprit d'exclure le peuple de toute participation à l'élection du grand conseil, comme il n'avait déjà plus aucune part à l'élection du doge. Il représenta au grand conseil qu'il était notoire que, depuis un siècle, les mêmes personnes ou les mêmes familles étaient invariablement réélues chaque année; que les douze tribuns, chargés de faire une élection annuelle, se contentaient d'examiner si, parmi les anciens membres, il y en avait quelqu'un qui eût mérité d'être exclu du conseil souverain, et qu'ils confirmaient tous les autres; que, puisque l'élection se trouvait réduite à la condamnation de quelques individus, il était plus naturel de s'en remettre, pour

cette condamnation, à la prudence et à l'équité du même tribunal auquel tous les citoyens confiaient déjà leur honneur et leur fortune, plutôt que de le faire dépendre du jugement arbitraire de douze individus que l'intrigue avait souvent nommés. En conséquence, il proposa, non plus l'élection, mais l'épuration du grand conseil par la quarantie criminelle. Le décret qu'il fit porter, le 28 février 1297, est fameux dans l'histoire vénitienne, sous le nom de clôture du grand conseil *(Serrata del maggior consiglio)*. Il a légalement fondé cette aristocratie héréditaire, si prudente, si jalouse, si ambitieuse, que l'Europe a vue avec étonnement, immuable dans ses principes, inébranlable dans son pouvoir; unissant quelques-unes des pratiques les plus odieuses du despotisme au nom de liberté; soupçonneuse et perfide dans sa politique, sanguinaire dans ses vengeances, mais indulgente pour les peuples conquis; somptueuse pour tous les services publics, économe dans l'administration des deniers de l'État, équitable et impartiale dans ses tribunaux, sachant faire prospérer les arts, l'agriculture et le commerce; aimée enfin des sujets qui obéissaient, tandis qu'elle faisait trembler les nobles qui partageaient le pouvoir. L'aristocratie vénitienne acheva de se constituer, en 1311, par la création du conseil des Dix. Malgré son nom, ce conseil était composé de seize membres et du doge. Dix conseillers, revêtus de robes noires, étaient élus annuellement, dans les mois d'août et de septembre, par le grand conseil; et des six conseillers rouges de la seigneurie, trois entraient en charge tous les quatre mois. Le conseil des Dix, chargé de veiller à la sûreté de l'État, avec un pouvoir supérieur aux lois, avait spécialement la commission de surveiller les nobles et de punir tous leurs délits contre la république. Il n'était astreint à aucune règle pour le faire; et, à leur égard, il était dépositaire de la souveraineté du grand conseil, ou plutôt d'une puissance sans borne; puissance qu'aucun peuple ne doit confier à aucun gouvernement. Quelques autres décrets complétèrent le système de la clôture du grand conseil. Ils interdirent à la quarantie d'y introduire des *hommes nouveaux;* ils mirent sous ses yeux, en 1315, un registre, le *livre d'or,* où tous les descendans de ceux qui avaient siégé au grand conseil étaient inscrits : ils supprimèrent, en 1319, toute limitation de nombre; et dès lors il suffisait, à Venise, de prouver qu'on était issu d'un conseiller et qu'on avait vingt-cinq ans, pour être de droit membre du grand conseil.

Le 25 novembre 1308, la diète d'Allemagne nomma, pour succéder à Albert d'Autriche, Henri VII de Luxembourg, et l'élection de ce nouvel empereur ramena tout à coup d'Italie à la lutte pour son indépendance qu'elle avait soutenue contre les deux Frédéric. Depuis la mort du second, il y avait cinquante-huit ans que l'Italie n'avait plus vu d'empereurs. Rodolphe de Hapsburg, Adolphe de Nassau et Albert d'Autriche, avaient eu trop affaire en Allemagne pour s'occuper de cette région toujours agitée, où ils ne pouvaient exiger d'obéissance que les armes à la main. Henri VII était un prince brave, intelligent, équitable; mais il était peu riche et peu puissant: il réussit à assurer à son fils la couronne de Bohême par un mariage, et il excita ainsi quelque jalousie parmi les Allemands. Aussi crut-il que, pour éviter toute querelle dans l'Empire, il lui convenait de s'en éloigner et de flatter l'amour-propre national par une expédition en Italie.

Henri VII, Belge lui-même, n'était guère puissant qu'en Belgique et dans les provinces limitrophes de la France. Du Luxembourg, il se rendit, par le comté de Bourgogne, à Lausanne, où il reçut, dans l'été de 1310, les ambassadeurs des États italiens qui venaient lui promettre l'obéissance. Il entra en Piémont vers la fin de septembre, par le mont Cénis, accompagné de deux mille cavaliers seulement, la plupart Belges, Francs-Comtois ou Savoyards. Cette troupe aurait été bien insuffisante pour soumettre l'Italie par la force; mais Henri VII y arrivait comme représentant du droit, de l'ordre, et, jusqu'à un certain point, même de la liberté. Le résultat de la violence des factions, et ensuite de leur épuisement, avait été de soumettre la Lombardie presque entière à de petits tyrans. Chaque ville avait son seigneur. Tantôt c'était le chef de la faction ou guelfe ou gibeline, qui avait la dernière obtenu la victoire, et à qui ses partisans, pour se maintenir eux-mêmes, attribuaient un pouvoir dictatorial; tantôt c'était un noble du voisinage qui, secondé par une bande de ses vassaux, avait inspiré la terreur, et que le peuple respectait, parce qu'il faisait obéir les gentilshommes turbulens qui ne se soumettaient jamais aux lois; tantôt enfin c'était un capitaine de gendarmes étrangers, appelé par les conseils au service de la république, mais auquel le titre de seigneur avait été déféré en même temps. Partout le nom de la liberté, le cri des Italiens, *popolo! popolo!* se faisait fréquemment entendre; mais c'était seulement pour renverser les pouvoirs existans, et leur en substituer d'autres tout aussi arbitraires. Aucune de ces tyrannies, en

effet, n'avait de longue durée; mais presque aucune cité ne jouissait plus de la vraie liberté. Les violences de la noblesse et celles des factions avaient produit un si ardent désir de tranquillité, que tout ce que les citoyens demandaient aux seigneurs ou aux magistrats, c'était d'être forts et de se faire craindre, de punir promptement et sévèrement quiconque troublerait l'ordre. Toutes les villes s'étaient soumises à une justice sommaire, et elles la préféraient à l'anarchie, encore que le seigneur en abusât souvent pour satisfaire ses passions brutales, ou pour accumuler un trésor qui deviendrait sa ressource dans l'exil auquel il devait toujours s'attendre.

Tous les seigneurs de la Lombardie et du Piémont vinrent se présenter à Henri VII, les uns à Turin, les autres à Asti. Il les reçut avec bienveillance, mais il leur déclara qu'il voulait rétablir, dans toutes les villes de l'Empire, l'ordre légal, celui qu'avait fixé la paix de Constance; qu'il voulait entre autres nommer, dans chacune, des vicaires impériaux qui gouverneraient de concert avec les magistrats municipaux. Philippone de Langusco à Pavie, Simon de Colobiano à Verceil, Guillaume Brusato à Novarre, Antonio Fisiraga à Lodi, obéirent à cette intimation, et déposèrent le pouvoir souverain. En même temps, Henri faisait partout rappeler les exilés sans distinction de parti. A Como, il fit rappeler les Gibelins, à Brescia les Guelfes, à Mantoue les Gibelins, à Plaisance les Guelfes. Cependant il ne fit point rentrer les Guelfes à Vérone, ville puissante, dont il ne s'approcha pas, et où dominait Can Grande della Scala, le plus habile des capitaines gibelins de l'Italie, le meilleur guerrier, le meilleur politique et celui dont l'empereur sentait le plus qu'il devait ménager les services et l'affection. La riche et populeuse ville de Milan demandait à son tour à être traitée avec égards et avec adresse. L'archevêque Othon Visconti y avait conservé, dans un âge fort avancé, l'autorité principale jusqu'à sa mort survenue en 1295. Long-temps auparavant, il avait fait déférer le titre de capitaine du peuple à son neveu Mathieu Visconti; il avait accoutumé les Milanais à le regarder comme son lieutenant et son successeur, et Mathieu gouverna, en effet, après lui, de 1295 à 1302, avec un pouvoir presque absolu. En même temps, il s'était fait nommer seigneur par plusieurs autres villes de la Lombardie, et il avait affermi sa famille par de puissantes alliances. Mais Visconti ne sut ménager ni les restes d'orgueil national et d'amour de la liberté qui subsistaient encore parmi ses sujets, ni la jolousie

des autres princes de la Lombardie. Une ligue, pour faire dominer dans cette province le parti guelfe, se forma par les soins d'Alberto Scotto, seigneur de Plaisance, et de Ghiberto de Correggio, seigneur de Parme; elle força les Visconti à sortir, en 1302, de Milan, et elle y installa, en leur place, Guido della Torre et sa famille, qui en avaient été expulsés depuis vingt-cinq ans.

Lorsque Henri VII se présenta devant Milan, Guido della Torre dominait avec les Guelfes dans cette ville, Matteo Visconti avec les Gibelins en étaient exilés. Henri VII exigea que ceux-ci fussent rappelés. Il se fit couronner dans la basilique de Saint-Ambroise, le 6 janvier 1311, de la couronne de fer de Lombardie, et il demanda ensuite à la ville un don gratuit de cent mille florins pour payer son armée. Jusqu'alors les Italiens n'avaient vu dans le monarque qu'un pacificateur juste et impartial; mais quand il commença à demander de l'argent, tous les partis se réunirent contre lui. Une violente sédition à Milan, força les della Torre et les Guelfes à sortir de la ville, et rendit le pouvoir absolu à Mathieu Visconti et aux Gibelins. D'autre part, dans le reste de la Lombardie, tous les Guelfes se soulevèrent et prirent les armes contre l'empereur. Crème, Crémone, Lodi, Brescia et Côme, se révoltèrent en même temps. Henri VII consuma la plus grande partie de l'été à faire le siége de Brescia, qu'il força enfin à capituler à la fin de septembre 1311. Il lui accorda des conditions équitables, pressé qu'il fut de passer en Toscane; mais quoique la Lombardie parût soumise à son autorité, il y laissait plus de germes de mécontentement et de discorde qu'il n'en avait trouvé en y entrant un an auparavant.

Henri VII arriva le 21 octobre 1311 à Gênes, avec sa petite armée; cette puissante république entretenait alors à Saint-Jean-d'Acre, à Péra vis-à-vis de Constantinople, et à Caffa dans la mer Noire, des colonies marchandes et militaires, qui savaient s'attirer le respect par leur valeur, en même temps qu'elles faisaient le commerce le plus riche de la Méditerranée. Plusieurs îles de l'Archipel, entre autres celle de Chio, avaient passé en souveraineté à des familles génoises. Les palais de Gênes, déjà surnommée *la superbe,* causaient l'admiration des voyageurs. La sanglante rivalité de cette république avec celle de Pise avait fini par assurer à la première l'empire de la mer Tyrrhénienne. Dès lors il ne restait sur mer de rivaux aux Génois que les Vénitiens, et une rencontre accidentelle de leurs flottes dans les

mers de Chypre avait allumé, en 1293, entre ces deux peuples, une guerre effroyable, qui pendant sept ans ensanglanta la Méditerranée et détruisit d'immenses richesses. En 1298, l'amiral génois Lamba Doria atteignit l'amiral vénitien André Dandolo, à Corzola ou Corcyre-la-Noire, au fond du golfe Adriatique; il lui brûla soixante-six galères, en prit dix-huit qu'il conduisit à Gênes avec sept mille prisonniers, et n'en laissa échapper que douze. Les Vénitiens, humiliés, demandèrent et obtinrent la paix l'année suivante. Les Génois, vainqueurs tour à tour des Pisans et des Vénitiens, passaient pour les plus braves, les plus entreprenans et les plus heureux des marins italiens. Le gouvernement de leur cité était absolument démocratique, mais les deux chaînes de montagnes qui s'étendent de Gênes l'une vers la Provence, l'autre vers la Toscane, et qu'on nomme d'un nom italien les Rivières de Gênes, parce que leur pied forme le rivage de la mer, étaient couvertes des châteaux de la noblesse ligurienne. Tous les paysans dépendaient d'elle, et étaient toujours prêts à se battre pour les nobles leurs seigneurs. Quatre familles s'élevaient par leur puissance et leur richesse au-dessus de tout le reste de la noblesse génoise: les Doria et les Spinola étaient Gibelins, les Grimaldi et les Fieschi étaient Guelfes. Ces nobles, acharnés les uns contre les autres par des haines héréditaires, avaient troublé l'État par tant de violences, que le peuple avait adopté contre eux la politique des républiques de Toscane, et les avait exclus de toutes les magistratures. Mais d'autre part, ils avaient quelquefois rendu de si grands services, ils avaient surtout produit de si grands hommes de mer, que lorsque la patrie était en danger le peuple choisissait presque toujours son amiral dans quelqu'une de ces familles illustres. Souvent séduit par la gloire de ces chefs, il avait ensuite versé son sang pour leur querelle; mais souvent aussi, fatigué des alarmes continuelles qu'excitaient les nobles, il avait recouru à l'étranger pour les courber sous la loi commune. Le peuple de Gênes éprouvait ce ressentiment contre la noblesse ligurienne, quand Henri VII arriva à Gênes en 1311; et pour la forcer à observer une paix qu'elle troublait sans cesse, il déféra pour vingt ans à ce monarque une autorité absolue sur la république. Mais lorsque Henri supprima le podestat, puis l'abbé ou le défenseur du peuple, lorsque ensuite il demanda à la ville un don gratuit de 60,000 florins, les Génois reconnurent qu'il ne suffisait pas, pour qu'un gouvernement leur convînt, qu'il réprimât les discordes civiles;

il fallait aussi qu'il protégeât des droits qui ne leur étaient pas moins précieux que la paix. Une fermentation intérieure, toujours plus menaçante, se fit sentir, et Henri VII s'estima heureux de quitter Gènes le 16 février 1312, sur une flotte pisane qui le transporta en Toscane, avec environ quinze cents gendarmes.

Henri VII, lors de son entrée en Italie, s'était montré impartial entre les Guelfes et les Gibelins. Il avait été élu par l'influence du pape; il était accompagné par des cardinaux légats qui devaient le couronner à Rome ; il ne se défiait ni de Robert, fils de Charles II, alors roi de Naples, ni des villes guelfes; il n'avait point d'affection héréditaire pour les Gibelins, partisans zélés d'une famille depuis long-temps éteinte. Aussi avait-il cherché à tenir la balance égale entre les deux partis, et à les réconcilier partout où il avait été admis. Mais déjà l'expérience lui avait appris que le nom d'empereur élu avait une influence magique sur les Italiens, pour exciter l'amour et le dévouement des Gibelins, comme la haine et la terreur des Guelfes. C'était au nom du parti guelfe que la résistance avait commencé contre lui l'année précédente en Lombardie, et que la révolte y éclatait de toutes parts depuis qu'il avait quitté cette contrée. Robert, roi de Naples, qui se croyait le champion du parti guelfe, lui témoignait déjà une défiance ouverte, et la république de Florence, qui dirigeait réellement ce parti par sa prudence et son habileté, sa richesse et son courage, s'armait pour lui résister, refusait audience à ses ambassadeurs, soulevait tous les Guelfes d'Italie, et se faisait mettre par lui au ban de l'Empire. D'autre part, la république de Pise, dont l'affection pour le parti gibelin était liée à toutes les espérances comme à tous les souvenirs de gloire, mettait à le servir un dévouement, un zèle et une générosité qu'il n'avait encore trouvés nulle part. Les Pisans lui avaient envoyé à Lausanne un présent de 60,000 florins, pour l'aider à passer en Italie ; ils payèrent les dettes qu'il avait contractées à Gènes, ils lui firent un nouveau don quand il entra dans leur ville, enfin ils mirent à son service trente galères et six cents arbalétriers pour l'accompagner à Rome, où Henri VII reçut la couronne d'or de l'Empire, le 29 juin 1312, dans l'église de Saint-Jean-de-Latran, des mains des légats du pape. Pendant cette cérémonie, les Romains qui avaient pris les armes contre lui, et qui avaient reçu dans leurs murs une garnison napolitaine, tinrent leurs portes fermées, et ne laissèrent pénétrer aucun de ses soldats dans leur ville.

Le couronnement de leur empereur à Rome était le terme du service des Allemands. Ils prenaient ensuite peu d'intérêt à ce qui pouvait se faire dans cette contrée; la plupart étaient empressés de repartir, et Henri VII se trouva en effet abandonné à Tivoli, où il passa l'été, par presque tous ses soldats ultramontains. Il y serait demeuré dans un grand danger si les Napolitains du roi Robert avaient eu plus d'audace. En automne, les Gibelins et les Blancs de l'Italie centrale se réunirent autour de lui, et formèrent une armée assez redoutable, avec laquelle il vint menacer Florence, le 19 septembre 1312. Les Florentins, accoutumés à laisser le soin de leur défense aux mercenaires qu'ils trouvaient toujours prêts à trafiquer de leur valeur, faisaient peu d'estime du courage militaire qu'ils voyaient si commun parmi des hommes qu'ils méprisaient. D'un autre côté, personne ne poussait plus loin qu'eux le courage civil et la constance dans les revers. Bientôt leur armée fut de beaucoup supérieure en nombre à celle de Henri VII; on les vit alors suivre avec un calme parfait leur commerce et leurs négociations, comme s'il était déjà reparti pour l'Allemagne; mais ils ne voulurent jamais livrer de bataille pour le faire sortir de leur territoire. Ils aimèrent mieux souffrir patiemment ses ravages, lasser son impétuosité, épuiser ses finances, et attendre qu'il prît de lui-même le parti de la retraite. En effet, Henri VII, voyant qu'il ne pouvait obtenir sur eux aucun avantage, sortit de leur territoire le 6 janvier 1313. Après avoir donné quelques mois de repos à ses soldats, il prit au printemps suivant le commandement des milices de Pise, et fit à leur tête la guerre aux Lucquois. En même temps il sollicitait l'archevêque de Trèves, son frère, de lui amener des renforts d'Allemagne. En effet, celui-ci arriva au mois de juillet avec une nouvelle armée, et le 5 août 1313 Henri VII partit de Pise à la tête de deux mille cinq cents cavaliers ultramontains, de quinze cents italiens, et d'un nombre proportionné de gens de pied. Il se mit en marche par la route de Rome, averti que le roi Robert, appelé par la république florentine, s'avançait avec toutes les forces du parti guelfe pour le combattre. Les Napolitains, dont la réputation militaire avait toujours été en déclinant, n'inspiraient que peu de crainte aux Allemands, et Robert n'avait qu'un petit nombre de gendarmes français pour donner du courage à son armée. Mais les prêtres et les moines, s'échauffant pour la défense de l'ancien parti guelfe et de l'indépendance de l'Église, le secondaient de leurs vœux, et le bruit courut

bientôt qu'ils l'avaient servi à leur manière. L'empereur avait suivi la route de San Miniato à Castel Fiorentino ; arrivé à Bonconvento, à douze milles au-delà de Rome, pour la fête de saint Barthélemy, le 24 août 1313, il y reçut la communion des mains d'un moine dominicain, et il mourut peu d'heures après. On prétendit que le moine avait mêlé du suc de napel à la coupe consacrée; d'autres cependant assuraient que Henri était déjà atteint d'un mal qu'il dissimulait, qu'un charbon s'était manifesté au-dessous de son genou, et qu'un bain froid qu'il prit pour calmer l'irritation brûlante qu'il éprouvait, causa cette mort si soudaine.

CHAPITRE VI.

Grandeur de quelques chefs gibelins. — Désorganisation de ce parti par la perfidie et l'inconséquence de l'empereur Louis de Bavière. — Efforts des Florentins pour maintenir l'équilibre entre les puissances d'Italie. — Ils tombent sous la tyrannie du duc d'Athènes. — Son expulsion.

1314—1343.

Ce ne fut que dix mois après la mort de Henri VII que les électeurs de l'Empire furent convoqués à Francfort pour lui donner un successeur; il s'y trouva dix princes au lieu de sept, deux prétendans se disputant les droits électoraux dans chacune des maisons de Saxe, de Bohême et de Brandebourg. Ils se divisèrent en deux colléges, et ils firent simultanément, le 19 octobre 1314, deux élections; les uns offrirent la couronne à Louis IV de Bavière, les autres à Frédéric III d'Autriche. Les droits des deux prétendans à l'Empire paraissaient égaux; leurs adhérens en Allemagne étaient aussi égaux en forces : l'épée seule pouvait décider, et la guerre continua, en effet, entre eux jusqu'au 28 septembre 1322, que Frédéric fut vaincu et fait prisonnier à Muhldorf.

Pendant la durée de cette guerre civile en Allemagne, l'Église s'abstint de prononcer entre les deux prétendans à l'Empire. Clément V n'avait point vu leur double élection, il était mort le 20 avril 1314; il fallut user de ruse, et ensuite de violence, pour enfermer au bout de deux ans les cardinaux au conclave à Lyon; enfin, le 7 août 1316, ils élurent pour pape l'évêque d'Avignon. Celui-ci, qui était natif de Cahors, et la créature de Robert, roi de Naples, se fit nommer

Jean XXII; il fixa le premier à Avignon, sa ville épiscopale, la cour romaine exilée d'Italie. Il était intrigant, noté pour ses mauvaises mœurs et pour sa scandaleuse cupidité; cependant il se croyait philosophe, il se passionnait en prenant part aux querelles des réalistes et des nominaux : il se fit par-là des ennemis ardens dans les écoles, et il les punit par des supplices. Mais tandis qu'il sévissait contre ses adversaires comme hérétiques, il se fit lui-même accuser d'hérésie, et il ébranla ainsi le crédit de la cour de Rome. Il se proposait particulièrement d'élever à une haute puissance temporelle le cardinal Bertrand du Poiet, qu'il disait son neveu, et qu'on croyait être son fils; il profitait pour cela de la guerre entre les deux prétendans à l'Empire, qu'il regardait comme une prolongation de l'interrègne, pendant lequel il soutenait que tous les droits des empereurs étaient dévolus au saint-siége. Il avait chargé le cardinal Bertrand d'exercer ces droits en Lombardie comme légat, d'écraser les Gibelins, de relever les Guelfes, et surtout de les ranger tous sous l'obéissance de l'Église et de son légat.

Ce fut contre Mattéo Visconti, seigneur de Milan, l'un des plus habiles et des plus puissans d'entre les chefs gibelins, que le légat dirigea surtout ses excommunications, et qu'il fit agir les soldats que le pape son père levait pour lui en Provence. Visconti s'était fait aimer des Milanais, qu'il avait su ménager : sans être vertueux, il avait du moins pris soin de sa réputation, qui n'était entachée d'aucun crime; son esprit se distinguait par une grande lucidité, une parfaite connaissance des hommes; il y joignait la promptitude du coup d'œil, la hardiesse dans les décisions, et une gloire militaire rehaussée par celle de ses quatre fils, ses fidèles lieutenans, tous quatre distingués entre les braves. Les Italiens lui donnèrent le surnom de Grand, à une époque où, à la vérité, ils en étaient prodigues. Mattéo Visconti, dans sa guerre contre les Guelfes lombards, s'empara de Pavie, de Tortone, d'Alexandrie; il assiégea dans Gênes, de concert avec les Gibelins génois, le roi Robert, qui était venu s'enfermer dans cette ville, dont il voulait faire la place d'armes de ces Guelfes lombards. Il força d'abord à la retraite Philippe de Valois, qui, avant d'être roi, était entré, en 1320, en Italie, à la sollicitation du pape; il battit, l'année suivante, Raimond de Cardone, Catalan, général du pape. Il fit comprendre à Frédéric III d'Autriche, qui avait envoyé son frère au secours du pontife, qu'il ne convenait pas plus à l'un

qu'à l'autre des prétendans à l'Empire d'affaiblir les Gibelins, qui défendaient en Italie les prérogatives de celui des deux qui demeurerait vainqueur, et il l'obligea de rappeler ses Allemands. Mais, après avoir fait la guerre pendant vingt ans au parti de l'Église, sans avoir jamais cru pour cela se départir de la foi, car il était religieux sans bigoterie, l'âge vint enfin en lui éveiller la terreur de la superstition; il craignit que les excommunications du légat ne lui enlevassent son salut. Il abandonna le pouvoir à son fils aîné Galéas; et, peu de semaines après, il mourut le 22 juin 1322. Mais les remords et les scrupules de Mattéo Visconti avaient porté le trouble dans tout son parti, et rendu le courage à ses adversaires; une fermentation violente éclata dans Milan. Galéas fut obligé de s'enfuir; la république fut de nouveau proclamée : toutefois les vertus et le patriotisme, sans lesquels elles ne pouvaient vivre, étaient éteints, et au bout de quelques semaines Galéas Visconti fut rappelé à Milan, et y recouvra la seigneurie.

On ne voyait plus, depuis le règne de Henri VII, les deux partis des Guelfes et des Gibelins se balancer à peu près en vertus, en talens et en patriotisme. Au commencement de leur lutte, on avait compté presque autant de républiques dans un parti que dans l'autre; et des sentimens aussi purs, un dévouement aussi généreux, avaient paru animer également les partisans de l'Empire et ceux de l'Église. Mais dans le quatorzième siècle, la faction gibeline était devenue celle de la liberté; dans la première, on voyait briller beaucoup plus de ces grands talens militaires et politiques que développe une ambition personnelle; dans la seconde, c'était l'amour de la patrie qu'il fallait chercher presque exclusivement, et l'héroïsme qui lui sacrifie tous les sentimens personnels. La république de Pise presque seule professait en Italie le culte de la liberté, en même temps qu'elle suivait le parti gibelin; cette république avait été frappée comme d'un coup de foudre par la mort de Henri VII, au moment où semblait commencer pour lui une carrière de prospérité et de gloire. Épuisée par les efforts prodigieux qu'elle avait faits pour Henri, elle ne s'abandonna point cependant elle-même, quand tous les Guelfes de Toscane, se soulevant à la mort de ce monarque, voulurent se venger sur les Pisans de la crainte qu'il leur avait inspirée; elle donna le commandement de ses milices à Uguccione de Faggiuola, gentilhomme de cette partie montueuse de la Romagne, qui, avec la

Marche, produit les meilleurs soldats de l'Italie. Les Pisans, sous les ordres de Faggiualo, remportèrent sur les Guelfes deux avantages signalés; ils s'emparèrent de Lucques le 14 juin 1314, tandis que les Guelfes et les Gibelins lucquois étaient aux mains ensemble dans les rues de cette ville; et le 29 août de l même année, les Pisans défirent à Montecatini les Florentins, commandés par deux princes de la maison de Naples, et secondés par tous les Guelfes de Toscane et de Romagne. Mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'au lieu de combattre pour eux-mêmes, ils ne combattaient plus que pour le capitaine qu'ils s'étaient donné. Presque aussitôt après sa victoire, Uguccione de Faggiualo commença d'exercer sur Pise et sur Lucques une tyrannie insupportable. Craignant bien plus les citoyens de ces républiques que les ennemis de l'État, on le vit, au moindre soupçon, sévir contre les plus illustres d'entre eux; il fit jeter à Lucques, dans un cachot, Castruccio Castracani, le plus distingué des gentilshommes gibelins, récemment rentrés dans cette ville, et qui avait acquis une brillante réputation dans les guerres de France et de Lombardie. Une insurrection simultanée à Pise et à Lucques, le 10 avril 1316, délivra ces deux villes d'Uguccione de Faggiuola et de son fils, tandis qu'à la tête de leur gendarmerie, ils allaient à la rencontre l'un de l'autre. A Pise, la république, par cette révolution, fut rétablie, mais épuisée, presque ruinée après de longues hostilités, et mécontente des Gibelins comme de ses nobles, qui, par un aveugle esprit de parti, l'avaient entraîné dans des guerres continuelles. Au mois de mai 1322, quinze chefs des grandes familles gibelines, vaincus dans un combat obstiné, furent exilés de Pise. Moins d'un an après, le 11 avril 1323, tous les Pisans établis en Sardaigne furent massacrés en un même jour, à la suite d'un complot tramé avec Alphonse, fils de Jacques II d'Aragon, auquel un Pisan rebelle voulait livrer la Sardaigne. La guerre contre les Aragonais pour défendre cette île acheva d'épuiser la république, et elle se termina, le 10 juin 1326, par l'entier abandon de cette possession importante.

A Lucques, la révolution qui chassa Uguccione de Faggiuola, éleva au pouvoir Castruccio Castracani. Ce capitaine avait encore les fers aux pieds lorsque les insurgés qui l'avaient tiré de sa prison le proclamèrent seigneur de Lucques. Castruccio était de l'ancienne famille des Interminelli, exilée si long-temps de Lucques avec tous les Gibelins, qu'on aurait pu la croire sans crédit. Mais les émigrés des répu-

bliques italiennes acquéraient souvent de nouvelles richesses et une nouvelle influence pendant leur exil, parce que le besoin les forçait alors à se livrer, avec un redoublement d'ardeur, au travail, au commerce, ou aux études militaires. Lucques, qui, pendant la dernière moitié du treizième siècle, avait passé pour la citadelle du parti guelfe en Toscane, depuis qu'elle eut rappelé ses riches exilés gibelins, était devenue toute gibeline. La famille de Castruccio avait acquis ses richesses en Angleterre : lui-même il avait appris le métier de la guerre en Angleterre, en France et en Lombardie; il avait vu s'y développer la bravoure du soldat, mais il devait à ses propres réflexions, à ses études, l'habileté dans l'art de conduire et de disposer les armées, qui, en Italie seulement, commençait à mériter le nom de science militaire. Avec une valeur remarquable, il savait communiquer son courage et son enthousiasme au soldat, et personne n'avait un coup d'œil plus prompt sur le champ de bataille. Il n'était pas moins habile politique que guerrier; et lorsqu'il s'associa, soit aux chefs gibelins de Lombardie, soit à l'empereur Louis, il devint toujours le directeur de ceux qui l'admirent dans leurs conseils. A ces talens, à cette capacité, il ne joignait presque aucune vertu : sans bonne foi dans ses engagemens, sans pitié pour les peuples, sans gratitude pour ceux qui l'avaient servi, on le vit faire périr à Lucques, par d'épouvantables supplices, tous ceux qui lui inspiraient de la défiance, et parmi eux les Quartigiani et les Poggi, auxquels il devait son élévation. Il avait trente-deux ans lorsqu'il obtint la souveraineté de sa patrie; sa taille était élancée, sa figure agréable, et son visage maigre, entouré de longs cheveux blonds, se faisait remarquer par sa blancheur.

La république de Florence se trouvait appelée à tenir tête à Castruccio, et à défendre contre son ambition l'indépendance de la Toscane. Florence était déjà l'Athènes de l'Italie. Le génie qu'avaient déployé quelques-uns de ses citoyens, le talent, l'intelligence des affaires qu'on trouvait jusque dans les classes inférieures, la générosité, qui paraissait être le caractère national toutes les fois qu'il était question de défendre les opprimés ou la cause de la liberté, élevaient cette cité au-dessus de toutes les autres. Sienne, Pérouse et Bologne, étaient alors, comme Florence, attachées au parti guelfe; et ces quatre républiques, avec quelques communes plus faibles, formèrent la ligue guelfe de Toscane. L'esprit démocratique des Florentins, qui leur donnait tant d'énergie, avait cependant aussi ses dangers. Ils étaient

si jaloux de toute distinction, et si passionnés pour l'égalité, qu'ils la voulaient non seulement dans l'obéissance, mais dans le commandement. Ils voulaient que le plus grand nombre possible de citoyens parvînt à son tour à l'office des prieurs, qui, pendant deux mois, représentaient le souverain. Ce n'était pas néanmoins une cupidité basse qui les animait, cet office était gratuit, ainsi que toutes les magistratures; la république pourvoyait seulement à la table des prieurs pendant qu'ils étaient au palais. Au mois d'octobre 1323, les Florentins introduisirent le sort dans la nomination de leurs premiers magistrats. Ils ordonnèrent qu'une liste générale de tous les citoyens éligibles, guelfes, et âgés au moins de trente ans, fût formée par le concours de cinq magistratures indépendantes, dont chacune représentait un intérêt national. Les prieurs au nom du gouvernement, les gonfaloniers au nom de la milice, les capitaines du parti guelfe en son nom, les juges du commerce au nom des marchands, et les consuls des arts au nom de l'industrie, avaient chacun le droit d'indiquer tous les citoyens recommandables. La liste qu'ils présentaient était soumise à la révision d'une *balie* (ce mot signifie *pouvoir*) composée des magistrats en charge, et de trente-six députés choisis par les six quartiers de la ville. La balie écartait tous les hommes incapables; elle classait ensuite les autres selon qu'ils lui paraissaient propres aux diverses magistratures auxquelles on pourvoyait par le sort. Enfin, elle divisait les noms par séries, de telle sorte que, dans la bourse destinée au tirage de la seigneurie, il y eût vingt et un billets, dont chacun contînt un gonfalonier et six prieurs; d'autres bourses semblables étaient préparées pour tirer au sort les douze bons hommes, les dix-neuf gonfaloniers des compagnies, et tous les autres magistrats de la république. Tout cet arrangement était destiné à durer trois ans et demi, après quoi une autre balie recommençait. De nos jours encore, les magistrats municipaux de la Toscane sont tirés au sort de cette manière. L'activité, la sagesse, l'étendue des vues de la république florentine, pendant que sa magistrature suprême changeait tous les deux mois, prouvent en même temps combien il y avait de lumières et de patriotisme dans le public florentin, combien aussi les prieurs savaient montrer de déférence à des hommes d'État, qui, sans exercer de fonctions, dirigeaient la république par leurs conseils.

Cette seigneurie mobile ne put se mesurer toutefois avec égalité contre Castruccio, lorsque cet homme, qui unissait, à de hauts talens

et à un caractère énergique, la promptitude, le secret et l'unité de vues, commença la guerre contre les Florentins. Il leur enleva Pistoia, où un abbé, par de petits artifices de moine, avait réussi à s'emparer du pouvoir suprême. Cet abbé lui vendit sa patrie le 5 mai 1325. Les Florentins appelèrent ensuite à leur solde D. Raymond de Cardone, ce général catalan que le cardinal Bertrand avait introduit en Italie. Mais tous ceux qui servaient les Florentins spéculaient sur leur immense richesse. Cardone remarqua que, dans la brillante armée que la république avait mise sous ses ordres, une multitude de riches marchands supportait impatiemment les privations et la fatigue du service. Il résolut de les en dégoûter tout à fait, afin de leur vendre à plus haut prix leur congé. Il les conduisit donc pendant les ardeurs de l'été autour du marais de Bientina, où il les retint long-temps. Beaucoup de citoyens obtinrent en effet de lui, par de riches présens, la permission de s'absenter; mais un grand nombre d'autres moururent ou tombèrent malades; et lorsque l'armée des Florentins fut enfin affaiblie par sa faute, elle fut attaquée et défaite, le 23 septembre 1325, à Alto-Pascio, par Castruccio. Raymond de Cardone fut fait prisonnier, et le carroccio des Florentins enlevé. Ces trophées de la victoire ornèrent la pompe triomphale avec laquelle Castruccio rentra dans Lucques à la tête de son armée. Une grande déroute des Bolonais à Montéveglio, le 15 novembre 1325, acheva de porter le découragement dans le parti guelfe. Les Bolonais, pour se donner un protecteur, offrirent la seigneurie de leur ville au légat Bertrand du Poiet; les Florentins recoururent au roi de Naples, qui ne voulut les aider qu'autant qu'ils déféreraient aussi la seigneurie à son fils le duc de Calabre. L'avis que ceux-ci reçurent que Castruccio avait déterminé l'empereur Louis de Bavière à passer en Toscane, les engagea à prendre ce parti, auquel ils répugnaient beaucoup.

Louis de Bavière avait montré de la générosité envers son prisonnier Frédéric d'Autriche, qu'il avait remis en liberté, et même associé à son gouvernement. En Allemagne, Louis de Bavière passait pour un prince loyal et généreux, peut-être parce que les actions violentes et cruelles y inspiraient peu d'horreur; que l'opinion n'y était point généralement éveillée; que personne ne rendait compte au public des motifs de la conduite des princes ou de leurs brusques changemens de partis. Mais quand Louis arriva en Italie, dans un pays civilisé, où des hommes libres et vertueux avaient part au gouvernement,

et traduisaient, au grand jour les actions des princes, sa conduite parut souvent entachée d'une lâche perfidie, d'autant qu'il se permit de tromper sans remords des hommes qu'il qualifiait de trompeurs, seulement parce qu'il les jugeait plus habiles que lui. Louis de Bavière avait donné rendez-vous à Trente, en février 1327, aux principaux chefs du parti gibelin, qui lui avancèrent 150,000 florins, pour le défrayer de son expédition en Italie. Il entra, trois mois après, dans cette contrée, avec une suite qui ne passait pas six cents chevaux; mais les seigneurs de Milan, de Mantoue, de Vérone et de Ferrare, lui amenèrent bientôt leurs gendarmes, qui, pour la plupart, étaient des mercenaires allemands, et lui formèrent ainsi une nombreuse armée.

Il reçut à Milan, le 30 mai, la couronne de fer. Galéas Visconti, le plus riche et le plus puissant des seigneurs lombards, lui donna l'hospitalité. Mais ce seigneur était l'objet de la jalousie des autres chefs gibelins, en même temps que sa belle gendarmerie allemande et ses trésors excitaient l'envie de Louis IV. Celui-ci s'étant assuré l'obéissance de ces soldats mercenaires, et feignant de prêter l'oreille et de croire aux rapports qui lui étaient adressés contre Galéas par les autres seigneurs gibelins, fit arrêter, le 6 juillet, le seigneur de Milan dans son palais, avec son fils et ses deux frères : il les menaça aussitôt de les mettre à la torture s'ils ne lui livraient leurs forteresses et leurs trésors, et il les retint ensuite au cachot, sans jugement, sans même motiver sa sévérité envers eux. Huit mois plus tard, sur les instances de Castruccio, il remit les Visconti en liberté, et il offrit de leur revendre la souveraineté dont il les avait dépouillés, mais qu'ils n'étaient pas assez riches pour racheter. Au mois de septembre, Louis IV passa en Toscane à la tête de l'armée qu'il avait débauchée aux Visconti. Les Pisans, qui jusqu'alors avaient été les plus dévoués serviteurs de l'Empire, se sentaient trop épuisés par les guerres de Lucques et de Sardaigne pour vouloir s'exposer à rompre la paix qu'ils avaient faite avec les Guelfes; ils envoyèrent offrir soixante mille florins à l'empereur, élu sous cette condition. Louis donna l'ordre d'arrêter leurs ambassadeurs, et menaça de les faire mourir dans les tourmens si leur patrie n'exécutait pas toutes ses volontés. Après un mois de résistance, en effet, Pise fut obligée de le reconnaître pour seigneur, et de lui payer cent cinquante mille florins.

Dès que Louis de Bavière se trouva rapproché de Castruccio, il

n'écouta plus que les conseils de celui-ci; et, sous la direction de cet habile politique, il montra pendant quelque temps une vigueur et une intelligence qui semblaient lui promettre la domination de l'Italie. Cependant Jean XXII, en le voyant déjouer les intrigues de son favori Bertrand du Poiet, redoublait d'irritation contre lui, et le poursuivait de ses excommunications. Castruccio fit sentir à Louis qu'il lui importait de se presser de confirmer son droit à l'Empire en se faisant couronner à Rome. Il ajourna donc à son retour la guerre contre Florence, où le duc de Calabre avait rassemblé assez de forces. Il est très-probable que Castruccio comptait se réserver cette conquête pour lui-même : Louis de Bavière l'avait nommé, le 11 novembre 1327, duc de Lucques, de Pistoia, de Volterra et de la Lunigiane; et Castruccio se flattait, après le départ de l'empereur, de réunir toute la Toscane à ce duché. Il accompagna le monarque à Rome : il fut fait sénateur de cette ville : comte palatin de Saint-Jean-de-Latran, et il porta l'épée impériale au couronnement, le 17 janvier 1328. Ce couronnement fut fait au Vatican, par des évêques schismatiques, au mépris de l'excommunication de Jean XXII. Louis IV, irrité, intenta un procès à ce pape, pour le déposer et lui donner un successeur. Mais dans ce moment il fut privé des conseils de Castruccio : celui-ci fut rappelé en Toscane par la nouvelle que les Florentins lui avaient enlevé Pistoia, le 28 janvier 1328.

A son retour il s'empara de Pise par surprise; il assiégea Pistoia, et s'en rendit enfin maître le 3 août 1328, mais après des fatigues infinies, qui lui causèrent une maladie dont il mourut le 3 septembre suivant. La mort de ce redoutable et ambitieux capitaine sauva Florence du plus grand danger qu'elle eût encore couru; et pour surcroît de bonheur, deux mois plus tard le seigneur qu'elle s'était donné pour la défendre contre Castruccio, le duc de Calabre, qui ne s'était signalé que par ses vices, son imprévoyance et ses dilapidations, mourut à son tour. En même temps Louis de Bavière cessait d'être redoutable; il achevait de se décrier par de nouvelles perfidies envers tous ceux qui lui montraient le plus de dévouement. Salvestro de Gatti, seigneur de Viterbe, était le premier chef gibelin qui lui eût ouvert une place forte dans les États de l'Église; Louis le fit arrêter et mettre à la torture, pour le forcer à révéler le lieu où il avait caché ses trésors. A Rome il se rendit odieux et ridicule par la puérilité de ses procédures contre Jean XXII, et ses efforts pour créer un

schisme. A son retour en Toscane il enleva, le 16 mars 1329, la souveraineté de Lucques aux enfans de Castruccio, et il la vendit à un de ses parens. Celui-ci s'en laissa chasser un mois après par une troupe de mercenaires allemands qui abandonnèrent l'empereur, annonçant qu'ils voulaient faire la guerre pour leur compte, c'est-à-dire vivre de brigandage. Louis IV passa l'été de 1329 en Lombardie; à la fin de l'automne il retourna en Allemagne, méprisé et détesté des Italiens. Il avait trahi tous ceux qui s'étaient fiés à lui, et il avait complétement désorganisé le parti gibelin qui comptait sur son appui.

Ce parti venait justement de perdre Can Grande de la Scala, un autre de ses chefs les plus distingués. Celui-ci était petit-fils du premier Mastino que la république de Vérone s'était donné pour seigneur, en 1260, après la mort d'Eccelino. Can Grande régna de 1312 à 1329 à Vérone, avec un éclat que n'égala aucun autre prince d'Italie. Brave et heureux dans les armes, sage dans le conseil, il se fit une réputation de générosité, et même de loyauté, à laquelle peu de capitaines prétendaient. Le premier parmi les princes lombards, il protégea les lettres et les arts; on vit réunis à sa cour, avec le Dante, qui fut accueilli par lui dans son exil, les premiers poëtes, les premiers peintres et les premiers sculpteurs d'Italie, et en même temps, avec Uguccione de Faggiuola, tous les plus illustres proscrits qui s'étaient signalés dans les armes ou dans la politique. Il espérait s'assujettir les Marches Véronaise et Trévisane, ou ce qu'on a nommé depuis la terre-ferme de Venise. Il s'empara d'abord de Vicence; il soutint ensuite de longues guerres contre la république de Padoue, la plus puissante de cette contrée, et celle qui avait montré le plus d'attachement au parti guelfe et à la liberté. Mais Padoue s'était laissé entraîner dans tous les excès de la démocratie : le peuple y montrait une telle défiance de toute espèce de distinction, une telle inconstance dans ses choix, une telle présomption enfin, que l'imprudence et des chefs et de la multitude attira sur la république les plus grands revers. Padoue, vaincue à plusieurs reprises par Can de la Scala, de 1314 à 1318, chercha d'abord une garantie dans le pouvoir d'un seul, et déféra la seigneurie à la maison noble de Carrara, qui depuis long-temps y était à la tête du parti guelfe. Le pouvoir d'un seul éteignit ce qui restait de vertus et de courage à la république, et le 10 septembre 1328, Padoue se soumit à Can de la Scala. L'année suivante, ce prince attaqua Trévise, qui se rendit à lui le 6 juil-

let 1329; Feltre et Cividale lui obéissaient aussi, et la province entière semblait être soumise : mais le vainqueur était dans son camp, atteint d'une maladie mortelle. En entrant dans Trévise il fit transporter son lit dans la grande église, et il y mourut quatre jours après, le 22 juillet 1329. Il n'avait alors que quarante et un ans. Castruccio en avait quarante-sept lorsqu'il mourut. Galéas Visconti était mort à peu près au même âge, un peu moins d'une année auparavant. Le parti gibelin, qui avait produit des capitaines si distingués, les voyait tous disparaître en même temps au milieu de leur carrière. Passérino de' Bonacossi, tyran de Mantoue, appartenant au même parti, avait été assassiné le 14 août 1328 par les Gonzaga, qui vengeaient ainsi l'offense faite à la femme de l'un d'eux, et qui en même temps s'emparèrent de la souveraineté de Mantoue, demeurée dans leur famille jusqu'au dix-huitième siècle. De tous les princes qui avaient accueilli Louis de Bavière en Italie, le marquis d'Este avait seul conservé son pouvoir sur Ferrare; encore s'étonnait-on de voir ce seigneur, guelfe de naissance, forcé, par les intrigues du légat du pape, à s'associer aux Gibelins.

Le parti gibelin, qui avait paru si redoutable par l'habileté des capitaines qui le dirigeaient, était absolument désorganisé ; les peuples lombards n'accordaient plus de confiance aux chefs qui leur restaient ; ils avaient oublié la liberté, ils n'osaient plus y prétendre, mais ils soupiraient avec ardeur après un prince qui fût en état de les défendre, qui leur fît espérer de la paix, de la modération et de la bonne foi. Ils n'en voyaient point de tel en Italie. Tout à coup l'Allemagne leur en offrit un. A la fin de l'année 1330, Jean, roi de Bohême, fils de Henri VII, vint à Trente. Le souvenir de son père était devenu plus cher aux Italiens, par la comparaison de sa conduite avec celle de son successeur, et Jean était fait pour rehausser encore cette prédilection. Il ne pouvait supporter la barbarie de la Bohême, et il habitait de préférence ou son comté de Luxembourg ou Paris. Là, il s'était formé par la lecture qu'on lui faisait des romans de chevalerie français, et il aspirait à la gloire d'être un parfait chevalier. Il réunissait tout ce qui pouvait séduire les peuples à la première vue : une belle figure, de la vaillance, de l'adresse dans tous les exercices du corps, de l'éloquence, de la prévenance. Sa conduite en France et en Allemagne avait paru généreuse. Il s'y était montré tour à tour guerrier et pacificateur, mais jamais il n'y avait rien prétendu pour lui-

même ; il n'avait paru désirer que le bien général ou la gloire de servir son pays. Les Italiens, à juste titre, dégoûtés de tous leurs princes, offrirent avec empressement de se mettre sous sa protection. La ville de Brescia lui envoya des députés à Trente pour lui déférer la souveraineté ; il vint en prendre possession le 31 décembre 1330, et presque aussitôt après, Bergame, Crémone, Pavie, Verceil et Novare, se donnèrent aussi à lui. Azzo Visconti lui-même, fils de Galéas, qui, en 1328, avait racheté Milan des mains de Louis de Bavière, ne put résister à l'impatience de ses sujets ; il céda nominativement la seigneurie à Jean de Bohême, et ne s'intitula plus que son vicaire. Bientôt Parme, Modène, Reggio, et enfin Lucques, suivirent cet exemple. Dans toutes ces villes le roi Jean rappelait indifféremment les exilés guelfes ou gibelins ; il rétablissait la paix, et il faisait goûter les prémices d'un bon gouvernement.

Mais les Florentins, qui le voyaient arriver jusqu'à leurs frontières, satisfaits de leur constitution, attachés à leur liberté, ne pouvaient partager cet engouement pour un prince étranger, gibelin, et fils de ce Henri VII qu'ils avaient toujours combattu. Ils savaient que, quels que fussent les talens ou les vertus d'un prince absolu, son gouvernement dégénérait toujours en tyrannie ; que, s'il n'était pas corrompu lui-même par le pouvoir, ses successeurs ne manqueraient pas de l'être. De nombreux exemples, de leur temps, en Italie, leur montraient assez la dégénération rapide des races princières, et la pitié profonde que méritent les peuples gouvernés par les fils d'un grand homme. Ils sentaient de même vivement que c'étaient les constitutions municipales, démocratiques, indépendantes des cités d'Italie, et l'émulation constante entre elles, qui leur avaient donné cette grande supériorité sur tout le reste de l'Europe. Ils voyaient bien que, malgré sa division, l'Italie n'avait alors rien à craindre des ultramontains pour son indépendance ; tandis qu'elle avait tout à craindre pour sa liberté, comme pour sa civilisation, si elle laissait grandir démesurément une des principautés absolues qui s'étaient formées dans son sein. Les Florentins ne prétendaient pas rendre la liberté malgré eux aux peuples qui n'avaient plus assez d'élévation d'âme pour la désirer, ni assez d'énergie pour la défendre ; mais ils se firent une noble politique de s'opposer aux usurpations et aux conquêtes de quiconque prétendait dominer en Italie, et, s'ils ne pouvaient conserver à chaque cité son indépendance, de maintenir du moins, à tra-

vers les changemens que le temps amenait, l'équilibre entre les puissances; de telle sorte que le respect pour les droits de tous fût garanti par l'alliance de ceux qui ne demandaient qu'à être libres, et à conserver la liberté d'autrui. Ce système de la balance de l'Italie, inventé par les hommes d'État florentins, fut, pendant le quatorzième et la plus grande partie du quinzième siècle, la règle fondamentale de leur conduite.

Pour s'opposer à la grandeur menaçante du roi de Bohême, les Florentins ne trouvaient plus des forces suffisantes dans le parti guelfe. Le roi Robert de Naples était devenu vieux; il manquait d'énergie et ses soldats de bravoure. La république de Bologne, autrefois si riche et si puissante, perdait sa vigueur sous le gouvernement du légat Bertrand du Poiet. Celles de Pérouse et de Sienne n'avaient, par elles-mêmes, que peu de ressources; encore leur jalousie de Florence les empêchait d'en user librement; il ne restait plus de cités libres en Lombardie. Toutes celles qui, dans l'État de l'Église, avaient, durant le siècle précédent, été animées de tant de vie, étaient tombées, et languissaient sous le joug de quelque petit tyran, qui se déclarait aussitôt pour le parti gibelin. Les Florentins sentirent la nécessité de faire taire leurs haines héréditaires et leurs antiques répugnances, en s'alliant aux Gibelins lombards contre le roi de Bohême, sous la condition qu'en partageant entre eux les dépouilles de celui-ci, ils empêcheraient qu'un seul ne s'agrandît plus que les autres, et maintiendraient entre eux l'équilibre, pour que, après leurs conquêtes, l'Italie ne courût point le danger d'être asservie par le plus fort. Le traité d'alliance contre le roi de Bohême, et de partage des États qu'il venait d'acquérir en Italie, fut signé au mois de septembre 1332. Crémone devait passer à Visconti, Parme à Mastino de la Scala, neveu et successeur de Can Grande, Reggio à Gonzaga, Modène au marquis d'Este, et Lucques aux Florentins. Mais le roi Jean n'opposa point à cette ligue la résistance qu'on avait attendue de sa bravoure et de ses talens. Inconstant par caractère, s'ennuyant de tout, courant toujours après des nouveautés, ne songeant qu'à briller dans les cours et les tournois, il regarda bientôt toutes ces petites principautés italiennes, dont il avait déjà perdu quelques-unes, comme trop bourgeoises. Il vendit chacune des villes, qu'il avait reçues d'elles-mêmes, à quelque gentilhomme qui voulait s'en faire seigneur, et il repartit pour Paris, le 15 octobre 1333, laissant l'Italie

dans une plus grande confusion encore que lorsqu'il y était entré. Les Gibelins lombards confédérés des Florentins, réussirent cependant, avant la fin de l'été de 1335, à se mettre en possession des villes délaissées par le roi Jean, qui devaient leur tomber en partage; celle de Lucques seule, qui devait revenir aux Florentins, était défendue contre eux par une soldatesque allemande qui en avait fait le centre de ses brigandages, et qui la tyrannisait barbarement. Mastino de la Scala offrit aux Florentins de traiter pour eux avec les capitaines qui commandaient alors à Lucques; il se fit livrer, en effet, cette ville le 20 décembre 1335; mais, dès qu'il en fut maître, il se flatta qu'elle lui donnerait le moyen d'asservir le reste de la Toscane; et, au lieu de la livrer aux Florentins comme il s'y était engagé, il tenta de renouveler contre eux une ligue gibeline, avec les Pisans et tous les gentilshommes indépendans des Apennins.

Les Florentins, forcés de se défendre contre l'allié qui les trahissait, après qu'ils avaient contribué à sa grandeur, recherchèrent l'alliance des Vénitiens, qui, de leur côté, avaient à se plaindre de Mastino. Le traité entre les deux républiques fut signé le 21 juin 1336; la guerre, à laquelle les Florentins contribuèrent libéralement de leurs trésors, ne se fit qu'en Lombardie; elle fut heureuse : Padoue fut enlevée à Mastino de la Scala le 3 août 1337; et comme cette ville ne paraissait plus prétendre à la liberté, elle fut donnée en seigneurie à la maison de Carrare, qui était guelfe. Les Vénitiens s'emparèrent de Trévise, de Castel-Franco et de Cénéda; c'était la première acquisition qu'ils faisaient hors de leurs lagunes, et leur premier établissement sur la terre-ferme, qui devait mêler désormais leurs intérêts avec ceux du reste de l'Italie. Mais dans ce moment leur ambition n'allait pas plus loin : satisfaits eux-mêmes, et sacrifiant leurs alliés, ils firent la paix avec Mastino de la Scala, le 18 décembre 1338, sans l'obliger à livrer aux Florentins la ville de Lucques, objet de la guerre, pour laquelle la république avait contracté une dette de 450,000 florins.

Les Florentins, trahis successivement par tous leurs alliés, voyaient augmenter chaque jour les dangers de leur situation : le parti guelfe perdait l'un après l'autre tous ses soutiens; le roi Robert âgé de soixante-quinze ans, n'avait plus aucune vigueur; le pape Jean XXII était mort à Avignon le 4 décembre 1334. Son successeur, Benoît XII, Français comme lui, n'entendait point la politique d'Italie, et n'y prenait aucun intérêt. Peu de mois auparavant,

le 17 mars 1334, le cardinal Bertrand du Poiet avait été chassé de Bologne par le peuple, et cet ambitieux légat, n'étant plus soutenu par le pape son père, avait disparu de la scène politique. Mais les Bolonais ne conservèrent pas long-temps la liberté qu'ils avaient recouvrée : un de leurs concitoyens, Taddéo des Pépoli, l'homme le plus riche de toute l'Italie, séduisit la garde allemande qu'ils entretenaient, et, avec son aide, s'empara, le 28 août 1337, de la souveraineté de Bologne, après quoi il fit alliance avec les Gibelins. Le nombre des villes libres, sur l'appui ou au moins sur la sympathie desquelles les Florentins pouvaient compter, diminuait sans cesse. Les Génois, depuis le commencement du siècle, consumaient leurs forces dans des combats intestins entre leurs grandes familles guelfes et gibelines : tant qu'ils furent libres cependant, les Florentins, sans alliance avec eux, les regardaient comme des amis. Mais la longueur des guerres civiles avait dégoûté le peuple de la forme de son gouvernement : il se souleva le 23 septembre 1339, et le renversa ; il remplaça la seigneurie par un chef unique, Simon Boccanegra, auquel il déféra le titre de doge. On pouvait craindre qu'il ne se fût donné ainsi un tyran ; néanmoins le premier doge de Gênes se trouva un ami de la liberté ; et le peuple génois, ayant nommé un doge à l'exemple des Vénitiens, ne tarda pas à les imiter aussi, en cherchant à combiner le pouvoir d'un seul avec la liberté. Sur ces entrefaites, Mastino de la Scala se laissa enlever, par un gentilhomme parmesan, la ville de Parme : comme dès lors il ne communiquait plus avec celle de Lucques, il offrit de la vendre aux Florentins. Le marché fut conclu au mois d'août 1341 ; mais il parut aux Pisans être le signal de leur propre servitude, parce qu'il rompait toute communication entre eux et les Gibelins de Lombardie. Ayant fait avancer aussitôt leurs milices dans l'État lucquois, pour empêcher les Florentins de prendre possession de la ville, ils les vainquirent dans une grande bataille sous ses murs, le 2 octobre 1341, et le 6 juillet suivant ils prirent eux-mêmes possession de Lucques.

Le peuple de Florence attribua cette suite de revers à l'incapacité des magistrats : le fardeau des impôts, celui des dettes dont la république s'était chargée, la jalousie qu'excitaient de riches marchands, qui, malgré les formes toutes démocratiques de la constitution, gouvernaient de fait l'État, tous ces motifs entretenaient un mécontentement qui prit bientôt les couleurs les plus sombres. Le peuple qu'on

regardait en Italie comme républicain par excellence, celui qui devait toute sa grandeur à la liberté, à laquelle il avait fait en retour de si immenses sacrifices, le peuple qui poussait à l'excès son amour de l'égalité, et sa jalousie de toute distinction, se montra tout à coup fatigué de sa souveraineté ; il demanda un maître ; il consentit à se soumettre au pouvoir d'un seul, pour humilier et punir ceux qui lui paraissaient si grands que les lois de la république ne les atteignaient plus. A cette époque un seigneur français, mais né en Grèce, Gaulthier de Brienne, duc d'Athènes, se trouvait à Florence, où il avait passé pour se rendre de France à Naples. Le duché d'Athènes, demeuré dans sa famille après la conquête de Constantinople, avait été enlevé à son père en 1312 ; il ne lui restait que celui de Lecce, dans le royaume de Naples. Il avait été, en 1326, lieutenant du duc de Calabre à Florence, et il s'y était alors distingué par sa valeur et son habileté. Ce fut pour lui que les Florentins, après leur déroute devant Lucques, prirent un subit enthousiasme. Ils s'écrièrent que jamais tant de revers ne les auraient atteints, si le duc d'Athènes avait été à la tête de leur armée ; et 1er août 1342, ils lui firent déférer, par la seigneurie, le titre de capitaine de justice, et le commandement de leurs soldats.

Le duc d'Athènes était de cette race dégénérée des Francs établis dans le Levant, que l'on désignait dans l'Occident par le nom de *pullani,* pour indiquer leur petite taille, leur faiblesse apparente, et souvent leur lâcheté. A cette conformation physique ils joignaient un amour effréné des plaisirs, la ruse, la perfidie, les habitudes du despotisme, le mépris de la vie, les vices enfin que le commerce avec les Orientaux devait communiquer à des barbares plus disposés à se corrompre qu'à s'élever. Le duc d'Athènes venait d'être nommé président des tribunaux, et commandant des forces d'une république ; c'était plus de pouvoir qu'il ne convenait d'en donner à un tel homme, mais ce n'était pas assez pour son ambition ; il voulait être souverain absolu. Déjà il aspirait à se faire un duché de la Toscane ; il traitait avec les villes sujettes ou alliées des Florentins, pour qu'elles se donnassent à lui, au lieu de demeurer à la république. Avec une rapidité de conception et un talent pour l'intrigue, qu'il semblait avoir acquis en Grèce, il démêla en peu de jours toutes les vues secrètes, toutes les passions jalouses des partis qui se divisaient la république. Il comprit que la haute bourgeoisie, qui avait eu le plus de

part au gouvernement, avait excité aussi contre elle le plus de haine. Elle était l'objet du ressentiment de l'ancienne noblesse, qu'elle avait exclue de tous les emplois ; de la jalousie des petits bourgeois placés immédiatement au-dessous d'elle ; de l'envie et de la colère de la populace, qui se prétendait foulée par les impôts. Le duc d'Athènes n'hésita point à la sacrifier à toutes ces passions : il fit trancher la tête aux uns, il ruina les autres par des amendes. Il fit venir de France et de Naples des gendarmes plus propres encore à l'intrigue qu'aux combats ; il leur ordonna de se répandre parmi le peuple, de l'entraîner dans les tavernes, de l'y tenir dans une ivresse continuelle ; de célébrer en même temps la vaillance et la libéralité du duc d'Athènes ; d'annoncer que, s'il était maître absolu, il ferait vivre tous les plus pauvres dans la joie et dans l'abondance. Après avoir ainsi excité la fermentation du peuple, il le convoqua en parlement, pour le 8 septembre, sur la place publique. Les agitateurs, entraînant la plus basse classe, le proclamèrent seigneur souverain de Florence à vie, forcèrent ensuite le palais public, en chassèrent le gonfalonier et les prieurs, et l'y installèrent.

C'en était fait de la liberté de l'Italie, si le duc d'Athènes eût réussi à s'affermir dans la tyrannie qu'il venait de fonder. Toutes les autres républiques semblaient plongées dans une mortelle léthargie ; le pouvoir d'un seul avait envahi toutes les plus fières, toutes les plus opulentes cités, toutes celles qui, dans les temps antérieurs, avaient montré le plus d'horreur pour le despotisme ; et comme le reste de l'Europe n'était point encore prêt à profiter de l'exemple et des enseignemens que lui avait déjà donnés l'Italie, l'asservissement de Florence, la cessation de toute liberté dans la cité qui donnait l'impulsion à l'esprit d'enquête, à la philosophie, à la politique, à l'éloquence, à la poésie et aux beaux-arts, aurait arrêté, peut-être pour des siècles, la civilisation du monde entier. Gaulthier d'Athènes réunissait toutes les qualités que Machiavel, cent soixante ans plus tard, signalait comme nécessaires au prince qui fonde une tyrannie. Courageux, dissimulé, patient, clairvoyant, perfide, il ne connaissait ni les ménagemens ni la pitié ; il n'était lié par aucune affection ou aucun principe ; aussi rechercha-t-il l'alliance des tyrans gibelins de Romagne et de Lombardie, qu'il avait jusqu'alors combattus, comme vassal du roi Robert. Ceux-ci, de leur côté, s'unirent avec joie au tyran qui les délivrait de l'exemple, contagieux pour leurs sujets, de la

liberté et du bonheur de Florence. Il n'avait plus d'ennemis au dehors, et ses bourreaux le délivraient promptement de ses plus dangereux ennemis au dedans.

Heureusement Florence n'était pas mûre pour la servitude. Dix mois suffirent au duc d'Athènes pour en tirer quatre cent mille florins d'or, qu'il fit passer en France ou à Naples ; mais dix mois suffirent aussi pour détromper tous les partis qui avaient pris confiance en lui, pour les réunir tous dans une haine commune, dans une égale détermination de renverser la tyrannie. Trois conjurations s'ourdirent en même temps à l'insu l'une de l'autre ; bientôt presque tous les citoyens de Florence s'y trouvèrent compris. Le duc d'Athènes, sans les connaître, sut les déjouer à plusieurs reprises, par les précautions tous les jours plus rigoureuses qu'il prenait pour sa sûreté. Sa défiance s'accroissait avec sa tyrannie, et il questionnait par la torture tous ceux sur lesquels s'arrêtaient ses soupçons. C'est ainsi qu'il fut amené à faire saisir Baldinaccio des Adimari, qui était en effet le chef de l'une des conspirations. La fermentation universelle qu'excita cette arrestation fit comprendre au duc qu'il était sur la voie d'une découverte. Il n'éclata pas néanmoins : il demanda des renforts à tous ses alliés ; et seulement, lorsqu'il les sut en chemin, il fit convoquer, pour le 26 juillet, trois cents des citoyens les plus distingués, qu'il déclara vouloir consulter sur les affaires de la république ; l'ordre était donné cependant au palais de les égorger dès qu'il y seraient entrés. Mais de son côté le peuple était prêt. Dans chacun de ces palais massifs de Florence, les citoyens s'étaient silencieusement rassemblés ; ils y arrivaient un à un, sans bruit, inaperçus. Les gendarmes du duc occupaient les rues, où chacun paraissait ne songer qu'à ses affaires ; aucun mouvement, aucun trouble apparent n'annonçait une explosion, lorsque tout à coup le cri *aux armes!* partit de la place du Marché-Vieux, et fut répété jusqu'à la porte Saint-Pierre : à l'instant, de toutes les fenêtres, de tous les toits, les pierres et les tuiles préparées pleuvent sur les gendarmes du duc ; tous les palais s'ouvrent et vomissent des hommes armés qui tendent des chaînes et dressent des barricades : le cri *popolo, popolo, libertà !* retentit d'une extrémité à l'autre de Florence. Bientôt les gendarmes, surpris, dispersés, accablés de pierres, sont désarmés, et les chaînes relevées, les troupes de citoyens se réunissent, et marchent sur le Palais-Vieux, où le duc se défendait avec quatre cents soldats ultra-

montains. Gaulthier aurait pu tenir long-temps dans cette épaisse forteresse s'il y avait eu assez de vivres ; mais la faim le força de recourir à la médiation de l'évêque de Florence. Le 3 août il capitula ; l'évêque le cacha jusqu'au 6, pour le soustraire à la fureur du peuple, et le fit ensuite partir de nuit avec ses gendarmes, auxquels le duc d'Athènes devait leur solde. Arrivé à Venise, il se déroba à ses compagnons d'infortune pour se dispenser de les payer, et, sur un petit bâtiment, il se fit transporter dans le royaume de Naples, où ses trésors avaient été envoyés par avance.

CHAPITRE VII.

Renaissance des lettres. — Révolutions tentées par deux lettrés. — L'Italie ravagée par la peste et par les compagnies d'aventure.— Puissance de la maison Visconti. — Guerre entre les républiques maritimes. — Dangers et fermeté de la république de Florence.

1344--1364.

L'oppression qui pesait sur le reste de l'Europe avait contribué à y entretenir la barbarie; mais c'était moins en rendant difficile, et quelquefois dangereuse, l'acquisition des connaissances, qu'en ôtant tout attrait à l'exercice de l'esprit; la pensée était un sujet de douleur pour ceux qui pouvaient juger l'état de l'espèce humaine, étudier le passé, le comparer au présent, et prévoir ainsi l'avenir. Le danger et la souffrance se présentaient de toutes parts; et les hommes qui, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, se sentaient doués du pouvoir de généraliser leurs idées, ou s'empressaient de l'étouffer pour ne pas aggraver leurs peines, ou le dirigeaient uniquement vers les spéculations les plus éloignées de la vie réelle, vers cette philosophie scolastique où ils déployaient tant d'esprit sans pouvoir atteindre aucun but réel. En Italie, au contraire, la liberté assurait la pleine jouissance de la vie intellectuelle; chacun s'efforçait de développer les facultés qu'il sentait en lui, parce que chacun avait la conscience que plus les yeux de son esprit s'ouvraient, plus il jouissait; chacun destinait les pouvoirs de son âme à un but utile, pratique, positif, parce que chacun se sentait placé dans une société

sur laquelle il pouvait influer, pour son propre bien et celui de ses semblables. Le premier besoin des villes avait été celui de leur défense; aussi l'architecture militaire avait commencé avant tous les autres arts; mais de la pratique de celui-là le passage avait été facile à l'architecture religieuse, qui était alors un besoin de tous les cœurs; à l'architecture civile, qu'encourageait un gouvernement où tout était pour tous. L'étude, la recherche du beau dans ce premier des beaux-arts, avaient ouvert la voie vers tous les autres. Des jouissances de l'imagination par les yeux, en s'était élevé à celles qu'elle admet dans l'intimité de l'âme, et la poésie était née.

De même, dans les sciences, les Italiens avaient commencé par s'attacher à la conservation et à la défense personnelle de l'homme; ils avaient songé à sa santé, et l'école de médecine de Salerne était née la première auprès des républiques de Gaëte, Naples et Amalfi; ils avaient songé aux droits privés et à la propriété de chacun, et l'université de Bologne avait acquis une grande célébrité pour l'enseignement du droit civil et du droit canon, avant qu'aucune autre étude fût suivie avec ardeur. Des droits de chacun, ils avaient passé aux droits de tous, et la politique, comme science, n'existait encore qu'en Italie. Des hommes publics avaient cherché dans l'histoire comment les gouvernemens font le bonheur ou le malheur des nations; et l'étude de l'antiquité fut poursuivie avec ardeur, en même temps que les deux Villani écrivirent l'histoire avec autant de jugement, d'élévation d'âme et de philosophie que l'avait fait Polybe. Dans le même temps, ceux des Français qui, au lieu de s'abrutir, pour avoir moins à souffrir du despotisme, de l'anarchie et de l'invasion anglaise, exerçaient encore leur esprit, se jetaient avec passion dans la théologie scolastique; ils commentaient et développaient avec subtilité des principes qu'ils ne se permettaient pas de juger. Aussi la faculté de Sorbonne, dans l'université de Paris, était-elle reconnue pour la première école de théologie de l'Europe; c'était celle où le plus d'esprit et de profondeur s'unissaient à la foi la plus soumise. En Italie, au contraire, l'esprit, accoutumé à examiner les droits de l'autorité, produisit, dès le temps de Frédéric II, et plus encore après la traduction de l'arabe des livres d'Averrhoès, des penseurs que les prêtres accusèrent, non d'hérésie, mais d'incrédulité ou d'épicuréisme.

La forme populaire du gouvernement aurait dû accoutumer de

bonne heure les Italiens à parler en public: cependant l'exemple des prédicateurs nuisit à leur éloquence; ils voulurent trop tôt faire des discours. Ils crurent ne devoir jamais parler sans commencer par *proposer*, c'est-à-dire prendre un texte de quelque auteur célèbre, sacré ou profane; et cet appui qu'ils cherchaient dans l'autorité d'autrui, les conduisit par degré à mettre la pédanterie à la place du raisonnement. Aussi le quatorzième siècle, qui vit naître en Italie tant de grands hommes, ne nous a laissé aucun modèle pour l'éloquence politique. Les Italiens s'accoutumèrent à exprimer en vers tout ce qui les émouvait fortement : la poésie fut pour eux la langue de la vérité, celle de la persuasion, autant que le langage de l'imagination. La poésie lyrique surtout remplaça pour eux l'éloquence; elle brilla d'un grand éclat dans ce même siècle. Quelques canzoni de Pétrarque expriment les sentimens les plus élevés d'une grande âme italienne. Une foule de poëtes, à cette époque, obéissait aux mêmes inspirations; mais les noms de Pétrarque, né en 1304, et de Boccace, né en 1313, tous deux Florentins d'origine, sont les plus universellement connus. Le second a dû sa réputation à la prose élégante, légère et facile, de ses *Nouvelles,* plus qu'à ses poésies; tous deux n'ont passé à la postérité que par les écrits italiens qu'ils regardaient comme un délassement de leurs travaux, tandis que les ouvrages latins, auxquels ils croyaient attacher leur gloire, sont oubliés.

Au quatozième siècle, en effet, les Italiens retrouvèrent en quelque sorte l'antiquité; ils se sentirent, avec les écrivains de la belle littérature latine, un rapport de pensées, d'expression, de goût, qui leur inspira pour eux l'admiration la plus vive. Pétrarque, et surtout Boccace, firent suivre cette étude de celle de l'antiquité grecque. A la sollicitation de Boccace, la république florentine fonda, en 1360, une chaire pour l'enseignement de la littérature grecque; et ce fut la première de l'Occident. La passion pour l'érudition se ralluma d'un bout à l'autre de l'Italie, avec une ardeur proportionnée à l'épaisse ignorance des siècles qui avaient précédé. On se figura que tout le savoir consistait à connaître et à imiter les anciens maîtres; la plus haute gloire fut attachée à l'érudition classique; et Pétrarque et Boccace, non en raison du mérite que nous leur reconnaissons aujourd'hui, mais comme interprètes et en quelque sorte comme organes sacrés de l'antiquité, jouirent d'une célébrité, d'un crédit, d'une

puissance qu'aucun autre homme, dans le moyen âge, ne parut égaler.

Nous devons aux érudits du quatorzième siècle et à leur école une profonde reconnaissance, car ce sont eux qui ont retrouvé et rendu intelligibles pour nous les chefs-d'œuvre des anciens temps. Il ne restait plus des ouvrages classiques que des débris épars dans toute l'Europe, et sur le point de se perdre; il fallut les recueillir, les corriger, et les expliquer les uns par les autres. Sans le zèle de ces antiquaires, l'expérience des âges passés, les modèles du goût, les chefs-d'œuvre du génie, ne seraient point parvenus jusqu'à nous; et peut-être, sans de tels guides, n'aurions-nous jamais pu nous élever au point où nous sommes arrivés. Mais, d'un autre côté, ils nuisirent à leur propre siècle par la direction exclusive de leurs études vers l'érudition. L'imagination s'éteignit, le génie disparut, la langue même rétrograda; elle fut abandonnée, comme trop vulgaire, pour le latin, par tous ceux qui avaient quelque élévation dans l'esprit : les formes de la pensée des anciens furent adoptées avec celles du langage, et la pédanterie étouffa l'originalité nationale.

Deux de ces savans dans les lettres grecques et latines, deux amis de Pétrarque, qui aimaient la liberté, non comme des Italiens du moyen âge, mais comme des fils de l'ancienne Rome, profitèrent de leur célébrité, et du pouvoir qu'ils exerçaient sur leurs auditeurs, pour tenter de rétablir un gouvernement républicain : Colas de Rienzo à Rome, en 1347; Jacob des Bussolari à Pavie, dix ans plus tard. Le premier, né dans la condition la plus obscure, s'était signalé de bonne heure par ses progrès dans les lettres, par la connaissance qu'il avait acquise des divers écrivains de l'antiquité, des mœurs et des lois de Rome, des monumens, des inscriptions qui ornaient encore la capitale du monde. Il savait mieux que personne les expliquer, et faire jaillir de son explication des traits qui peignaient la grandeur et la gloire de l'ancienne république. Né à Rome, il était Romain passionné. Ce n'était pas la liberté du genre humain, mais la souveraineté romaine qu'il prétendait ramener. Il repoussait avec une indignation profonde les usurpations de deux barbares, l'un Allemand, qui se qualifiait empereur, l'autre Français, qui s'intitulait pontife de Rome. Tous ceux qui s'élevaient à la gloire par l'étude et l'exemple des illustres Romains d'autrefois, lui paraissaient être tenus de travailler à réduire l'Italie et le genre humain lui-même sous la sou-

veraineté de Rome. Pétrarque avait également, pour le nom de Rome, un respect religieux; mais vivant tour à tour à la cour d'Avignon ou à celles des tyrans de Lombardie, il avait bien moins d'élévation dans l'âme ou de vrai enthousiasme que Colas de Rienzo. Ce dernier était susceptible de toutes les émotions que donnent les beaux-arts, et il les employait tous à son tour pour agir sur un peuple facile à émouvoir. Tantôt, au pied de quelqu'un des monumens les plus admirables de l'architecture antique, il en expliquait l'usage à la multitude qui le suivait toujours, il en faisait sentir les beautés, et il en prenait occasion de rappeler les droits de Rome ancienne, qui parlait encore par ces ruines à ses enfans, et dont il montrait le contraste avec la dégradation et la souffrance auxquelles ils étaient réduits; tantôt il interprêtait sur la place publique les inscriptions qu'il découvrait, et il en faisait jaillir des preuves de la domination de Rome sur le monde entier; tantôt il étalait au Capitole des tableaux allégoriques qu'il avait fait composer, et en les expliquant il appelait les Romains à sortir de leur servitude, et à recouvrer ce qu'il appelait emphatiquement *le bon état*. Le pape n'avait jamais exercé une souveraineté réelle dans Rome; cependant l'absence de sa cour, en ruinant le commerce et la bourgeoisie, avait précipité la ville dans une désolante anarchie. La noblesse avait réduit sous sa dépendance le gouvernement, composé d'un sénateur et de treize caporioni; et cette noblesse, à Rome, comme dans le reste de l'Italie, croyait honteux pour elle d'obéir aux lois de la cité. Les Colonna, les Orsini, les Savelli, toujours en guerre les uns avec les autres, garnissaient de leurs satellites tous les lieux forts de Rome, et s'attaquaient, à leur tête, chaque jour dans les rues. Colas de Rienzo avait pour cette noblesse turbulente une haine pour ainsi dire classique, qu'il croyait avoir héritée des Gracques. Il voulut se faire le tribun du peuple pour le délivrer du joug des patriciens. Et en effet, le 20 mai 1347, tandis que les Colonna s'étaient éloignés de Rome avec un petit corps d'armée, il appela le peuple à ressaisir le gouvernement et la garde de la cité; il se fit déclarer tribun; il s'associa dans cette dignité l'évêque d'Orviéto, le vicaire du pape à Rome, ou le dépositaire de son pouvoir spirituel, et il monta avec lui au Capitole. La révolution parut d'abord accomplie; la puissance du nom de Rome, la joie des savans et des lettrés, la haine qu'excitait le brigandage des nobles romains, l'indifférence du pape et son éloignement de Rome, favorisaient ce changement. Dans les premières

semaines il fut reconnu et approuvé par toute l'Italie; mais Colas de Rienzo, quoique éloquent, érudit, poëte, n'était ni un homme d'État ni un homme de guerre. Il ne sut rien faire pour consolider ce *bon état,* qu'il prétendait avoir donné aux Romains; il continua de les occuper d'allégories, de fêtes, de processions, tandis que le peuple lui demandait des choses plus réelles. Il se laissa tourner la tête par la vanité, et il s'entoura d'une pompe ridicule. Bientôt il fut obligé de soutenir la guerre contre les nobles qu'il avait exilés; et quoique plusieurs Colonna eussent péri dans une attaque mal conduite qu'ils avaient tentée contre Rome, Rienzo, en les repoussant, donna des preuves d'incapacité et de manque de courage. Un légat que le pape avait envoyé à Rome pour apaiser cette guerre civile, était gentilhomme français; il embrassa le parti des nobles. Ceux-ci s'emparèrent d'un quartier de la ville; le peuple, vainement appelé par le tocsin, refusa de prendre les armes pour se défendre; et, le 15 décembre 1347, Colas de Rienzo fut obligé d'abandonner le Capitole, et de se retirer au château Saint-Ange. Il alla ensuite chercher un refuge chez l'empereur Charles IV, fils de Jean, roi de Bohême; et celui-ci, en 1352, le livra au pape.

L'année suivante ce pape, qui était Innocent VI, ayant chargé son légat, Egidio Albornoz, de recouvrer l'État ecclésiastique des mains des tyrans qui s'étaient emparés de la souveraineté dans chaque ville, le fit accompagner par Colas de Rienzo, pour qu'il profitât de l'influence que le tribun pouvait conserver dans Rome. Le légat envoya en effet Colas à Rome, au mois de juillet 1354, déclarant en même temps que, par l'autorité du pape, il le nommait sénateur. Colas retrouva dans Rome ses amis; il réveilla passagèrement l'enthousiasme populaire, mais lui-même n'était plus qu'un instrument dans les mains du légat, et il ne dépendait plus de lui de satisfaire les espérances qu'il avait excitées. Bientôt une nouvelle sédition éclata; cette fois le peuple se joignit aux Colonna ses ennemis; son palais fut incendié; et comme il s'en échappait sous un déguisement, on l'arrêta, on l'entraîna auprès du lion de porphyre qui est au bas de l'escalier du Capitole, et on l'y poignarda, le 8 octobre 1354.

Frère Jacob des Bussolari, qui, au mois de mai 1356, rendit aussi une liberté éphémère à Pavie, était, comme Colas de Rienzo, un érudit, un poëte, un ami de Pétrarque, un homme d'une imagination ardente, qui avait emprunté aux anciens son amour de la li-

berté. Mais il était moine de Saint-Augustin, et il avait été envoyé à Pavie, sa patrie, pour y prêcher durant le carême. Cette ville était gouvernée, depuis l'an 1313, par la famille gibeline des Beccaria, qui était appuyée au dehors par les Visconti et les marquis de Monferrat. La guerre ayant éclaté entre ces derniers et les seigneurs de Milan, les Beccaria se déclarèrent contre les Visconti, qui, jusqu'alors, les avaient regardés comme leurs lieutenans. Dans leur colère les Visconti firent assiéger Pavie, et la ville n'aurait pas tardé à succomber, si frère Jacob des Bussolari, par ses éloquentes prédications, n'avait réveillé l'énergie des Pavesans. Il leur prêchait la réforme des mœurs, la foi, la liberté et le courage. En même temps il les animait par son exemple. En descendant de la chaire, le 27 mai 1356, il se mit à leur tête, sortit de la ville, et marcha à l'attaque des redoutes des Milanais; il les prit toutes trois l'une après l'autre, et il força l'armée des Visconti à lever le siége. Mais il n'avait pas moins à cœur de délivrer sa patrie d'une tyrannie domestique que du joug de l'étranger. Comme il prêchait souvent contre les vices et les usurpations des Beccaria, ceux-ci tentèrent de le faire assassiner. Les Pavesans lui formèrent alors une garde; il y eut plusieurs rencontres entre les fidèles armées pour leur pasteur, et les satellites des tyrans. Enfin, frère Jacob des Bussolari intima l'ordre aux Beccaria de sortir de la ville; ils obéirent, mais ils s'allièrent aux Visconti, et la guerre recommença. En 1358 le moine fit raser les palais que les Beccaria conservaient à Pavie. En 1359 les Visconti assiégèrent de nouveau la ville; une cruelle épidémie s'y était manifestée : tous les alliés que Jacob des Bussolari avait conciliés aux Pavesans les avaient successivement abondonnés. Le moine éloquent et courageux vit enfin qu'il fallait céder à la fortune. Au mois d'octobre 1359 il proposa de capituler avec les Visconti; il leur rendit Pavie sous condition que cette ville conserverait ses libertés municipales, que les exilés qu'il avait rappelés pourraient y demeurer, et qu'une amnistie sans exception serait accordée aux citoyens. Il ne stipula rien pour lui-même; et les Visconti, recourant à l'autorité de ses supérieurs ecclésiastiques, le firent enfermer dans la prison de son couvent à Verceil, où il finit misérablement ses jours. Ils annulèrent ensuite la capitulation de Pavie, déclarant que, comme ils étaient vicaires impériaux, ils ne pouvaient être tenus à exécuter ce qu'ils auraient promis de contraire aux droit de l'Empire.

Cet Empire avait passé de Louis de Bavière, mort le 10 octobre 1347, à Charles IV de Bohême, qui lui avait été donné pour compétiteur, par l'influence du pape, le 10 juillet 1346, et qu'on nomma le roi des prêtres; il fut cependant reconnu par tout l'Empire peu après la mort de Louis. Charles IV voulut aussi se faire reconnaître en Italie; il y entra le 14 octobre 1354, mais sans soldats, paraissant plutôt, avec ses chevaliers désarmés, montés sur des chevaux de course, être, dit Villani, un marchand qui se rend à la foire, qu'un empereur. Il fut couronné à Milan, puis à Rome. En chemin il pressura les républiques, qui se crurent obligées de payer à l'Empire une rançon pour leur liberté; il y causa, par ses petites intrigues, beaucoup de trouble et de révolutions; mais en même temps il ravala, aux yeux des Italiens, la majesté impériale par sa cupidité, son manque de dignité et de caractère. Les papes qui se succédaient à Avignon perdaient en même temps le respect des fidèles par leurs mauvaises mœurs, leurs intrigues et leur ambition. A Benoît XII, homme de bonne foi, mais faible et peu habile, avait succédé, en 1342, Clément VI, qui souffla de nouveau le feu de la guerre civile en Allemagne, et qui signala sa politique italienne par de monstrueuses trahisons. A la fin de 1352 celui-ci fut remplacé par Innocent VI, qui forma le projet de recouvrer cet État de l'Église, dont les chartes impériales lui abandonnaient la souveraineté. Il fit choix pour cela du cardinal Albornoz, Espagnol qui s'était déjà distingué dans la guerre contre les Maures. Il ne lui donna que peu d'argent et peu de soldats, mais il comptait avec quelque raison sur la faveur des peuples. Ceux-ci, dans chacune des villes de la Romagne et de la Marche, s'étaient laissés asservir par le plus hardi ou le plus riche de leurs concitoyens. Tous étaient fatigués du joug de ces petits tyrans, et, sans avoir de grands motifs pour se confier au gouvernement de l'Église, ils désiraient un changement d'état. Albornoz, qui avait plus d'intrigue encore que de talent militaire, réussit à mettre aux prises ces tyrans les uns avec les autres, à se faire assister par le parti guelfe de Toscane, et enfin à les déposer ou les asservir tous. Avant qu'il eût terminé ses conquêtes, Innocent VI mourut le 12 septembre 1362, et fut remplacé par Urbain V.

Pendant la même période les rois de Naples avaient déchu davantage encore en considération et en pouvoir. Robert était mort le 19 janvier 1343, à l'âge de quatre-vingts ans. Il avait marié sa petite-

fille Jeanne à son petit-neveu André, fils du roi de Hongrie; celui-ci était fils du fils aîné de Charles II, et il aurait eu plus de droits que Robert lui-même au trône de Naples. Robert, que son neveu regardait comme un usurpateur, avait voulu confondre les droits des deux branches de sa famille, en mariant Jeanne avec André, et les faisant couronner ensemble. Mais ces jeunes gens ne sentirent l'un pour l'autre que haine et que jalousie; André était brutal et demi-sauvage; Jeanne était élégante dans ses manières, mais corrompue. Elle consentit à un assassinat qui la délivra de son mari, le 18 septembre 1345, et deux ans plus tard elle épousa Louis de Tarente, son cousin, qui avait dirigé le fer des meurtriers. La couronne de Hongrie avait passé au frère aîné d'André, Louis, qu'on nomma le Grand. Il traversa l'Italie, et conquit le royaume de Naples en 1348, pour venger son frère. Jeanne, pendant ce temps, s'enfuit en Provence avec son second mari; et pour s'y concilier la faveur du pape, elle lui abandonna la souveraineté d'Avignon. C'était justement l'époque d'une des plus grandes calamités qu'ait éprouvées le genre humain : la peste, apportée du Levant, fit le tour de l'Italie, et ensuite de l'Europe entière; et dans tous les lieux qu'elle visita, elle emporta, en sept ou huit mois, au moins un tiers de la population. On la connaît dans l'histoire sous le nom de *peste de Florence*, parce que, tandis qu'elle moissonnait ailleurs dans l'obscurité des millions de victimes, à Florence, où elle emporta plus de cent mille personnes, une civilisation avancée rendait les pertes plus sensibles ; beaucoup d'hommes distingués succombèrent : plusieurs philosophes l'étudièrent, et un grand écrivain, Boccace, en a laissé une admirable description. La terreur et la désolation que causait dans toute l'Italie un si effroyable fléau, suspendirent les haines politiques et les guerres les plus acharnées. Louis de Hongrie, au milieu de ses succès, se dégoûta de ses campagnes en Italie, où la maladie avait fait disparaître de florissantes armées. Il accorda la paix, en 1351, à Jeanne, qui rentra dans son royaume avec son second mari. Tous deux y régnèrent, longtemps encore, dans le vice et la mollesse, abandonnant tout soin d'administration ou de défense nationale, et laissant au sein de la paix leurs provinces en proie à un brigandage que celles-ci auraient à peine cru devoir redouter pendant la guerre la plus désastreuse.

La cause la plus immédiate de la souffrance du royaume de Naples et de toute l'Italie, fut la formation de ce qu'on nomma les *compagnies d'aventure*. Partout où des tyrans avaient succédé à des gou-

vernemens libres, ils s'étaient empressés de désarmer les citoyens dont ils pouvaient craindre la résistance; et quoique la moindre industrie eût pu aisément remplacer des lances ou des épées, le danger d'être dénoncé, en s'exerçant à les manier, eut bientôt fait renoncer les sujets des princes à toute habitude militaire; les bourgeois mêmes des villes libres ne songeaient plus à se défendre; leurs habitudes de vie avaient affaibli leurs corps, et ils se sentaient dans une infériorité trop décourageante, lorsqu'ils avaient à lutter sans armure contre des cuirassiers à cheval. La cavalerie pesante, composée d'hommes qui avaient fait toute leur vie le métier de soldats, et qui se louaient à qui voulait les payer, faisait désormais tout le nerf des armées. Cette cavalerie était alors presque toute allemande: les empereurs avaient successivement amené en Italie beaucoup de leurs compatriotes, qui passèrent ensuite au service des tyrans; les Visconti et les della Scala avaient fait venir beaucoup d'autres aventuriers du fond de l'Allemagne. Il leur semblait que ces hommes, qui n'entendaient point la langue du pays, qui ne s'y attachaient par aucune affection, et qui n'étaient accessibles à aucune passion politique, devaient être leurs meilleurs défenseurs; ils étaient prêts à obéir aux ordres les plus barbares, et ils ne demandaient pour récompense que les jouissances d'une vie débauchée.

Mais les tyrans lombards s'étaient trompés en croyant que les soldats allemands ne désireraient jamais du pouvoir pour eux-mêmes, et qu'ils n'abuseraient jamais des droits de la force que pour le compte d'autrui. Bientôt ces aventuriers reconnurent qu'il valait mieux faire la guerre et piller les peuples pour leur propre avantage, que d'en partager les profits. Quelques hommes d'un rang élevé, qui avaient servi en Italie comme *condottieri* (capitaines de louage), proposèrent à leurs soldats de les suivre pour faire la guerre à tous les propriétaires, et ne partager leur butin avec aucun maître. Une première compagnie formée par un seigneur italien, au moment où les Visconti et leurs adversaires faisaient la paix et licenciaient leurs troupes, se porta tout à coup sur Milan, dans l'espoir de piller cette grande ville; mais elle fut presque détruite à Parabiago, dans une grande bataille, le 20 février 1339. Un duc allemand, dont on ne connait que le nom de baptême Guarnieri, et le titre qu'il portait inscrit sur sa poitrine, *ennemi de Dieu, de la pitié et de la miséricorde*, forma, en 1343, une autre association, qui se maintint fort long-temps sous

le nom de *la grande compagnie*. Tour à tour elle se mettait au service des princes; et quand ils faisaient la paix, elle recommençait ses ravages pour son propre compte. Le duc Guarnieri et ses successeurs, le comte Lando, Allemand, et frà Moriale, chevalier de Saint-Jean, portèrent leurs dévastations dans toutes les parties de l'Italie, du Montferrat, jusqu'à l'extrémité du royaume de Naples. Pour lever des contributions sur les villes et les villages, ils menaçaient de brûler les maisons et les récoltes, ou bien ils soumettaient leurs prisonniers à d'horribles tortures. Les provinces de la Pouille étaient en particulier abandonnées à leurs brigandages, sans que le roi et la reine de Naples fissent jamais aucun effort pour les en chasser.

La Lombardie ne comptait plus que six princes indépendans : les marquis de Montferrat s'étaient maintenus au couchant; les maisons de la Scala, Carrara, Este et Gonzaga, au levant, dans les villes de Vérone, Padoue, Ferrare et Mantoue; tout le reste avait été usurpé par les Visconti, seigneurs de Milan. Les princes plus faibles formèrent une ligue contre ces derniers, qui les menaçaient à leur tour, et ils prirent à leur service la grande compagnie : celle-ci les trompa, les pilla et leur causa plus de dommage encore qu'à leurs ennemis. Quand la ligue n'eut plus d'argent pour payer ses soldats, la compagnie accepta les offres de la république de Sienne, qui, ayant conçu contre celle de Pérouse une violente jalousie, voulut déchaîner sur elle cette bande de brigands; mais les Florentins ne consentirent jamais à ce qu'elle rentrât en Toscane, où l'on avait précédemment éprouvé ses fureurs. Ayant fermé les passages des Apennins, et mis les montagnards sous les armes, ils firent éprouver aux aventuriers, le 24 juillet 1358, au passage de Scalella, une première déroute, qui les força à se rejeter en Romagne. Le légat Albornoz, pour se délivrer d'hôtes si fâcheux, les fit entrer lui-même, l'année suivante, dans le Pérousin. Jamais la compagnie n'avait été plus brillante ni plus redoutable. Elle leva des contributions sur Pérouse et sur Sienne, mais son ressentiment et sa cupidité l'animaient également contre les Florentins. Elle avait dessein, ou de piller ces riches marchands, qu'elle croyait peu belliqueux, ou de les forcer à se racheter. Le marquis de Montferrat, qui voulait prendre la compagnie à son service, pressait par ses ambassadeurs la république de Florence de faire ce que de plus grands potentats avaient fait, de payer ces brigands pour s'en débarrasser. Il s'offrait pour médiateur et pour garant; il promet-

tait une prompte délivrance, et à bon marché. Mais la république de Florence déclara qu'elle ne se soumettrait jamais à cette bassesse. Elle assembla, sous un chef italien, une armée toute italienne; elle la fit avancer aux frontières, et offrit le combat à la compagnie. Plus elle montra de fermeté, plus les brigands faiblirent. Ils firent le tour des frontières florentines par le Siennois, le Pisan et le Lucquois, les menaçant toujours, et n'osant cependant les franchir. Ils envoyèrent, le 12 juillet 1359, le gage du combat au général florentin, et ils manquèrent ensuite au rendez-vous qu'ils lui avaient donné : ils s'échappèrent enfin de Toscane sans avoir combattu, et ils se séparèrent pour entrer au service de différens princes, humiliés, mais trop accoutumés à cette vie de désordre pour n'être pas empressés de recommencer.

Depuis l'expulsion du duc d'Athènes, la république de Florence fut sans cesse occupée à se mettre en garde contre l'ambition de la maison Visconti, qui tendait à subjuguer toute l'Italie. Azzo Visconti, fils de ce Galéas qui trahit Louis de Bavière, avait racheté, en 1328, la ville de Milan des mains de cet empereur, et il s'était bientôt trouvé seigneur de dix autres villes de Lombardie; mais il mourut inopinément, le 16 août 1339, au milieu de ses prospérités. Comme il ne laissait point d'enfans, son oncle Luchino lui succéda dans la souveraineté; c'était un homme faux, féroce, mais habile, et possédant pour la guerre des talens devenus héréditaires dans la famille Visconti. On le célébrait aussi comme aimant la justice, parce qu'il punissait les malfaiteurs avec une cruauté effrayante, et qu'il maintenait par la terreur une police parfaite dans ses États. Il mourut empoisonné par sa femme, le 23 janvier 1349, et son frère Jean, archevêque de Milan, le remplaça au pouvoir. Quoique celui-ci fût déjà seigneur de seize des plus grandes villes de Lombardie, villes qui, dans le siècle précédent, étaient autant de républiques libres et florissantes, son ambition aspirait à des conquêtes toujours plus étendues, et le 16 octobre 1350 il engagea les seigneurs de Pépoli à lui vendre Bologne. Ces gentilshommes, qui avaient usurpé la tyrannie dans leur patrie, étaient alors aux prises avec le légat Giles Albornoz, qui prétendait que leur cité appartenait au saint-siége. L'archevêque de Milan était déjà traité par le pape en ennemi, et il aima mieux provoquer encore plus sa colère, que de renoncer à une acquisition si importante. Quand Clément VI le somma de venir se justifier à

Avignon, il promit de se rendre à sa cour, mais à la tête de douze mille cavaliers et de six mille fantassins. Le pape, alarmé, lui céda en fief le Bolonais, le 5 mai 1352, moyennant une redevance annuelle de douze mille florins. Florence vit avec terreur la cité qui avait été long-temps sa plus puissante et sa plus fidèle alliée, la cité guelfe, des lettres, du commerce et de la liberté, passer sous le joug d'un tyran, qui en voulait aussi à sa liberté à elle-même, qui l'entourait de ses trames perfides, et faisait alliance contre elle avec tous les petits tyrans de Romagne, avec tous les seigneurs gibelins des Apennins. Elle était en paix avec lui, mais elle savait aussi que les Visconti ne se croyaient liés par aucun traité, et n'observaient aucune des paroles qu'ils avaient données.

Le nombre des cités libres diminuait sans cesse. Pise, quoique libre encore, s'était, par attachement au parti gibelin, alliée avec Visconti. Sienne et Pérouse étaient libres aussi, mais faibles, jalouses, et sans cesse troublées par des dissensions intérieures, et les Florentins ne pouvaient s'appuyer sur elles. Tout à coup l'archevêque de Milan poussa en Toscane, sans déclaration de guerre, à la fin de l'été de 1351, Jean Visconti d'Oleggio, son lieutenant à Bologne, avec une armée formidable. Aucun allié ne restait à la république, qui ne pouvait même compter beaucoup sur les mercenaires qu'elle avait à sa solde. Mais les Florentins, qui montraient peu de bravoure en rase campagne, se défendaient avec obstination derrière des murailles; et la grosse bourgade de Scarpéria dans le Mugello, quoiqu'elle fût si mal fortifiée que les murs de plusieurs de ses maisons lui servaient de murs d'enceinte, et bien qu'elle n'eût pour garnison que deux cents cuirassiers et trois cents fantassins, arrêta soixante et un jours le général milanais, qui se vit enfin obligé, le 16 octobre, de se retirer à Bologne.

Les républiques de Venise et de Gênes semblaient devoir être les alliées naturelles auxquelles les Florentins pourraient recourir pour la défense de la liberté commune. Leurs intérêts étaient les mêmes, et les Visconti étaient bien résolus à ne laisser subsister nulle part des États libres en Italie, de peur qu'ils n'apprissent à leurs sujets qu'on pouvait espérer un meilleur gouvernement que le leur. Malheureusement ces deux républiques, aigries par des querelles de commerce dans le Levant, étaient alors engagées l'une contre l'autre dans une guerre acharnée. Les Génois avaient fortifié Péra, faubourg de Con-

stantinople, où ils étaient les maîtres; ils avaient fortifié Caffa en Crimée, et ces deux colonies égalaient presque la métropole en richesse et en magnificence. A Péra ils avaient pris querelle, en 1348, avec l'empereur Cantacuzène; ils avaient assiégé sa capitale et brûlé sa flotte. Deux ans plus tard ils se brouillèrent, à Caffa, avec les Tartares de Crimée, et ils voulurent interdire à tous les Latins de commercer avec eux à la Tana, aujourd'hui Taganrok. Cette prétention les brouilla avec les Vénitiens, et la guerre s'alluma entre les deux peuples dans les mers du Levant. Les Vénitiens contractèrent alliance avec l'empereur grec, et avec Pierre IV, roi d'Aragon. Des flottes formidables, commandées, l'une par le Génois Paganino Doria, l'autre par le Vénitien Nicolo Pisani, déployèrent, pour lutter à la fois contre l'homme et contre les élémens, un courage et une habileté qu'aucun peuple marin n'ont surpassés. Le 13 février 1352 Paganino Doria, avec soixante-quatre galères, attaqua, dans le détroit du Bosphore, les Vénitiens, les Catalans et les Grecs, qui en avaient ensemble au moins soixante-dix-huit. Une tempête effroyable vint assaillir, dans ces mers étroites, les deux flottes au milieu du combat; une nuit obscure les surprit, tandis que la violence des vents et des courans les mêlait l'une à l'autre. La perte fut prodigieuse des deux parts, mais le matin suivant Pisani reconnut que la sienne ne lui permettait plus de continuer la lutte; il se retira à Candie, et les Grecs firent la paix avec les Génois. Une bataille non moins meurtrière fut livrée l'année suivante, le 29 août 1353, devant la côte de la Loiéra en Sardaigne; mais cette fois Paganino Doria ne commandait plus les Génois; ils furent battus avec une perte immense. Dans leur découragement ils se donnèrent, le 10 octobre 1353, à Jean Visconti, seigneur de Milan. Ce tyran, le plus riche de l'Italie, les ayant aidés à rétablir leur flotte, le commandement en fut donné de nouveau à Paganino Doria, qui attaqua et détruisit la flotte vénitienne, le 3 novembre 1354, dans le golfe de Sapienza en Morée. Les Vénitiens, fatigués de tant d'efforts, firent la paix avec les Génois au mois de mai suivant.

Gênes avait sacrifié sa liberté à son désir de vengeance; car, quoique la république, en déférant la seigneurie à l'archevêque Visconti, lui eût imposé des conditions, elle éprouva bientôt qu'on ne lie point par des sermens un prélat et un tyran. De son côté, Venise fut sur le point de perdre aussi sa liberté à la suite de la même guerre. Il y avait peu de mois que la paix était signée quand Marin Falieri fut donné

pour successeur sur le trône ducal, le 11 septembre 1354, à André Dandolo. Les désordres et les calamités de la guerre avaient relâché les liens sociaux. Les commerçans et les ouvriers employés à la construction des vaisseaux étaient mécontens; les gentilshommes avaient redoublé d'insolence; les lois étaient mal observées. Marin Falieri, qui était vieux et jaloux avec fureur d'une femme fort jeune et fort belle, fut insulté sous le masque, pendant le carnaval, par le président de la quarantie, qu'il croyait amoureux de sa femme. L'offense qu'il avait reçue ne fut point punie avec la sévérité qu'il invoquait. Il prêta l'oreille à des plébéiens, à qui de jeunes gentilshommes avaient fait, dans leurs familles, de plus mortelles injures. Il les excita à une conspiration, dont il consentit à être le chef; mais comme il était prêt à tirer une vengeance terrible du gouvernement de sa patrie, et de tout l'ordre de la noblesse, quelques-uns de ses complices, dénoncés au conseil des Dix, dans la nuit du 15 avril 1355, furent arrêtés et mis à la torture : sur leurs révélations le doge fut arrêté à son tour, et dès le surlendemain il eut la tête tranchée.

La guerre des républiques maritimes avait privé Florence des secours qu'elle aurait pu demander à Venise ou à Gênes, mais en même temps elle avait distrait de ses projets l'archevêque Jean Visconti, en lui faisant diriger ailleurs ses efforts, et elle avait procuré quelque repos à la Toscane. Avant qu'il pût recommencer ses attaques, il mourut le 5 octobre 1354; et ses trois neveux, fils de son frère Étienne, convinrent de lui succéder en commun : l'aîné cependant, qui montrait moins de talent pour le gouvernement que les deux autres, et des vices plus grossiers, fut empoisonné par eux dès l'année suivante. Les deux survivans, Bernabos et Galéas, se partagèrent la Lombardie, en conservant un droit égal sur Milan et sur le gouvernement. Presque en même temps, leur parent Visconti d'Oleggio, qui était leur lieutenant à Bologne, se rendit indépendant dans cette ville ; et les Génois, de leur côté, indignés de voir violer toutes leurs conventions, se soulevèrent le 15 novembre 1356, chassèrent la garnison milanaise, et se remirent en liberté.

L'entrée de l'empereur Charles IV en Toscane fit aussi une diversion favorable aux Florentins, en suspendant les projets que les Visconti formaient contre eux. Cependant elle leur coûta cent mille florins, que la république, par son traité du 12 mars 1355, consentit à payer à Charles pour racheter les droits impériaux, et obtenir qu'il

n'entrât dans aucune partie du territoire florentin. Les républiques de Pise et de Sienne, qui le reçurent dans leurs murs, payèrent plus cher l'hospitalité qu'elles lui accordèrent. Dans toutes deux l'empereur encouragea les mécontens, en les aidant à renverser le gouvernement qui existait. Il espérait par là former de ces villes de petites principautés qu'il donnerait en apanage à son frère le patriarche d'Aquilée; mais après avoir causé la ruine de ses partisans, après avoir ordonné ou permis le supplice d'anciens magistrats qui n'étaient point coupables, les soulèvemens du peuple, dans l'une et l'autre ville, le forcèrent à en sortir sans y conserver aucune autorité. Après qu'il eut quitté l'Italie, les Visconti se trouvèrent engagés dans la guerre à laquelle nous avons déjà fait allusion, contre les marquis de Montferrat et d'Este, les della Scala, Gonzaga et Carrara : le siége de Pavie, les ravages de la grande compagnie, contribuèrent aussi à épuiser leurs ressources. Cependant ils n'abandonnèrent point leurs projets sur la Toscane; et le crédit qu'ils exerçaient dans la république de Pise, comme chefs du parti gibelin, leur paraissait devoir en faciliter l'exécution.

La république de Pise, en perdant sa puissance maritime et ses possessions en Sardaigne, n'avait point renoncé à son caractère belliqueux; c'était encore l'État d'Italie où la bourgeoisie était le plus exercée aux armes, et montrait le plus de bravoure; elle en avait donné la preuve en conquérant, sous les yeux des Florentins, la ville de Lucques, qu'elle possédait toujours. Cependant, depuis la paix du 14 octobre 1342, consentie par le duc d'Athènes, des intérêts de commerce avaient rapproché les deux républiques. Les Florentins ayant obtenu une franchise complète d'impôts dans le port de Pise, y avaient établi leurs comptoirs, et attiré un riche commerce. Le parti démocratique commença dès-lors à dominer dans la république pisane. Dirigé par un riche marchand, François Gambacorta, il s'attachait aux Florentins et à la paix : on le nommait le parti des Bergolini; tandis qu'on nommait Raspanti les grandes familles gibelines attachées aux comtes de la Ghérardesca, qui méprisaient le commerce, et excitaient toujours à la guerre. Les Visconti recherchèrent l'alliance des derniers. Le moment ne leur paraissait pas encore venu de prétendre eux-mêmes à aucune domination en Toscane; il suffisait à leurs vues d'épuiser la république florentine par une guerre qui troublerait son commerce; d'affaiblir l'esprit de liberté et l'énergie

des Pisans, en faisant dominer sur eux l'aristocratie, et de les soumettre, s'il était possible, à une tyrannie domestique, dans l'espoir que, s'ils cessaient d'être libres, ils préféreraient bientôt un grand à un petit prince, et qu'ils ne tarderaient pas à se jeter dans leurs bras. La révolution qu'avait favorisée l'empereur, en rendant, en 1355, le pouvoir aux Raspanti, facilitait l'exécution de ce projet.

En effet, les Raspanti de Pise, à la suggestion des Visconti, commencèrent en 1357 à troubler les Florentins dans la jouissance des franchises que le traité de paix leur assurait à Pise. Les Florentins, devinant les projets du tyran lombard, au lieu de défendre leurs droits par les armes, résolurent de transporter leurs comptoirs à Télamone, port de la Maremme de Sienne; ils se soumettaient ainsi aux dangers d'un climat malsain, et aux inconvéniens de routes plus longues et plus mauvaises. Ils persistèrent cependant jusqu'en 1361 à mépriser les outrages des Pisans, et à rejeter leurs offres de réconciliation. Enfin, l'animosité croissant de part et d'autre, la guerre éclata en 1362. Les Visconti firent alors passer aux Pisans des soldats. Pendant toute cette période, la France avait été ravagée par la guerre entre les Français et les Anglais; et comme les souverains se trouvaient rarement en état de payer leurs troupes, il s'y était formé, ainsi qu'en Italie, des compagnies d'aventure, anglaises, gasconnes, françaises, qui vivaient aux dépens du pays, et le ravageaient avec la dernière cruauté. La paix de Bretigny permit à plusieurs de ces compagnies de passer en Italie; elles y apportèrent avec elles, en 1361, la peste, qui n'exerça guère moins de ravages qu'elle n'avait fait en 1348. La compagnie anglaise, que commandait Jean Hawckwood, aventurier devenu célèbre en Italie, fut envoyée par Bernabos Visconti aux Pisans. Après des succès variés, les deux républiques, épuisées par la peste, par la rapacité et l'indiscipline des aventuriers qu'elles prenaient à leur solde, firent enfin la paix le 17 août 1364. Mais le but des Visconti n'en fut pas moins atteint. Les Pisans ayant épuisé toutes leurs ressources, ne savaient comment payer un dernier terme de trente mille florins qu'ils devaient à leurs soldats; et ils furent réduits à accepter l'offre que leur fit Giovanni Agnello, un de leurs concitoyens, de leur donner cette somme, sous condition d'être nommé doge de Pise. L'argent lui fut secrètement avancé dans ce but par Bernabos Visconti, à qui Agnello avait promis qu'il ne se regarderait jamais à Pise que comme son lieutenant. Ainsi, le champ que ferti-

lisait la liberté se resserrait toujours davantage ; et Florence, menacée sans cesse par les tyrans de Lombardie, ne voyait plus autour d'elle que des peuples qui avaient aliéné leur liberté, et qui paraissaient n'avoir plus de sentimens en commun avec une république.

CHAPITRE VIII.

Les Florentins appellent les villes des États de l'Église à recouvrer leur liberté. — Grand schisme d'Occident. — Guerre de Chiozza. — Insurrections de la populace contre la bourgeoisie. — Conquêtes de J.-Galéas Visconti, duc de Milan ; ses usurpations et sa mort.

1365—1402.

Les chefs de la république florentine ne se dissimulaient pas le danger que courait la liberté en Italie. Ils se voyaient resserrés, bloqués en quelque sorte par des tyrans qui, chaque jour, faisaient des progrès nouveaux. Les deux frères Visconti, maîtres de la Lombardie, disposaient d'immenses richesses, de nombreuses armées : leur ambition était insatiable. Ils s'étaient alliés par des mariages aux deux maisons de France et d'Angleterre ; ils étendaient leurs intrigues dans toute l'Italie, et ils y avaient pris tous les tyrans sous leur protection ; en même temps ils faisaient trembler leurs sujets par d'effroyables cruautés. Ils n'avaient pas eu honte de publier un édit pour faire durer quarante jours le supplice des criminels d'État, édit dans lequel ils détaillaient, jour par jour, le tourment à infliger, le membre à mutiler, avant d'arriver à la peine de mort. D'autre part, ils avaient su mettre de l'ordre dans leurs finances, ils récompensaient richement leurs partisans, ils gageaient des traîtres dans les États ennemis, et faisaient une pension au chef de chaque compagnie d'aventure, sous condition qu'il s'engageât à retourner à leur service au moment où ils le rappelleraient ; tandis que pendant la paix les capitaines de ces compagnies se promenaient avec leurs soldats dans toute l'Italie, qu'ils

ravageaient, épuisaient, et mettaient hors d'état de résister à de nouvelles attaques. Tous les Gibelins, tous les gentilshommes qui, dans les Apennins, avaient conservé leur indépendance, étaient alliés aux Visconti. La marche de ces usurpateurs était lente, mais elle paraissait sûre, et l'on pressentait le moment prochain où la Toscane leur appartiendrait comme la Lombardie, d'autant que Florence n'espérait aucun secours de Venise ou de Gênes. Ces deux républiques maritimes semblaient prendre à tâche de s'isoler de l'Italie, et de placer leur existence tout entière dans les régions éloignées qu'exploitait leur commerce.

Un moment les Italiens libres purent croire que les secours qui leur étaient si nécessaires pour résister aux Visconti, leur arriveraient de France et d'Allemagne. Le pape et l'empereur annonçaient qu'ils voulaient briser le joug d'une contrée sur laquelle ils prétendaient avoir seuls des droits. Urbain V, ému des plaintes de la chrétienté, déclara que son devoir, comme évêque de Rome, était de retourner vivre à Rome. En même temps Charles IV protesta qu'il voulait soustraire son empire romain aux dévastations des compagnies d'aventure, et aux usurpations des tyrans lombards. Urbain V revint en effet en Italie en 1367; la même année une ligue fut conclue entre lui, l'empereur, le roi de Hongrie, les seigneurs de Padoue, Ferrare, Mantoue, et la reine de Naples, contre les Visconti. Mais lorsque Charles IV entra en Italie, le 5 mai 1368, il n'eut rien de plus pressé que de profiter de la crainte qu'il leur avait inspirée, pour se faire donner par eux de grosses sommes d'argent, moyennant lesquelles il leur accorda la paix. Il continua ensuite son voyage au travers de l'Italie, sans autre but que d'y recueillir de l'argent : sa présence y causa cependant quelques changemens favorables à la liberté. Le 7 septembre il lui fut préparé à Lucques une fête, dans laquelle il comptait confirmer, par son investiture, la souveraineté du nouveau doge Jean Agnello, sur Pise et sur Lucques; mais l'estrade sur laquelle celui-ci était monté ayant croulé par terre, il se cassa la cuisse. Les Pisans profitèrent de cet accident pour se remettre en liberté, et l'empereur garda Lucques pour lui. A son passage à Sienne il favorisa une révolution dans le gouvernement qui renversa l'aristocratie dominante; mais lorsqu'à son retour dans cette ville, après une visite de dévotion à Rome, il voulut profiter des troubles pour se faire déférer la seigneurie, une sédition éclata contre lui, le 18 janvier 1369.

Des barricades s'élevèrent de toutes parts; sa garde, séparée de lui, fut désarmée, son palais fut forcé : on n'attenta point à sa personne, mais on le laissa plusieurs heures, seul sur la place publique, s'adressant tour à tour aux troupes armées qui fermaient toutes les rues, et qui n'opposaient à ses instances que le silence et l'immobilité. Il commençait à souffrir de la faim, quand on lui rendit ses équipages, et on le laissa sortir. Il revint à Lucques, ville où il avait déjà vécu, du temps de son père, comme prince royal de Bohême. Les Lucquois lui étaient attachés, et mettaient toute leur espérance en lui, afin de se soustraire, par son secours, au joug étranger, qui depuis 1314 pesait sur eux. Ils se déclarèrent prêts aux plus énormes sacrifices pour recouvrer leur liberté, et en même temps ils lui prodiguèrent tant de témoignages d'amour et de confiance, qu'ils touchèrent son cœur. Par un diplôme du 6 avril 1369, Charles IV déclara qu'il leur rendait la liberté, et qu'il leur concédait divers priviléges. Toutefois, en les quittant, il laissa dans leur ville une garnison allemande, qui ne devait l'évacuer qu'après que les Lucquois auraient racheté leur liberté. Ce ne fut qu'au mois d'avril 1370 que ceux-ci, à l'aide des Florentins et de leurs autres alliés, réussirent à acquitter la somme prodigieuse de 300,000 florins, que leur coûta le rétablissement de leur république. En même temps ils rappelèrent tous les Guelfes exilés, ils contractèrent alliance avec Florence, et ils constituèrent leur seigneurie, composée d'un gonfalonier et de dix anziani, qu'on changeait tous les deux mois.

De son côté Urbain V, arrivé en Italie, essaya d'abord de s'opposer aux usurpations des Visconti, qui venaient de s'emparer de San Miniato en Toscane, et qui se rendaient également plus puissans que lui dans les États de l'Église. Bernabos Visconti était celui des deux frères qui le tourmentait le plus par ses intrigues; Urbain fulmina contre lui une bulle d'excommunication, et lui envoya deux légats pour la lui porter; mais Bernabos força ces légats à manger en sa présence le parchemin sur lequel ces bulles étaient écrites, ainsi que leurs sceaux de plomb et leurs lacets de soie. Urbain, effrayé de la lutte contre des hommes qu'aucun respect religieux ne paraissait contenir, et fatigué de ses revers, voulut retrouver le repos d'Avignon. Il y retourna au mois de septembre 1370, et il y mourut deux mois après. Grégoire XI, qui lui fut donné pour successeur, était un prélat ambitieux, avide, et de mauvaise foi; il se joignit bien aux Florentins pour faire la

guerre aux Visconti, mais les légats qu'il avait chargés de gouverner les États de l'Église, et qui s'y étaient rendus odieux par leur rapacité et leurs mauvaises mœurs, formèrent le projet de s'emparer eux-mêmes de la Toscane, qu'ils avaient promis de défendre. Les Florentins avaient mis à leur disposition toutes leurs troupes, pour porter la guerre en Lombardie. Le cardinal légat qui dirigeait l'armée combinée résidait à Bologne, que l'Église avait rachetée, le 31 mars 1360, des mains de Visconti d'Oleggio. Il signa, au mois de juin 1375, une trêve avec Bernabos Visconti ; et avant que les Florentins eussent pu rappeler leurs soldats, il poussa Jean Hawkwood en Toscane, avec une armée formidable, pour surprendre Florence. Les Florentins, indignés d'une telle déloyauté du parti de l'Église, dont ils avaient toujours été de fidèles alliés, jurèrent de s'en venger sur le siége même de Rome, de réveiller l'ancien esprit de liberté dans toutes les villes qui lui étaient soumises, et d'en chasser les légats français, tyrans plus odieux et plus perfides que n'avaient été même les plus abhorrés d'entre les tyrans italiens. Sans prendre aucune confiance dans Bernabos Visconti, ils s'allièrent avec lui, au mois de juillet 1375, contre les prêtres qui venaient de les tromper sous la foi des sermens. Ils admirent dans la même alliance les républiques de Sienne, de Lucques et de Pise. Ayant formé une commission, qu'on nomma *les huit de la guerre,* pour diriger les affaires militaires, ils rassemblèrent une armée considérable, et ils lui donnèrent un drapeau, sur lequel était écrit en lettres d'or le mot de LIBERTÉ. Cette armée entra dans les États de l'Église, en déclarant que les Florentins ne demandaient rien pour eux-mêmes, que non seulement ils ne feraient pas de conquêtes, mais qu'ils n'accepteraient pas même les peuples qui voudraient se donner à eux ; qu'ils voulaient la liberté pour tous, et qu'ils assisteraient tous les opprimés dans leurs efforts pour la recouvrer. Avec une rapidité prodigieuse l'armée de la liberté porta la révolution dans tous les États de l'Église ; quatre-vingts villes ou bourgades secouèrent en dix jours le joug des légats. La plupart se constituèrent en républiques ; d'autres rappelèrent les familles des anciens princes, auxquelles elles étaient attachées par une affection héréditaire, et qu'Égidio Albornoz avait exilées. Bologne accomplit sa révolution seulement le 20 mars 1376, et cette ancienne république, en recouvrant sa liberté, promit de demeurer fidèle aux Florentins qui la lui avaient rendue. Les légats du pape, hors d'eux-mêmes, dans leur colère, essayèrent

de contenir les peuples par la terreur. Par leur ordre, J. Hawkwood livra Faenza, le 29 mars 1376, à une effroyable exécution militaire : quatre mille personnes furent massacrées dans cette malheureuse ville, toutes les propriétés furent pillées, et presque toutes les femmes violées. Le pape voulant néanmoins, s'il était possible, redoubler de rigueur, fit choix d'un nouveau cardinal légat, Robert de Genève, qu'il envoya en Italie avec la compagnie d'aventure des Bretons, qu'on regardait comme la plus cruelle entre celles qui s'étaient formées au brigandage dans les guerres de France. Celle-ci traita Césène, le 1er février 1377, avec plus de férocité encore : pendant le massacre on entendait le cardinal crier : « Je veux du sang! du sang! tuez-les » tous. » Grégoire XI sentit enfin la nécessité de revenir en Italie pour apaiser la révolte universelle. Il entra dans Rome le 17 janvier 1377, encore que les Florentins, qui avaient envoyé l'étendard de la liberté au sénateur et aux bannerets de Rome, avec lesquels ils avaient fait alliance, s'efforçassent de leur faire sentir le danger que courrait leur liberté s'ils recevaient le pontife dans leurs murs.

Les deux partis étaient cependant fatigués au même degré de la guerre : déjà quelques-uns des peuples affranchis par les Florentins s'étaient détachés de leur ligue. Les Bolonais firent, le 21 août 1377, une paix séparée avec le pape, qui avait reconnu leur république. Bernabos Visconti entretenait auprès de Grégoire de secrets négociateurs, par l'intermédiaire desquels il offrait de sacrifier à l'Église la république de Florence son alliée. Celle-ci fut alors pressée de consentir à ouvrir à Sarzane, dans les premiers jours de l'année 1378, un congrès, dont la présidence serait laissée à Bernabos Visconti, et qui rendrait la paix à l'Italie. Dès que les conférences eurent commencé, les Florentins virent avec plus de colère que de surprise que le tyran lombard, qui avait combattu de concert avec eux, entendait qu'ils payassent, et au pape et à lui, tous les frais de la guerre. La négociation prenait la tournure la plus inquiétante, lorsque tout à coup on reçut la nouvelle que Grégoire XI était mort le 27 mars 1378, et le congrès se sépara sans rien conclure. L'année qui commençait devait amener dans toute l'Italie les révolutions les plus importantes; et au milieu de ces convulsions la paix de Florence avec la cour de Rome, qui s'était affaiblie par le grand schisme d'Occident, ne fut pas difficile à négocier.

En l'année 1305 le saint-siége avait été transporté en France : son

exil hors d'Italie durait depuis soixante-treize ans. Le reste de la chrétienté l'avait considéré comme un scandale, mais les rois de France croyaient tenir ainsi les papes dans leur dépendance ; et les cardinaux français, qui formaient seuls plus des trois quarts du sacré collége, semblaient déterminés à conserver le souverain pontificat dans leur nation. Ils furent contrariés par la mort de Grégoire XI à Rome, car le conclave devait s'assembler dans le lieu où le dernier pontife venait de mourir. Les clameurs des Romains, la manifestation de l'opinion de la chrétienté tout entière, ne furent pas sans influence sur le conclave ; il élut le 8 avril 1378, non un Romain, comme le peuple le demandait, mais pourtant un Italien, qui, ayant long-temps vécu en France, semblait fait pour concilier les préventions des deux partis ; c'était Barthélemy Prignani, archevêque de Bari, qu'on disait fort savant et fort religieux. Les cardinaux n'avaient pas calculé le développement qu'une exaltation inattendue donne à toutes les passions, le degré d'impatience, d'arrogance, d'irritabilité, auquel peut arriver tout à coup, quand il se sent le maître, un homme qui avait toujours paru doux et modeste dans un rang inférieur. Le nouveau pape, qui se fit nommer Urbain VI, se montra en effet, dès les premiers jours, si violent, si despotique, si confiant en lui-même et si méprisant pour les autres, qu'il se brouilla avec ses cardinaux. Ceux-ci l'ayant tous quitté, se réunirent à Fondi, où ils déclarèrent, le 9 août, le saint-siége vacant, prétendant que leur choix, violenté par la terreur que leur avaient inspirée les Romains, était nul. En conséquence, le 20 septembre ils élurent un nouveau pape : ce fut ce Robert, cardinal de Genève, qui avait commandé le massacre de Césène, et qui prit le nom de Clément VII. Il était protégé par la reine Jeanne de Naples, avec laquelle Urbain VI s'était déjà brouillé, et il vint établir sa cour à Naples ; mais une émeute du peuple l'en fit sortir l'année suivante, et le décida de retourner avec ses cardinaux à Avignon. D'autre part Urbain VI, ayant déposé comme schismatiques tous les cardinaux qui l'avaient élu, les remplaça par un nouveau collége plus nombreux. Mais il ne sut pas mieux s'accorder avec eux qu'avec leurs prédécesseurs. Il les accusa de conspirer contre lui, et il en fit mettre plusieurs à la torture, sous ses propres yeux, pendant qu'il disait son bréviaire ; d'autres, par son ordre, furent jetés à la mer dans des sacs. S'étant brouillé avec les Romains et avec le nouveau souverain qu'il avait appelé lui-même à Naples, il promena dans

l'Italie son incapacité et ses fureurs. Il se réfugia enfin à Gênes, où il mourut le 9 novembre 1389. Les cardinaux de son obédience lui donnèrent un successeur, de même que les cardinaux français en donnèrent un à Clément VII, mort le 16 septembre 1394. L'Église se trouva ainsi divisée entre deux papes et deux colléges de cardinaux, qui s'anathématisaient réciproquement. En même temps qu'ils ébranlaient la foi catholique, ils renversaient cette souveraineté temporelle de l'Église que les conquêtes du cardinal Albornoz avaient fondée. Plusieurs des villes affranchies par les Florentins, dans la guerre de la liberté, conservèrent leur administration républicaine; mais le plus grand nombre, surtout dans la Romagne, retomba sous le joug de petits tyrans.

La part que la reine Jeanne de Naples avait prise dans le schisme, en appuyant ce que les orthodoxes nommaient la révolte de Robert de Genève et des cardinaux, réveilla le ressentiment que le roi Louis de Hongrie conservait contre elle, pour le meurtre de son premier mari. Elle en avait depuis épousé successivement trois autres, sans avoir jamais eu d'enfans; et son héritier naturel, le dernier prince de la race du conquérant Charles d'Anjou, était Charles de Durazzo, petit-fils d'un frère de Robert, et cousin du roi de Hongrie, à la cour duquel il était élevé. Le vieux Louis apprenant qu'Urbain VI avait excommunié et déposé Jeanne, chargea Charles de Durazzo de mettre cette sentence à exécution. Il lui confia une armée, avec laquelle le jeune prince traversa l'Italie sans trouver nulle part de résistance. Il entra dans Naples le 16 juillet 1381, et s'y fit proclamer roi sous le nom de Charles III. La reine Jeanne, qui n'avait pu armer personne pour sa défense, fut contrainte de se rendre à lui cinq semaines plus tard. Après l'avoir retenue neuf mois en prison, il la fit étouffer sous un lit de plume. Le vieux Louis de Hongrie survécut peu à cette révolution; il mourut le 11 septembre 1382, laissant pour héritière une fille, à qui Charles de Durazzo disputa bientôt la couronne de Hongrie. L'empereur Charles IV était mort avant lui, à Prague, le 29 novembre 1378, et avait été remplacé par le crapuleux Wenceslas son fils. Vers le même temps, en 1380, la couronne de France avait passé à un enfant, Charles VI, qui depuis devint fou. L'Italie avait peu à craindre de l'étranger; ses dangers naissaient dans son propre sein.

Les deux républiques de Venise et de Gênes se regardaient comme rivales, et en toute occasion elles se trouvaient en opposition l'une à

l'autre. Les Génois, qui faisaient un grand commerce en Chypre, y avaient excité le ressentiment du peuple, qui, en 1372, se souleva dans une fête publique, et massacra tous les Génois qu'il put atteindre. La république vengea l'injure faite à ses citoyens; elle conquit, en 1373, l'île de Chypre; et usant avec modération de sa victoire, elle la rendit en fief à la maison de Lusignan. Les Vénitiens cependant offrirent leur alliance aux Chypriotes; et, en 1378, ils s'unirent à eux pour assiéger les Génois à Famagouste. De leur côté, les Vénitiens ayant eu plusieurs querelles avec le roi Louis de Hongrie, et avec François de Carrare, seigneur de Padoue, avaient toujours trouvé les Génois alliés avec l'un et avec l'autre. Les deux républiques enfin s'étaient attachées aux deux factions opposées qui se disputaient les restes de l'empire de Constantinople arrivé à son dernier déclin. Comme l'animosité mutuelle allait croissant, la flotte génoise et la flotte vénitienne se rencontrèrent, au mois de juillet 1378, devant Antium; elles s'attaquèrent au milieu de la tempête, et les Génois furent battus. Ce fut le premier combat d'une guerre terrible. Les Génois chargèrent Lucien Doria de les venger. Étant entré dans l'Adriatique au mois de mai 1379, il rencontra, le 29, devant Pola, Victor Pisani qui commandait la flotte vénitienne. Lucien fut tué dès le commencement du combat; mais l'acharnement des Génois en redoubla, et la flotte vénitienne fut presque détruite. Le sénat fit jeter en prison Victor Pisani, le plus grand amiral de la république, pour le punir d'un désastre qu'on eût évité en suivant ses conseils; car il avait combattu malgré lui, par l'ordre exprès du sénat. Pierre Doria, qui remplaça Lucien dans le commandement des Génois, vint, le 6 août, attaquer le canal ou port de Chiozza, à vingt-cinq milles au midi de Venise. C'est une des nombreuses ouvertures qui coupent l'*aggere*, ou la longue digue formée par la nature entre la lagune et la mer. En même temps, François de Carrare envoya une flottille de barques padouanes attaquer par derrière les Vénitiens qui défendaient cette ouverture. Le port de Chiozza fut forcé, et le 16 août les Génois s'emparèrent aussi de la ville de Chiozza, bâtie comme Venise dans l'enceinte de la lagune. La flotte génoise ayant pénétré dans cette enceinte, pouvait arriver jusque dans les canaux de Venise. Jamais la république ne s'était vue dans un plus grand danger, jamais elle n'offrit d'acheter la paix par plus d'humiliations, par de plus grands sacrifices. Mais les Génois, le roi de Hongrie et le seigneur de Padoue

repoussèrent toutes ses avances. Pierre Doria déclara qu'avant de faire la paix, il voulait brider de sa main les chevaux de bronze de la place de Saint-Marc, les mêmes qu'on a vus sur la place du Carrousel à Paris. Les Vénitiens, poussés à bout, redoublèrent d'efforts et de patriotisme ; ils tirèrent Victor Pisani de son cachot, pour lui confier le commandement d'une nouvelle flotte ; ils fermèrent leurs canaux par des estacades; et rappelant tous leurs vaisseaux dispersés dans les mers du Levant, ils les mirent sous les ordres d'un autre de leurs grands citoyens, Carlo Zeno. La défense de Venise était toutefois tellement douteuse, que la seigneurie se préparait à se retirer à Candie au premier revers. Mais le 1er janvier 1380, Carlo Zeno parut avec la flotte qu'il avait rassemblée dans le Levant ; et les Vénitiens, au lieu de se laisser assiéger, se proposèrent d'enfermer eux-mêmes, dans la lagune de Chiozza, la flotte génoise qui y était entrée victorieuse. Ils réussirent en effet à fermer d'abord le canal de Chiozza, ensuite tous les autres ports ou canaux qui coupent l'aggère. Chacun de ces succès fut cependant acheté par un combat acharné. Quarante-huit galères, et quatorze mille marins ou soldats génois, se trouvaient enfermés dans Chiozza. Leur patrie ne les y abandonnait pas ; elle envoya dans l'Adriatique une nouvelle flotte pour leur délivrance, en même temps que le seigneur de Padoue fit des efforts inouïs pour ouvrir avec eux une communication. Mais les Vénitiens, tout en resserrant toujours davantage les assiégés, réussirent à éviter la bataille qui leur était sans cesse offerte. Les Génois, reconnaissant enfin qu'ils ne pouvaient sauver leurs galères, construisirent des bateaux avec lesquels ils se flattaient de pouvoir au moins rejoindre la flotte de leurs compatriotes qui les attendait dans la haute mer. Au moment où ces bateaux étaient transportés au rivage, ils furent brûlés par les Vénitiens. Toute autre ressource étant alors enlevée aux Génois, et la faim commençant à les presser, ils furent enfin réduits, le 21 juin 1380, à se rendre à discrétion. Malgré cet immense revers, les Génois ne furent pas abattus. Les Vénitiens, pressés du côté de terre, se virent même obligés d'abandonner Trévise, et de se renfermer de nouveau dans leurs lagunes. Cependant les deux républiques se sentaient également épuisées, et elles finirent par signer, le 8 août 1381, un traité de paix qui les rétablit à peu près dans les rapports où elles se trouvaient avant la guerre. Le traité des Vénitiens avec le roi de Hongrie leur fut plus désavantageux ; ils lui cédèrent toute la Dalmatie ; mais comme ce

roi mourut un an après, ils profitèrent des embarras où se trouva sa fille, pour recouvrer leurs possessions dans cette province.

La même année 1378 fut, pour l'Italie, des plus fécondes en événemens. La discorde, fermentant depuis long-temps à Florence entre la haute bourgeoisie qui administrait la république et la dernière classe du peuple qui réclamait une égalité plus complète, éclata tout à coup. Les formes de la constitution florentine étaient entièrement démocratiques : le peuple était seul souverain : la noblesse et la faction gibeline étaient exclues de toute participation aux magistratures ; mais une grande égalité semblait régner dans tout le reste de la nation, et l'appel des citoyens par le sort, aux premières dignités de l'État, devait la rendre encore plus complète. Cependant, si le gouvernement est institué pour le bien de tous, il s'en faut de beaucoup que tous, en étant investis du pouvoir, puissent indifféremment lui faire atteindre ce bien, objet des efforts communs. L'éducation et le loisir qui permet la réflexion sont deux conditions également nécessaires, pour que le citoyen arrive au complet développement de sa raison, et connaisse ce qui constitue l'avantage de tous, s'il arrive à l'administration de la chose publique. Ceux qui n'ont pas appris à penser, ceux à qui leurs travaux manuels ne laissent pas le temps de réfléchir, ne sauraient entreprendre de conduire leurs compatriotes dans la carrière si difficile du gouvernement. Il y avait à Florence, comme partout, une distinction à faire entre les familles que leur fortune avait mises à portée de développer leurs facultés intellectuelles, et les familles qui devaient, pour vivre, se livrer à un travail mécanique qui rend ces facultés plus obtuses. Cette distinction se prononçait dans la répartition des citoyens entre les corps d'arts et métiers. Il y avait vingt et une de ces corporations. On désignait les sept supérieures par le nom de sept arts majeurs. Dans celles-là seules, on choisissait les magistrats. Les arts majeurs comprenaient des familles qui s'étaient tellement enrichies par le commerce, qu'elles rivalisaient en magnificence avec les princes : on les désignait par le nom nouveau de nobles populaires, *nobili popolani*. C'était parmi eux que s'étaient signalés des hommes qui avaient montré pour l'administration de la république autant de talent que de vertus.

Mais ces grandes familles n'étaient pas demeurées unies ; on les avait vues se partager en deux divisions que dirigèrent d'abord les

Albizzi et les Ricci. Les premiers étaient du nombre de ces familles que la révolution, qui chassa les Gibelins, avait mises, depuis plus d'un siècle, à la tête de la république. Ils se faisaient une religion de maintenir le parti guelfe dans sa pureté, et ils faisaient exécuter à la rigueur la loi d'*admonition*, qui écartait des magistratures tous les descendans d'anciens Gibelins, et, sous ce prétexte, tous les hommes nouveaux : leur faction était donc essentiellement aristocratique. Les Ricci, au contraire, et, avec eux, les Scali, les Strozzi, les Alberti et les Médicis étaient parvenus plus tard à une grande opulence : le nom des Médicis n'avait point été prononcé avant le milieu du siècle, et leurs adversaires profitaient de l'obscurité de leur origine pour prétendre que leurs ancêtres étaient Gibelins. L'intéret des hommes nouveaux les portait à soutenir les opinions démocratiques, et à demander en même temps qu'on mît en oubli la distinction de Guelfes et de Gibelins qui ne se rapportait plus à rien de réel. Les huit de la guerre, qui avaient dirigé avec tant d'habileté et de courage l'attaque des Florentins contre le saint-siége, et qui avaient été conservés trois ans en charge, étaient tous de la faction des Ricci. En armant la république contre l'Église, ils semblaient lui avoir fait adopter tous les principes des Gibelins. Mais lorsque les citoyens, fatigués du poids des impôts, commencèrent à soupirer après la paix, les Albizzi profitèrent de leur dégoût pour faire revivre contre leurs adversaires les accusations de gibelinisme. Ils songèrent même, sous ce prétexte, à les exclure de leur patrie. L'aigreur croissante entre les deux factions fit pressentir qu'elles ne tarderaient pas à en venir aux mains, lorsque Salvestro de Médicis fut appelé par le sort à être gonfalonier au mois de juin 1378. Il proposa une loi pour suspendre les procédures de l'*admonition*, que les Albizzi dirigeaient contre tout son parti. Le collége ou conseil étroit de la seigneurie la rejeta comme trop favorable aux Gibelins. Salvestro de Médicis en appela alors, le 18 juin, au conseil du peuple, et au peuple lui-même. Une indignation violente se manifesta aussitôt contre cette étroite oligarchie, qui, sous prétexte de maintenir dans sa pureté l'ancien parti guelfe, avait frappé d'exclusion tant de noms honorables, avait entretenu des divisions dans une république qui demandait à être unie, et mis en question les droits civiques d'une moitié des Florentins. La loi proposée par Salvestro de Médicis passa dès lors à une grande majorité.

Mais cette première victoire réveilla une discussion plus vive sur

les droits et l'égalité des citoyens, sur les priviléges des nobles populaires, sur les artifices par lesquels ils s'étaient attribué exclusivement les magistratures, sur la prérogative des arts majeurs en opposition avec les arts mineurs, sur la condition servile enfin des nombreux artisans qui devaient marcher sous la bannière des arts majeurs, sans être admis à former eux-mêmes une corporation, ou à jouir d'aucun des avantages attachés à ces associations. Par la loi qu'avait portée Médicis, il pourvoyait seulement à ce qu'on n'exclût plus de nouvelles familles de la magistrature, par le motif que leurs ancêtres étaient Gibelins. Bientôt le peuple demanda que ceux qui avaient été précédemment exclus par l'*admonition* fussent restitués dans tous leurs droits; puis il demanda que les arts mineurs fussent admis à fournir des membres de la magistrature, dans la même proportion que les arts majeurs, enfin que trois nouvelles corporations fussent établies pour admettre les ouvriers teinturiers, tisserands, foulons, et autres employés par les fabricans de lainage : car ces hommes soumis à l'*art de la laine*, sans avoir aucune part à son administration, se regardaient comme privés de tous droits politiques. Ils formaient à Florence une partie très-nombreuse de la population qu'on désignait par le sobriquet de *Ciompi*. La seigneurie était loin de vouloir céder à ces demandes : elle se flatta de contenir le peuple par la terreur; et le 20 juillet elle fit mettre un des chefs des Ciompi à la torture, comme prévenu de complot contre l'État. Ce fut le signal de l'explosion. Les Ciompi et toutes les classes plus pauvres d'artisans prirent les armes. La seigneurie voulut appeler à son secours la milice urbaine; mais celle-ci n'osa pas s'assembler. Le 22 juillet, les Ciompi firent le siége du palais du podestat, et s'en emparèrent; le 23, ils attaquèrent le palais de la seigneurie, et ils s'en rendirent également maîtres. Dans ce moment, un cardeur de laine, nommé Michel de Lando, marchait pieds nus, en veste courte, à la tête du peuple, portant à la main le gonfalon de l'État, qu'il avait enlevé du palais du podestat. Une acclamation partie de la foule qui le suivait le proclama gonfalonier. Dans les trois jours précédens, la populace, maîtresse de la ville, y avait commis beaucoup de désordre et de crimes; mais elle n'eut pas plus tôt donné un nouveau chef à l'État, que celui-ci, avec un courage et une capacité admirables, s'occupa de rétablir l'ordre et la paix. Il régla qu'à l'avenir la magistrature suprême serait composée de trois membres des arts majeurs, trois des arts mi-

neurs, et trois des Ciompi. En même temps il fit cesser le désordre, le pillage et l'incendie; il rendit aux tribunaux leur autorité, à tous les ordres leur sécurité, et il fit voir ainsi combien un gouvernement libre avait répandu d'idées saines et de sentimens élevés, même dans la dernière classe du peuple. Les Ciompi, à la vérité, ne surent pas se soumettre au gouvernement qu'ils avaient eux-mêmes institué; ils s'insurgèrent de nouveau; mais Michel de Lando les attaqua vigoureusement, les vainquit, et en chassa un grand nombre de la ville.

Toutefois le parti populaire est bien près de sa défaite, quand ses chefs les plus modérés se retournent contre les plus ardens pour les comprimer; effrayés des excès condamnables commis par quelques-uns de leurs fauteurs, ils se privent ainsi eux-mêmes de toute vigueur, ils désarment les combattans qui les ont fait vaincre, ils se défient de leurs amis et se livrent à leurs ennemis. Un homme du peuple avait vaincu les partisans de l'anarchie qu'un autre que lui n'aurait pu vaincre : mais aussitôt Florence rougit d'avoir confié tant de pouvoir à un homme du peuple, et dès le prochain tirage de la magistrature, on ne permit point aux trois Ciompi, qui avaient été désignés comme prieurs, de siéger dans la seigneurie; Georgio Scali, Salvestro de Médicis, Benedetto Alberti, furent mis à la tête de la république. C'étaient des adversaires de l'aristocratie, aristocrates eux-mêmes; ils découvrirent un complot des Albizzi leurs anciens rivaux pour opérer une révolution, à l'aide des troupes de Charles III, roi de Naples, qui traversaient alors la Toscane, et ils firent périr sur l'échafaud ces hommes qui avaient long-temps administré la république avec gloire. Malgré la confession des prévenus, le public ne fut point convaincu qu'ils fussent réellement coupables. Bientôt les chefs de la nouvelle administration se divisèrent de nouveau; quelques-uns d'entre eux, se croyant désormais sans rivaux, voulurent abuser du pouvoir avec insolence. Georgio Scali, apprenant qu'une de ses créatures, accusée de faux témoignage, était dans les prisons du capitaine du peuple, qui lui faisait son procès, força le palais de ce juge le 13 janvier 1382, à la tête d'une troupe de gens armés, le livra au pillage, et remit en liberté son prisonnier. Benedetto Alberti, qui avait toujours agi de bonne foi, et dans les principes d'un austère républicanisme, fut indigné de la conduite de ses anciens associés; il appela le peuple à venger l'honneur des tribunaux; il se rapprocha

pour cela des arts majeurs et du parti des Albizzi. Georgio Scali fut mis en jugement et puni du dernier supplice. Mais en même temps l'aristocratie sentit, lorsqu'un de ses adversaires avait péri et que l'autre s'était décrédité en le sacrifiant, qu'elle avait recouvré le pouvoir; la ville se souleva le 21 janvier, au cri de *vive le parti guelfe!* Les nobles, les riches marchands, les Albizzi, et toute la haute bourgeoisie comprise dans les arts majeurs, s'emparèrent de la place publique, et créèrent une *balie*, ou commission suprême, pour réformer l'État. Celle-ci abolit toutes les lois qui avaient été la conséquence de la révolution, ou du tumulte des *Ciompi*; elle exila Michel de Lando, Benedetto Alberti, et tous ceux qui s'étaient signalés pendant toute la durée du soulèvement; enfin elle reconstitua plus solidement qu'elle n'eût encore existé l'aristocratie des *nobili popolani*.

Des révolutions analogues éclataient en même temps dans les autres républiques italiennes. On pouvait démêler le même progrès dans toutes; dans toutes on voyait le parti qui s'était élevé comme démocratique au pouvoir, tourner vers l'aristocratie dès qu'il en était en possession; la génération nouvelle qui arrivait à l'administration prétendait se faire un droit héréditaire des attaques de ses pères contre l'hérédité; dans toutes surgissaient en même temps, des classes tout à fait inférieures, de nouveaux tribuns qui disputaient à la haute bourgeoisie une place que celle-ci avait conquise sur la noblesse. A Gênes, les hommes nouveaux écartèrent du gouvernement les anciennes familles des Doria, des Spinola, des Grimaldi, des Fieschi, et ils se rangèrent, peu après le milieu du siècle, sous les étendards de deux familles plébéiennes, les Adorni qui étaient Guelfes, les Frégosi qui étaient Gibelins. En même temps qu'ils protestaient de leur haine pour l'aristocratie, de leur détermination de ne jamais permettre que le doge fût tiré d'une famille noble, ils se battaient pour les Adorni ou les Frégosi avec le même enthousiasme, avec le même zèle de clientelle que leurs ancêtres l'avaient fait pour les Doria ou les Fieschi. Les guerres civiles ruineuses dans lesquelles la rivalité entre ces familles précipita la république de Gênes, et la crainte que les Visconti ne profitassent de ces troubles pour l'asservir, déterminèrent enfin Antoniotto Adorno, qui était doge en 1396, à faire déférer, le 25 octobre, la seigneurie à Charles VI, roi de France, dans l'espoir que ce monarque éloigné prêterait au gouvernement la force

de son nom, sans avoir ni la puissance, ni le désir d'altérer réellement les libertés de la république.

A Sienne, on avait vu se succéder plusieurs aristocraties roturières. Après que la noblesse eut été exclue de toutes les magistratures publiques, la seigneurie, qui était composée de neuf membres, et renouvelée tous les deux mois, avait trouvé moyen de se réserver à elle-même l'élection de celle qui devait la remplacer : dès lors cette élection n'avait plus roulé qu'entre quatre-vingt-dix familles de riches marchands, qui demeurèrent, de 1283 à 1355, les vrais dominateurs de la république. On appela cette première aristocratie bourgeoise, l'ordre, ou le mont des *neuf*. La jolousie qu'elle excita dans le rang immédiatement inférieur au sien, causa la révolution que l'empereur Charles IV favorisa, lors de son premier passage à Sienne, dans l'espoir de demeurer maître de cette ville. Les *neuf* furent, comme les nobles, exclus de toute participation au gouvernement. On convint de les remplacer par une magistrature populaire de douze membres choisis dans la bourgeoisie. Mais celle-ci ne fut pas plus tôt arrivée au pouvoir qu'elle prétendit garder un juste milieu entre l'aristocratie qu'elle venait d'exclure, et la démagogie dont elle redoutait l'invasion. Un ordre, ou mont des douze, fut formé de ces familles bourgeoises, qui prétendaient n'aspirer qu'à une honnête médiocrité; et cet ordre une fois en possession de la magistrature, ne devint pas moins exclusif que ne l'avait été le précédent. Il devint aussi également odieux; et lorsque Charles IV revint à Sienne pour la seconde fois, en 1368, les douze furent dépouillés du pouvoir, tandis qu'un troisième ordre, qu'on nomma *des réformateurs,* fut formé dans les classes inférieures en richesse et en éducation au mont des neuf et au mont des douze. Cet ordre ne prétendit pas d'abord usurper tout le gouvernement à lui seul; il ne demanda qu'un partage égal avec les deux autres; mais bientôt il montra de l'impatience de ce qu'étant de beaucoup plus nombreux que les ordres supérieurs, il n'avait pas plus d'influence. Ses prétentions occasionnèrent souvent des émeutes et des changemens dans la constitution. Dans le temps où les Ciompi s'étaient emparés du pouvoir à Florence, les réformateurs, qui se regardaient comme à peu près de même condition, firent alliance avec eux; mais, se livrant en aveugles à des passions soudaines, on les accusa souvent de mauvaise foi aussi bien que d'imprudence; ils furent enfin chassés de Sienne le 24 mars 1385, après un combat acharné contre les autres

sections de la bourgeoisie. Quatre mille d'entre eux furent envoyés en exil, et Sienne demeura dès lors affaiblie et ébranlée dans ses principes de liberté.

La terreur dans laquelle la maison Visconti avait tenu Florence et les autres républiques, s'était un peu calmée; Bernabos, qui commençait à devenir vieux, avait partagé les villes de sa domination entre ses nombreux enfans. Son frère Galéas était mort le 4 août 1378, et il avait été remplacé par son fils Jean-Galéas, qu'on nommait le comte de Vertus, parce que ce comté, en Champagne, lui fut donné par Charles V, dont il avait épousé une sœur. Bernabos aurait volontiers dépouillé son neveu de l'héritage paternel pour l'attribuer à ses propres enfans; et Jean-Galéas, qui avait découvert plusieurs complots dirigés contre lui, ne proférait aucune plainte; mais il s'enfermait dans le château de Pavie, où était fixée sa résidence; il en avait doublé les gardes, et il feignait de se croire entouré d'assassins. En même temps, il s'était jeté dans la haute dévotion, et toujours en prières, un rosaire à la main, entouré de religieux; il ne parlait que de cérémonies expiatoires et de pèlerinages. Son oncle le regardait comme un homme pusillanime et indigne de régner. Au commencement de mai 1385, Jean-Galéas fit dire à Bernabos qu'il avait fait vœu de se rendre en pèlerinage à Notre-Dame de Varèse, près du lac Majeur, et qu'il serait charmé de le voir à son passage. En effet, Bernabos vint l'attendre avec ses deux fils à peu de distance de Milan. Jean-Galéas arriva, escorté, suivant sa coutume, d'une garde nombreuse; il paraissait se troubler au moindre bruit qui se faisait autour de lui. En rencontrant son oncle, le 6 mai, il se hâta cependant de descendre de cheval, et vint l'embrasser respectueusement. Mais tandis qu'il le tenait dans ses bras, il dit en allemand à ses gardes, *streike*, frappez; et ceux-ci, se jetant sur Bernabos, le désarmèrent, et l'entraînèrent avec ses deux fils loin de son neveu. Jean-Galéas fit, à plusieurs reprises, empoisonner son oncle dans la prison où on le jeta; mais celui-ci, qui se défiait de tous les alimens qu'on lui offrait, ne succomba à ces tentatives répétées que le 18 décembre 1385.

Toute la Lombardie se soumit sans difficulté à Jean-Galéas. Son oncle n'avait inspiré à personne ni affection ni estime. Le neveu n'avait pas néanmoins plus de droits à de tels sentimens. Sans pitié, sans foi, il joignait à une ambition dévorante, au génie des grandes entreprises, et à une constance inébranlable, une timidité person-

nelle qu'il ne songeait point à cacher. Le moindre mouvement qui excitait sa surprise lui causait des accès nerveux de terreur : aucun prince n'employait tant de soldats à garder son palais, ou ne multipliait autant que lui les précautions de la défiance; il semblait reconnaître qu'il était l'ennemi de tout le monde. Mais les vices de la tyrannie n'avaient pas détruit en lui l'habileté. Il savait faire usage de ses immenses richesses sans les prodiguer; ses finances étaient toujours florissantes; ses villes bien gardées et bien approvisionnées; ses armées bien payées, et tous les capitaines d'aventure répandus dans toute l'Italie recevaient des pensions de lui, prêts à retourner à son service dès qu'il les appelait. Il encourageait les guerriers de la nouvelle école italienne; il savait les distinguer, les récompenser et se les attacher. Depuis le milieu du siècle, beaucoup de jeunes Italiens s'étaient engagés, pour se former aux armes, dans les troupes allemandes, anglaises et françaises, qui inondaient l'Italie, et bientôt ils avaient montré que la vaillance italienne avait l'avantage sur la bravoure brutale des barbares, parce qu'elle était dirigée par la réflexion et l'intelligence d'une nation civilisée, qui savait perfectionner également et ses armes et sa tactique. Un gentilhomme romagnol, Albéric, comte de Barbiano, ancêtre des princes Belgioioso de Milan, forma, sous l'invocation de saint Georges, une compagnie où il ne voulut admettre que des Italiens, et il la mit, en 1378, au service d'Urbain VI. Cette compagnie défit au Pontemolle celle des Bretons attachée à Clément VII, qu'on regardait comme la plus formidable d'entre les troupes étrangères. Dès lors la compagnie de Saint-Georges fut la vraie école de la science militaire en Italie; tous les jeunes gens qui se sentaient du courage, du talent et de l'ambition, y accouraient de toutes parts, et tous les capitaines, qui vingt ans plus tard arrivèrent à une si haute réputation, se firent gloire d'y avoir servi.

Jean-Galéas ne se fut pas plus tôt affermi sur le trône de Milan, qu'il reprit le projet de subjuguer le reste de l'Italie. Les deux principautés des della Scala de Vérone, et des Carrara de Padoue, tentèrent les premières son ambition. La maison della Scala avait produit, au commencement du siècle, de grands capitaines et d'habiles politiques; mais leurs successeurs avaient été de jeunes princes efféminés, vicieux, cruels, qui n'arrivaient presque jamais au pouvoir qu'en se défaisant de leurs frères par le fer ou le poison : la maison de Car-

rara, au contraire, qui se glorifiait d'être attachée au parti guelfe, pouvait passer pour vertueuse, quand on la comparait à celle des autres tyrans italiens. François de Carrara, qui régnait alors, ses fils et son petit-fils, étaient des hommes de cœur, doués d'une grande capacité, et ils avaient su gagner l'affection de leurs sujets. La république de Venise ne pardonnait point à Carrara de s'être allié contre elle aux Génois et au roi de Hongrie. Après la mort de celui-ci, elle engagea Antonio della Scala à marcher sur Padoue, en lui offrant des subsides pour l'aider à faire la conquête de cet État. Carrara fit ce qu'il put pour se réconcilier avec le prince son voisin, qu'il vainquit à plusieurs reprises en 1386, ou pour traiter avec la république, toujours prête à réparer les pertes du seigneur de Vérone. Ne pouvant obtenir la paix, il fut enfin réduit à accepter l'alliance que lui offrait Jean-Galéas Visconti. Celui-ci prit Vérone le 18 octobre 1387; alors, au lieu de remettre à Carrara la ville de Vicence, comme il s'y était engagé, il offrit immédiatement son alliance aux Vénitiens contre Padoue. La république fut assez imprudente pour l'agréer : Padoue, long-temps assiégée, fut livrée à Visconti le 23 novembre 1388, et Trévise peu de jours après; en sorte que les frontières du seigneur de Milan s'étendirent jusqu'au bord des lagunes. Il n'y eut pas plus tôt planté ses drapeaux qu'il menaça Venise, qui lui avait facilité ces conquêtes.

Tout le reste de la Lombardie dépendait du seigneur de Milan. Le marquis de Montferrat était élevé à la cour de Jean-Galéas, qui gouvernait ses États comme tuteur de ce jeune prince. Albert, marquis d'Este, qui succéda, le 26 mars 1388, à son frère dans la souveraineté de Ferrare, au préjudice de son neveu Obizzo, fit trancher la tête à celui-ci, ainsi qu'à sa mère, et livra presque tous ses parens à d'affreux supplices, à la suggestion de Jean-Galéas, qui voulait le rendre odieux au peuple, pour que le seigneur de Ferrare sentît bien qu'il n'avait que lui pour appui. Par une politique non moins horrible, Jean-Galéas dénonça au seigneur de Mantoue sa femme, qui était fille de Bernabos, cousine et belle-sœur de Jean-Galéas : il fabriqua de fausses lettres qui devaient la faire paraître coupable aux yeux de François de Gonzaga son mari. Il les fit cacher dans son appartement, et il indiqua ensuite à Gonzaga le lieu où il les trouverait. Celui-ci, dans un accès de fureur, fit, en 1390, couper la tête à sa femme, et torturer et pendre son secrétaire. Ce ne fut qu'au bout de

plusieurs années qu'il découvrit la vérité. Ainsi tous les princes lombards étaient ou asservis, ou décriés pour les forfaits que Visconti leur avait fait commettre, et par lesquels il les tenait dans sa dépendance. Alors il commença à tourner ses regards vers la Toscane, et dans les années 1388 et 1389, les Florentins furent alarmés, à plusieurs reprises, par ses tentatives pour s'emparer de Sienne, de Pise, de Bologne, de San Miniato, de Cortone et de Pérouse. Aucun de ces projets n'avait encore réussi; mais les Florentins voyaient leur danger s'accroître, et ils savaient bien que si le tyran ne les attaquait pas encore, c'est qu'il les réservait pour être les derniers.

L'arrivée à Florence de François II de Carrara, qui venait offrir à la république ses services et sa haine contre Jean-Galéas, détermina celle-ci à en appeler aux armes. Le seigneur de Milan, en recevant la capitulation de Padoue, avait promis de donner, comme compensation, une autre seigneurie à la maison de Carrara; mais il avait laissé mourir de misère ou empoisonné François I[er] en prison, et il avait tenté de faire assassiner François II dans l'Astésan, où il l'avait relégué; ce ne fut qu'au travers de mille dangers que celui-ci put s'enfuir et conduire sa femme malade en Toscane. François l'y laissa pour passer en Allemagne, où il voulait susciter des ennemis à Jean-Galéas, tandis que les Florentins s'allièrent aux Bolonais contre le seigneur de Milan, et mirent à la tête de leur armée Jean Hawkwood, qui dès lors demeura toujours à leur service. Carrara, secondé par le duc de Bavière, gendre de Bernabos, qu'il voulait venger, rentra dans Padoue le 19 juin 1390 par le lit de la Brenta; il fut accueilli avec enthousiasme par les habitans, qui voyaient en lui moins un maître qu'un concitoyen, et il se remit en possession de l'héritage de ses pères.

Le commerce étendu des Florentins les avait accoutumés à embrasser l'Europe dans leurs négociations; et comme ils consacraient leurs richesses à la défense de leur liberté, ils trouvaient aisément au loin des alliés. Après avoir appelé d'Allemagne, à leur solde, en 1390, le duc de Bavière, qu'ils opposèrent à Jean-Galéas, ils firent venir de France, l'année suivante, le comte d'Armagnac avec une formidable armée; mais les Allemands, comme les Français, éprouvèrent, avec étonnement, qu'ils n'étaient plus de force à se mesurer avec la nouvelle milice italienne, depuis que celle-ci avait créé la science militaire, pour remplacer la routine ordinaire des

ultramontains. Armagnac fut battu et fait prisonnier le 25 juillet 1391, près d'Alexandrie, par Jacques del Verme, et il mourut peu de jours après. Jean Hawkwood, qui, dans l'espoir de se joindre à lui, avait pénétré fort avant dans la Lombardie avec les Florentins, eut bien de la peine à mettre son armée en sûreté, en lui faisant traverser des plaines inondées par l'Adige. Après cette campagne, la république, qui sentait le besoin de se reposer de ses efforts, fit la paix le 28 janvier 1392 avec Jean-Galéas, quoiqu'elle ne pût prendre aucune confiance en lui, et qu'elle sût bien que ce traité ne la mettrait à l'abri ni de ses intrigues, ni de ses trahisons.

En effet, les complots se succédèrent rapidement. Les Florentins comptaient alors sur l'amitié des Pisans, parce que ceux-ci avaient mis à la tête de leur république Pierre Gambacorta, riche marchand, autrefois émigré à Florence, et attaché à la paix et à la liberté. Celui-ci était vieux, et avait pour secrétaire un ami d'enfance, Jacob d'Appiano, aussi âgé que lui. Jean-Galéas trouva pourtant le moyen de séduire ce dernier, et de l'engager à se défaire, le 21 octobre 1392, de Pierre Gambacorta, et de ses enfans. Appiano, secondé par les satellites que lui fournit le duc de Milan, se rendit maître de Pise; mais, après sa mort, son fils ayant peine à s'y maintenir, vendit cette ville à Jean-Galéas en février 1399, en se réservant seulement la principauté de Piombino, qu'il transmit à ses descendans. A Pérouse, Pandolfe Baglioni, chef du parti de la noblesse et des Gibelins, s'était mis, en 1390, sous la protection de Jean-Galéas, qui l'aidait à changer en tyrannie l'autorité limitée qui lui avait été déférée. Il fut assassiné trois ans plus tard; et la république de Pérouse, livrée aux convulsions de factions opposées, fut enfin obligée de se donner à Jean-Galéas le 21 janvier 1400.

Les Allemands voyaient avec jalousie la grandeur croissante de Jean-Galéas, qui leur paraissait anéantir les droits de l'Empire sur l'Italie, et faire tarir la source des tributs qu'ils espéraient toujours se partager. Ils pressèrent l'empereur Wenceslas de déclarer la guerre à Visconti; mais ce monarque, paresseux et débauché, après quelques menaces, fit entendre que, pour de l'argent, il légitimerait volontiers les usurpations de Jean-Galéas; en effet, le 1er mai 1395, il lui accorda, pour le prix de cent mille florins, un diplôme qui l'instituait duc de Milan et comte de Pavie, en comprenant dans son investiture vingt-six villes et leur territoire, jusqu'aux lagunes de Venise. C'é-

taient les mêmes qui, plus de deux siècles auparavant, avaient signé la glorieuse ligue lombarde. D'après la nouvelle bulle impériale, le duché de Milan devait passer à la seule postérité masculine et légitime de Jean-Galéas. Cette concession de Wenceslas causa un grand mécontentement en Allemagne ; ce fut un des griefs de la diète de l'Empire, qui, le 20 août 1400, déposa Wenceslas, et lui donna pour successeur Robert, électeur palatin. Robert conclut un traité de subsides avec la république florentine, ou, pour mieux dire, il se mit à sa solde pour combattre Jean-Galéas : mais, lorsqu'il rencontra, le 21 octobre 1401, non loin de Brescia, les troupes milanaises conduites par Jacob del Verme, il éprouva avec surprise combien la gendarmerie allemande était inférieure à la gendarmerie italienne ; il ne fut sauvé d'une entière défaite que par Jacob de Carrara, qui lui avait amené un corps de cavaliers italiens. Il dut se retirer avec honte en Allemagne, après avoir coûté des sommes prodigieuses aux Florentins. Jean-Galéas poursuivait cependant le cours de ses usurpations ; en 1397, il attaqua en même temps, sans déclaration de guerre, François de Gonzaga à Mantoue et les Florentins. Après avoir ravagé le Mantouan et la Toscane, il consentit à signer, le 11 mai 1398, sous la garantie des Vénitiens, une trève de dix ans, pendant laquelle il ne devait rien tenter contre la Toscane; ce qui ne l'empêcha pas de prendre sous sa protection, en 1399, les comtes de Poppi et les Ubertini dans les Apennins, et d'engager, le 11 novembre de la même année, la république de Sienne à se donner à lui.

La peste s'était déclarée de nouveau en Toscane, et elle ôtait aux États libres toute leur vigueur. Les magistrats, sur la prudence ou le courage desquels ils avaient compté, succombaient tous en peu de jours à la contagion, et laissaient le champ libre aux plus misérables intrigans. C'est ce qui arriva à Lucques, où la maison guelfe des Guinigi comptait un grand nombre d'excellens citoyens qui exerçaient les premières magistratures : ils périrent tous presque en même temps ; et un jeune homme de leur famille, Paul Guinigi, qui n'était distingué ni par le talent ni par le caractère, profita de cette calamité pour s'emparer de la tyrannie, le 14 octobre 1400. Il abjura aussitôt le parti guelfe, dans lequel il avait été élevé, et il se mit sous la protection de Jean-Galéas. A Bologne, les chefs de la république furent également moissonnés par la peste ; et Jean Bentivoglio, qui

prétendait descendre d'un fils naturel de ce roi Hensius, si long-temps prisonnier des Bolonais, profita de l'état de langueur où la république était tombée, pour se faire proclamer seigneur, le 27 février 1401. Il voulut d'abord se ranger sous la protection de Jean-Galéas; mais celui-ci, qui ambitionnait pour lui-même la possession de Bologne, ne voulut pas l'y recevoir; il le fit attaquer l'année suivante. Bentivoglio fut défait à Casalecchio, le 26 juin 1402. Sa capitale fut prise le lendemain par le général milanais; lui-même fut fait prisonnier et massacré deux jours après. Un autre général de Jean-Galéas s'était rendu maître d'Assise, au mois de mai 1400. Gênes, Pérouse, Sienne, Pise, Lucques et Bologne, avaient coup sur coup perdu leur liberté. Les Cancellieri dans les montagnes de Pistoia, les Ubaldini dans celles de Mugello, s'étaient donnés au duc de Milan. Les Florentins, ne pouvant plus communiquer avec la mer au travers des territoires de Sienne, Pise, Lucques ou Bologne, voyaient se dessécher les sources de leur commerce et de leurs richesses; jamais la république ne s'était trouvée dans un péril plus imminent, lorsque la peste, qui avait si cruellement ajouté à ses calamités, vint à son aide. Elle atteignit Jean-Galéas, à Marignano, où il s'était cru à l'abri de toute communication avec les hommes, dans une solitude qu'il croyait complète, et elle l'emporta le 3 septembre 1402.

CHAPITRE IX.

Anarchie dans le duché de Milan. — Les Vénitiens font la conquête de Padoue et de Vérone ; les Florentins celle de Pise. — Florence, tour à tour menacée par Ladislas, roi de Naples, et par Philippe-Marie Visconti, maintient contre eux la balance de l'Italie.

1403—1432.

La renaissance de la liberté, en Italie, avait été signalée par le développement du caractère moral des Italiens, plus encore, s'il est possible, que par celui de leur intelligence. La sympathie qui existe entre les concitoyens, l'habitude de vivre les uns avec les autres, les uns par les autres, de rapporter tout au bien de tous, fait fleurir dans les républiques des vertus dont les pays despotiques ne sauraient présenter même l'image. Celui qui a une patrie conçoit seul le devoir de se sacrifier pour elle ; les artifices cachés de l'intrigue et de la flatterie sont des recommandations auprès d'un maître, on acquiert son amitié en favorisant ses vices, et il récompense à son tour ceux qui le servent aux dépens de la morale, en partageant avec eux son pouvoir ; mais pour plaire au peuple, pour s'élever par le peuple, il faut montrer des vertus et non des vices ; on n'obtient la sympathie de tous que par ce que l'on a en soi de plus honorable ; on ne persuade, on n'entraîne une assemblée populaire que par un appel à ses vertus : même dans ses égaremens il se retrouve toujours quelque chose de la franchise, de la loyauté, de la générosité par lesquelles les hommes sympathisent entre eux ; tandis que s'ils conçoivent la pensée d'une noirceur, c'est un secret qu'ils dérobent avec honte aux regards : il leur serait plus facile de l'exécuter que de l'annoncer et de la recommander au public.

Le tyran agit sur les hommes par la terreur, par la corruption, la vénalité, l'espionnage, l'envie; un gouvernement libre ne saurait les conduire qu'en s'adressant à leurs passions les plus honorables; l'éloquence, pour remuer les masses, doit se faire entendre par l'honneur, la pitié, la justice, le courage de tous. Aussi, lorsque au douzième siècle l'Italie était couverte de républiques, lorsque toutes ses villes combattaient en même temps pour la liberté, elle fut aussi riche en vertus. Cette richesse, la plus précieuse de toutes, alla en diminuant avec le progrès des siècles; elle diminua précisément dans la même proportion que les États libres diminuèrent en nombre. Dès qu'on entrait dans un État libre, on pouvait compter d'y trouver la loyauté dans les négociations et les traités, le zèle pour le bien de tous dans les alliances, le courage et la constance dans l'adversité; une libéralité sans bornes des riches envers les pauvres, dans les grandes calamités; l'empressement de tous ceux qui avaient quelque chose, à consacrer leur fortune au salut de tous; l'énergie enfin du peuple pour réprimer par une force commune toutes les injustices, toutes les violences; et s'il tombait alors dans quelque excès, c'était presque toujours une indignation vertueuse qui l'avait égaré. Au contraire, dès qu'on passait dans les États de quelqu'un des tyrans lombards ou romagnols, on trouvait un gouvernement qui, se sentant hostile à l'opinion publique, ne se soutenait que par le crime et par la perfidie : des espions surveillaient et dénonçaient toute expression de sentimens généreux; ils s'insinuaient dans les familles pour les trahir, ils abusaient des liens sacrés de parenté, de domesticité, de voisinage, pour en faire autant de piéges; ils enseignaient que la prudence d'un sujet c'est de se défier de tous, et de ne pas se mêler des affaires d'autrui. L'assassinat, l'empoisonnement, étaient des moyens communs de gouvernement : chacun des tyrans italiens était souillé du sang de quelqu'un de ses proches; chacun avait à ses gages des meurtriers pour le défaire de ceux qui lui portaient ombrage; chacun ne comptait plus sur une vertu publique qu'il outrageait, maintenant l'ordre par la terreur, et, s'apercevant que la mort n'inspirait plus de crainte, joignait au supplice capital des agonies prolongées dont le spectacle rendait les hommes plus farouches encore.

Mais le champ de la vertu se rétrécissait de siècle en siècle en Italie, et le champ du crime s'élargissait. Le royaume de Naples, dès sa fondation, au douzième siècle, dès l'asservissement des trois répu-

bliques de Naples, Gaëte et Amalfi, s'était montré étranger aux sentimens d'association et de sympathie entre ses habitans, comme au patriotisme des citoyens; il avait été dès lors gouverné par une cour et une noblesse corrompues, qui ne lui présentaient à imiter que des exemples vicieux. Au treizième siècle, la Lombardie avait été à son tour détachée du domaine de la liberté, pendant les convulsions qu'y entretinrent, soit la violence des factions guelfe et gibeline, soit le mépris de la noblesse pour toutes les lois. Chaque république tomba à son tour, à plus d'une reprise, sous le joug d'un tyran, et quelque court que fût son règne, il suffisait pour familiariser les sujets avec l'idée de la violence mise à la place du droit, et avec le succès du crime; en même temps le dévouement des factieux à leur chef, le patriotisme se rapportant aux partis et non à la chose publique, pervertissaient la morale et confondaient les règles du juste et de l'injuste. Ce fut bien pis au quatorzième siècle : le pouvoir avait passé en Lombardie à ceux qui devaient en faire l'usage le plus destructif des vertus publiques. C'était le crime qui y élevait les princes. La perfidie envers les voisins, ou la trahison domestique, marquaient le commencement et la durée de chaque règne. Les tyrans étaient si nombreux, si rapprochés des yeux de tous les citoyens, que leur exemple était toujours présent pour corrompre et pervertir les âmes. Aucun père de famille ne pouvait cacher à ses enfans que le prince auquel ils devaient obéir n'était parvenu au pouvoir qu'en trahissant ses amis ou ses concitoyens, en empoisonnant, en poignardant son oncle ou ses frères.

Les exemples des succès du crime n'étaient pas moins fréquens dans tous les États de l'Église. Chaque ville de la Romagne, de la Marche, du patrimoine de saint Pierre, avait son tyran ; et chaque tyran ne régnait qu'en foulant aux pieds tous les devoirs moraux. Bien plus, Bernabos et Jean-Galéas Visconti avaient, en quelque sorte, tenu école de trahison pour les États de l'Église et la Toscane. Ils étaient sans cesse occupés à favoriser toutes les usurpations, et ils promettaient d'avance leur alliance à quiconque, par un forfait, pourrait étouffer la voix d'un peuple libre, et le faire passer du gouvernement de la morale à celui du crime.

Au commencement du quinzième siècle, toutes ces causes d'immoralité, qui conspiraient en Italie contre les vertus publiques, agirent avec un redoublement de force. Lorsque Jean-Galéas fut

frappé inopinément par la peste, au milieu de sa carrière de succès, il partagea ses États entre ses deux fils, Jean-Marie, alors âgé de treize ans, qu'il déclara duc de Milan, et Philippe-Marie, âgé de douze ans, qui fut comte de Pavie. Mais comme ces princes étaient trop jeunes pour gouverner, il les recommanda aux condottieri qu'il avait à son service, et qu'il fit entrer dans le conseil de régence. C'étaient les capitaines de cette nouvelle milice italienne qui l'avaient si bien servi dans l'accomplissement de ses projets, et auxquels il accordait une grande confiance. L'école, il est vrai, d'Alberic de Barbiano, qui avait formé de braves soldats et de bons généraux, n'avait pu former de même de bons citoyens ou des hommes vertueux; et Jean-Galéas aurait eu besoin, pour protéger ses enfans, de retrouver dans les conseillers qu'il leur laissait les principes qui l'auraient gêné, tandis que ces hommes n'étaient que des serviteurs. Jacob del Verme, Pandolfe Malatesti, Facino Cane, Otto Bon Terzo, et les autres capitaines auxquels il se confia, étaient des soldats d'aventure qui faisaient de la valeur une marchandise, du carnage un métier, du pillage un moyen de fortune; qui, indifférens dans leur choix entre le juste et l'injuste, étaient prêts à combattre pour quiconque voudrait les payer, et à trahir ensuite pour celui qui les paierait le plus. Ils ne se montrèrent pas long-temps gardiens fidèles du dépôt que leur maître leur avait confié. Ils le partageaient avec Catherine, veuve de Jean-Galéas, et avec François Barbavara, qu'on croyait être son amant, et qu'on avait vu commencer sa carrière comme valet de chambre du duc.

Les hommes de guerre dédaignèrent d'obéir à une femme et à un valet. En même temps, les chefs des anciens partis, dans les villes soumises aux Visconti, se soulevèrent avec leurs partisans pour recouvrer la souveraineté qu'avaient exercée leurs pères; les condottieri les combattirent; mais ce fut pour leur propre compte; Facino Cane s'empara de la tyrannie à Alexandrie, Otto Bon Terzo à Parme, Pandolfe Malatesti à Brescia. Au milieu de cette anarchie, la duchesse crut faire preuve d'énergie en se montrant violente et cruelle; elle fit tomber sur l'échafaud, sans jugement, la tête de plusieurs nobles milanais; elle abandonna plusieurs cités aux soldats pour les livrer au pillage; elle ne fit ainsi que redoubler la haine qu'elle inspirait: François Barbavara fut obligé de s'enfuir; elle-même fut jetée en prison, et elle y mourut empoisonnée le 16 octobre 1404. En même temps, tout le reste du duché de Milan fut divisé en autant de sou-

verainetés indépendantes qu'il comptait de villes. Dans les unes, c'étaient les anciens chefs des partis guelfe ou gibelin qui recouvraient le pouvoir ; dans d'autres, les capitaines d'aventure qui s'y trouvaient en garnison ; dans plusieurs, d'audacieux scélérats, tels que Jean de Vignate à Lodi, ou Gabrino Fondolo à Grémone, qui profitaient de l'amitié et de la confiance d'un autre usurpateur pour l'assassiner et s'asseoir à sa place. Jamais encore, dans cette Lombardie si fertile en tyrans, le pouvoir ne s'était souillé par plus de crimes.

Jean-Marie Visconti, qui avait vu se détacher de ses États presque toutes les villes soumises à son père, portait cependant toujours le titre de duc de Milan, tandis que son pouvoir, dans cette ville même, passait d'un ambitieux à l'autre, et fut enfin recueilli par Facino Cane, un des meilleurs généraux de son père. Jean-Marie ne se réservait du pouvoir souverain qu'une indulgence sans bornes pour ses vices. Son libertinage aurait été à peine remarqué ; ce qui le signala, ce fut le plaisir affreux qu'il cherchait dans la cruauté. Passionné pour la chasse, il trouva qu'il ne jouissait point assez des triomphes qu'il remportait sur des animaux muets, parce qu'ils ne se plaignaient pas, et qu'on ne sentait pas assez qu'ils souffraient. Il imagina de chasser aux chiens courans des hommes, au lieu de bêtes fauves, et il se fit livrer tous les criminels que condamnaient les tribunaux, pour prendre contre eux ce barbare plaisir : il fit nourrir ses dogues de chair humaine, afin qu'ils fussent plus ardens à les déchirer ; et, lorsque les victimes lui manquèrent, il dénonça aux tribunaux jusqu'aux crimes auxquels il avait participé, pour faire condamner ses complices ; après quoi ils étaient livrés à son piqueur Squarcia Giramo, chargé de pourvoir aux chasses ducales. Il fut enfin assassiné par des gentilshommes milanais, le 16 mai 1412.

Les sentimens élevés et les vertus qui avaient fait honneur à la nation italienne étaient obscurcis même dans les républiques de Gênes, de Lucques, de Pise, de Sienne, de Pérouse et de Bologne ; ces républiques, dans le cours du quatorzième siècle, avaient toutes succombé plus d'une fois à la tyrannie ; aussi l'exemple des cruautés, des perfidies, et du succès des usurpateurs auxquels elles avaient dû obéir, avait eu sur tous leurs citoyens une influence corruptrice. Venise ne conservait point non plus la vraie vertu italienne : souvent ses citoyens donnaient des exemples d'un dévouement sans bornes à la patrie, d'une soumission sans réserve à ses ordonnances les plus

sévères; mais Venise était une aristocratie étroite et jalouse, qui, selon l'esprit de ce gouvernement, n'avait encouragé comme patriotisme que l'égoïsme national. Les autres peuples n'étaient comptés pour rien par les Vénitiens, qui croyaient faire preuve d'héroïsme en supprimant tous les sentimens humains, en faisant taire tous les devoirs moraux quand il s'agissait de l'avantage de leur république. Venise était administrée par des conseils secrets où la voix du peuple n'était point entendue : sa politique extérieure était dirigée par le conseil des Dix, qui dans ses assemblées mystérieuses ne prenait pour guide que l'intérêt. Les décemvirs osaient sans rougir proposer à des collègues, rassemblés sous serment et animés du même esprit qu'eux, le sacrifice de l'honnête et du juste à l'utile. La vertu italienne s'était donc tout entière réfugiée à Florence. C'était là seulement que tout le peuple délibérait, que tout le peuple s'associait à la paix, à la guerre, ou aux négociations, comme à l'administration, et que rien n'était proposé au public et ne pouvait obtenir l'assentiment de tous, que ce que tous sentaient être juste, honorable et généreux. La république de Florence était toujours prête à exposer son repos et sa fortune pour l'équilibre et l'indépendance de l'Italie, pour la liberté de tous, pour les progrès des lumières et de la civilisation : pendant deux siècles on la vit toujours empressée à se présenter comme le champion de tout ce qu'il y avait de bon et de noble. L'Italie peut à bon droit se glorifier de ce que là où elle était libre elle se montrait constante dans la route de la vertu, tandis qu'elle n'a point à rougir des crimes de ses tyrans. Plusieurs milliers de citoyens avaient toujours contribué par leurs votes à tout ce que Florence avait fait de grand, tandis que cinquante princes, distribués dans cinquante palais, avec le petit nombre de scélérats que le propre du gouvernement tyrannique est de mettre en évidence, suffisaient pour commettre, en dépit de toute la population, tous les crimes qui épouvantaient l'Italie.

Au moment où la mort de Jean-Galéas anéantit, du moins pour un temps, le pouvoir si menaçant des ducs de Milan, les deux républiques qui, seules en Italie, avaient survécu à ses intrigues, et qu'il avait en vain menacées, profitèrent de l'anarchie où la Lombardie était tombée, pour recouvrer leurs forces et s'agrandir par des conquêtes. Venise qui s'était enfermée dans ses lagunes en ressortit pour étendre ses frontières jusqu'au lac de Garda ; et Florence, à qui Jean-

Galéas avait pendant un temps interdit l'approche de la mer, fit la conquête de Pise, dont les ports lui étaient nécessaires pour sauver son commerce et son existence même.

François II de Carrara, rétabli en 1390 dans la souveraineté de Padoue, était demeuré dès lors fidèle au parti guelfe et à l'alliance des Florentins. Il se flatta de pouvoir profiter du bouleversement que la mort de Jean-Galéas causait dans toute la Lombardie, et il invita Guillaume de la Scala à venir le joindre pour recouvrer de concert avec lui les seigneuries de Vérone et de Vicence. Guillaume était fils de cet Antonio, qui, par son alliance avec les Vénitiens, avait causé, quinze ans auparavant, la ruine des Carrara et la sienne propre; mais un malheur commun les réconcilia. Le 7 avril 1404, ils s'emparèrent ensemble de Vérone ; le 21 avril suivant de la Scala mourut, et l'on répandit le bruit que Carrara l'avait empoisonné. En effet, le 17 mai il fit arrêter les deux fils de ce seigneur, et il s'empara de la ville et de la forteresse de Vérone. Dans cet intervalle celle de Vicence s'était déjà donnée d'elle-même aux Vénitiens. Ceux-ci jusqu'alors n'avaient cherché leur grandeur que dans le commerce, la marine et les possessions d'outre-mer; mais le bouleversement auquel toute la Lombardie était livrée fit naître en eux une ambition nouvelle : ils résolurent d'étendre leur domination dans une contrée qui semblait appeler leurs armes. Ils traitèrent avec la duchesse Catherine Visconti, qui renonça à tous les droits que son fils pouvait avoir sur Vérone et Padoue, et ils mirent sur pied une armée de neuf mille gendarmes. Leur immense richesse leur permit de choisir les capitaines les plus distingués et les meilleurs soldats de l'Italie. La république, en les appelant à sa solde, se fit une règle de ne jamais confier à un de ses citoyens le commandement de ses armées, pour n'avoir point à redouter sa puissance et sa gloire, et de ne jamais laisser introduire des soldats dans la ville même de Venise, qui n'avait besoin pour sa défense que de ses lagunes, de ses galères et de ses matelots. Deux sénateurs, désignés par le nom de *procurateurs de Saint-Marc*, furent chargés de suivre dans les camps le général étranger que la seigneurie choisissait, et de le surveiller.

La guerre entre Venise et le seigneur de Padoue fut déclarée le 23 juin 1404. François de Carrara la soutint avec une grande bravoure; mais abandonné, sans alliés, à des forces infiniment supérieures aux siennes, il vit forcer successivement le passage des divers canaux

qui coupaient son territoire, et derrière lesquels il s'était fortifié. Avant la fin de la campagne de 1404, tout le Padouan fut ravagé par l'armée vénitienne, et presque tous ses châteaux forts furent pris. Le 12 juin 1405, cette armée vint assiéger François de Carrara dans sa capitale, en même temps qu'une autre division assiégeait dans Vérone son second fils Jacob de Carrara, et le forçait à capituler le 23 juin. La population des campagnes s'était réfugiée dans Padoue; mais les privations et les souffrances qu'elle y éprouvait firent éclater dans cette ville une maladie contagieuse qui emporta quarante mille victimes. A la tête des survivans, Carrara et son fils aîné continuèrent à combattre avec une valeur obstinée jusqu'à ce que les Vénitiens eussent pénétré dans un de leurs retranchemens. Alors, le 19 novembre 1405, il fallut bien capituler. Carrara se flattait cependant toujours que la république lui accorderait quelque dédommagement pour la principauté qu'elle lui enlevait. Il se rendit à Venise avec son fils aîné, sous la foi du général entre les mains duquel il avait capitulé : à leur arrivée, ils furent jetés dans une prison où ils trouvèrent Jacob de Carrara qui avait été fait prisonnier à Vérone. Le conseil des Dix, mettant en pratique la maxime donnée plus tard par Machiavel, d'anéantir la race des tyrans détrônés, pour détruire avec elle le zèle de leurs partisans, leurs espérances et leurs complots, fit étrangler dans leur prison, le 16 janvier 1406, François de Carrara et ses deux fils; il mit à prix en même temps la tête des plus jeunes princes de cette maison qui lui avaient échappé, et celle de tous les survivans de la maison de la Scala. Aucun d'eux cependant ne tomba sous le poignard des assassins, auxquels Venise promettait une honteuse récompense; mais ils ne recouvrèrent jamais les États de leurs pères.

Les Florentins regardaient François de Carrara comme un des plus fermes champions du parti guelfe en Lombardie; ils faisaient cas de son alliance, mais ils ne se croyaient pas obligés de se jeter pour lui dans une guerre qu'ils l'accusaient d'avoir provoquée par son attaque sur Vérone. D'ailleurs tous leurs efforts étaient alors dirigés contre Pise; ils regardaient la conquête de cette ville comme une condition nécessaire de leur existence, depuis que Jean-Galéas, en asservissant tous les États qui les entouraient, leur avait fait éprouver, par son blocus, le besoin d'assurer leur communication avec la mer. Jean-Galéas avait laissé la seigneurie de Pise à son fils naturel, nommé Gabriel-Marie, qui était venu avec sa mère prendre possession de

cette ville. Celle de Sienne s'étant remise d'elle-même en liberté au mois de mars 1404, était rentrée dans l'alliance des Florentins. Pérouse et Bologne avaient aussi, dès le mois de septembre précédent, secoué le joug des Visconti ; mais elles s'étaient soumises volontairement à l'Église, qui leur avait laissé leur administration républicaine. Les Cancellieri, les comtes Guidi, les Ubertini, et les autres nobles feudataires des Apennins, qui s'étaient mis sous la protection de Jean-Galéas, en avaient été punis par la république, qui les avait ramenés sous son obéissance. Lucques demeurait soumise à Paul Guinigi, qui gouvernait avec modération cette ancienne république, et qui cherchait à se faire oublier de ses voisins. Pise seule en Toscane demeurait ennemie des Florentins; mais comme Gabriel-Marie sentait bien que les Visconti ses frères n'étaient pas alors en état de le défendre, il acheta la protection du maréchal Boucicault, qui représentait le roi de France à Gênes. Boucicault y exerçait seulement les droits limités que la constitution accordait au doge ; mais les Génois étaient plus zélés encore que ce maréchal pour le maintien de l'indépendance de Pise : ils redoutaient la concurrence des Florentins dans leur commerce maritime, s'ils étaient une fois maîtres de Pise, de Livourne et du port Pisan. Boucicault, au contraire, après avoir reçu Gabriel-Marie Visconti sous sa protection, songea bientôt à se faire payer pour l'abandon des devoirs qu'il contractait : il offrit aux Florentins, au mois de juin 1405, de leur vendre Pise pour le prix de quatre cent mille florins, qu'il partagerait avec Gabriel-Marie. Les Pisans, instruits de cette négociation, se soulevèrent le 21 juillet ; ils désarmèrent la garnison de leur tyran, et se rendirent maîtres des portes de la ville; mais ils échouèrent dans leur attaque contre la citadelle. Boucicault cependant, averti du danger que courait l'État qu'il voulait vendre, réduisit ses prétentions; il ne demanda plus aux Florentins que deux cent six mille florins pour la citadelle de Pise et les châteaux qu'il possédait encore dans le territoire pisan. Les Florentins les lui payèrent. Il s'était engagé à partager cette somme avec Gabriel-Marie; mais, pour se dispenser de lui rien donner, il l'accusa d'être entré dans un complot contre le roi de France, et il lui fit couper la tête.

Les Florentins crurent qu'ils détermineraient par une négociation les Pisans à se soumettre à eux, et ils leur proposèrent des conditions avantageuses ; les Pisans, au contraire, qui se regardaient encore

avec orgueil comme la plus ancienne et la plus illustre république de Toscane, et qui avaient conservé mieux que toutes les autres leur valeur guerrière, assiégèrent avec vigueur leur citadelle, et la reprirent le 6 septembre. Alors ils firent demander la paix aux Florentins, en leur offrant le remboursement de l'argent que ceux-ci avaient payé : en même temps, pour faciliter la négociation, ils appelèrent de l'exil Jean Gambacorta, dont la famille avait toujours été favorisée par les Florentins, et ils le nommèrent capitaine du peuple : mais toutes leurs offres furent rejetées ; il fallut recourir aux armes, et les Pisans, non contens de combattre eux-mêmes, sacrifièrent avec empressement leur richesse pour appeler à leur service des condottieri de toutes les parties de l'Italie. La guerre continua plus d'une année. Les Pisans perdirent successivement les châteaux forts de leur territoire ; ils furent ensuite bloqués dans la ville pendant la campagne de 1406, et ils supportèrent avec courage les privations, les maladies, et enfin la famine. Mais le chef qu'ils s'étaient donné, Jean Gambacorta, n'avait point le même héroïsme. Il traita secrètement avec les Florentins, par lesquels il se fit donner cinquante mille florins et le comté de Bagne ; à ce prix il leur ouvrit les portes de Pise, dans la nuit du 8 au 9 novembre 1406. Les Florentins firent ce qu'ils purent pour réconcilier les Pisans au joug qu'ils leur apportaient. Leur armée était précédée dans cette ville affamée par des convois de pain que les soldats distribuaient eux-mêmes à tous ceux qui leur en demandaient. Le commissaire de la république, Gino Capponi, promit non seulement que les vainqueurs observeraient une stricte justice, mais qu'ils accorderaient des priviléges au peuple conquis. Toutes ces avances furent inutiles ; les Pisans étaient trop fiers pour obéir à des rivaux qu'ils avaient si long-temps combattus : presque toutes les familles les plus anciennes ou les plus riches passèrent à Lucques, en Sardaigne et en Sicile. Les jeunes gens s'engagèrent presque tous dans les compagnies d'aventure, pour retrouver dans les camps une indépendance qu'il ne pouvaient plus espérer dans leur patrie ; et Pise, en perdant sa liberté, perdit son commerce, sa population et tous les restes de sa prospérité.

Les Florentins se proposèrent de soulager la misère de Pise, et d'y appeler un grand concours d'étrangers en offrant cette ville à l'Église pour y assembler le concile qui avait pour objet de terminer le grand chisme d'Occident. Ce schisme durait depuis 1378. Pierre

de Luna, Aragonais, un des cardinaux qui l'avaient fait naître, avait remplacé à Avignon Clément VII, mort en 1394. Dans l'autre division de l'Église, la succession des papes avait été plus rapide. Boniface IX, qui succéda en 1389 au turbulent Urbain VI, se montra beaucoup plus homme de guerre qu'homme d'église; il reconquit successivement les États que son prédécesseur avait perdus; il rentra dans Rome, et il y affermit son autorité par des supplices. Innocent VII, qui lui succéda en 1404, était un homme doux et modéré; cependant, comme il abandonna l'autorité à son frère, et que celui-ci voulut aussi régner par la terreur, il révolta les Romains par ses cruautés; le pape fut de nouveau chassé de sa capitale; il mourut en 1406, peu de temps après y être rentré, et le Vénitien Grégoire XII, lui fut donné pour successeur.

Dans l'une et l'autre section de l'Église la prolongation du schisme était considérée comme une honte et un malheur pour la chrétienté : d'une et d'autre part les souverains mettaient un grand zèle pour le supprimer, mais des deux côtés les papes leur opposaient une résistance opiniâtre : élus par les deux colléges de cardinaux sous la condition expresse qu'ils seraient prêts à faire la cession de leurs droits, à abdiquer en même temps que leur compétiteur, ils s'y étaient refusés, ou en avaient retardé le moment par mille artifices. Benoît XIII avait été assiégé dans son palais d'Avignon par les troupes du roi de France pour le contraindre à la cession; mais depuis qu'il s'était déclaré prêt à la faire, son adversaire, Grégoire XII, s'y était refusé. Celui-ci s'était cependant avancé jusqu'à la Spezia, et Grégoire jusqu'à Lucques, pour se réunir en conférence avec les deux colléges; mais l'un et l'autre s'obstinèrent à ne pas faire le dernier pas. Enfin leurs cardinaux impatientés les abandonnèrent à la fin de l'année 1408; ils se réunirent à Livourne, et ce furent eux qui convoquèrent à Pise un concile œcuménique pour le mois de mars 1409. Ce concile, qui réunit des prélats de la plus grande partie de la chrétienté, après d'assez longues discussions, condamna et déposa les deux papes le 5 juin 1409; et le 7 juillet les cardinaux réunis des deux obédiences en nommèrent à leur place un troisième, Alexandre V : mais les papes déposés n'obéirent point à la sentence du concile; tous deux conservèrent un petit troupeau de fidèles, l'un en Aragon, l'autre à Rimini, où Grégoire s'était retiré, et à Naples : en sorte qu'au lieu de deux papes l'Occident en compta trois. Il fallut,

pour achever de terminer le schisme, assembler, le 1er novembre 1414, à Constance, un second concile général, qui força deux papes à abdiquer, et qui déposa le troisième. En même temps l'Église réclamait avec instance une réforme ; pour l'accomplir, un troisième concile fut assemblé à Bâle le 23 juillet 1431, et celui-là commença un nouveau schisme.

Pendant que le siége pontifical était disputé par deux ou trois prétendans, obligés de se défendre, non seulement les uns contre les autres, mais contre leurs propres cardinaux et contre toute la chrétienté, le roi de Naples profita de leur embarras pour s'emparer de presque tout l'État de l'Église. Ce roi était Ladislas, fils de Charles III de Durazzo, auquel il avait succédé en 1386, étant alors âgé de dix ans. Un prince mineur comme Ladislas, Louis II d'Anjou, lui disputait la couronne. La reine Jeanne, lorsqu'elle était pressée par les Hongrois, avait adopté Louis Ier, duc d'Anjou, frère de Charles V, qui était entré en 1382 dans le royaume de Naples, et qui y était mort en 1384 ; il avait laissé un fils Louis II, encore en bas âge, auquel sa mère et ses partisans donnaient le nom de roi de Sicile. La guerre entre ces deux enfans, que dirigeaient leurs mères, ruina le royaume de Naples pendant les dernières années du quatorzième siècle, et lui fit perdre toute influence sur le reste de l'Italie. Ce ne fut qu'en 1399 que Ladislas réussit à chasser les princes d'Anjou du royaume de Naples, et à le soumettre tout entier. Il avait grandi au milieu des guerres civiles, recevant la dure éducation des privations et des dangers, tour à tour compromis ou secondé par les intrigues et la trahison. Il était brave ; il avait bien appris l'art de la guerre, et mieux encore celui de la dissimulation et de la perfidie. Son ambition était sans bornes, et aucune règle morale ne gênait ses passions. Après de courtes tentatives pour conserver la Provence ou acquérir la couronne de Hongrie, auxquelles sa naissance lui donnait des droits, il jugea plus avantageux de tourner tous ses efforts contre les États limitrophes de l'Italie. Il s'empara de Rome au mois d'avril 1408, et bientôt après de Pérouse ; il soumit la plupart des villes de la Marche et du duché de Spoleto ; de là il entra en Toscane, ravagea les campagnes d'Arezzo et celles de Sienne, et s'empara de Cortone.

Les Florentins, lorsqu'ils se virent attaqués par ce prince ambitieux et sans foi, avec lequel ils n'avaient aucun sujet de querelle, résolurent de lui opposer Louis II d'Anjou qu'ils rappelèrent de France

en 1409, et auquel ils offrirent des subsides pour l'aider à regagner la couronne de Naples. En même temps ils s'attachèrent, par une alliance plus intime, à l'un des deux généraux qui attiraient alors sur eux l'attention de toute l'Italie. Parmi les nombreux capitaines qui s'étaient formés à l'école d'Albéric de Barbiano, il y en avait deux qu'on regardait comme l'emportant beaucoup sur tous les autres par les progrès qu'ils avaient fait faire à l'art de la guerre : d'une part, Braccio de Montone, gentilhomme de Perugia, s'était attaché, pour rendre son armée maniable, à augmenter le nombre des officiers, et à les accoutumer à combattre en corps détachés qui se dispersaient et se ralliaient à sa volonté ; Sforza Attendolo d'autre part, paysan de Cottignola, dans la Romagne, qui s'était distingué d'abord par sa prodigieuse force de corps et par sa bravoure, avait bientôt montré des talens égaux pour la tactique ; mais au lieu d'adopter le nouveau système de Braccio, il s'était appliqué à perfectionner l'ancien : il continuait à faire mouvoir par grandes masses son armée, que personne ne conduisait avec plus d'ensemble et d'aplomb ; en même temps, Braccio se signalait par une valeur impétueuse, par une stratégie prompte, décisive et quelquefois hasardeuse ; Sforza, au contraire, se faisait remarquer par la prudence, la constance et le sang-froid. Bientôt tous les soldats aventuriers de l'Italie se partagèrent entre ces deux capitaines qui, à peu près du même âge et ayant fait leurs premières armes ensemble, se trouvaient opposés par une rivalité de gloire et d'intérêt. On donna le nom d'écoles des Bracceschi et des Sforzeschi à leurs deux bandes ; et lorsqu'un État appelait l'un des deux à sa solde, il était presque toujours sûr d'avoir l'autre pour ennemi.

Les Florentins formèrent avec Braccio une alliance intime, et le mirent à la tête de leur armée. Ils lui assurèrent une pension considérable, même pour le temps où il ne serait pas à leur solde, sous condition qu'il reviendrait toujours à eux dès qu'ils l'appelleraient. Louis d'Anjou ne leur rendit que très-peu de service ; comme il faisait la guerre pour eux dans l'État de Rome, il apprit que les Génois s'étaient soulevés contre les Français, le 6 septembre 1409, et les avaient chassés de leurs murs : il craignit alors que ses communications avec la France ne fussent interrompues, et il retourna en Provence. Mais après son départ, Braccio de Montone continua la guerre avec succès contre les Napolitains ; et, le 2 janvier 1410, il se rendit

maître de Rome avec l'armée florentine. La république cependant n'avait pas plus tôt remporté un avantage signalé sur Ladislas, qu'elle lui offrait la paix. Celui-ci s'empressait de l'accepter; il se liait par les traités les plus précis, les sermens les plus solennels, mais à peine les avait-il prêtés qu'il les violait avec effronterie. La guerre ne fut réellement interrompue que pendant le temps nécessaire pour reposer les troupes: chaque année il fallait faire une nouvelle campagne. Deux fois Louis II d'Anjou fut appelé en Italie par les Florentins; il remporta, le 19 mai 1411, à Rona-Secca, une grande victoire sur Ladislas, dont il ne sut pas tirer parti. Il se retira enfin, et laissa Ladislas achever la conquête de l'État ecclésiastique, tandis que Jean XXIII, successeur d'Alexandre V, se débattait pour empêcher la convocation du concile de Constance, qui le déposa. Ladislas, qui devait en partie ses succès aux talens et à la bravoure de Sforza, qui s'était mis à sa solde, faisait chaque année quelque conquête en Toscane; il menaçait de tous les côtés à la fois la république florentine, qui, épuisée par des efforts continus, ne se trouvait plus assez de ressources pour lui résister, et commençait à perdre l'espérance, lorsque le roi de Naples fut atteint, dans son camp, d'une maladie violente et des plus douloureuses, qui fut attribuée à ses débauches; il se fit reporter à Naples en litière, mais il mourut en y arrivant, le 6 août 1414. Sa sœur, Jeanne II, veuve d'un fils du duc d'Autriche, lui succéda. Elle était âgée de quarante-cinq ans, mais, comme son frère, elle se livrait sans retenue au libertinage; elle abandonna le gouvernement de l'État à ses jeunes amans, qui se disputaient le pouvoir par les armes; ils appelèrent à son service, à celui de son second mari, ou des deux princes rivaux qu'elle adopta tour à tour comme ses fils, les deux armées de Sforza et de Braccio; ils causèrent ainsi la ruine du royaume de Naples, et cessèrent de menacer le reste de l'Italie.

Au moment, il est vrai, où Ladislas disparaissait, un nouvel ennemi commençait à causer de l'inquiétude aux Florentins: c'était Philippe-Marie Visconti, frère de Jean-Marie et troisième duc de Milan. Il fut reçu dans cette capitale le 6 juin 1412, quatre jours après le meurtre de son frère. En même temps il épousa la veuve de Facino Cane, le puissant condottieri qui avait tenu Jean-Marie dans la dépendance, et qui était mort le même jour que lui. Par ce mariage si brusque il s'assurait de l'armée de Facino Cane, qui

était effectivement maîtresse de la plus grande partie du Milanais. Avec son aide il entreprit immédiatement de recouvrer le reste de cet État des mains des tyrans qui s'étaient partagé les domaines de son père. Philippe-Marie réunissait, comme Jean-Galéas, une ambition démesurée à une timidité extrême. Il combattit avec résolution dans la première année de son règne, année qui devait décider de son existence comme prince ou comme sujet; mais dès lors, quoiqu'il fît sans cesse la guerre, il ne se montra plus aux armées : même dans ses palais, dans ses jardins il fuyait les regards des hommes; il ne voulut jamais consentir à une entrevue avec l'empereur Sigismond, lorsque celui-ci vint à Milan pour travailler à l'extinction du schisme. On assure qu'ayant le sentiment de son extrême laideur, il ne pouvait supporter l'humiliation d'attirer les regards sur lui. Autant que son père, il eut l'art de distinguer les grands talens et de s'attacher les meilleurs capitaines de l'Italie; mais il montra beaucoup moins que lui de confiance dans ceux qui en auraient été dignes, et bien moins de constance ou d'élévation dans ses projets. Toujours aussi craintif qu'ambitieux, il méditait des attaques contre tous ses voisins; mais il se décourageait au premier revers. Versatile dans sa politique, il n'avait pas plus tôt fait la paix qu'il recommençait la guerre; et il avait à peine contracté une alliance, qu'il recherchait les ennemis de son allié. Il semblait ne s'alarmer pas moins des succès de ses généraux que de ceux de ses ennemis : il était toujours le premier à les arrêter et à les empêcher d'en recueillir les fruits; en sorte que sa conduite tortueuse amenait chaque jour des résultats inattendus. En même temps, sans pitié pour ses sujets, qu'il exposait tour à tour aux vexations de ses soldats et de ceux des ennemis, il eût ruiné la Lombardie, si la fertilité de cette riche province ne s'était pas trouvée plus puissante encore que ses efforts pour l'épuiser.

Dans le combat de Monza, qui lui assura la succession de son frère et qui fut le seul auquel il assista, Philippe-Marie remarqua la valeur brillante de François Carmagnola, soldat de fortune piémontais, auquel il donna un commandement. Celui-ci justifia le choix du duc par les talens les plus distingués pour la guerre, les exploits les plus éclatans et le caractère le plus noble. François Carmagnola fut, au bout de peu d'années, mis à la tête des armées de Philippe-Marie, et, de l'année 1412 à l'année 1422, il attaqua successivement les tyrans qui s'étaient partagé l'héritage de Jean-Galéas, et il réduisit tous

leurs petits États sous la domination du duc de Milan. La république de Gênes elle-même se soumit à lui en 1421, aux mêmes conditions sous lesquelles elle s'était soumise auparavant au roi de France : elle se réserva ses libertés, et elle n'accorda au lieutenant du duc, qui fut le même François Carmagnola, que les prérogatives qui, par la constitution, étaient réservées au doge.

Dès que Philippe-Marie eut achevé la conquête de la Lombardie, il reprit les projets de son père, pour subjuguer également la Romagne et la Toscane. Il renoua les alliances que Jean-Galéas avait contractées avec les tyrans gibelins de la première province ; il recommença ses intrigues contre la république de Florence, et il les combina avec celles qu'il entretenait en même temps dans le royaume de Naples. Jeanne, qui avait renvoyé en France son second mari, Jacques, comte de la Marche, et qui n'avait point d'enfans, avait adopté en 1420, à la persuasion d'un de ses amans, Alphonse-le-Magnanime, roi d'Aragon et de Sicile, auquel elle consigna quelques-uns des châteaux de Naples ; puis en 1423 elle révoqua cette adoption pour y substituer celle de Louis III d'Anjou, fils de Louis II. Le premier se mit à la tête de l'ancien parti angevin, et dans leurs guerres civiles les deux grands capitaines, Sforza et Braccio, opposés l'un à l'autre, acquirent de nouveaux titres de gloire. Le duc de Milan fit alliance avec Jeanne II et Louis III d'Anjou. et Sforza, nommé connétable du royaume, fut leur général. Les Florentins demeurèrent attachés à Braccio, qu'Alphonse ava t nommé gouverneur des Abruzzes, et qui en même temps s'était emparé de la seigneurie de Pérouse sa patrie : il avait trouvé dans les Pérousins des dispositions belliqueuses ; en les associant à sa gloire, il les faisait profiter des richesses que lui valait le métier des armes ; déjà il avait subjugué plusieurs petits États voisins, et il paraissait s'occuper d'établir dans cette province une principauté militaire, que les Florentins acceptaient comme alliée pour défendre de concert l'indépendance de la Toscane. Mais Sforza et Braccio périrent, lorsque l'Italie attendait avec anxiété les résultats de la lutte qui allait recommencer entre eux. Sforza se noya le 4 janvier 1424, au passage du fleuve Pescara ; Braccio fut blessé mortellement à la bataille de l'Aquila, le 12 juin de la même année. François, fils du premier, recueillit l'armée de son père, et soutint le nom de Sforza auquel il devait ajouter une nouvelle illustration. Le fils de Braccio perdit au contraire la souve-

raineté de Perouse, qui se remit en liberté le 29 juillet ; et les débris de l'armée, formée par ce grand capitaine, se réunirent sous le commandement de Nicolas Piccinino, son plus habile lieutenant.

Ce fut le moment que choisit le duc Philippe-Marie pour pousser ses armées en Romagne, et attaquer avec vigueur les Florentins auxquels il avait reconnu le droit de protéger cette province. Ceux-ci, pris au dépourvu, et n'ayant point à la tète de leurs troupes des généraux expérimentés, éprouvèrent, du 6 septembre 1423 au 17 octobre 1425, six défaites successives, en combattant dans la Romagne ou la Ligurie les troupes du duc de Milan. Ils rassemblèrent sans se laisser décourager, leur armée pour la septième fois ; et le patriotisme de leurs riches marchands put suppléer à la pénurie de leur trésor. Mais en même temps ils envoyèrent leurs hommes les plus distingués en ambassade à Venise, pour représenter à cette république, que si elle ne se joignait pas à eux pendant qu'ils étaient encore debout, c'en serait fait de la liberté italienne. Lorenzo Kidolfi, l'un des dix de la guerre, qui avait été député à la seigneurie de Venise, en voyant combien elle avait peine à se résoudre, s'écria : « Nous » reconnaissons que nous avons eu tort de ne pas nous opposer quand » il était temps à Philippe-Marie, car par nos lenteurs nous l'avons » fait duc de Milan et maître de Gênes ; mais vous, en nous sacrifiant, » vous allez le faire roi d'Italie ; et à notre tour, s'il faut nous sou- » mettre à lui, nous le ferons empereur. » Un illustre fugitif, qui arriva vers le même temps à Venise, François Carmagnola, acheva de décider cette république en lui faisant connaître les projets que le duc de Milan avait formés pour la subjuguer. François Carmagnola excitait la jalousie du duc de Milan par la gloire que lui avaient acquise les victoires remportées à son service, et par le crédit qu'il exerçait sur ses soldats. Il avait été disgracié sans que le duc assignât aucune cause pour le priver des ses emplois ; il était revenu à la cour, mais jamais il n'avait pu obtenir la permission de voir son maître ; il était alors passé en Piémont sa patrie ; aussitôt sa femme et ses filles avaient été arrêtées et ses biens séquestrés ; enfin, s'étant rendu par l'Allemagne à Venise, on y avait surpris des émissaires du duc qui cherchaient à l'empoisonner. Le doge, François Foscari, qui désirait illustrer son règne par des conquêtes, engagea le sénat de Venise à s'opposer à l'ambition du duc de Milan. Une alliance fut formée entre Florence et Venise ; le marquis de Ferrare, le seigneur de

Mantoue, les Siennois, le duc Amédée VIII de Savoie, et le roi Alphonse de Naples, s'y associèrent successivement. Cette ligue déclara la guerre, le 27 janvier 1426, au duc de Milan, et Carmagnola fut chargé d'assembler une armée de seize mille cuirassiers et huit mille fantassins, dans l'État de Mantoue.

La fortune de la guerre, dans la campagne de 1426, suivit Carmagnola ; il fut aussi heureux contre le duc de Milan qu'il l'avait été à son service, et il lui enleva la ville et toute la province de Brescia. Le duc, par un traité du 30 décembre, abandonna cette conquête aux Vénitiens : mais il employa l'hiver à rassembler ses forces, et dès le commencement du printemps il recommença la guerre. Il avait fait équiper sur le Pô une puissante flotte, avec laquelle il croyait pouvoir se rendre maître des deux États de Mantoue et de Ferrare, alliés des deux républiques. Cette flotte, attaquée près de Crémone par les Vénitiens, le 21 mai 1427, fut brûlée après un combat acharné. Le duc de Milan avait mis à la tête de ses armées Nicolas Piccinino, l'élève de Braccio, qui lui avait amené l'élite des soldats Bracceschi : celui-ci attaqua, le 12 juillet, Carmagnola, à Casal-Secco ; mais la chaleur était excessive, et la poudre du terrain desséché s'élevait si fort sous les pieds des chevaux, que les deux armées, perdues dans une obscurité aussi épaisse que celle de la nuit, ne pouvant plus se reconnaître ni donner ou recevoir des signaux, furent obligées de se séparer, sans que l'une ou l'autre pût s'attribuer l'avantage. Une troisième bataille fut livrée le 11 octobre 1427 à Macalo, au milieu d'un marais. Carmagnola y défit complétement l'armée milanaise, que commandait Charles Malatesti, et où l'on voyait réunis François Sforza, Nicolas Piccinino, et les capitaines les plus illustres de l'Italie. Mais par une générosité imprudente, Carmagnola rendit la liberté à tous ses prisonniers, et il provoqua ainsi le ressentiment des procurateurs de Saint-Marc qui l'accompagnaient. Une nouvelle paix, signée le 18 août 1428, suspendit encore les hostilités, sans réconcilier les parties, ou leur inspirer aucune confiance. Les Florentins voulurent profiter de cet intervalle de repos pour attaquer Paul Guinigi, le seigneur de Lucques, dont l'alliance avec le duc de Milan les avait irrités, et qui avait ensuite été abandonné par le duc. Les Lucquois saisirent cette circonstance pour se révolter contre leur seigneur, au mois de septembre 1430, le déposer, et l'envoyer prisonnier à Milan. Les Florentins furent ensuite chassés de l'État de Lucques par Nicolas

Piccinino, qui les défit sur les bords du Serchio, le 2 décembre suivant; et la guerre générale recommença.

Dans cette dernière campagne la fortune abandonna Carmagnola. Il se laissa surprendre à Soncino, où il était avec son avant-garde, le 17 mai 1431, par François Sforza, et seize cents de ses cavaliers furent faits prisonniers. Il rejoignit cependant son armée qui était encore brillante, et le 23 mai il s'approcha du Pô, pour seconder une flotte vénitienne qui voulait tenter l'attaque de Crémone; mais cette flotte, acculée par celle des Milanais contre la rive opposée, fut brûlée en sa présence, sans qu'il fût à portée de la secourir. Quelque désir qu'il eût de réparer ces échecs, il ne put pendant le reste de l'été rejoindre son ennemi; une épizootie terrible s'était répandue parmi les chevaux dans toute l'Italie, sa cavalerie en fut démontée, et comme le sort des batailles dépendait alors uniquement de la gendarmerie, cette calamité le réduisit à une complète inaction.

Le sénat de Venise, qui s'était fait la règle de ne défendre la république qu'avec des armes étrangères, de ne jamais appeler ses citoyens sous les drapeaux, soit comme généraux, soit comme soldats, y avait joint celle de contenir, par une rigueur extrême, ces aventuriers étrangers dont il formait ses armées, et de ne supposer aucune vertu à des hommes qui trafiquaient de leur sang. Il se défiait d'eux, il les croyait toujours enclins à la trahison ; et s'ils étaient malheureux, ne fussent-ils coupables que d'imprudence, il les en rendait responsables, il voulait que ses condottieri fussent bien avertis qu'ils ne perdraient pas les armées de la république, sans perdre aussi la vie. Il joignait cependant à cette rigueur la perfidie et le mystère propres aux aristocraties. Décidé à punir Carmagnola de ses derniers revers, il commença par le tromper en le comblant de marques de déférence et de confiance. Il l'invita, au mois d'avril 1432, à venir à Venise, pour arrêter, avec la seigneurie, le plan de la campagne qui allait commencer. Les sénateurs les plus distingués allèrent au devant de lui, et le conduisirent en pompe au palais du doge. Carmagnola, introduit dans le sénat, fut assis à la place d'honneur ; on l'invita à parler, et on applaudit à ses discours. Le jour baissait cependant, on n'avait point encore apporté les flambeaux, et le général ne distinguait déjà plus les physionomies de ceux qui l'entouraient, lorsque tout à coup les sbires s'élancèrent sur lui, le chargèrent de fers, et l'entraînèrent dans la prison du palais. Le lendemain, il y fut appliqué à une

torture cruelle, rendue plus douloureuse encore par les blessures qu'il avait reçues au service de la république. Les accusations formées contre lui, et ses réponses aux interrogatoires, furent ensevelies dans le profond secret dont le sénat de Venise couvrait tous ses actes; mais, le 5 mai 1432, François Carmagnola, vingt jours après son arrestation, fut conduit entre les deux colonnes de la place de Saint-Marc, avec un bâillon dans la bouche, pour l'empêcher de protester de son innocence; et il y eut la tête tranchée en présence d'un peuple frémissant que le sénat de Venise ne voulait gouverner que par la terreur.

CHAPITRE X.

Côme de Médicis chef de la république de Florence. — Mort du dernier Visconti. —Efforts des Milanais pour recouvrer leur liberté; ils sont asservis par François Sforza. — Conjuration d'Étienne Porcari à Rome.

1431—1454.

La fermentation parmi les classes inférieures du peuple, qui avait été marquée à Florence par le triomphe momentané des Ciompi, s'était calmée. Les hommes auxquels un travail journalier était nécessaire pour leur subsistance, les artisans, les manufacturiers avaient renoncé à parvenir eux-mêmes aux premiers emplois de la république. Ils sentaient que l'égalité politique n'excluait point une certaine subordination ; ils reconnaissaient la puissance des capitaux qui les faisaient vivre, celle de l'intelligence qui trouvait des débouchés pour les produits de leur industrie, et ils étaient disposés à obéir aux riches marchands qui les employaient. Accoutumés par les habitudes de la vie privée à se confier dans les lumières de ces chefs, pour les intérêts qui leur importaient le plus, et qui occupaient le plus constamment leur pensée, ils les regardaient comme plus capables encore de décider des questions politiques sur lesquelles le peuple se passionne quelquefois, mais ne réfléchit guère. C'est de loin en loin seulement, que la société, même dans les États les plus libres, est remuée tout entière par des idées abstraites, qui font souvent une impression d'autant plus forte qu'on en comprend moins la portée : l'expérience vient ensuite détromper d'une attente exagérée et déraisonnable. Ainsi des notions fausses sur l'égalité firent d'abord demander aux Florentins que cha-

vanche, les Florentins devaient à la nature de leur gouvernement un degré d'énergie, d'activité et d'intelligence qui les mettait en état de réparer beaucoup plus vite leurs pertes. Les Florentins avaient dans leur ville des manufactures renommées par tout l'Occident, surtout celle des étoffes de laine, qui occupait plus de bras que toutes les autres, celle des étoffes de soie, et celle des brocarts d'or. En même temps, leurs négocians étaient les plus grands capitalistes de l'Europe; leurs comptoirs étaient répandus dans toutes les places de commerce du monde, et leurs fonds souvent mis, à gros intérêts, au service de tous les princes. Les campagnes florentines étaient enrichies par l'agriculture la plus industrieuse, celle de toutes qui concentrait, sur un espace donné, le plus de travaux et le plus de capitaux. Les citoyens, soumis eux-mêmes à des impôts onéreux, avaient toujours traité leurs sujets des campagnes avec plus de ménagemens, et surtout cherché à maintenir entre eux une équitable égalité dans la répartition des impositions. C'est dans ce but qu'en 1429 ils inventèrent le *cadastre,* ou recensement et description de tous les fonds, avec estimation de leur valeur, pour servir de base à des impositions toujours proportionnelles. Les sujets des Florentins auraient dû se trouver au moins aussi heureux que ceux des Vénitiens, mais le souvenir de la liberté et de l'indépendance était plus récent dans leur mémoire : aussi Pise, Pistoia, Arezzo, Volterra, et même des villes et des bourgades moins importantes, firent, à plusieurs reprises, des efforts pour recouvrer leur liberté; aucune ne pouvait encore se résigner à demeurer sujette. Dans la même enceinte de la Toscane, Lucques, qui ne perdit plus sa liberté depuis l'expulsion de Paul Guinigi jusqu'à nos jours, et Sienne, qui se maintint libre jusqu'en 1555, semblaient inviter les autres villes à se gouverner aussi en républiques indépendantes. Dans l'une et l'autre cependant, la fermentation démocratique qui avait agité tous les États libres, durant la dernière moitié du quatorzième siècle, s'était apaisée, et le gouvernement était retourné aux mains de ceux qui s'étaient rendus propres à l'exercer par leur éducation et leurs lumières.

A Florence, le parti démocratique, dirigé par les Alberti, les Ricci et les Médicis, avait été écarté du pouvoir, en 1381, par une conséquence de l'abus que les Ciompi leurs associés avaient fait de leur victoire; dès lors les Albizzi, leurs rivaux, gouvernèrent la république pendant cinquante-trois ans, de 1381 à 1434, avec un bonheur et un

éclat jusqu'alors sans exemple. Jamais le triomphe d'une faction aristocratique ne mérita une place plus brillante dans l'histoire. Celle-ci sut se maintenir par l'ascendant de ses talens et de ses vertus, sans restreindre jamais les droits du reste des citoyens, sans abuser d'une prépondérance qui était toute dans l'opinion. Ce fut l'époque la plus prospère de la république; celle durant laquelle son opulence acquit les plus grands développemens; celle où les arts, les sciences, la littérature, adoptèrent Florence comme une patrie nouvelle; celle aussi où naquirent et se formèrent tous ces grands hommes, dont les Médicis, leurs contemporains, ont recueilli la gloire, sans avoir eu de part à leur éducation; celle enfin où la république suivit le plus constamment la politique la plus généreuse, et où, se considérant comme gardienne de la liberté de l'Italie, elle mit tour à tour obstacle à l'ambition de Jean-Galéas Visconti, de Ladislas, roi de Naples, et de Philippe-Marie, duc de Milan. Thomas des Albizzi, et ensuite Nicolas d'Uzzano, avaient été les chefs de cette aristocratie dans ces temps de gloire et de sagesse. Après eux vint Renaud, fils de Thomas des Albizzi; il oublia davantage qu'il n'était qu'un simple citoyen; il se montra plus impétueux, plus arrogant, plus jaloux, plus impatient de toute opposition, et il perdit la prééminence que sa famille avait si long-temps maintenue.

Renaud des Albizzi voyait avec inquiétude s'élever dans la personne de Côme, fils de Jean de Médicis, un rival qui relevait le parti autrefois vainqueur de ses ancêtres. Cet homme jouissait à Florence d'une popularité héréditaire, parce qu'il descendait de l'un des démagogues qui, en 1378, avaient pris la défense des arts mineurs contre l'aristocratie; en même temps, par ses immenses richesses, qui l'égalaient aux plus grands princes d'Italie, il excitait l'envie de cette aristocratie elle-même. Quoique les Albizzi vissent avec défiance les familles de leurs rivaux parvenir à la magistrature suprême, ils n'avaient pu en fermer l'accès à Jean de Médicis, qui fut gonfalonier en 1421. Son fils Côme, né en 1389, fut prieur en 1416; il était chef d'une maison de commerce qui avait des comptoirs dans toutes les grandes villes de l'Europe et du Levant; mais en même temps il cultivait les lettres avec ardeur; son palais, l'un des plus somptueux de Florence, était le rendez-vous de tous les artistes, de tous les poëtes, de tous les savans, de ceux entre autres qui, à cette époque, introduisirent la philosophie platonicienne en Italie : l'opulence de Côme de Médicis était sans

cesse au service de ses amis; il y avait à Florence peu de citoyens pauvres auxquels il n'eût pas ouvert sa bourse.

Côme de Médicis ne semblait pas songer à faire revivre les doctrines soutenues par ses ancêtres, sur les droits des moindres citoyens à entrer dans la magistrature. Il n'énonçait point des opinions démocratiques, encore qu'il critiquât sévèrement le gouvernement et ses mesures, depuis que Renaud des Albizzi le dirigeait. Il aurait voulu lui voir adopter d'autres alliances, une autre politique; il prétendait que, depuis la mort de Nicolas d'Uzzano, en 1417, la sûreté de l'État avait été compromise par des guerres imprudentes, et les finances dilapidées par les friponneries des commissaires, surtout dans l'expédition contre Lucques. Cette opposition constante et ces accusations avaient tellement provoqué la haine de Renaud des Albizzi, dont le caractère était violent et impétueux, qu'il résolut enfin de poursuivre Côme de Médicis comme un ennemi de l'État. Le sort ayant amené, au mois de septembre 1433, une seigneurie composée des créatures les plus dévouées aux Albizzi, Bernard Guadagni, qui la présidait comme gonfalonier, somma, le 7 septembre, Côme de Médici de venir au palais y rendre compte de sa conduite, et, dès son arrivée, il l'y retint prisonnier dans la tour de l'horloge; aussitôt après il appela le peuple au parlement au son de la grosse cloche. Les Florentins avaient conservé, dès les premiers temps de leur république, l'usage de ces parlemens, où toute la population rassemblée sur la place publique, sans que les assistans fussent appelés à prouver qu'ils étaient citoyens, et sans qu'aucune garantie fût assurée aux faibles contre les menaces des hommes violens, votait par acclamation sur ce qui lui était proposé par la seigneurie. En vertu de la souveraineté du peuple, le parlement était regardé comme supérieur à toutes les lois, à la constitution elle-même et à la justice. Il était supposé se ressaisir de tous les pouvoirs, et s'élever au-dessus de toutes les règles, lorsqu'il était averti de quelque grand danger national qui justifiait des mesures révolutionnaires; mais l'expérience avait prouvé que le parlement sanctionnait toujours toutes les révolutions, et que la souveraineté du peuple prêtait son nom à toutes les tyrannies. Comme cette assemblée ne pouvait point délibérer, on lui demandait seulement de transmettre son pouvoir à une *balie* ou commission, qu'elle investissait de tous les droits qu'avait le peuple florentin lui-même. Renaud des Albizzi présenta les noms de ceux qu'il voulait faire entrer dans la balie; ils étaient au nombre

de deux cents. Le parlement les approuva par acclamation. Alors la balie se fit livrer les bourses d'où l'on tirait au sort le nom des magistrats ; elle en exclut qui elle voulut, y fit entrer des noms nouveaux, et condamna à l'exil Côme de Médicis avec ses principaux amis. Albizzi avait compté que Côme serait envoyé au supplice; il accusa Bernard Guadagni d'avoir reçu de l'argent de son ennemi pour l'épargner, et il regarda comme une défaite la vengeance incomplète qu'il venait de faire infliger.

L'événement justifia ses craintes : précisément un an plus tard, au mois de septembre 1434, le sort amena une nouvelle seigneurie, présidée par Nicolas Donati, qui se trouva toute favorable à Côme de Médicis. En effet la balie, malgré sa partialité, n'avait pas osé exclure des emplois les hommes éminens qui étaient attachés à ce grand citoyen. Donati, à son tour, cita au palais Renaud des Albizzi et ses amis, qui, au lieu d'obéir, essayèrent de se défendre ; mais ce même peuple, qui avait voté pour eux au dernier parlement, loin de prendre les armes sur leur appel, se rendit à un nouveau parlement que convoqua Donati ; il y montra la même docilité ; il approuva de même par ses acclamations une autre balie que lui présenta le gonfalonier ; et celle-ci ne fut pas plutôt constituée, qu'elle rappela Côme de Médicis avec tous ses amis, et qu'elle exila Renaud des Albizzi et tous les siens.

Albizzi alla chercher un asile auprès de Philippe-Marie, duc de Milan, auquel il avait fait la guerre tant qu'il avait été à la tête de la république. Mettant alors en oubli le danger pour la liberté qu'il n'avait cessé de signaler dans l'agrandissement de la maison Visconti, et croyant, comme tous les exilés, que sa patrie ne pourrait jamais s'accoutumer à son exil, qu'elle se soulèverait tout entière dès qu'il s'en rapprocherait, il pressa Philippe-Marie de recommencer la guerre contre Florence. Cette guerre éclata en effet de nouveau la même année. Nicolas Piccinino, successeur de Braccia, que le duc de Milan avait mis à la tête de ses armées, pénétra en Toscane à plusieurs reprises, sans que la présence de Renaud des Albizzi, qui l'accompagnait, y fît naître jamais aucun mouvement. François Sforza fut opposé par les Florentins à Piccinino ; ce grand général était lié à Côme de Médicis d'une amitié intime, et dans ses besoins il avait souvent eu recours à la bourse du riche banquier. Déjà il travaillait à s'élever du rang de condottieri à celui de souverain ; il s'était fait

céder la Marche d'Ancône, par le pape Eugène IV, en 1443, pour prix de ce qu'il l'avait servi contre le reste de ses sujets, et il se proposait, en se faisant craindre de Philippe-Marie, d'amener celui-ci à lui accorder en mariage sa fille unique, mais illégitime, qui lui apporterait pour dot au moins quelques débris du duché de Milan.

Dans toute la suite de son règne, Philippe-Marie Visconti fut habituellement en guerre avec les deux républiques de Venise et de Florence : il voulut recouvrer sur la première le Bressan et le Bergamasque qu'il avait été obligé de lui céder ; il reprit contre la seconde le projet formé par ses ancêtres d'étendre la domination des Visconti sur la Toscane. François Sforza et Barthélemy Colconi firent preuve de leurs talens au service des deux républiques. Nicolas Piccinino et ses deux fils, François et Jacques, ne développèrent pas moins d'habileté au service du duc de Milan. Celui-ci cependant perdit presque constamment du terrain par sa défiance de ses propres généraux, par sa versatilité, son goût pour nouer des intrigues contraires les unes aux autres ; par son empressement à signer la paix presque chaque année, et à recommencer les hostilités peu de semaines après. L'histoire de cette guerre est rendue si confuse par les menées secrètes du duc, qui le plus souvent semblent en opposition avec son intérêt, que nous n'essaierons point de la fixer dans la mémoire. Le 24 octobre 1441, Visconti, en faisant la paix avec les deux républiques, accorda sa fille Blanche en mariage à François Sforza leur général, et lui céda les seigneuries de Crémone et de Pontrémoli. Il semblait ainsi vouloir se réconcilier définitivement avec lui ; mais ce prince ne pouvait demeurer fixe dans une résolution, ni conserver sa confiance à ceux qu'il avait rendus puissans. Il entra bientôt dans des intrigues compliquées pour faire perdre à son gendre toutes ses seigneuries. La guerre recommença entre lui et les deux républiques, et Sforza fut de nouveau le général que celles-ci mirent à la tête de leurs armées combinées. Il y était encore en 1447, lorsque Philippe-Marie, pressé par les Vénitiens, menacé dans les campagnes mêmes de Milan, et craignant de perdre sa souveraineté, implora les secours de son gendre, et lui promit une réconciliation sincère. François Sforza, qui venait de perdre la Marche d'Ancône par suite des menées du duc de Milan, accepta néanmoins ces dernières offres. Il renonça dès lors à son ancienne alliance avec les Vénitiens et les Florentins ; il se mit en marche, de la Romagne, le 9 août, avec son armée, pour secourir

son beau-père; arrivé à Cotignola, bourgade où son père, pressé par des soldats d'entrer avec eux dans une compagnie d'aventure, avait lancé sa pioche aux branches d'un chêne, et voyant qu'elle y demeurait accrochée, avait accepté ce présage de sa grandeur future, et s'était engagé, il y apprit que le duc de Milan était mort dans sa capitale le 13 août 1447.

La guerre de Lombardie s'était sans cesse compliquée par sa liaison avec une autre guerre qui, dans le même temps, ravageait le royaume de Naples. La reine Jeanne II y était morte le 2 février 1435, trois mois après son fils adoptif Louis III d'Anjou. Par son testament, elle avait substitué à ce prince son frère René, duc de Lorraine; mais en même temps, Alphonse, roi d'Aragon et de Sicile, qu'elle avait précédemment adopté, et qui s'était avancé jusqu'à Ischia pour surveiller Naples de plus près, prétendait lui succéder en vertu de cette première adoption, comme aussi en vertu des droits anciens de Manfred, dont il héritait par les femmes. Le royaume de Naples se partagea entre les partis d'Aragon et d'Anjou. Les Génois, qui s'étaient rangés volontairement sous la seigneurie du duc de Milan, offrirent leur assistance à la maison d'Anjou, en raison de leur antique haine contre les Catalans et les Aragonais, aigrie par des jalousies de commerce. Leur flotte rencontra, le 5 août 1435, celle d'Alphonse, devant l'île de Ponza : elle la défit dans une grande bataille, où Alphonse fut fait prisonnier avec son frère, et tous les plus grands seigneurs de son royaume. Tous ces prisonniers furent conduits à Milan, et y furent remis en liberté au bout de peu de temps, par un acte inattendu de générosité de Philippe-Marie, auquel Alphonse fit sentir combien la soumission du royaume de Naples aux Français compromettrait l'indépendance du duché de Milan et de toute l'Italie. Visconti contracta une alliance intime avec son prisonnier qu'il délivrait, et il lui promit de l'aider à monter sur le trône de Naples. Mais cette alliance lui coûta la seigneurie de Gênes, car les Génois, indignés de se voir enlever, par le prince qu'ils s'étaient donné, les fruits de leur victoire, se soulevèrent le 27 décembre 1435, chassèrent de leurs murs la garnison milanaise, et se remirent en liberté. Alphonse, secondé par le duc de Milan, recommença la guerre avec plus d'avantages contre René d'Anjou; et le 2 juin 1442, il lui enleva la ville même de Naples. Dès lors il rétablit la paix dans ce royaume, où il se signala par une libéralité qui lui a valu le surnom

céder la Marche d'Ancône, par le pape Eugène IV, en 1443, pour prix de ce qu'il l'avait servi contre le reste de ses sujets, et il se proposait, en se faisant craindre de Philippe-Marie, d'amener celui-ci à lui accorder en mariage sa fille unique, mais illégitime, qui lui apporterait pour dot au moins quelques débris du duché de Milan.

Dans toute la suite de son règne, Philippe-Marie Visconti fut habituellement en guerre avec les deux républiques de Venise et de Florence : il voulut recouvrer sur la première le Bressan et le Bergamasque qu'il avait été obligé de lui céder ; il reprit contre la seconde le projet formé par ses ancêtres d'étendre la domination des Visconti sur la Toscane. François Sforza et Barthélemy Coleoni firent preuve de leurs talens au service des deux républiques. Nicolas Piccinino et ses deux fils, François et Jacques, ne développèrent pas moins d'habileté au service du duc de Milan. Celui-ci cependant perdit presque constamment du terrain par sa défiance de ses propres généraux, par sa versatilité, son goût pour nouer des intrigues contraires les unes aux autres ; par son empressement à signer la paix presque chaque année, et à recommencer les hostilités peu de semaines après. L'histoire de cette guerre est rendue si confuse par les menées secrètes du duc, qui le plus souvent semblent en opposition avec son intérêt, que nous n'essaierons point de la fixer dans la mémoire. Le 24 octobre 1441, Visconti, en faisant la paix avec les deux républiques, accorda sa fille Blanche en mariage à François Sforza leur général, et lui céda les seigneuries de Crémone et de Pontrémoli. Il semblait ainsi vouloir se réconcilier définitivement avec lui ; mais ce prince ne pouvait demeurer fixe dans une résolution, ni conserver sa confiance à ceux qu'il avait rendus puissans. Il entra bientôt dans des intrigues compliquées pour faire perdre à son gendre toutes ses seigneuries. La guerre recommença entre lui et les deux républiques, et Sforza fut de nouveau le général que celles-ci mirent à la tête de leurs armées combinées. Il y était encore en 1447, lorsque Philippe-Marie, pressé par les Vénitiens, menacé dans les campagnes mêmes de Milan, et craignant de perdre sa souveraineté, implora les secours de son gendre, et lui promit une réconciliation sincère. François Sforza, qui venait de perdre la Marche d'Ancône par suite des menées du duc de Milan, accepta néanmoins ces dernières offres. Il renonça dès lors à son ancienne alliance avec les Vénitiens et les Florentins ; il se mit en marche, de la Romagne, le 9 août, avec son armée, pour secourir

son beau-père ; arrivé à Cotignola, bourgade où son père, pressé par des soldats d'entrer avec eux dans une compagnie d'aventure, avait lancé sa pioche aux branches d'un chêne, et voyant qu'elle y demeurait accrochée, avait accepté ce présage de sa grandeur future, et s'était engagé, il y apprit que le duc de Milan était mort dans sa capitale le 13 août 1447.

La guerre de Lombardie s'était sans cesse compliquée par sa liaison avec une autre guerre qui, dans le même temps, ravageait le royaume de Naples. La reine Jeanne II y était morte le 2 février 1435, trois mois après son fils adoptif Louis III d'Anjou. Par son testament, elle avait substitué à ce prince son frère René, duc de Lorraine ; mais en même temps, Alphonse, roi d'Aragon et de Sicile, qu'elle avait précédemment adopté, et qui s'était avancé jusqu'à Ischia pour surveiller Naples de plus près, prétendait lui succéder en vertu de cette première adoption, comme aussi en vertu des droits anciens de Manfred, dont il héritait par les femmes. Le royaume de Naples se partagea entre les partis d'Aragon et d'Anjou. Les Génois, qui s'étaient rangés volontairement sous la seigneurie du duc de Milan, offrirent leur assistance à la maison d'Anjou, en raison de leur antique haine contre les Catalans et les Aragonais, aigrie par des jalousies de commerce. Leur flotte rencontra, le 5 août 1435, celle d'Alphonse, devant l'île de Ponza : elle la défit dans une grande bataille, où Alphonse fut fait prisonnier avec son frère, et tous les plus grands seigneurs de son royaume. Tous ces prisonniers furent conduits à Milan, et y furent remis en liberté au bout de peu de temps, par un acte inattendu de générosité de Philippe-Marie, auquel Alphonse fit sentir combien la soumission du royaume de Naples aux Français compromettrait l'indépendance du duché de Milan et de toute l'Italie. Visconti contracta une alliance intime avec son prisonnier qu'il délivrait, et il lui promit de l'aider à monter sur le trône de Naples. Mais cette alliance lui coûta la seigneurie de Gênes, car les Génois, indignés de se voir enlever, par le prince qu'ils s'étaient donné, les fruits de leur victoire, se soulevèrent le 27 décembre 1435, chassèrent de leurs murs la garnison milanaise, et se remirent en liberté. Alphonse, secondé par le duc de Milan, recommença la guerre avec plus d'avantages contre René d'Anjou; et le 2 juin 1442, il lui enleva la ville même de Naples. Dès lors il rétablit la paix dans ce royaume, où il se signala par une libéralité qui lui a valu le surnom

de Magnanime. Aucun monarque ne montra plus de zèle pour les lettres, et n'accorda une protection plus constante et plus éclairée aux savans. Il montra, par plusieurs actions généreuses, qu'il savait profiter des leçons de l'antiquité qu'il étudiait avec ardeur et qu'il admirait. Il se fixa au milieu du peuple qu'il avait conquis et dont il avait gagné le cœur, et il ne retourna plus ni en Sicile ni en Aragon, jusqu'à sa mort survenue le 27 juin 1458.

Philippe-Marie Visconti ne laissait, en mourant, point de successeurs légitimes. Les parens éloignés qui portaient son nom ne descendaient pas des princes ses ancêtres, qui avaient usurpé la seigneurie, et ils n'avaient point été compris dans la bulle impériale, qui avait institué le duché de Milan en faveur de Jean-Galéas. Cette même bulle avait expressément exclu de la succession les femmes, qui au reste n'avaient jamais hérité d'aucune seigneurie italienne. Aussi Valentine Visconti, sœur du dernier duc, qui avait été mariée au duc d'Orléans, et Blanche Visconti, fille naturelle de Philippe-Marie, que François Sforza avait épousée, n'avaient-elles aucune sorte de droit pour succéder au dernier duc. A l'extinction de la ligne des Visconti, à laquelle la république de Milan avait déféré la seigneurie, la souveraineté retournait légitimement à cette même république; et le peuple, en effet, réclama sa restauration. Quatre citoyens illustres, Antoine Trivulzio, Théodore Bossi, Georges Lampugnani et Innocent Cotta, soulevèrent leurs compatriotes, le 14 août 1447, et avec leur appui reconstituèrent la république milanaise. En même temps, ils entrèrent en traité avec tous les capitaines d'hommes d'armes qui avaient été au service de Philippe-Marie, et ils les engagèrent tous à se déclarer pour eux. Les plus illustres étaient les deux frères Piccinino, fils de Nicolas, mort le 15 octobre 1444; les trois frères San Sévérino, enfans naturels d'une maison princière de Naples; enfin François Sforza, qui se mit avec sa brillante armée au service de la république, sous condition que celle-ci lui confirmerait la cession de la seigneurie de Crémone, que sa femme lui avait apportée en dot, et y joindrait la seigneurie de Brescia ou de Vérone, si Sforza réussissait à enlever l'une ou l'autre de ces villes aux Vénitiens.

Une belle occasion s'offrait alors pour rétablir la liberté et l'indépendance de l'Italie. Dans la contrée que les ultramontains pouvaient attaquer la première, trois riches et puissantes républiques, à Milan, à Venise et à Florence, pouvaient s'appuyer d'un côté sur les belli-

queuses républiques des Suisses, de l'autre sur les républiques plus faibles de Gênes, de Lucques, de Sienne et de Bologne. Il leur suffisait de s'unir, par une alliance équitable, pour fermer à jamais l'Italie aux barbares qui la menaçaient du côté de la France et de l'Allemagne. Leur opulence, leur nombreuse population, et ce dévouement des États libres qui fait concourir tous les citoyens avec toutes leurs forces à la défense de la patrie, auraient suffi pour rendre vaine toute attaque étrangère. Malheureusement les deux hommes d'État qui se trouvaient à la tête des républiques de Florence et de Venise ne considérèrent qu'un avantage présent; mais ils n'eurent pas l'âme assez élevée pour lui préférer la liberté italienne dans l'avenir, et ils ne voulurent point admettre la république de Milan dans une confraternité si désirable pour toutes trois.

François Foscari, qui fut doge de Venise de 1423 à 1457, avait communiqué à la république dont il était chef, son ambition guerrière, et il lui avait fait faire la conquête du Bressan et du Bergamasque; il jugea que l'occasion était favorable pour détacher de nouvelles provinces du duché de Milan, ou peut-être pour le subjuguer tout entier; et il repoussa toutes les avances de la république milanaise, qui désirait ardemment la paix. D'autre part, Côme de Médicis à Florence, loin d'avoir, comme les précédens chefs de la république, une affection réelle pour la liberté, commençait à se proposer de devenir le prince d'une patrie, où il n'était rentré que comme chef de la faction démocratique. Il se trouvait si supérieur à ses anciens associés par sa richesse, par le nombre de ses cliens, par la déférence que lui montraient les gouvernemens étrangers, par les flatteries des hommes illustrés dans les lettres, qu'il se croyait fait pour dominer sans opposition et sans partage. Presque toutes les républiques italiennes avaient successivement subi l'influence de quelque famille qui s'était élevée au-dessus de toutes les autres; le tour de Florence lui paraissait enfin venu. Il voulut que les Médicis y occupassent le rang que les Bentivoglio occupaient à Bologne. Lui-même avait contribué à retenir cette république alliée sous la domination d'une famille usurpatrice; et, lorsque Annibal Bentivoglio fut assassiné, le 24 juin 1445, par des conjurés que le duc de Milan et le pape avaient armés, il eut soin de fournir aux Bolonais un nouveau Bentivoglio, un nouveau chef de l'État, en révélant une galanterie d'un Bentivoglio dans une maison bourgeoise de Florence, et en faisant accepter le fils qui en était né, Santi Cas-

cese, pour directeur de la république. Le moment était arrivé, en effet, où le crédit des Médicis devait l'emporter sur les pouvoirs légaux de la seigneurie florentine, et où ils pourraient transmettre, comme les Bentivoglio, leur pouvoir usurpé à leurs enfans, et même à leurs bâtards. Aussi Côme ne se sentait-il aucune sympathie pour la république qui se formait à Milan, et qui cherchait à réveiller en Italie l'ancien enthousiasme de la liberté. En même temps, il était jaloux de la république de Venise, qui lui paraissait prétendre à la domination de toute l'Italie : conséquemment, il favorisait François Sforza, et il lui promettait son appui pour l'élever sur le trône qu'avait occupé le duc de Milan.

François Sforza, qui avait montré pour la guerre des talens supérieurs peut-être à tous ceux des généraux les plus illustres de ce siècle, avait en même temps cette espèce de franchise et de libéralité des camps qui plaît aux soldats. On aimait à le représenter comme un homme loyal et généreux; ses amis lui étaient dévoués, et ses guerriers ressentaient pour lui de l'enthousiasme. Toutefois ce n'était pas dans le métier de capitaine d'aventure qu'un homme pouvait se former au véritable honneur et à une vraie intégrité. François Sforza se montra plus d'une fois perfide envers ses lieutenans mêmes, dont il fit périr quelques-uns d'une manière cruelle, parce qu'ils avaient excité sa défiance. Mais ce qui révéla surtout son caractère et son habileté, ce fut l'adresse avec laquelle, en jouant tour à tour les deux républiques qui se confièrent à lui, il sut employer à sa propre élévation leurs subsides et leurs soldats, et les trahir l'une après l'autre dès qu'il eut atteint son but. C'est ainsi qu'il mérita l'admiration de Louis XI, son ami et son disciple, et le blâme des vrais hommes d'honneur.

Le duc d'Orléans formait, au nom de Valentine Visconti sa mère, des prétentions sur le duché de Milan, et il le fit attaquer du côté d'Asti, par des troupes françaises. Sforza, pour ne pas se commettre avec la France, laissa le soin de les repousser à Barthélemy Coléoni, qui servait les Milanais en même temps que lui, sans lui être subordonné. Pendant ce temps, il prit d'assaut, le 16 novembre 1447, Plaisance, qui était alors la seconde ville de Lombardie; et il pilla cette cité avec tant de rigueur, qu'elle ne s'est jamais relevée de cet échec. En même temps, il envenima la division qui commençait à se manifester dans les conseils des Milanais. Trivulzio était Guelfe,

Bossi et Lampugnani étaient Gibelins, et la haine héréditaire entre leurs familles les rendait jaloux l'un de l'autre ; Trivulzio engagea les Vénitiens à offrir la paix à la république de Milan, sous condition que celle-ci leur cédât Crème et la Ghiera d'Adda : les Gibelins, excités par Sforza, se refusèrent à ce traité, et le firent rejeter par le conseil des Huit-Cents. Sforza en même temps accrut leur orgueil par ses victoires. Dans le mois de mai 1448, il enleva aux Vénitiens tout ce qu'ils avaient conquis sur la droite de l'Adda ; le 17 juillet, il brûla leur flotte sur le Pô, près de Casal-Maggiore ; et le 15 septembre, il remporta sur eux une dernière victoire à Caravaggio, où il fit leur armée presque entière prisonnière de guerre.

Mais après ce succès, Sforza jugea que les Vénitiens étaient assez abattus pour qu'ils ne pussent plus prétendre à la conquête d'un État qui leur opposait une si vigoureuse résistance, tandis que les Milanais étaient, de leur côté, si enorgueillis, qu'il craignait de n'avoir bientôt plus de chances pour les déterminer à se jeter dans ses bras. Il rendit donc la liberté à tous les captifs qu'il avait faits aux Vénitiens à Caravaggio, et il signa avec ceux-ci, le 18 octobre 1448, un traité par lequel Venise s'engageait à l'aider à conquérir le duché de Milan, tel que l'avait possédé Philippe-Marie ; tandis que François Sforza garantissait aux Vénitiens Bergame et Brescia, et leur cédait Crème avec la Ghiera d'Adda. Les Milanais furent indignés de cette trahison, et bientôt ils virent l'extrême danger où ils se trouvaient ; car, parmi les condottieri à leur solde, plusieurs préférèrent suivre la fortune d'un capitaine aussi habile et aussi heureux que François Sforza, se figurant qu'ils pouvaient attendre de plus grands avantages d'un usurpateur ambitieux que d'une république. De même, parmi les villes sujettes, il y en eut plusieurs qui, désespérant de se remettre elles-mêmes en liberté, voulurent du moins que Milan, dont elles étaient jalouses, obéît comme elles à un maître. Plaisance fut la première à se donner à François Sforza ; bientôt Abbiate-Grasso, Varèse, Tortone et Alexandrie lui ouvrirent successivement leurs portes. Pavie s'était livrée à lui l'année précédente, tandis qu'il était encore au service des Milanais. Au mois de février 1449, il s'empara aussi de Parme, et au mois de septembre, de Lodi et de Crème. Toutefois, les Milanais, si rudement pressés, ne s'abandonnèrent point eux-mêmes : ils obtinrent quelques secours du duc de Savoie, et les citoyens les plus riches mettant leur fortune au service de la république, ils furent en

état d'armer leurs milices de fusils. L'invention de cette arme, alors très-dispendieuse, était encore récente, et elle inspirait beaucoup de terreur aux gens d'armes.

La république de Venise comprit enfin, mais trop tard, que son intérêt, et celui de l'indépendance de l'Italie, lui commandaient de sauver la république de Milan. Elle signa, le 27 septembre 1449, avec celle-ci, un traité par lequel elle reconnaissait la nouvelle république, et lui assignait pour limites, l'Adda, le Tésin, le Pô et les Alpes suisses. En même temps, elle abandonnait en souveraineté à François Sforza, sept des plus grandes villes lombardes avec leurs fertiles provinces. Ce dernier se croyait trop près d'atteindre le but pour y renoncer. Toutefois il envoya son frère à Venise pour déclarer qu'il acceptait ce traité; et, conformément aux ordres que celui-ci avait reçus, il éloigna son armée de Milan. C'était le moment des semailles, et il voulait inspirer aux Milanais assez de confiance pour qu'ils ensemençassent leurs terres, et se défissent ainsi d'une grande partie de leurs blés. Dès que cette opération fut achevée, il ramena rapidement son armée devant Milan; il arrêta les convois de vivres que les Milanais faisaient venir dans toutes les directions, et il recommença les hostilités. Les Vénitiens tentèrent bien de secourir Milan, mais il les battit le 28 décembre. Bientôt la famine, sur laquelle il avait compté, devint extrême dans la ville. Enfin, le peuple se souleva le 25 février 1450, et le 26 il ouvrit les portes à François Sforza, qu'il reconnut pour duc de Milan. Les Vénitiens cherchèrent pendant quelques années encore à lui disputer sa nouvelle grandeur; ils s'allièrent dans ce but avec Alphonse, roi de Naples, et le duc de Savoie; mais Côme de Médicis, qui devenait tous les jours plus puissant à Florence, et qui substituait les affections privées de sa famille aux sentimens généreux des anciens amis de la liberté, resserra son alliance avec François Sforza, et lui fit passer des secours. Sur ces entrefaites, la prise de Constantinople, par les Turcs, le 29 mai 1453, répandit l'effroi dans la chrétienté; elle fit sentir à tous les Italiens le besoin de rétablir la paix entre eux pour se mettre en défense contre les Barbares. Cette paix fut signée à Lodi, le 9 avril 1454; elle laissa aux Vénitiens Brescia et Bergame avec leur territoire, mais elle assura à François Sforza le duché de Milan, dans lequel Crème et la Ghiera d'Adda demeurèrent compris.

Le consentement de l'empereur manquait, il est vrai, à François

Sforza pour légitimer son titre au duché de Milan. Frédéric III d'Autriche, qui régnait depuis le 2 février 1440, l'avait positivement refusé. Ce monarque avait traversé pacifiquement l'Italie en 1452, pour aller prendre à Rome la couronne impériale; et il avait évité d'entrer dans la partie de la Lombardie occupée par François Sforza, pour ne pas sembler reconnaître son usurpation. Mais le nouveau duc n'en concevait aucune inquiétude; il méprisait Frédéric, prince lâche et indolent, qui ne savait défendre ni l'Allemagne, ni ses États héréditaires, et qui ne songeait à l'Italie que pour exploiter la vanité des grands en leur vendant à l'enchère des titres, des dignités et des investitures. Sigismond avait conféré, en 1432, le titre de marquis de Mantoue à Jean-François de Gonzaga, pour douze mille florins; Frédéric III vendit à plus haut prix, le 15 mai 1452, le titre de duc de Modène et Reggio à Borso d'Este; la famille de celui-ci n'obtint que dix-neuf ans plus tard, du pape Paul II, le titre de duché pour la seigneurie de Ferrare, qui relevait de l'Église. Sigismond et après lui Frédéric avaient trafiqué de même avec impudeur des titres de comte, de baron, de chevalier, de notaire impérial, et avaient accordé la légitimation des bâtards à tous ceux qui voulaient l'acheter; mais François Sforza, se croyant sûr d'obtenir un vain diplôme quand il le demanderait, n'estima pas qu'il valût tout l'argent qu'il lui coûterait.

Presque en même temps que la dernière tentative des Lombards pour recouvrer leur liberté échouait à Milan, le pape Nicolas V punissait d'un supplice capital le dernier effort d'un citoyen romain pour rendre la liberté à Rome. Les libertés de Rome et de tous les États de l'Église s'étaient perdues, sans qu'on pût presque signaler le moment de leur abolition. Le sénateur et les caporioni ou bannerets de Rome avaient long-temps administré la république, sans que les limites entre leur autorité et celle du pape, le premier citoyen de l'État, fussent définies. Dans le serment qu'ils prêtaient en entrant en charge, au lieu de s'engager envers lui à l'obéissance, ils lui promettaient leur protection : ils juraient de ne point permettre qu'on touchât à sa vie ou à ses membres, ni qu'on attentât à sa liberté. Ces magistrats, de même que ceux de toutes les villes de l'Église, devaient être élus par le peuple : l'Église était regardée comme protégeant la liberté populaire, et lorsqu'une ville rentrait sous la souveraineté immédiate de l'Église, elle croyait rentrer en liberté. Cependant le pape s'était souvent fait déférer par le peuple le droit de nommer le

sénateur de Rome, ou les recteurs des autres villes de l'Église. Pendant le long séjour des papes à Avignon, la cour de Rome avait oublié ses anciens principes de liberté : ses légats prétendaient au pouvoir absolu ; l'anarchie de Rome, les violences des nobles, la tyrannie de plusieurs usurpateurs, contribuèrent aussi à désaccoutumer les peuples de la liberté ; souvent ils cherchèrent un refuge contre une tyrannie plus cruelle, dans le pouvoir absolu des prélats : souvent Pérouse, Bologne et d'autres cités avaient déféré la seigneurie au légat, ou le peuple romain l'avait attribuée au pape, avec suspension de tous ses droits politiques. Le grand schisme d'Occident ébranla de nouveau le pouvoir du pontife dans les États de l'Église, comme il venait d'être rendu uniforme par les conquêtes du cardinal Albornoz : les papes méconnus par une moitié de l'Église, appauvris, menacés, vécurent, pendant presque toute la durée du schisme, exilés de Rome, et le plus souvent dans la dépendance du seigneur de Rimini. Martin V, qui fut créé après la fin du schisme, par le concile de Constance, ne recouvra point de si tôt l'obéissance des États romains ; il passa à Florence la plus grande partie de son pontificat. Eugène IV, qui lui succéda le 3 mars 1431, reperdit, par suite de son caractère turbulent, ambitieux et despotique, plusieurs des États que Martin V avait recouvrés. Son principal ministre, le patriarche Vitelleschi, souilla son règne par des actes nombreux de perfidie et de cruauté ; aucune des libertés de Rome ou des États de l'Église ne fut plus respectée.

Nicolas V, qui succéda, le 6 mars 1447, à Eugène IV, était connu à Florence sous le nom de Thomas de Sarzane : il avait été précepteur de Renaud des Albizzi, et ensuite commensal de Côme de Médicis. Ses connaissances dans la littérature antique, dans les beaux-arts et la philosophie, le rangeaient parmi les membres les plus honorables de la société que ce citoyen illustre rassemblait chez lui. Mais les études de Thomas de Sarzane n'avaient point détruit les habitudes serviles de son esprit et de son éducation. Les grammairiens, les poëtes, les rhéteurs, n'étaient que trop accoutumés, dans ce siècle, à se regarder comme les cliens des riches et des grands, à vivre à leur table et de leurs largesses, et à recevoir de leur bouche le mot d'ordre pour leurs opinions et leurs sentimens. Thomas de Sarzane n'apprit point dans le palais de Côme de Médicis à aimer ou à respecter une liberté que son patron minait sourdement, et travaillait à enlever à

sa patrie. Quand il parvint au souverain pontificat, il montra le même zèle qui l'avait distingué dans une carrière plus humble, pour le progrès des études et la connaissance de l'antiquité, pour la collection des manuscrits, pour la traduction des ouvrages grecs, pour la restauration des monumens anciens, pour l'encouragement des artistes contemporains. Ce fut lui qui jeta les premiers fondemens de la superbe basilique du Vatican; ce fut lui aussi qui rassembla le premier, dans le palais attenant, une bibliothèque. Mais Nicolas V repoussait avec impatience tout contrôle, toute opposition à ses volontés; il ne voulait voir dans les Romains que des sujets, auxquels il ne reconnaissait aucun droit de participer au gouvernement. Stefano Porcari, gentilhomme romain d'une réputation sans tache, ayant voulu profiter de l'interrègne qui précéda la nomination de Nicolas V, pour faire réclamer par les citoyens romains la confirmation et le renouvellement de leurs anciens priviléges, fut dénoncé au nouveau pape comme un esprit dangereux; et loin d'obtenir que les droits anciens fussent reconnus, il eut la douleur de voir les citoyens écartés toujours plus soigneusement des affaires publiques. Celles-ci n'étaient plus confiées qu'à des prélats et à des clercs, qui, n'y étant point préparés par leurs études et par leurs sentimens, laissaient tomber l'administration dans le plus honteux désordre.

Le peuple de Rome s'étant soulevé dans la place Navonne, pour une querelle née d'un combat de taureaux, Stefano Porcari essaya de diriger son attention vers un objet plus noble, et de faire tourner cette émeute au profit de la liberté. Le pape se hâta de complaire aux fantaisies que le peuple avait exprimées, quant à ses jeux; mais il rejeta tout ce qu'il y avait de sérieux dans ses demandes, et il exila Porcari à Bologne. Celui-ci se flatta de réussir au moyen d'une conjuration dans ce qu'il n'avait pu obtenir par un mouvement populaire. Quatre cents citoyens romains au moins étaient exilés de Rome; il les fit tous entrer dans sa conspiration; il leur donna rendez-vous à Rome, pour le 5 janvier 1453, dans la maison de son beau-frère. S'étant soustrait à la surveillance du légat de Bologne, il s'y rendit lui-même avec trois cents soldats, qu'il avait enrôlés. Toute la troupe se trouva réunie pendant la nuit; et Stefano Porcari la haranguait pour la préparer à l'attaque du Capitole, où il comptait rétablir le sénat de la république romaine : mais son secret avait été trahi; la maison était entourée de troupes; tout à coup les portes furent for-

cées, et les conjurés, accablés par le nombre, avant que des armes leur eussent été distribuées. Dès le lendemain matin, Stefano Porcari fut pendu sans jugement préalable aux créneaux du château Saint-Ange, avec neuf de ses associés. Malgré leurs vives instances on leur refusa la confession et la communion. Huit jours plus tard, quelques procédures ayant été instruites, les exécutions recommencèrent ; elles se succédèrent en grand nombre ; le pape se fit livrer les prévenus qui s'étaient réfugiés dans les États voisins ; et cette dernière étincelle de la liberté romaine fut éteinte dans le sang.

CHAPITRE XI.

L'Italie perd les grands hommes qui avaient brillé dans la période précédente. — La république de Florence asservie par les Médicis. — Guerre des Vénitiens contre les Turcs. — Conquête de Chypre.

1454—1478.

Toute la génération qui fut témoin de la prise de Constantinople par les Turcs, ne fut plus préoccupée, en Italie, que des dangers que présageait pour elle cette terrible catastrophe. L'Italie était devenue limitrophe des Turcs; elle voyait l'étendard du croissant flotter sur toute la côte orientale de l'Adriatique, depuis l'extrémité de la Morée jusqu'aux âpres montagnes de la Bosnie; alarmée chaque année par la conquête et la destruction de quelque royaume chrétien, par la prise et le sac de quelque ville florissante, elle se remplissait d'émigrés échappés des palais et des couvens de tout le monde oriental. Ceux-ci étaient encore pleins du souvenir d'une civilisation égale à celle de l'Italie, ils ressentaient une même ardeur pour les lettres et les sciences antiques, ils étaient de même habitués au luxe et aux délices de la vie; tandis que leur imagination retraçait vivement à leurs hôtes les scènes de désolation, de massacre et de martyre auxquelles ils avaient échappé, et qu'ils annonçaient comme sur le point de se répéter dans le pays qui leur offrait un asile. C'était à ce titre qu'ils imploraient la pitié et les secours de ceux aux yeux desquels ils exposaient leur misère; et leurs bienfaiteurs sentaient en effet que l'heure de l'Italie approchait quand celle de la Grèce avait sonné.

Les Turcs arrivèrent aux portes de l'Europe avec une organisation

toute militaire, qui semblait leur garantir des conquêtes toujours nouvelles. Encore enivrés du fanatisme religieux de leur prophète, qui s'était ranimé en se communiquant à une nation nouvelle et une nouvelle monarchie, ils croyaient faire leur salut quand ils travaillaient à la destruction des infidèles; toujours agresseurs, ils marchaient au combat pour gagner le ciel plutôt que pour acquérir les biens de la terre. Le cavalier turc n'avait point d'égal dans l'adresse à manier son cimeterre, dans la précision des mouvemens de son cheval, qui, au milieu de la course la plus rapide, s'arrêtait, tournait, revenait, avec une docilité que les Latins ne pouvaient lui faire atteindre. En même temps, la nouvelle milice des janissaires était la meilleure infanterie de l'Europe, la plus intrépide, la plus inébranlable, la seule disciplinée dans un temps où l'Occident n'entretenait point encore des troupes de ligne. L'artillerie des Turcs, enfin, était beaucoup plus nombreuse et beaucoup mieux servie que celle des Occidentaux; l'industrie n'était point encore anéantie dans les pays qu'ils avaient conquis; ils savaient tirer parti des arts perfectionnés par leurs sujets, et ils unissaient, pour la guerre, la science des peuples civilisés à la valeur des Barbares. L'on apprit bientôt à Rome que le même Mahomet II, qui avait conquis Constantinople, avait fait vœu d'entrer en vainqueur dans l'ancienne capitale du monde, pour y détruire ce qu'il nommait l'idolâtrie des chrétiens.

Ce qui ajoutait encore à la terreur de l'Italie, c'est que, durant le quart de siècle qui suivit la conquête de Constantinople, tous les grands hommes qui avaient dirigé avec gloire les plus puissans États de cette contrée, disparurent les uns après les autres sans être remplacés par des successeurs dignes d'eux. Aucun grand nom n'inspirait plus la confiance, aucun grand caractère ne prenait sur lui la direction du gouvernement, aucun sentiment généreux ne paraissait animer les peuples, qui passaient alternativement de la crainte à la langueur; et le pays, qui jusqu'alors avait offert un spectacle si animé et si vif, ne fournissait plus à l'histoire qu'une période décolorée.

Entre les hommes éminens de l'Italie, le vieux doge François Foscari, qui avait dirigé la république de Venise pendant trente-quatre ans, et qui, en communiquant son ambition à ses compatriotes, les avait appelés à la conquête d'une partie de la Lombardie, fut le premier enlevé à la scène du monde. Il paraît que le conseil des

Dix ne pardonna point à Foscari une influence et une gloire qui avaient changé l'esprit de la république, et qui l'avaient entraînée dans le tourbillon de la politique italienne, à laquelle, jusqu'alors, elle avait voulu demeurer étrangère. La jalouse aristocratie de Venise ne pouvait souffrir que le chef de l'État attirât sur lui les regards et l'affection du peuple; elle voulut lui faire expier par des chagrins domestiques l'éclat qui s'était attaché à son nom. Jacques Foscari, fils du doge, fut accusé, en 1445, d'avoir reçu de l'argent du duc de Milan; le dénonciateur était un banni florentin peu considéré; cependant la règle, à Venise, était d'accueillir tous les soupçons lorsqu'ils concernaient la sûreté de l'État, et le fils du doge fut appliqué à la torture; il fit des aveux au milieu des tourmens, et fut condamné au bannissement; mais le crime des juges qui emploient cette barbare procédure est certain, tandis que celui du prévenu reste douteux, après même sa confession. Jacques Foscari était peut-être innocent alors, comme il l'était cinq ans plus tard lorsqu'il fut de nouveau torturé et condamné. Un de ses juges avait été assassiné en 1450; on ne douta point que ce ne fût par un émissaire qu'il aurait envoyé; on aggrava son bannissement, et cependant, peu après, un autre avoua qu'il avait seul commis le crime. A cette nouvelle, le fils du doge exilé à la Canée, demanda avec instance à ses juges de le laisser revenir à Venise. Il conservait pour cette patrie, qui deux fois l'avait fait mettre à la torture et deux fois l'avait flétri par un jugement infamant, une affection passionnée qu'on retrouvait, dans ce siècle, chez tous les Vénitiens. Il n'avait qu'un désir, un espoir, qu'on a peine à comprendre; il voulait rapporter à Venise ses os brisés par les bourreaux, et mourir aux lieux où il avait reçu le jour, auprès de son vieux père, de sa mère défaillante, de sa femme et de ses enfans. Ne pouvant toucher ses juges, il écrivit au duc de Milan pour le prier d'intercéder en sa faveur. Sa lettre fut interceptée et déférée au conseil des Dix, et il assura qu'il s'y était attendu d'avance, qu'il avait voulu seulement éveiller de nouveaux soupçons pour qu'on le fît revenir. Il fut ramené à Venise, comme il l'avait désiré; mais son troisième procès criminel commença ainsi que les deux autres procès, par la torture. Ce fut à ce prix terrible qu'il acheta le bonheur d'embrasser encore une fois son père, sa mère et ses enfans; il fut ensuite renvoyé mourir à la Canée, et quinze mois plus tard, le 23 octobre 1457, son vieux père fut déposé de ses fonc-

tions de doge, comme incapable, à raison de son extrême vieillesse, de les remplir plus long-temps. Il mourut en entendant sonner les cloches pour l'inauguration de son successeur. Dès lors aucun de ceux qui lui succédèrent sur le trône ducal ne se hasarda plus à provoquer la jalousie de l'aristocratie.

Après le doge Foscari, le second des grands hommes que perdit l'Italie fut Alphonse d'Aragon, roi de Naples. Il mourut le 27 juin 1458, dans sa soixante-quatrième année. Il avait constamment habité l'Italie, ou les îles adjacentes, depuis l'année 1420, qu'il avait été adopté par la reine Jeanne II, et il était devenu complétement Italien; il se montrait tel par son zèle pour la littérature renaissante, par la protection qu'il accordait aux gens de lettres, par son admiration pour l'antiquité; il méritait le surnon de *magnanime* qui lui avait été donné par ses peuples; aucun souverain de Naples n'avait été plus aimé, ou n'avait fait plus de bien à ce beau pays. Alphonse laissait à son frère Jean, roi de Navarre, ses royaumes d'Aragon, de Valence, de Catalogne, de Sardaigne, des îles Baléares et de Sicile; mais il regardait le royaume de Naples, qu'il avait conquis, comme lui appartenant en propre, et il voulait le laisser à Ferdinand, fils d'un premier amour. La reine, femme d'Alphonse, croyait que ce fils était né de Marguerite de Hijar, et elle avait fait étouffer cette dame; on disait toutefois que celle-ci avait sacrifié sa réputation pour sauver celle d'une femme plus illustre encore. Alphonse ne pardonna jamais à sa femme cette atrocité; il ne la punit pas, mais il lui dit un adieu éternel. Il la renvoya en Espagne, où il jura de ne jamais rentrer. Il légitima Ferdinand, et le fit reconnaître pour son successeur par les trois ordres de la nation napolitaine, assemblés en parlement, et par le pape suzerain du royaume. Ferdinand étant monté sur le trône montra bientôt qu'il ne méritait guère la prédilection de son père : il était avare, perfide, cruel; il aliéna bientôt de lui tous les barons napolitains, et son long règne fut employé à reprimer les conjurations de ses vassaux. Ceux-ci appelèrent à leur aide Jean, duc de Calabre, fils de René d'Anjou, qui avait été le compétiteur d'Alphonse. Dans son entreprise pour replacer son père sur le trône de Naples, le duc de Calabre crut qu'il serait assisté par François Sforza, qui, avant d'être duc de Milan, avait combattu long-temps, ainsi que son père, pour le parti angevin, et pour la république florentine, toujour dévouée à la France. Mais Sforza jugea que la sûreté et l'indé-

pendance de l'Italie ne pourraient être maintenues qu'autant que le royaume de Naples ne tomberait pas entre les mains des Français. Déjà ceux-ci étaient maîtres de Gênes et des portes de l'Italie; ils la parcourraient sans cesse dans toute sa longueur, s'ils acquéraient encore la souveraineté de Naples, et ils contiendraient dans la crainte ou la sujétion tous les États de la péninsule. Sforza résista à tous ses amis, à tous ses serviteurs et à sa femme, qui le sollicitaient vivement en faveur de la maison d'Anjou; il ramena Côme de Médicis à ses sentimens, et il empêcha ainsi la république de Florence de seconder le parti vers lequel elle se sentait entraînée; le duc de Calabre, entré dans le royaume de Naples en 1459, avait commencé par y obtenir des succès; mais comme il ne recevait point de secours du dehors, il eut bientôt fatigué et épuisé les peuples qui devaient fournir seuls à son entretien; il reperdit alors, les unes après les autres, les provinces qui s'étaient d'abord déclarées pour lui, et il fut enfin contraint, en 1464, d'abandonner le royaume. Ferdinand, pour s'y affermir, retint dans ses cachots, ou fit périr les grands feudataires qui s'étaient montrés favorables à son rival; surtout il résolut de se défaire du plus grand capitaine qui restât alors à l'Italie, de Jacob Piccinino, fils de Nicolas, et chef de ce qu'on nommait encore les milices ou l'école de Braccio. Il l'envoya chercher à Milan, où Piccinino, qui avait servi les Angevins, s'était retiré, et avait épousé une fille de François Sforza. Il l'invita à rentrer à son service, et lui promit les premières dignités de son royaume. Il prit, envers son beau-père et envers lui-même les engagemens les plus formels, et l'accueillit avec des honneurs qu'il n'aurait pas prodigués aux premiers souverains; mais, après l'avoir entretenu vingt-sept jours dans les fêtes, ayant trouvé le moyen de le séparer de ses officiers les plus affidés, il le fit arrêter le 24 juin 1465 dans son propre palais, et étrangler aussitôt.

Peu de mois après que le duc de Calabre eut quitté le royaume de Naples, le grand citoyen qui gouvernait Florence, Côme de Médicis, mourut le 1er août 1464, dans sa soixante-quinzième année. Rappelé depuis trente ans dans sa patrie par la révolution qui avait exilé les Albizzi, il éteignit complétement par son autorité, durant cet espace de temps, l'ancienne fermentation qui remuait autrefois les esprits dans cette république. En apparence, la constitution n'avait point changé; le pouvoir administratif était toujours confié à un gonfalonier et à huit prieurs, qui, pendant les deux mois de leur charge, ne

sortaient pas du palais public : le pouvoir judiciaire était toujours exercé par deux ou trois recteurs étrangers, qui, sous le nom de capitaine du peuple, de podestat et de bargello, étaient investis du droit de vie et de mort. On les choisissait chaque année dans une ville amie ; ils arrivaient avec leurs juges, leurs sergens et tous leurs officiers de justice, et recevaient un traitement magnifique ; mais, à leur sortie de charge, ils devaient rendre compte devant un syndicat chargé d'examiner leur conduite. Les lois enfin ne pouvaient être rendues que sous la triple sanction du collége, du conseil du peuple et du conseil commun. Mais on avait en vain conservé tout cet échafaudage extérieur du pouvoir populaire; l'inégalité extrême était née du progrès démesuré de l'opulence, et les citoyens se sentaient à une trop énorme distance les uns des autres, pour reconnaître encore l'égalité de leurs droits. L'on voyait plusieurs citoyens florentins qui l'emportaient par leurs revenus sur les plus grands princes des monarchies; leurs palais, encore aujourd'hui l'objet de notre admiration, étalaient déjà tous les prodiges des arts, en même temps qu'ils se présentaient aux regards avec la foule de serviteurs qui les remplissaient comme des forteresses où la justice publique n'osait pénétrer. D'autre part, les artisans ne prétendaient déjà plus à des droits politiques; bien plus, les citoyens qui s'étaient maintenus dans une aisance modeste n'avaient plus le sentiment de leur indépendance : ils savaient que le crédit, la protection de leurs riches concitoyens, leur étaient nécessaires pour faire prospérer leur industrie.

C'était en raison de cette inégalité si profonde qu'une étroite aristocratie s'était emparée de toute la direction de l'État. Elle reconnaissait comme ses chefs Côme de Médicis, le plus riche des Italiens, et Néri Capponi, l'homme d'État le plus habile de Florence. Le premier faisait l'usage le plus généreux de sa fortune ; il bâtissait de toutes parts des palais, des églises et des hôpitaux ; il répandait ses dons, ses prêts, ou l'usage de son crédit, parmi tous les citoyens pauvres; il accordait des pensions à tous les savans, à tous les artistes ; il recueillait et faisait copier des manuscrits dans toute l'Europe et tout le Levant ; on célébrait son goût et ses connaissances. Sans avoir rien écrit lui-même, il passait pour un savant, et on lui attribuait le renouvellement de la philosophie platonicienne, à cause des traductions qu'il avait fait faire. Tandis que Côme de Médicis fixait les regards du public par sa vie privée, Néri Capponi méritait ses suffrages par sa

vie publique. Toujours chargé, dans les ambassades, de toutes les négociations difficiles; à la guerre, de toutes les entreprises hasardeuses, il avait eu part à tous les succès les plus éclatans des Florentins, aussi bien durant l'administration des Albizzi, que durant celle des Médicis. De l'an 1434 à l'an 1455, que Néri Capponi mourut, six fois ces deux chefs de la république avaient assemblé le parlement, fait créer une balie, et, par son autorité extra-légale, exilé tous leurs ennemis, et recomposé les bourses de la magistrature, en y faisant entrer les noms seuls de leurs partisans. Ils avaient paru se proposer, dans leur administration, de calmer les passions, d'entretenir le repos au dehors comme au dedans de l'État. Ils avaient en effet réussi à empêcher que Florence ne fut troublée par de nouvelles factions, ou ne s'engageât dans de nouvelles guerres; mais déjà ils lui avaient fait subir les conséquences d'un gouvernement aristocratique. Médicis et Capponi n'avaient pu trouver des hommes qui leur sacrifiassent les libertés de leur patrie, que parce qu'ils se prêtaient eux-mêmes aux passions basses de leurs associés. Ils les laissaient se partager tous les petits gouvernemens des villes sujettes, et tous les emplois lucratifs. Ceux-ci, peu contens de cette première injustice, avaient réparti les impôts d'une main inégale, les faisant peser sur les pauvres, mais épargnant les riches, et s'en rendant eux-mêmes entièrement exempts. Enfin ils avaient commencé aussi à vendre leur protection, soit auprès des tribunaux, soit auprès des conseils; la faveur faisait taire la justice, et au milieu de la paix et d'une prospérité apparente, les Florentins sentaient que leur république dépérissait, minée par une corruption secrète et profonde.

Lorsque Néri Capponi mourut, les conseils se refusèrent à convoquer un nouveau parlement, pour remplacer la balie dont les pouvoirs expiraient le 1er juillet 1455. C'était l'aristocratie, dans laquelle étaient comprises toutes les créatures de Côme de Médicis, qui, jalouse de sa domination, avait voulu elle-même rentrer dans le régime légal : toute la république fut dans la joie, comme si la liberté était recouvrée ; les élections de la seigneurie recommencèrent à se faire par le sort ; le cadastre fut révisé, les contributions furent de nouveau réparties avec égalité, les tribunaux fermèrent l'oreille aux recommandations de ceux qui jusqu'alors avaient trafiqué de la justice, et ceux-ci ne voyaient plus de cliens affluer, les mains pleines, dans leurs maisons. Alors ils s'aperçurent que par leur jalousie de Côme

de Médicis ils n'avaient nui qu'à eux-mêmes. Côme, avec son immense fortune, était aussi considéré qu'auparavant ; le peuple était enivré de se sentir libre, mais eux ils se voyaient faibles et abandonnés. Ils voulurent, sans lui, rassembler le parlement ; mais Côme fit échouer leur entreprise, pour jouir plus long-temps de leur humiliation. Il craignit pourtant que les Florentins ne s'accoutumassent de nouveau à la liberté ; et lorsque Lucas Pitti, citoyen extrêmement riche, puissant et audacieux, devint gonfalonier de justice, au mois de juillet 1458, Côme de Médicis s'entendit avec lui pour remettre les Florentins sous le joug. Pitti assembla le parlement, après avoir garni toutes les issues de la place publique de paysans armés ou de soldats. Le peuple menacé et tremblant dans cette enceinte consentit à nommer une nouvelle balie plus violente, plus tyrannique qu'aucune des précédentes, composée de trois cent cinquante-deux personnes, auxquelles furent délégués tous les pouvoirs de la république ; elle exila un grand nombre de citoyens qui avaient montré le plus d'attachement à la liberté, et elle en fit périr quelques-uns.

A cette époque, Côme de Médicis, âgé de soixante-neuf ans, comptait que ses deux fils, dans la vigueur de l'âge, suppléeraient à sa force défaillante ; mais l'aîné, Pierre, était perclus de la goutte, devenue héréditaire dans sa famille. Obligé de se faire porter dans un fauteuil, il ne pouvait ni marcher, ni se tenir à cheval ; d'ailleurs il n'était distingué ni par les qualités de l'esprit, ni par la force du caractère. Le second, Jean, était doué de beaucoup plus de talens ; c'était en lui que Côme mettait l'espérance de sa maison, mais il mourut au mois de novembre 1463. Lucas Pitti, s'élevant à leur place, se regardait désormais comme le seul chef de l'État. Cet homme arrogant entreprit de bâtir le magnifique palais habité aujourd'hui par le grand-duc. Il n'offensa pas seulement l'égalité républicaine par la splendeur de cette demeure royale, la construction du palais Pitti fut pour lui une occasion de montrer son mépris pour les lois et la liberté. Il fit de cette enceinte un asile où il accueillait tous les repris de justice, qu'aucun ministre des tribunaux n'osait y poursuivre, dès qu'ils prenaient part aux travaux du palais. En même temps les particuliers, aussi bien que les communautés, qui voulaient obtenir quelque grâce de la république, savaient que le seul moyen d'être écoutés, était d'offrir à Lucas Pitti quelques marbres, quelques bois précieux, qu'il pût employer pour son palais.

Lorsque Côme de Médicis mourut, à sa maison de campagne de Careggi, le 1er août 1464, Lucas Pitti se sentit affranchi des égards et de la modération que lui imposait encore ce grand citoyen, sur le tombeau duquel la seigneurie fit inscrire l'année suivante le titre de père de la patrie. Pierre de Médicis, son fils, alors âgé de quarante-huit ans, crut cependant pouvoir succéder, par droit héréditaire, à l'administration de la république, comme il succédait aux richesses de son père ; mais l'état de sa santé ne lui permettait ni de donner une attention suivie aux affaires, ni d'inspirer aucune crainte à ses rivaux. Pour diminuer le poids de ses occupations, sous lesquelles il succombait, il résolut de retirer du commerce une partie de son immense fortune ; de rappeler toutes les commandites qu'il faisait à d'autres négocians, et de les placer en fonds de terre. Mais cette demande inattendue de capitaux considérables causa un choc funeste au commerce florentin ; en même temps elle aliéna de la maison de Médicis tous ses débiteurs, et elle lui fit perdre beaucoup de sa popularité. A la même époque, la mort de François Sforza, survenue le 8 mars 1466, priva le parti des Médicis de leur plus ferme appui au dehors. François Sforza, soit comme condottieri, soit comme duc de Milan, avait toujours été l'ami dévoué de Côme. Son fils Galéas, qui lui succédait, annonça bien qu'il voulait persister dans les mêmes alliances ; mais on ne retrouvait point en lui les talens, le caractère et surtout la gloire de François. Il parut croire que le pouvoir suprême dont il héritait lui apportait le droit de rechercher sans contrainte tous les plaisirs, de se livrer à tous les vices. Il dissipa par son faste les finances du duché de Milan ; il attenta, par son libertinage, à l'honneur de presque toutes les familles nobles, et il s'aliéna le peuple par ses cruautés.

Les amis de la liberté à Florence s'aperçurent bientôt que Lucas Pitti et Pierre de Médicis n'étaient plus d'accord : ils reprirent courage ; et, lorsque le dernier proposa aux conseils de convoquer le parlement pour renouveler la balie, dont les pouvoirs expiraient au 1er septembre 1465, ils s'y refusèrent. Les magistratures recommencèrent alors à être tirées au sort, parmi les membres du parti qui avait été victorieux en 1434. Mais ce retour de liberté fut de courte durée. Pitti et Médicis se réconcilièrent, ils convinrent d'assembler le parlement, et de le diriger de concert ; pour l'intimider, ils s'entourèrent d'armes étrangères : en nommant la balie, le 2 sep-

tembre 1466, Pierre de Médicis réussit à n'y faire entrer que ses partisans, et à en exclure tous ceux de Lucas Pitti; tous les citoyens qui avaient montré du zèle pour la liberté furent exilés, plusieurs furent soumis à des amendes énormes; cinq commissaires nommés *accoppiatori*, furent chargés d'ouvrir tous les deux mois les bourses de la seigneurie, et d'y choisir le gonfalonier et les huit prieurs qui entreraient en charge. Ceux-ci se sentaient dans une telle dépendance de Pierre de Médicis, que souvent le gonfalonier se rendait à son palais pour prendre ses ordres, et les publiait ensuite comme le résultat de la délibération de ses collègues, qu'il n'avait pas même consultés. Lucas Pitti, cependant, s'était ruiné en bâtissant son palais. On avait jugé ses talens tout à fait disproportionnés à son ambition; les amis de la liberté et ceux des Médicis le détestaient également, et il demeurait dépouillé de tout pouvoir dans la ville qu'il avait tant contribué à asservir.

L'Italie était remplie d'émigrés florentins; chaque révolution, bien plus, chaque convocation du parlement était suivie du bannissement de plusieurs citoyens. Le parti des Albizzi avait été exilé en 1434; mais les Alberti, qui les avaient vaincus, furent exilés à leur tour en 1466; et parmi les associés des uns ou des autres se trouvaient tous les noms historiques de Florence, ces noms que l'Europe avait appris à respecter, soit à cause du crédit immense qu'ils exerçaient dans le commerce, soit parce que les lettres et les arts répandaient leur éclat sur tout ce qui se faisait à Florence. L'Italie s'étonnait de l'exil de tant de personnages illustres; les citoyens qui avaient échappé à la proscription frémissaient de voir s'établir chez eux la tyrannie : mais le bas peuple, en général, était content; il ne seconda point Barthélemy Coléoni, lorsque celui-ci entra en Toscane, en 1467, avec les émigrés florentins, qui l'avaient pris à leur solde; le commerce prospérait, les manufactures étaient entretenues dans une grande activité, des salaires élevés maintenaient dans l'aisance tous ceux qui vivaient de leur travail; en même temps les Médicis les entretenaient, par des spectacles et des fêtes continuelles, dans une sorte de carnaval; et, au milieu de ces réjouissances publiques, le peuple oubliait sa liberté. Cependant Pierre de Médicis était trop constamment malade pour exercer lui-même cette souveraineté qu'il avait ravie à sa patrie. Il la laissait à cinq ou six citoyens qui régnaient en son nom. Thomas Sodérini, André des Pazzi, Louis Guicciardini, Mattéo Palmiéri et Pierre

Minerbetti étaient les vrais chefs de l'État. Non seulement ils en dirigeaient toutes les affaires, ils s'en attribuaient encore tous les profits; ils faisaient acheter leur crédit et leur influence, ils satisfaisaient leurs vengeances ou leur cupidité, en évitant toutefois d'agir en leur nom propre, d'engager leur responsabilité; ils la laissaient tout entière à la maison de Médicis. Pierre, dans les derniers mois de sa vie, s'aperçut des désordres et de la corruption de ses agens; il s'affligea de leur voir souiller sa mémoire, et leur adressa de sévères réprimandes : il rentra même en correspondance avec les émigrés qu'il songeait à rappeler, lorsqu'il mourut le 2 décembre 1469. Ses deux fils, Laurent et Julien, dont l'aîné n'avait pas vingt et un ans, furent présentés par Thomas Sodérini aux ambassadeurs étrangers, aux magistrats et aux premiers citoyens de la faction dominante; il dit aux derniers que le vrai moyen de maintenir l'influence de leur parti, c'était de maintenir le respect de tous pour ses chefs. Cependant les deux Médicis, livrés à tous les plaisirs de la jeunesse, n'avaient pas encore l'ambition d'attirer à eux le pouvoir. Il demeura aux mains des cinq citoyens qui l'avaient exercé sous Pierre de Médicis.

Pendant que la république de Florence perdait ainsi sa liberté, celle de Bologne tombait de la même manière sous la dépendance de la famille Bentivoglio, et son asservissement était plus honteux encore, car aucun éclat ne s'attachait au nom de Jean II Bentivoglio, qui gouverna cet État, de l'an 1462 à l'an 1508. Laissé en bas âge par son père Annibal, tué en 1445, il fut élevé par le fils adultérin d'un de ses parens que Côme de Médicis découvrit à Florence; et il reçut de lui, comme un héritage paternel, la souveraineté de sa patrie. En même temps, les républiques de Sienne et de Lucques, profitant du calme de la paix, étaient rentrées dans une profonde obscurité. Celle de Gênes, agitée par des convulsions intérieures qui se succédaient sans relâche, perdait toute influence sur le reste de l'Italie, et ne conservait plus même le souvenir d'une liberté sans cesse opprimée par des factions. En 1458, Gênes s'était soumise au roi de France, alors Charles VII; et Jean d'Anjou, duc de Calabre, était venu en son nom y exercer les fonctions de gouverneur. Il en avait fait en même temps sa place d'armes, pour de là porter la guerre dans le royaume de Naples. Mais cette guerre avait fatigué les Génois, qui s'étaient soulevés contre les Français, et qui avaient détruit, le 17 juillet 1461, l'armée de René d'Anjou envoyée pour les soumettre. Tou-

tefois, les Génois n'eurent pas plus tôt secoué un joug étranger, qu'ils recommencèrent à se partager entre les factions des Adorni et des Fregosi : l'une et l'autre leur avaient tour à tour donné des doges; le plus violent, le plus tyrannique, fut Paul Fregoso, archevêque de Gênes, qui était rentré dans sa patrie, en 1462, comme chef de brigands, et qui en était ressorti deux ans plus tard comme chef de pirates. Les Génois, dégoûtés de leur indépendance par tant de forfaits et tant de troubles, se donnèrent, le 13 avril 1464, à François Sforza, duc de Milan; et ils demeurèrent ensuite soumis à son fils Galéas.

Les Vénitiens seuls, en Italie, conservaient avec honneur, à cette époque, le nom de république : cependant c'était une république sans liberté. Leur politique intérieure est demeurée presque toujours dans l'ombre, et ils n'ont laissé consigner à l'histoire que leurs efforts pour la défense de l'Italie contre les Turcs. Ces efforts auraient été plus glorieux si les Vénitiens avaient su mieux gouverner leurs sujets d'Orient. Leurs possessions sur la côte illyrienne, et jusqu'à l'extrémité de la Grèce, étaient tellement étendues, elles comprenaient des pays dont les productions étaient si riches et dont le site présentait de si grands moyens de défense, une population dont une partie était si brave et l'autre si industrieuse, que si les Vénitiens s'étaient mis franchement à la tête de la nation illyrienne, s'ils l'avaient régie seulement avec autant d'équité, avec une protection aussi intelligente qu'ils administraient leurs provinces conquises en Lombardie, ils y auraient fondé un empire inébranlable qu'ils auraient conservé à la civilisation. Mais les Vénitiens regardèrent toujours ces établissemens hors de l'Italie comme plus tard les Espagnols, les Anglais, les Hollandais ont regardé leurs possessions dans les deux Indes. Non seulement ils ne permirent point aux habitans de jouir de droits politiques, ils leur refusèrent les droits de l'humanité, ou du moins, s'ils virent en eux des hommes, ils ne leur laissèrent point oublier qu'ils les croyaient d'une race inférieure aux Italiens. Au lieu de mettre à profit l'intelligence supérieure et l'industrie des Grecs, ils ne voulurent voir en eux que la fourberie et la perfidie, et ils s'attribuèrent à leurs dépens, dans leurs propres villes, le monopole du commerce. Les Albanais, les Illyriens, bien différens des Grecs, étaient impatiens de toute gêne, de tout travail assidu, mais énergiques et braves. La république aurait trouvé chez eux ses meilleurs soldats, ses meilleurs marins, si elle avait voulu les recevoir sur un pied d'égalité dans ses armées ou ses

flottes; mais, en s'obstinant à ne voir en eux que des sauvages auxquels elle n'accordait aucune confiance, elle les repoussa au dernier rang de son armée, et quand elle consentit enfin à lever chez eux la cavalerie légère des Stradiotes, elle les destina bien plus à courir le pays et à le ravager, qu'à le défendre.

Immédiatement après la prise de Constantinople, les Vénitiens avaient envoyé à Mahomet II, un ambassadeur chargé de racheter ceux de leurs compatriotes qui avaient été faits captifs dans la capitale de l'empire grec ; et celui-ci avait signé avec le sultan, le 8 avril 1454, un traité de paix et de bon voisinage, en vertu duquel la république devait entretenir à Constantinople, comme elle le faisait au temps des empereurs grecs, un baile, qui était en même temps son ambassadeur et le juge de tous les sujets vénitiens établis dans le Levant. Mahomet II profita de cette paix pour subjuguer successivement les principautés illyriennes ou grecques, dont l'indépendance avait survécu à la chute de Constantinople. En 1488, il conquit les royaumes de Rascie et de Servie, et, dans la même année, le duché d'Athènes, dont il fit étrangler le dernier duc ; c'était un Florentin, nommé François Acciainoli. En 1460, il dépouilla les deux Paléologues, frères du dernier empereur, qui portaient le titre de despotes de Morée. En 1462, il conquit Sinope, Cérasus et Trébisonde, petits États grecs qui s'étaient maintenus indépendans, sur les bords du Pont-Euxin. En 1463, il fit la conquête de la Valachie et de la Moldavie, puis du royaume de Bosnie et du bannat d'Esclavonie. Ce fut dans la même année que la guerre se ralluma en Morée entre les Vénitiens et les Turcs. Les Vénitiens possédaient depuis long-temps, dans cette péninsule, plusieurs places fortes, Coron, Modon, Argos, Napoli de Malvoisie. Le commandant de Coron reçut dans cette forteresse un esclave qui avait volé la caisse du commandant turc d'Athènes ; il partagea l'argent avec lui et refusa de rendre le fugitif, sous prétexte qu'il s'était fait chrétien. Les Turcs commencèrent alors les hostilités. Louis Lorédano, capitaine général des Vénitiens, souleva les Grecs du Péloponèse, et entreprit avec eux de défendre l'isthme de Corinthe ; mais il s'en laissa chasser l'année suivante ; il abandonna les Grecs qui s'étaient joints à lui ; ceux-ci furent massacrés, et il revint chercher un refuge dans ses forteresses.

Les Vénitiens cependant s'efforçaient d'opposer aux musulmans une ligue puissante ; ils avaient conclu, le 12 septembre 1463, un

traité d'alliance avec Mathias Corvinus, le libérateur de la Hongrie; ils comptaient sur l'assistance efficace d'une croisade que le duc de Bourgogne avait promis de conduire, et que le pape Pie II faisait prêcher dans tous les pays latins; mais, lorsque ce pape se rendit à l'armée qu'il rassemblait à Ancône, il n'y trouva qu'une troupe désordonnée, lâche et cupide, qui lui demandait de l'argent et des armes, et qui désertait après les avoir reçus. Pie II était lui-même accablé de maladie, et il mourut à Ancône le 14 août 1464; tout le reste des croisés se dissipa bientôt. Le pape avait engagé le vaillant Georges Castriot, surnommé *Scanderberg*, à rompre, à l'occasion de cette croisade, le traité de paix qu'après vingt ans de victoires, de 1442 à 1462, il avait obtenu des Turcs. Celui-ci, abandonné seul à ses ennemis qu'il avait bravés, perdit, en 1465, à peu près toute l'Épire qu'il avait soulevée, et il mourut lui-même le 17 janvier 1466, dans la ville vénitienne d'Alessio où il avait été forcé de se réfugier.

Mathias Corvinus restait seul aux Vénitiens; en combattant les Turcs en Hongrie, il les empêchait de concentrer leurs forces contre la république; mais le pape Paul II, qui avait succédé à Pie II, craignait les réformateurs de Bohême plus encore que les musulmans: il engagea Mathias Corvinus à tourner ses armes contre le roi de Bohême, et à le déposer, pour le punir d'avoir toléré les Hussites. Les Turcs profitèrent de l'absence de ce redoutable antagoniste pour envahir la Croatie, en 1469, et en massacrer presque tous les habitans. L'année suivante on les vit, pour la première fois, armer une flotte, chasser des mers de Grèce la flotte vénitienne, attaquer l'Eubée, qui appartenait aux Vénitiens, et prendre d'assaut Négrepont, le 12 juillet 1470, dont ils passèrent les habitans au fil de l'épée.

Les Vénitiens, dont le commerce embrassait tout le monde connu, tentèrent alors de trouver des alliés contre Mahomet II dans les régions lointaines de l'Asie, situées au levant de la Turquie. Leurs ambassadeurs ont écrit des relations de leurs voyages: elles nous sont demeurées, et elles ont révélé pour la première fois aux Latins le monde oriental. Hassan-Beg, ou Ussun-Cassan, qui en 1468 avait conquis la Perse sur les descendans de Timour, menaçait alors l'empire turc. Il avait épousé une princesse grecque de Trébisonde; les Vénitiens lui envoyèrent en ambassade Catherino Zeno, parent de cette même princesse, qui, pour le joindre, traversa avec des dangers

infinis la Caramanie, la petite Arménie et le pays des Curdes. Bientôt cette route fut fermée par les armes des Turcs aux autres Vénitiens qui voulurent le suivre, et Josaphat Barbaro, Ambroise Contarini, et d'autres que la république envoya successivement à Ussun-Cassan, tentèrent tour à tour de joindre les caravanes de Mamelucks en Égypte, pour traverser avec elles la Syrie jusqu'au golfe Persique, ou d'arriver à la mer Noire par l'Allemagne et la Pologne, pour entrer ensuite en Perse par la Géorgie et la Mingrelie. Lorsque Contarini voulut revenir en Europe, cette route lui fut égalcment fermée par les Turcs, et il fut obligé de s'aventurer le long de la mer Caspienne, par les portes de Derbent, Astracan et la Moscovie jusqu'en Pologne. Mais ces voyages, merveilleux pour le quinzième siècle, et qui ont fait faire de grands progrès à la géographie, profitèrent peu pour la guerre. Les communications étaient trop lentes et trop incertaines pour qu'il fût possible aux Persans et aux Vénitiens d'agir de concert. Leurs efforts pour se rencontrer n'eurent d'autres effets que de causer la ruine et le pillage de plusieurs villes grecques de l'Asie. En 1472, Pierre Moncenigo ravagea la Carie et l'île de Cos, et pilla Satalie et la Pamphilie, Smyrne et l'Ionie. L'année suivante il brûla encore Myra dans la Lycie; cherchant partout des nouvelles d'Ussun-Cassan dont il apprit enfin la défaite non loin de Trébisonde. Ces deux campagnes furent souillées par des cruautés effroyables, dont les chrétiens grecs, sujets des Turcs, que les Vénitiens prétendaient vouloir délivrer, furent presque les seules victimes.

A cette époque l'amiral vénitien fut détourné de la guerre qu'il faisait aux Turcs, par la part qu'il prit aux guerres civiles qui depuis douze ans désolaient le royaume de Chypre. Janus III de Lusignan, roi de Chypre, mort en 1458, n'avait laissé qu'une fille légitime, mariée l'année suivante à Louis, second fils du duc de Savoie ; il avait aussi un fils naturel nommé Jacques, et celui-ci, avec l'aide du soudan d'Égypte, dont il se reconnaissait vassal, enleva la couronne à sa sœur et au prince savoyard. Jacques de Lusignan fut appelé à se défendre contre les attaques réitérées de cette sœur ; il manquait d'argent, mais un riche marchand vénitien lui donna en mariage sa fille Catherine Cornaro avec cent mille ducats de dot. Cependant, pour rendre cette simple citoyenne digne d'une alliance royale, la république de Venise adopta Catherine Cornaro, et la déclara fille de Saint-Marc. Le mariage fut célébré en 1471, et le 6 juin 1473

Jacques de Lusignan mourut, laissant sa femme grosse. La république alors se hâta de se déclarer tutrice de sa fille adoptive et de l'enfant qu'elle portait dans son sein. Cet enfant mourut un an après sa naissance, et la république prétendit de nouveau que Catherine Cornaro avait hérité de son fils, qu'elle-même à son tour devait hériter de sa fille. Se regardant comme éternelle, elle était sûre de lui survivre; mais elle ne l'était pas également qu'elle ne se remariât point, et n'eût pas d'autres enfans. Dès 1473 les Vénitiens avaient mis des garnisons dans toutes les citadelles de l'île pour assurer leur tutelle. Cette possession précaire ne leur suffisant pas, en 1489 ils engagèrent la reine Catherine Cornaro à abdiquer la royauté, et à se retirer à Asolo dans le Trévisan. Ce fut ainsi que la république soumit le royaume de Chypre; déjà elle portait dans ses armes les couronnes des royaumes de Candie et de Morée. L'île de Chypre, riche en vin, en blé, en huile et en cuivre, était le plus important des trois royaumes vénitiens.

Dans l'année 1474 les Turcs assiégèrent vainement Scutari, et l'année suivante la ville de Lépante; mais dans la même année 1475 Mahomet II prit et ruina la ville de Caffa, colonie florissante des Génois en Crimée. Les Turcs, maîtres de la Bosnie, commencèrent ensuite, en 1477 et 1478, à menacer les États de terre-ferme des Vénitiens; ils passèrent l'Isonzo, et même le Tagliamento; ils ravagèrent les fertiles campagnes du patriarcat d'Aquilée et du Friuli; ils en massacrèrent la population ou l'emmenèrent en captivité, et ils commencèrent ainsi à faire éprouver aux Italiens les horreurs de ces guerres de barbares qui avaient dépeuplé l'empire d'Orient avant de l'asservir. Le 15 juin 1478 ils prirent Croia, qui avait été la capitale de Scanderbeg, et ils en détruisirent toute la population, au mépris de la capitulation qu'ils avaient accordée : ils commencèrent ensuite le siége de Scutari. La république de Venise, abandonnée par toute la chrétienté, épuisée par de si longs efforts, et craignant de voir bientôt paraître les armées turques en Lombardie, s'estima heureuse, pour acheter la paix, de livrer aux musulmans cette place, avec plusieurs des châteaux forts qu'elle possédait en Illyrie et en Morée. Ce fut à ces conditions que la paix fut signée entre elle et le sultan, le 26 janvier 1479.

CHAPITRE XII.

Fréquence des conjurations ; dernière ressource des patriotes italiens ; leur mauvais succès. — Conjuration des Pazzi. — Administration de Laurent de Médicis, et sa mort.

1470—1492.

L'Italie était arrivée à l'époque fatale où sa liberté ne pouvait plus être sauvée par une noble résistance, ou recouvrée à force ouverte ; il ne lui restait plus que la ressource, toujours dangereuse, et le plus souvent funeste, des conspirations. Tant que les habitudes de liberté se conservent dans tout le peuple, tant que toutes les classes ont également horreur de la servitude, une explosion subite des sentimens qui se trouvent dans tous les cœurs suffit pour accomplir une révolution, pour rendre vains les efforts des usurpateurs, ou pour renverser une tyrannie récente, si elle a réussi à s'établir momentanément. Le despote, lors même qu'il fait taire, par la terreur, le peuple qu'il a désarmé et qu'il opprime, sait toujours qu'il est en guerre avec lui ; il a trop à craindre de toutes les classes pour en flatter ou essayer d'en gagner aucune. Mais lorsque le pouvoir absolu a pu se prolonger assez long-temps pour laisser oublier la violence de sa première origine, lorsque la plupart des hommes qui sont dans la vigueur de l'âge sont nés sous son joug, et n'ont jamais connu un temps meilleur, il se trouve bientôt appuyé par toute la partie inerte de la nation, par toute celle qui, incapable de penser et de s'instruire par elle-même, doit se contenter d'idées d'emprunt, et accueillir aveuglément toutes les notions qu'il convient au gouvernement de lui inculquer.

En effet, avec la perte de la liberté ont dû cesser ces communications libres et animées qui échauffent les âmes, et qui font descendre les nobles sentimens, même aux classes que la connaissance des temps passés ou l'expérience des nations étrangères n'éclaire point. Le prince, au milieu du silence universel, parle seul dans les pays asservis. Il dicte les proclamations des autorités et les sentences des tribunaux ; il inspire même le langage que le prêtre tient dans la chaire ou le confessionnal. Parce qu'il dispense les revenus de la société, il se présente comme une providence, et il fait croire au peuple qu'il lui donne tout ce qu'il ne lui ôte pas. L'indigent sait gré de la charité publique ; le laboureur, de la justice et de la police qui protégent sa propriété ; la populace des villes applaudit aux rigueurs qui frappent les classes élevées ; l'orgueil national s'irrite contre l'étranger qui plaint un peuple malheureux et mal gouverné, et la vanité vulgaire s'intéresse au maintien de ce qui est. Si quelque souvenir des temps de liberté se conserve dans les classes ignorantes, il s'attache seulement aux traits qui peuvent les remuer par des images de souffrance ; elles ont entendu parler des efforts par lesquels leurs pères avaient défendu les droits du peuple, des sacrifices que ces droits leur avaient coûtés ; mais elles ne voient que les maux de la lutte, tandis que son résultat échappe à leur imagination, parce qu'il n'a rien de matériel. Elles concluent que le pain était aussi cher dans les temps de liberté, que le travail était aussi pénible, et qu'aux privations qu'elles endurent se joignaient alors les dangers de ces catastrophes violentes, dont les pères ont transmis aux enfans quelques détails effrayans. L'esclavage, a-t-on dit, avilit l'homme jusqu'à s'en faire aimer ; et l'observation confirme cette maxime : partout les nations paraissent attachées à leurs gouvernemens, en raison de l'imperfection de leur régime ; partout elles aiment le plus dans leurs institutions ce que celles-ci ont de plus vicieux, et la résistance de toutes la plus obstinée, c'est celle que les peuples opposent à leur progrès moral.

Tel était, en particulier, l'état de l'Italie à la fin du quinzième siècle. Dans les villes lombardes, le bas peuple ne conservait plus, des temps de liberté, d'autre souvenir que celui qu'imprimaient, dans toutes les imaginations, quelques ruines, que les pères montraient aux enfans comme monumens d'anciens combats, d'anciennes violences. Les habitans des campagnes n'ayant jamais joui de droits

politiques, ne redoutaient de fléaux que la guerre, et n'estimaient un gouvernement qu'à raison de ses dispositions pacifiques. Galéas Sforza, pour s'attacher davantage encore les hommes qui sont mus par leurs sens plus que par leurs réflexions, s'entourait de toute la magnificence du plus riche souverain, et le peuple milanais lui savait gré de ce spectacle, sans songer que c'était lui-même qui le payait. Les Médicis, dont l'autorité à Florence était plus récente, s'appliquaient surtout à la rendre populaire, par les fêtes continuelles dans lesquelles ils entretenaient leurs concitoyens, et dont leur patrimoine faisait, du moins en partie, les frais. Les souverains des autres États d'Italie avaient de même, et par des voies diverses, réussi à gagner l'affection des paysans et de la populace des villes. La protection qu'ils accordaient aux prévenus, soustraits par eux à la justice, était un de leurs grands moyens de séduction. Les lois menaçaient de peines effroyables les criminels ; le procès commençait par la torture, et finissait par la roue ; cependant chaque fête de village amenait quelques meurtres, et ceux qui les commettaient étaient justement ces hommes déterminés, que le tyran voulait se concilier. En les dérobant à la justice, il obtenait d'eux et de leur famille une reconnaissance proportionnée à l'atrocité des châtimens. Ainsi les hommes qui auraient été les plus dangereux meneurs de la populace, étaient presque tous dévoués au prince ; et un appel pour le renversement de la tyrannie ne trouvait d'écho ni sur la place publique, ni dans les campagnes. D'autre part, tous les citoyens qui avaient de l'élévation dans l'âme, ceux qui savaient ce qu'avait été leur patrie, et ce qu'elle devenait ; ceux qui pouvaient comparer la servitude chez eux, avec la liberté chez l'étranger ; ceux, enfin, que la philosophie éclairait sur la dégradation morale, toujours croissante, des hommes soumis au pouvoir absolu, ne pouvaient se résigner à la perte d'une liberté, qu'ils sentaient devoir être suivie de celle de toutes leurs vertus. Ils voulaient résister ; mais des soldats, payés de leur argent, gardaient le tyran dans des murs qu'avaient bâtis leurs pères pour la défense de leur liberté ; l'organisation sociale, fondée pour le bien de tous, était dirigée par une main usurpatrice vers l'oppression de tous. Le droit de punir du juge, et le droit de faire grâce du prince, étaient exercés de concert, pour donner à celui-ci des sicaires affidés. Les alliances, contractées au nom de la patrie, établissaient une garantie mutuelle entre les usurpateurs contre les peuples.

Nulle part le bon citoyen ne voyait de force dont il pût invoquer l'assistance ; et s'il était assuré que tous les hommes doués d'intelligence et de vertu, que tous les riches même désiraient la liberté, il savait aussi que le tyran pouvait armer contre elle toute la masse ignorante et brutale.

Le sentiment du triomphe de l'injustice et de la brutalité, celui de l'oppression, que tous ceux qui avaient un cœur et une âme éprouvaient sous le joug de ceux qui n'avaient que des sens, étaient ce qui faisait souvent recourir les premiers, dans ce siècle, à des conspirations. D'ailleurs, l'étude de l'antiquité, qu'on avait alors reprise avec tant d'ardeur, conciliait aux conjurés, imitateurs des défenseurs anciens de la liberté, l'approbation publique et presque l'admiration universelle. Les Harmodius, les Timoléon, les Brutus, qui, le poignard à la main, avaient rendu la liberté à Athènes, à Corinthe et à Rome, étaient signalés dans les écoles, aux jeunes élèves, comme les vengeurs de la justice et du droit, les sauveurs de l'humanité. D'autre part, les meurtres étaient si communs, les hommes d'honneur en ressentaient si peu de scrupule, que les conspirateurs ne se sentaient point arrêtés par la répugnance à répandre le sang. Non seulement chaque prince et chaque gentilhomme, mais chaque magistrat, chaque citoyen, était prêt, dans toute l'Europe, à tuer pour défendre le moindre droit, pour écarter le moindre obstacle, pour faire preuve d'énergie, pour laver une offense ; quiconque avait des valets voulait avant tout qu'ils fussent braves, et toujours armés pour exécuter au besoin des ordres sanguinaires. C'était même parce que les meurtres étaient le plus souvent commis par eux, que le service domestique ne dérogeait pas. Les gens bien nés plaçaient leurs enfans chez des seigneurs, comme pages, comme estafiers, comme écuyers, parce qu'ils y portaient l'épée, et que la servitude était anoblie par la chance de répandre du sang.

Loin donc d'éprouver la répugnance que nous sentirions aujourd'hui, à délivrer leur patrie par un assassinat, les hommes du quinzième siècle voyaient de l'honneur dans le meurtre, de la vertu dans le dévouement, de la grandeur historique dans la conspiration. Le danger seul les arrêtait ; mais ce danger était effroyable, car les tyrans se sentant en guerre avec tous ceux qu'ils craignaient, se tenaient toujours sur leurs gardes ; et comme ils ne devaient leur sûreté qu'à la terreur, les supplices qu'ils infligeaient, s'ils demeuraient les

plus forts, étaient atroces. Ces dangers, quels qu'ils fussent, ne rebutèrent point les ennemis de l'ordre existant, pas plus parmi les royalistes que parmi les républicains. Jamais on n'avait vu des conjurations plus fréquentes et plus hardies. Le mauvais succès de ceux qui avaient succombé n'empêchait point que d'autres ne marchassent immédiatement sur leurs traces.

Le premier complot fut dirigé contre les Médicis ; ce fut celui de Bernardo Nardi, l'un des Florentins qui, du temps de Pierre de Médicis, avaient été exilés de leur patrie. Avec une centaine de partisans, il surprit la porte de Prato, le 6 avril 1470. Il se rendit maître du palais public, où il arrêta le podestat florentin, et il occupa la citadelle ; puis il parcourut la ville en appelant le peuple à la liberté. Il comptait faire de cette petite ville, qui n'est qu'à dix milles de Florence, la place d'armes du parti républicain, et y commencer la résistance contre les Médicis. Mais quoiqu'il eût réussi à se rendre maître de Prato par surprise, les habitans demeuraient sourds à sa voix ; aucun d'eux ne répondait à son appel et ne venait le joindre ; personne ne détestait assez la tyrannie pour s'exposer aux derniers malheurs en la combattant. Les amis du gouvernement, voyant que Nardi demeurait seul, prirent enfin les armes ; ils l'attaquèrent de toutes parts, et l'accablèrent par le nombre. Nardi, fait prisonnier, fut conduit à Florence, où il eut la tête tranchée avec six de ses complices. Douze autres furent retenus à Prato, et pendus.

La conjuration, qui éclata à Ferrare le 1er septembre 1476, était dirigée par un parti monarchique. La maison d'Este, souveraine à Ferrare, à Modène et à Reggio, avait eu pour chef deux fils naturels de Nicolas III ; Lionnel, qui régna de 1441 à 1450, et Borso, qui régna de 1450 à 1470. Après eux seulement, leur frère Hercule Ier, né d'un légitime mariage, recueillit une succession qui s'était augmentée et affermie sous le règne des deux bâtards. C'était Borso qui avait fait sanctionner, par les chefs de l'Empire et de l'Église, une autorité que ses ancêtres tenaient du peuple. Frédéric III l'avait nommé duc de Modène et Reggio, et Paul II, duc de Ferrare. Borso n'avait point d'enfant ; mais Lionnel avait laissé un fils, nommé Nicolas, qui, lorsque Hercule s'empara de la souveraineté, alla chercher un refuge à Mantoue. Lionnel et Borso, et tous les princes de la maison d'Este, avaient été les plus chéris par leurs sujets. La douceur de leur caractère, leur générosité, leurs talens, leur activité,

leur amour pour les lettres, avaient gagné tous les cœurs. Ceux qui, pendant trente ans, avaient servi ces deux princes, se faisaient un devoir de transmettre leur couronne au fils de Lionnel, et regardaient la succession d'Hercule comme une usurpation. Ils conspirèrent pour rétablir dans son droit celui qu'ils croyaient l'héritier légitime. Ils introduisirent Nicolas d'Este à Ferrare, le 1[er] septembre 1476, avec six cents hommes d'infanterie, et se répandant aussitôt dans les rues, ils appelèrent le peuple à prendre les armes pour le fils de son bienfaiteur. Mais le peuple était indifférent dans le choix de ses maîtres ; il ne voulait pas encourir les peines de la rébellion en se déclarant pour l'un plutôt que pour l'autre. Au lieu d'accourir, les citoyens s'enfuyaient, ou s'enfermaient dans leurs maisons. Les satellites d'Hercule qui, un moment, avaient cru la révolution accomplie, reprirent courage. Ils attaquèrent Nicolas, le vainquirent, et le firent prisonnier avec un de ses cousins. Aussitôt ces deux princes eurent la tête tranchée, et vingt-cinq de leurs complices furent pendus.

La même année, Jérôme Gentile avait ourdi une conspiration à Gênes, pour faire secouer à cette ville le joug du duc de Milan ; mais, quoique ce citoyen se fût déjà rendu maître des portes, il échoua également, le peuple ayant hésité à venir se joindre à lui. Malgré des exemples si funestes, cette même année, une autre conjuration fut formée à Milan contre Galéas Sforza, dont le joug était devenu insupportable à tous ceux dont l'âme conservait quelque élévation. Il n'y avait aucun crime dont on ne crût capable cet homme faux et féroce. On l'accusait d'avoir empoisonné sa mère ; on remarquait qu'il se complaisait au spectacle de la douleur et du désespoir, en choisissant de préférence ceux qui avaient pu croire à son amitié pour les frapper de coups plus imprévus et plus cruels. Il ne se contentait pas de rendre victimes de son libertinage, par la séduction ou par la violence, les femmes les plus distinguées de ses États, il aimait encore à publier leur honte, à en rendre témoins leurs maris ou leurs frères ; souvent même il les livrait à la prostitution. Son faste extravagant épuisait ses finances, qu'il cherchait à rétablir ensuite par des extorsions tyranniques sur les peuples. Il prenait plaisir à inventer des supplices atroces. Celui d'enterrer vivantes ses victimes, n'était pas encore le plus barbare. Trois jeunes gentilshommes issus de familles qui avaient combattu avec courage l'usurpation de François Sforza, et qui avaient

éprouvé eux-mêmes les injustices et les outrages de son fils, résolurent de délivrer leur patrie de ce monstre. Ils se flattaient que, lorsqu'il aurait succombé, tous les Milanais se réuniraient avec joie pour remplacer la tyrannie par un gouvernement libre. Jérôme Olgiati, Charles Visconti et André Lampugnani convinrent de ne se fier de l'exécution qu'à eux-mêmes, sans admettre personne dans leur secret. Leur esprit était échauffé par les leçons de leur professeur de littérature, Colas de Montano, qui ne cessait de mettre sous leurs yeux la grandeur des républiques de l'antiquité, et la gloire de ceux qui les avaient délivrées de la tyrannie. Déterminés à tuer le duc, ils s'exercèrent long-temps entre eux à manier le poignard, pour être plus sûrs de le frapper avec précision, chacun à l'endroit assigné. Animés d'un zèle religieux non moins vif que leur enthousiasme républicain, ils se préparèrent par la prière, par des vœux au patron de leur église, par l'assistance à la messe, pour l'action qu'ils allaient commettre. Ils firent choix, pour l'exécuter, du 21 décembre 1476, jour où ils savaient que le duc Galéas se rendrait en pompe à l'église de Saint-Étienne. C'est là qu'ils l'attendirent; et quand ils le virent s'avancer, entre les ambassadeurs de Ferrare et de Mantoue, ils s'approchèrent respectueusement de lui la toque à la main, et feignant d'écarter la foule, ils l'entourèrent, et le frappèrent tous trois au même instant, au milieu de son cortége et de ses gardes. Galéas Sforza tomba mort sous leurs coups; et la foule qui remplissait l'église vit le tumulte, entendit les cris, sans pouvoir en comprendre la cause. Les trois conjurés voulurent s'élancer hors de l'église pour appeler le peuple aux armes et à la liberté; mais le premier sentiment qu'ils rencontrèrent fut l'étonnement et la peur; les seuls gardes du duc avaient mis l'épée à la main pour le venger. Lampugnani, en voulant les éviter, s'embarrassa les pieds dans les robes traînantes des femmes qui étaient à genoux dans l'église; il fut renversé et tué par un écuyer de Galéas. Quelques pas plus loin, Visconti fut tué aussi par les gardes; Olgiati s'étant dérobé dans ce premier moment à ceux qui le poursuivaient, se mit à parcourir les rues, en criant aux armes, sans que personne répondît à son appel. Il voulut alors se cacher; il fut arrêté et soumis à une atroce torture. Lorsque les bourreaux le détachèrent, il écrivit ou dicta la relation qui lui fut demandée et qui nous est restée. Elle est animée du plus noble enthousiasme, d'un profond sentiment religieux, d'un ardent amour pour la liberté, et

d'une persuasion intime qu'il avait commis une bonne action. Il fut ensuite livré aux exécuteurs pour être tenaillé et coupé vivant en morceaux. Il avait vingt-deux ans au moment de son supplice.

La conjuration des Pazzi, à Florence, suivit de près celle d'Olgiati à Milan. André des Pazzi, l'un des cinq *accoppiatori* qui avaient exercé un si grand pouvoir sous Pierre de Médicis, était mort; mais il avait laissé trois fils et plusieurs petits-fils; l'un des derniers avait épousé une sœur de Laurent et Julien de Médicis; leur fortune était immense; elle était engagée dans le commerce qu'ils faisaient avec un grand succès, et ils croyaient avoir des droits à tenir un des premiers rangs dans leur patrie. Mais Laurent et Julien de Médicis, en arrivant à l'âge viril, avaient voulu ressaisir toute l'autorité que leur père avait laissé échapper de ses mains; ils avaient montré surtout une extrême jalousie de ceux qui, de son temps, administraient la république; et, quoique la maison des Pazzi comptât alors neuf citoyens qui, par leur âge, leur rang, leurs talens, étaient faits pour siéger dans la seigneurie, les Médicis n'avaient pas permis qu'un seul d'entre eux y fût appelé. L'un des Pazzi avait épousé la fille unique de Jean Borroméi, citoyen immensément riche, et il devait recueillir son héritage; mais au moment de la mort de Borroméi, les Médicis firent rendre une loi qui appelait les agnats à l'héritage de préférence aux filles, et ils enlevèrent ainsi à Jean des Pazzi, un bien qu'il regardait déjà comme sien. Le frère de celui-ci, François des Pazzi, dont le caractère était bouillant et impétueux, ne pouvant souffrir tant d'injustices, alla s'établir à Rome, où le pape Sixte IV le choisit pour son banquier, et lui accorda bientôt la plus entière confiance.

Sixte IV était de la maison de la Rovère, famille plébéienne de Savonne, dans l'État de Gênes. On assurait que son élection au saint-siége était entachée de simonie, et on l'accusait en même temps d'avoir eu les mœurs les plus scandaleuses. Il avait quatre neveux qu'il avait comblés de tous les biens que l'Église peut donner; il en fit entrer deux dans le sacré collége, Julien de la Rovère, fils de son frère, et Pierre Riario, fils de sa sœur; il voulut ensuite élever à la dignité de princes les deux autres qui étaient séculiers : Léonard de la Rovère fut marié avec une fille naturelle de Ferdinand, et nommé préfet de Rome et duc de Sora; et Jérôme Riario épousa une fille naturelle de Galéas Sforza, duc de Milan ; après quoi le pape acheta pour lui la ville et la principauté d'Imola, à laquelle il comptait join-

dre bientôt d'autres seigneuries en Romagne. Cette dilapidation des biens de l'Église, pour agrandir les neveux du pape, fut un des plus scandaleux exemples de ce qu'on appelait le népotisme de la cour de Rome. Mais, quoique Sixte IV fût un homme corrompu, il n'était pas dépourvu de talens, ni même d'une certaine élévation d'âme. Il avait à cœur le maintien de l'indépendance de l'Italie, et il croyait qu'elle ne pouvait être défendue que par des gouvernemens républicains, à l'aide de la liberté, dont il avait appris à Gênes à connaître le prix. Il s'était vu constamment contrarié dans sa politique par les Médicis, soit lorsqu'il s'était occupé d'établir sa famille, soit lorsque, poursuivant un plus noble but, il avait voulu engager tous les États de l'Italie à s'unir en une seule ligue pour leur défense. Cette opposition des Médicis avait bientôt dégénéré en haine; Jérôme Riario et François des Pazzi travaillaient à rendre cette haine toujours plus violente. Sixte IV promit enfin toutes les forces pontificales pour seconder une conspiration dont le but était de rendre la liberté à Florence, en se défaisant des deux frères Médicis. L'approbation du pape détermina seule Jacob des Pazzi, l'aîné de la famille, et l'oncle de François, à entrer dans un complot si dangereux.

Les Pazzi ne voulurent pas courir le risque d'être abandonnés, après l'exécution du complot, comme l'avaient été les conjurés de Milan, parce que personne ne connaissait leurs vues ou n'était préparé à les seconder; aussi admirent-ils un grand nombre de citoyens dans leur secret, et parmi eux François Salviati que le pape venait de nommer à l'archevêché de Pise, tandis que les Médicis refusaient de lui laisser prendre possession de son siége. Il fallait, pour le succès de la conspiration, que les deux Médicis fussent frappés en même temps, car l'on sentait bien que si l'un survivait, il serait le vengeur de l'autre. Il fallait de plus que, parmi les conjurés, les uns occupassent le palais public et intimidassent la seigneurie, et que les autres appellassent le peuple à la liberté. Quatre troupes qui agissent simultanément étaient donc nécessaires; mais on jugeait que, pour que les conjurés frappassent en même temps les deux frères, ceux-ci devaient se trouver réunis en un même lieu. Un petit-neveu du pape, Raphaël Riario, jeune homme âgé de dix-huit ans, qu'il venait de faire cardinal et qu'il envoyait à Pise, donnait, par son passage à Florence, occasion à quelques fêtes, où l'on espérait voir les deux Médicis réunis; mais Julien ne se trouva point au festin que donna

Jacob des Pazzi à ce cardinal, à Montughi, ou au repas qui lui fut donné par Laurent de Médicis à Fiesole. Les conjurés étaient prêts pour l'une et l'autre de ces journées. L'archevêque Salviati, avec Jacob, fils de l'historien Poggio Bracciolini, et une troupe nombreuse de conjurés, devaient se rendre maîtres du palais public, et forcer la seigneurie à approuver la révolution; d'autres, avec Jacob des Pazzi, devaient ameuter le peuple, tandis que François des Pazzi et Bernard Bandini s'étaient chargés de tuer Julien, qui, timide et soupçonneux, portait le plus souvent une cuirasse sous ses habits, et que Jean-Baptiste de Montesecco, capitaine d'une troupe d'aventuriers, se chargeait de tuer Laurent. L'absence de Julien, dans ces deux occasions, força les conjurés à remettre l'exécution de leur projet à une cérémonie religieuse qui devait avoir lieu dans la cathédrale, et où les deux frères ne pourraient se dispenser d'assister. Il fut convenu que leurs assassins les frapperaient à genoux, au moment où le prêtre qui disait la messe élevant l'hostie, ils baisseraient la tête avec tous les assistans. Mais alors Jean-Baptiste de Montesecco déclara qu'il s'était chargé de tuer Laurent de Médicis dans un festin, car il était accoutumé au meurtre sans répugnance, mais non au sacrilége; en sorte que, dans l'église, il ne pouvait plus offrir aux conjurés son ministère; tous les autres laïques se refusèrent alors également à une action qui commençait à leur paraître irréligieuse; en sorte qu'on fut obligé de recourir à deux prêtres, Antoine de Volterra et Étienne Bagnoni, qui, accoutumés à vivre dans l'église, et à en accomplir eux-mêmes toutes les cérémonies, n'éprouvaient, pour les choses sacrées, ni respect ni crainte. Ce fut la cause de la ruine de tous.

Chacun était à son poste lorsque les Médicis entrèrent dans le temple, le 26 avril 1478, et se placèrent à quelque distance l'un de l'autre. La messe commença, et au moment de l'élévation de l'hostie, Antoine de Volterra mit la main gauche sur l'épaule de Laurent pour assurer mieux le coup qu'il lui portait de la droite. Cet attouchement cependant fit lever Laurent en sursaut : de son manteau roulé autour du bras, il para le poignard; il tira l'épée ainsi que ses deux écuyers, et les prêtres prirent la fuite. Dans le même instant, Julien avait été tué par Bernard Bandini, et François des Pazzi, qui avait voulu le frapper aussi, s'était blessé lui-même profondément à la cuisse. Bandini courut aussitôt sur Laurent, qui se déroba à sa poursuite en

s'enfermant dans la sacristie. Voyant alors le peuple en tumulte, et désespérant du succès, il partit à l'instant de Florence, et ne se crut en sûreté que lorsqu'il fut arrivé à Constantinople. Pendant ce temps, Salviati avait également échoué au palais de la seigneurie. Il avait caché son cortége dans une chambre près de l'entrée, dont la porte fermait par un ressort que ses satellites n'avaient plus su ouvrir. Séparé d'eux, il avait été trouver le gonfalonier; mais ses regards inquiets et son langage embarrassé avaient tellement excité les soupçons de celui-ci, qu'il s'était élancé sur la porte, avait saisi par les cheveux Jacob Bracciolini qui s'y cachait, l'avait livré à ses sergens, et s'était bientôt rendu maître de tous les conjurés qui étaient avec lui dans le palais, et qu'il fit poignarder à l'instant, ou jeter vivans par les fenêtres : l'archevêque Salviati, avec deux de ses cousins, et Jacob Bracciolini, furent pendus à ces mêmes fenêtres. Les deux prêtres qui avaient tenté de tuer Laurent, furent poursuivis et mis en pièces par ses amis. Jacob des Pazzi enfin, qui s'était mis à la tête d'une troupe de conjurés pour parcourir les rues en appelant le peuple à la liberté, perdit courage lorsqu'il vit que personne ne répondait à sa voix : il sortit de la ville par la porte qui conduit en Romagne; mais il n'avait fait que peu de chemin lorsqu'il fut arrêté et ramené par des paysans. Cependant les amis des Médicis avaient appelé la populace à la vengeance, et ils n'eurent pas de peine à exciter sa fureur. François, René et Jacob des Pazzi, furent pendus aux fenêtres du palais auprès de l'archevêque; tous ceux qui avaient quelque relation d'amitié avec eux, ou qui avaient montré quelque opposition au gouvernement, furent arrachés de leurs maisons, traînés dans les rues et massacrés; plus de soixante-dix citoyens furent exécutés dans les premiers jours. Laurent de Médicis mit ensuite toute son activité à se faire remettre ceux qui avaient été chercher un refuge au loin : Bernard Bandini fut lui-même renvoyé de Constantinople par Mahomet II, et les exécutions ne cessèrent qu'après que deux cents Florentins eurent péri par suite de la conspiration des Pazzi.

Le mauvais succès de la conspiration des Pazzi affermit, comme il arrive toujours, le pouvoir du gouvernement contre lequel elle avait été dirigée. Jusqu'à ce moment, les Médicis s'étaient contentés d'être les premiers citoyens de Florence; dès lors Laurent se regarda comme le prince de la cité, et quelquefois ses amis en parlant de lui employèrent ce titre; plus habituellement en s'adressant à lui, on

l'appelait magnifique seigneur. C'était le titre qu'on donnait aux condottieri, de même qu'aux petits princes qui n'en avaient point d'autres. Laurent affectait une libéralité sans bornes, une pompe, un éclat, qu'il croyait nécessaires pour suppléer au rang qui lui manquait, la magnificence enfin, dont le titre est devenu avec raison son surnom auprès de la postérité. Au moment où la conspiration échoua, il se trouva menacé à la fois par toute l'Italie. Le pape fulmina, le 1er juin 1478, une bulle d'excommunication contre lui, pour avoir fait pendre un archevêque. Il demanda que Laurent de Médicis, le gonfalonier, les prieurs et les huit de balie, lui fussent livrés pour être punis suivant l'énormité de leur crime. En même temps, il publia la ligue qu'il avait formée contre Florence avec Ferdinand de Naples et la république de Sienne; il nomma pour commander l'armée de cette ligue Frédéric de Montefeltro, duc d'Urbin, et il le fit entrer en Toscane. Laurent de Médicis, qui n'était point militaire, ne se rendit pas à l'armée levée pour le défendre, et fut obligé d'en confier le commandement à Hercule d'Este, duc de Ferrare, qui se mit à la solde des Florentins, mais qui donna bientôt lieu de soupçonner qu'il s'entendait secrètement avec leurs ennemis. La duchesse-régente de Milan, Bonne, veuve de Galéas Sforza, était la seule alliée sur laquelle Laurent de Médicis pût compter; mais le roi de Naples, pour l'empêcher d'envoyer des troupes en Toscane, s'attacha à lui susciter des ennemis dans le duché de Milan. Il commença par offrir son aide aux Génois, fatigués du joug sous lequel ils s'étaient rangés d'eux-mêmes; ceux-ci se soulevèrent au mois d'août 1478, se remirent en liberté, et rendirent le titre de doge à Prosper Adorno qui l'avait déjà porté. Au mois de janvier 1479, Sixte IV réussit à engager les Suisses du canton d'Uri, à déclarer la guerre à la duchesse de Milan; et ces terribles montagnards remportèrent à Giornico, sur les meilleures troupes italiennes, une victoire qui remplit celles-ci d'étonnement plus encore que de crainte, en leur faisant apprécier la force de corps et le courage indomptable d'une race d'hommes qui leur était jusqu'alors inconnue. Le 7 septembre 1479, l'armée florentine fut défaite au Poggio impérial par le duc de Calabre, qui était venu joindre le duc d'Urbin; presque en même temps, les frères de Galéas Sforza, que la duchesse-régente, Bonne de Savoie, avait exilés de Milan, y rentrèrent avec leurs partisans, et y causèrent une révolution. Ils dépouillèrent de la régence la duchesse Bonne; ils

punirent de mort ses favoris et ses ministres, pour avoir, disaient-ils, abandonné les vrais intérêts de la maison Sforza et de l'État : ils déclarèrent son fils, Jean-Galéas Sforza, majeur, quoiqu'il n'eût que douze ans ; et Louis, surnommé le Maure, l'aîné d'entre eux, s'empara de la direction des affaires, en sorte qu'il fut dès lors le vrai souverain de Milan.

La situation de Laurent de Médicis devenait très-dangereuse ; il se trouvait sans allié, attaqué par toutes les forces de l'Italie ; ses ennemis avaient ravagé successivement toutes les provinces de l'État florentin, et ils étaient déjà maîtres de plusieurs de ses meilleures forteresses. Ses amis mêmes à Florence commençaient à se lasser d'une guerre que le pape et le roi de Naples déclaraient ne faire qu'à lui seul; le peuple enfin qui ne lui était attaché qu'en raison de ses prodigalités et de ses fêtes, depuis que ses prospérités avaient cessé, laissait entrevoir qu'il était prêt à l'abandonner. Il sentait toute l'étendue de son danger, lorsqu'il fut averti par le duc d'Urbin, général de l'armée ennemie, que, parmi ses adversaires, le roi de Naples et Louis-le-Maure étaient disposés à se réconcilier avec lui. Ce duc et le duc de Calabre n'étaient pas suffisamment autorisés pour lui accorder la paix; mais ils lui conseillèrent de se rendre en personne à Naples, et ils lui procurèrent une galère napolitaine à Livourne pour l'y porter. Laurent de Médicis ne se mettait pas sans crainte entre les mains d'un ennemi tel que Ferdinand, qui, dans tant d'occasions, s'était montré cruel et perfide. Il partit cependant de Florence le 5 décembre 1479, et, arrivé à Naples, il y fut reçu avec plus de respect, avec plus d'affection qu'il n'avait osé l'espérer. Il n'hésita point à convenir avec Ferdinand des dangers de sa position, et à lui faire connaître ses ressources. L'Italie l'abandonnait; mais on l'engageait à mettre son espoir dans la France. Louis XI, et René II, duc de Lorraine, prétendaient tous deux avoir hérité des droits des Angevins sur le royaume de Naples : ils offraient leur alliance, et promettaient de faire passer des troupes en Toscane. Laurent de Médicis s'attacha néanmoins à faire sentir à Ferdinand combien pouvait être dangereuse l'introduction des Français en Italie, et il avoua que, pour lui-même, il n'en tirerait pas d'autre avantage que de nuire à ses ennemis. Il lui représenta qu'il serait bien préférable pour tous deux de s'occuper d'un arrangement entre eux, au lieu d'ouvrir leur patrie aux incursions des Barbares, et il lui offrit, comme dédommagement de

ses efforts, une conquête en Toscane, à laquelle son fils, le duc de Calabre, songeait déjà ; c'était celle de la république de Sienne. Cet État s'était allié contre Florence avec le pape et le roi de Naples ; il avait reçu sans défiance les armées napolitaines dans ses forteresses, et il avait recouru au duc de Calabre pour terminer, par sa médiation, les dissensions sans cesse renaissantes entre les divers ordres de la république. Le duc de Calabre, au lieu de les réconcilier, attisait leur discorde, et en accordant ses secours tantôt à l'un, tantôt à l'autre, il était devenu l'arbitre suprême des Siennois ; Laurent de Médicis promit de ne point mettre obstacle à ce que la souveraineté de Sienne fût déférée au duc de Calabre, et à cette condition son propre traité avec le roi de Naples fut signé le 6 mars 1480. La république de Sienne était perdue, et les Napolitains, maîtres d'une partie si importante de la Toscane, auraient bientôt subjugué tout le reste; mais dans ce moment une catastrophe inattendue sauva Laurent de Médicis des conséquences de ses offres. Mahomet II chargea son vizir Achmet Giedick de tenter un débarquement en Italie : celui-ci se rendit maître d'Otrante le 28 juillet 1480, et Ferdinand, frappé de terreur, rappela le duc de Calabre avec son armée, pour défendre ses propres États.

Laurent de Médicis, cependant, à son retour de Naples à Florence, appesantit le joug qu'il avait imposé à sa patrie. Il résolut surtout d'ôter à son pouvoir le caractère révolutionnaire, et par conséquent transitoire, qu'il conservait encore, et en même temps d'effacer le souvenir de la souveraineté du peuple, qui était entretenu par l'assemblée périodique des parlemens. Néanmoins, le 12 avril 1480, il en assembla un qu'il destinait à être le dernier. Il lui fit aussi créer une balie ; mais celle-ci devait se dépouiller pour toujours d'un pouvoir dont cette commission extraordinaire avait en effet constamment abusé. La balie transféra la souveraineté absolue qui lui avait été déléguée par le peuple florentin à un conseil nouveau de soixante-dix membres. Ce conseil devait désormais, d'une manière permanente, faire partie des autorités constituées. Il était chargé d'exécuter un scrutin universel, pour choisir entre les citoyens florentins ceux qui seraient seuls aptes aux magistratures. Il devait ensuite distribuer leurs noms dans les bourses de la seigneurie, faire une nouvelle répartition des impôts, rétablir l'équilibre dans les finances, ou plutôt employer les deniers de l'État à acquitter les dettes des Médicis; car

ceux-ci avaient dérangé leurs affaires, non seulement par la magnificence que Laurent se plaisait à étaler dans ses dépenses, mais par les profusions et le désordre de tous ses commis, qui, chargés de faire pour lui le commerce, voulaient y déployer le faste qu'ils croyaient convenir à un prince.

Ce ne fut que le 3 décembre 1480 que le pape Sixte IV réconcilia la république de Florence à l'Église; alors même, il céda seulement à l'effroi que lui avait inspiré la conquête d'Otrante par les Turcs. Quoiqu'il eût montré des talens, et quelques vues élevées pour la défense de l'indépendance de l'Italie, son manque absolu de principes, l'impétuosité de son caractère, et son aveugle partialité pour ses neveux, le rendirent un des plus mauvais papes qui aient gouverné l'Église. Les Turcs n'eurent pas plus tôt été chassés d'Otrante, le 10 août 1481, par Alphonse, fils aîné du roi de Naples, que le pape excita une nouvelle guerre en Italie. Son but était d'agrandir Jérôme Riario son neveu, auquel il voulait former une grande principauté en Romagne; et, pour cela, il proposa aux Vénitiens de partager avec lui les États du duc de Ferrare. Le roi de Naples, le duc de Milan et les Florentins s'allièrent, en 1482, pour défendre ce duc. Mais, dès l'année suivante, Sixte IV, craignant de ne point obtenir pour son neveu la meilleure part dans les dépouilles du duc de Ferrare, changea de parti et excommunia les Vénitiens, auxquels il comptait enlever les provinces, qu'il donnait à Jérôme Riario. Bientôt après, de nouveaux alliés firent, sans le consulter, la paix, le 7 août 1484, à Bagnolo, avec la république. Cette nouvelle lui causa un accès de goutte remontée, dont il mourut le 13 août suivant. Innocent VIII qui lui succéda était un homme tout aussi corrompu que lui, mais doué de beaucoup moins de talent et d'énergie. Après avoir fait, au commencement de son règne, une guerre sans motifs raisonnables au roi Ferdinand et aux Florentins, il se réconcilia avec eux le 11 août 1486; il fit épouser à Franceschetto Cybo, son fils, une fille de Laurent de Médicis, et cette alliance procura plus tard, à sa postérité, le duché de Massa-Carrara; il donna, en 1489, le chapeau de cardinal à Jean de Médicis, fils de Laurent, et qui fut ensuite le pape Léon X. Innocent VIII laissa tomber Rome, par la vénalité de la justice, par les monopoles, par l'ignorence et l'incurie de l'administration, dans un état de misère et de brigandage qui n'avait point encore eu d'exemple. Il mourut enfin, le 25 juillet 1492, le

plus méprisé, quoiqu'il ne fût pas le plus haïssable des papes qui avaient occupé la chaire de saint Pierre.

Son ami et son conseiller Laurent de Médicis a été placé au nombre des grands hommes. Il eut des droits, en effet, à la reconnaissance de la postérité, par la protection constante qu'il accorda aux lettres et aux arts, par l'impulsion qu'il leur donna lui-même comme poëte et homme de goût. Il gagna l'affection de la société littéraire qu'il rassembla autour de lui, autant par le charme de son caractère que par sa libéralité. Mais ce n'est pas comme homme d'État qu'il peut prétendre à la gloire : il fut mauvais citoyen de Florence et mauvais Italien ; il dégrada le caractère des Florentins, et il détruisit leur énergie : en leur ravissant la liberté, il les exposa à perdre bientôt aussi leur indépendance. Dans le reste de l'Italie, comme il craignait l'exemple et la contagion de la liberté, il s'allia de préférence aux souverains les plus odieux, à Ferdinand, roi de Naples, à Galéas Sforza, à sa veuve, et ensuite à Louis-le-Maure, enfin, au pape Innocent VIII, tandis qu'il s'associait à toutes les intrigues contre les républiques de Sienne, de Lucques et de Gênes. Il fut aussi soupçonné d'avoir favorisé deux conspirations contre deux petits princes de Romagne, ses ennemis. Jérôme Riario, que Sixte IV avait fait souverain de Forli et d'Imola, et qui avait été le principal promoteur de la conjuration des Pazzi, fut poignardé dans son palais, le 14 avril 1488, par trois capitaines de ses gardes. Sa veuve, Catherine Sforza, fille naturelle du duc Galéas, conserva cependant ces principautés à son fils Octavien; elle épousa, peu de temps après, Jean de Médicis, aïeul du premier grand-duc de Toscane. Ce fut elle qui donna son nom tristement célèbre à sa filleule Catherine de Médicis. Le 31 mai suivant, Galéotto Manfrédi, seigneur de Faenza, fut poignardé par sa femme, comme il était sur le point de vendre sa petite principauté aux Vénitiens, et Faenza demeura à son fils Astorre de Manfrédi, sous la protection de Laurent de Médicis.

La maison de Médicis avait encouragé, à Florence, le goût des plaisirs et du luxe, comme moyen d'affermir son pouvoir ; mais ce désordre des mœurs commençait à produire une réaction. Tous les jeunes hommes qui se livraient avec transport au goût des arts et à la recherche du beau, qui rendaient un culte aux lettres antiques, qui étudiaient la philosophie grecque, et qu'on accusait de préférer la religion des anciens Romains à celle de l'Église, étaient en même

temps dévoués aux Médicis; ils se trouvaient mêlés avec tous ceux qui n'aspiraient qu'aux plaisirs et à la mollesse, et qui leur sacrifiaient la liberté de leur patrie. Mais ceux dont les mœurs étaient plus graves, les sentimens religieux plus profonds; ceux qui regardaient les progrès de la corruption comme devant attirer sur Florence les châtimens du ciel, joignaient à une componction de pénitence l'amour de l'ancienne liberté, l'aversion pour une tyrannie qui s'était affermie par le triomphe du vice. On les nommait les *piagnoni*, les pleureurs. Un éloquent orateur, Jérôme Savonarola, moine dominicain de Ferrare, leur avait prêché une double réforme, politique et religieuse; car lui-même avait embrassé avec un égal enthousiasme la cause de la piété et celle de la liberté. Il arriva dans Florence à pied, en 1489, et logea au couvent de Saint-Marc; il commença aussitôt à y prêcher, avec une conviction profonde, égale à son talent et à son courage, contre les abus scandaleux qui s'étaient introduits dans l'Église de Rome, contre les usurpations criminelles qui, dans l'État, avaient privé les citoyens de leurs droits; et bientôt les partisans de la double réforme comptèrent dans leur troupeau les citoyens les plus recommandables de Florence. Au commencement de l'année 1492, Laurent de Médicis, atteint d'une fièvre lente qui se joignit à la goutte, devenue héréditaire dans sa famille, se retira à sa maison de campagne de Carreggi. Lorsqu'il sentit que sa vie était en danger, il appela auprès de lui Jérôme Savonarola, qui jusqu'alors avait refusé de lui rendre visite ou de lui montrer aucune déférence. Cependant c'était de lui que Laurent, frappé de sa réputation d'éloquence et de sainteté, désirait en mourant recevoir l'absolution. Savonarola ne lui refusa ni ses consolations, ni ses exhortations; mais il lui déclara qu'il ne pouvait l'absoudre de ses péchés, jusqu'à ce que Laurent prouvât sa repentance en réparant ses fautes autant qu'il était en lui. Il devait pardonner à ses ennemis, restituer le bien mal acquis, rendre enfin à sa patrie la liberté qu'il lui avait ravie. Laurent de Médicis ne voulut point consentir à une telle restitution, aussi n'obtint-il point l'absolution à laquelle il avait paru mettre du prix, et il mourut, en possession de la tyrannie, le 8 avril 1492, dans sa quarante-quatrième année.

CHAPITRE XIII.

Invasion de l'Italie par Charles VIII. — Pierre, fils de Laurent de Médicis, chassé de Florence. — Révolte et guerre de Pise. — Réforme politique et religieuse de Savonarola à Florence, et sa mort.

1492—1498.

Le moment était enfin arrivé où l'Italie, qui avait rendu la lumière à l'Europe, qui avait reconstitué l'ordre civil avec la liberté, rappelé la jeunesse à l'étude des lois et de la philosophie, inspiré le goût de la poésie et des beaux-arts, rendu la vie aux lettres et aux connaissances antiques, et fait fleurir le commerce, les manufactures et l'agriculture, devait être livrée en proie à ces mêmes Barbares, auxquels elle montrait le chemin de la civilisation. L'indépendance de l'Italie devait succomber avec la perte de sa liberté, qui jusqu'alors avait fait sa grandeur et sa puissance. Dans toute cette contrée, qui trois siècles auparavant était couverte de républiques, il n'en restait plus que quatre au moment de la mort de Laurent de Médicis, et encore, quoiqu'elles conservassent le nom de la liberté sur leurs bannières, ce principe de vie avait disparu de leurs institutions. Florence, déjà dominée depuis trois générations par la famille des Médicis, corrompue par leur licence, rendue vénale par leurs richesses, avait appris d'eux à craindre et à obéir. Venise, avec sa jalouse aristocratie, Sienne et Lucques, gouvernées également par une seule caste de citoyens, si elles étaient encore des républiques, n'étaient pas du moins des gouvernemens populaires, et n'en avaient plus l'énergie. Ni dans ces quatre cités, ni dans Gênes, qui s'était donnée aux Sforza, ni dans

Bologne, qui obéissait aux Bentivoglio, ni dans aucun des États monarchiques, on ne trouvait en Italie cette puissance d'un peuple dont les volontés tendent à la chose publique, dont tous les efforts se réunissent pour la défense et le bien de tous. Les princes de cette contrée ne pouvaient invoquer, pour la garantie de l'indépendance italienne et pour la leur propre, que l'ordre et l'obéissance des sujets, et non l'enthousiasme des citoyens.

D'immenses richesses, auxquelles le reste de l'Europe portrait envie, étaient, il est vrai, toujours accumulées dans les monarchies absolues comme dans les républiques; mais si, d'une part, elles étaient suffisantes pour solder de puissantes armées, de l'autre, elles augmentaient le danger de l'Italie en excitant la cupidité de ses voisins. Le nombre des soldats nationaux était très-considérable ; leur métier était un de ceux qui menaient le plus rapidement à la distinction et à la fortune. Engagés pour le temps seulement de la durée des hostilités, et libres de se retirer chaque mois, ils ne traînaient point leur vie dans l'indolence des garnisons ; ils n'abdiquaient point l'exercice de leur volonté, mais ils passaient rapidement d'un service à un autre, cherchant partout la guerre, et ne s'amollissant point dans l'oisiveté. On regardait les chevaux et l'armure de la gendarmerie italienne comme supérieurs à ceux des ultramontains contre lesquels elle s'était mesurée en France dans la guerre du bien public. Les capitaines italiens avaient fait de la guerre une science dont ils connaissaient à fond toutes les parties; on ne soupçonnait point que les soldats manquassent de courage; toutefois la douceur générale des mœurs, et le perfectionnement de la civilisation, avaient accoutumé les Italiens à faire la guerre avec d'honorables ménagemens pour les vaincus; toujours prêts à faire quartier, ils ne frappaient jamais un ennemi à terre. Souvent, après lui avoir enlevé son cheval et ses armes, ils le renvoyaient libre, ou du moins ils ne le ruinaient pas par d'excessives rançons. Comme les combats se livraient entre des cavaliers tout revêtus de fer, ils étaient rarement blessés ou tués tant qu'ils étaient à cheval, et dès qu'ils étaient renversés, ils se rendaient, en sorte que les batailles étaient peu meurtrières. Le courage des soldats italiens était en harmonie avec ce système de guerre; mais il cessa de l'être devant des dangers que des ennemis barbares devaient leur faire courir. Une terreur profonde les glaça lorsqu'ils s'aperçurent que les Français faisaient tuer par terre par leurs valets tous les cavaliers désarçonnés,

ou que, si quelquefois ils faisaient des prisonniers, c'était pour leur extorquer, à titre de rançon, tout ce que ceux-ci possédaient. Aussi la gendarmerie italienne, égale en bravoure à la française, et supérieure dans l'art militaire, fut pendant quelque temps incapable de tenir tête à des ennemis dont la férocité avait troublé son imagination.

Tandis que l'Italie avait perdu une partie des avantages qui, dans les siècles précédens, contribuaient à sa sûreté, les ultramontains avaient acquis tout à coup une puissance qui détruisait l'ancien équilibre. Jusqu'à la fin du quinzième siècle, il y avait eu beaucoup moins de guerres de nation à nation, que de guerres entre les Français, entre les Allemands, entre les Espagnols. La guerre même entre les Français et les Anglais, qui pendant plus d'un siècle avait désolé la France, n'était point née de l'inimitié de deux peuples rivaux, mais de ce que les rois d'Angleterre étaient des princes français, souverains héréditaires de la Normandie, du Poitou et de la Guienne. Charles VII les avait enfin repoussés au-delà de la mer; il avait rattaché à la monarchie des provinces qui en étaient séparées depuis des siècles. Louis XI avait vaincu les ducs, les pairs de France qui avaient voulu lui disputer l'autorité; il avait humilié la maison de Bourgogne, qui commençait à devenir étrangère à la France. Charles VIII enfin, son jeune fils, arrivait à sa majorité, avec un vaste royaume en entier soumis, une brillante armée, des revenus considérables, et une tête assez faible pour croire qu'il n'y avait de gloire à acquérir que par des expéditions lointaines et chevaleresques. Les monarchies d'Espagne, long-temps rivales avaient été réunies par le mariage de Ferdinand d'Aragon avec Isabelle de Castille, et par la conquête que ces deux époux firent en commun du royaume maure de Grenade. L'Espagne, formant ainsi pour la première fois une seule grande puissance, commençait à exercer une influence à laquelle elle n'avait auparavant jamais prétendu. L'empereur Maximilien, après avoir réuni les Pays-Bas et le comté de Bourgogne, héritage de sa femme, aux États d'Autriche qu'il tenait de son père, prétendait exercer sur toute l'Allemagne l'autorité impériale qui avait échappé des mains de ses prédécesseurs. Les Suisses, enfin, illustrés par leurs victoires sur Charles-le-Téméraire, avaient commencé seulement, depuis sa mort, à faire un trafic de leur sang, et à se mettre à la solde des nations étrangères; en même temps l'empire des Turcs s'était étendu sur tous les rivages de l'Adriatique, et il avait menacé à la fois Venise et le

royaume de Naples. De toutes parts, l'Italie était entourée de puissances qui, tout à coup, étaient devenues gigantesques, et dont aucune ne lui inspirait de craintes un demi-siècle auparavant.

La France fut la première à porter au dehors une activité qui ne se consumait plus dans son sein, et à faire éprouver à l'Italie l'effet du changement survenu dans la politique de l'Europe. Son roi, Charles VIII, prétendait avoir hérité de tous les droits de la seconde maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Ces droits, fondés sur l'adoption de Louis Ier d'Anjou par Jeanne-l'Ancienne, n'avaient point été reconnus par le peuple, ni confirmés par la possession. Pendant cent dix ans, Louis Ier, Louis II, Louis III et son frère René, avaient fait des tentatives fréquentes, mais toujours inutiles, pour monter sur le trône de Naples. Le frère et la fille de René, Charles du Maine et Marguerite d'Anjou, avaient enfin cédé ou vendu tous ces droits à Louis XI. Charles VIII, fils de celui-ci, dès qu'il fut sorti de l'adolescence, voulut les faire valoir. D'autant plus présomptueux et avide de gloire que sa faible conformation et sa tête, plus faible encore, le rendaient moins propre à en acquérir, il voulut à vingt-quatre ans marcher sur les traces de Charlemagne et de ses paladins, et il entreprit la conquête de Naples comme un premier exploit qui devait le conduire à la conquête de Constantinople et à la délivrance du saint sépulcre.

Charles VIII entra en Italie au mois d'août 1494, avec trois mille six cents hommes d'armes ou de cavalerie pesante, vingt mille fantassins gascons, bretons et français, huit mille Suisses et un train formidable d'artillerie. Cette dernière arme avait reçu en France, durant les guerres de Charles VII, un perfectionnement encore inconnu au reste de l'Europe. Les États de la haute Italie étaient favorables à l'expédition des Français. La duchesse de Savoie et la marquise de Montferrat, régentes de ces États pour leurs fils en bas âge, ouvrirent à Charles VIII le passage des Alpes. Louis-le-Maure, régent du duché de Milan, qui avait été récemment alarmé par la demande que lui avait faite le roi de Naples de renoncer à la régence, parce que son neveu Jean-Galéas, qui avait épousé une princesse napolitaine, était arrivé à l'âge d'homme, avait lui-même appelé les Français en Italie; et pour leur faciliter la conquête du royaume de Naples, il leur avait ouvert toutes les places de l'État de Gênes qui dépendaient alors de lui. La république de Venise avait cru pouvoir

demeurer neutre, en se reposant sur sa force, et elle avait fait adopter la même politique au duc de Ferrare et au marquis de Mantoue ses voisins; mais l'Italie méridionale était unie, pour sa commune défense, en une ligue qui comprenait les républiques de Toscane, l'État de l'Église et le royaume de Naples.

A Florence, Laurent de Médicis avait laissé trois fils, dont l'aîné, nommé Pierre, âgé seulement de vingt et un ans, avait été reconnu pour chef de la république. Son aïeul Pierre, fils de Côme, accablé par les infirmités et une vieillesse prématurée, avait montré peu de talens et peu de capacité pour le gouvernement de l'État; le second Pierre avait paru au contraire remarquable par la vigueur de son corps et son adresse; mais il ne songeait qu'à briller dans les fêtes, les joutes et les tournois; on disait aussi qu'il avait fait preuve de talens dans ses études littéraires, et qu'il parlait avec grâce et avec dignité : mais dans sa carrière publique, il se montrait arrogant, emporté; il voulait gouverner les Florentins en maître, et sans leur déguiser le joug qu'il leur imposait. Comme il ne se donnait pas la peine d'étudier les affaires, c'était par son secrétaire, et par les gens de sa maison, qu'il faisait donner des ordres aux magistrats. Pierre de Médicis, demeuré fidèle à l'alliance que son père avait contractée avec Ferdinand, roi de Naples, avait promis à celui-ci qu'il fermerait le passage aux Français, s'ils essayaient de pénétrer par la Toscane dans l'Italie méridionale. Les républiques de Sienne et de Lucques, trop faibles pour une politique indépendante, avaient promis de suivre l'impulsion qui leur était donnée par Médicis. Dans l'État de l'Église, Roderic Borgia avait succédé, le 11 août 1492, sous le nom d'Alexandre VI, à Innocent VIII; c'était le plus riche des cardinaux, mais c'était celui aussi dont les mœurs étaient le plus dépravées, et la politique la plus perfide. Le mariage d'un de ses fils, car il en avait plusieurs, avec une fille naturelle d'Alphonse, fils de Ferdinand, avait scellé son alliance avec la maison qui régnait à Naples. Cette maison paraissait alors au comble de la prospérité; Ferdinand, âgé de soixante-dix ans, était encore plein de vigueur; il était opulent, il avait triomphé de tous ses ennemis, et il passait pour le politique le plus adroit de l'Italie. Ses deux fils, Alphonse et Frédéric et son petit-fils Ferdinand, étaient réputés d'habiles guerriers; ils avaient sous leurs ordres une armée et une flotte nombreuse. Cependant Ferdinand, qui redoutait une guerre avec la France,

avait entamé des négociations pour l'éviter, lorsqu'il mourut inopinément le 25 janvier 1494. Son fils, Alphonse II, lui succéda, tandis que Frédéric prit le commandement de la flotte, et le jeune Ferdinand celui de l'armée qui devait défendre la Romagne contre les Français.

Ce fut par Pontrémoli et la Lunigiane que Charles VIII, d'après le conseil de Louis-le-Maure, résolut de conduire son armée dans l'Italie méridionale. Cette route qui, de Parme à Pontrémoli, traverse l'Apennin au milieu de maigres pâturages, qui descend ensuite parmi les oliviers jusqu'à la mer, dont elle suit les bords, au pied des montagnes, n'était pas sans danger. Le pays ne produit presque point de céréales; on ne les y apporte qu'à grands frais du dehors, en échange contre de l'huile. L'espace très-resserré entre la mer et les montagnes est fermé de place en place par des forteresses qui pouvaient arrêter long-temps les Français, sur une plage où ils auraient éprouvé en même temps la famine et les fièvres pestilentielles de Piétra Santa. Mais Pierre de Médicis, lorsqu'il sut les Français arrivés devant Sarzane, lorsqu'il vit en même temps la fermentation que leur approche causait à Florence, résolut d'imiter l'action de son père qu'il avait le plus entendu louer, sa visite à Ferdinand de Naples. Il partit pour aller trouver Charles VIII; sur sa route, il traversa un champ de bataille, où trois cents soldats florentins avaient été mis en pièces par les Français, qui n'avaient voulu accorder de quartier à aucun d'eux. La terreur le saisit, lorsqu'il fut introduit devant Charles VIII; à la première sommation du roi, il lui fit ouvrir les forteresses de Sarzane et de Sarzanello, puis celles de Piétra Santa, Librafratta, Pise et Livourne; consentant que le roi français y mît garnison, et les gardât jusqu'à son retour d'Italie ou jusqu'à la paix, et l'introduisant ainsi en sûreté jusqu'au cœur de la Toscane. C'était contre la volonté des Florentins que Médicis les avait engagés dans des hostilités contre la France, pour laquelle ils nourrissaient un attachement héréditaire; mais la conduite du chef de l'État, qui, après les avoir entraînés dans la guerre, livrait, sans y être autorisé, leurs forteresses à leur ennemi qu'il avait provoqué, leur parut aussi coupable que honteuse.

Pierre de Médicis, après cet acte de faiblesse, quitta les Français pour revenir en hâte à Florence, où il rentra le 8 novembre 1494. Mais, quand il voulut le lendemain rendre visite à la seigneurie, les

gardes, placés à la porte du palais, lui refusèrent le passage. Étonné de cette résistance, il retourna chez lui, pour se mettre sous la protection de son beau-frère, Paul Orsini, seigneur romain, qu'il avait fait prendre, avec un corps de cavalerie, à la solde de la république. Avec son appui, les trois frères Médicis, en parcourant les rues, répétaient le cri de guerre de leur famille, *palle, palle,* sans que la populace, qu'ils croyaient leur être favorable, se mît nulle part en mouvement pour les seconder. Les amis de la liberté, au contraire, les *piagnoni*, animés par les exhortations de Jérôme Savonarola, se rassemblaient et s'armaient : leur nombre devenait toujours plus considérable ; les Médicis eurent peur : ils sortirent de la ville par la porte San Gallo, ils traversèrent les Apennins, et se retirèrent à Bologne, puis à Venise, perdant ainsi sans combat une domination que leur famille avait déjà exercée soixante ans.

Mais ce même jour, 9 novembre 1494, où les Médicis étaient chassés de Florence, les Florentins étaient chassés de Pise. Cette dernière ville, qui avait été quatre-vingt-sept ans sous la domination de son ancienne rivale, n'avait pas encore pu s'accoutumer à obéir. Pise avait perdu successivement tout ce qui faisait son illustration et sa prospérité. On n'y voyait plus de navigation, plus de commerce, plus de richesses; la population diminuait, l'agriculture de tout le territoire pisan était négligée. Des eaux stagnantes commençaient à infecter l'air, toutes les carrières civiles et militaires, qui menaient à la distinction, étaient abandonnées ; il n'y avait plus de gens de lettres, plus de savans, plus d'artistes ; il ne restait que des soldats. Mais le courage et l'esprit militaire se conservaient à Pise dans tout leur ancien éclat. Tous les gentilshommes allaient servir dans les compagnies d'aventure, toute la bourgeoisie et les paysans s'exerçaient toujours aux armes, et montraient dans l'occasion une bravoure qui commençait à devenir rare en Italie, et qui inspira pour eux aux Français la plus grande considération. Charles VIII, en recevant de Pierre de Médicis les forteresses de Librafratta, de Pise et de Livourne, dans l'État pisan, s'était engagé à conserver aux Florentins les pays qu'elles commandaient, et à les leur rendre à la fin de la guerre. Mais Charles n'avait qu'une idée très-confuse des droits des pays où il portait la guerre, et fort peu de scrupule sur l'observation de ses promesses. Quand une députation des Pisans vint lui exposer la tyrannie sous laquelle ils avaient gémi, et lui deman-

der la liberté de leur patrie, il la leur accorda sans hésiter, sans soupçonner seulement qu'il disposait de ce qui n'était point à lui, et qu'il manquait aux promesses qu'il avait faites aux Florentins. Au reste, il oubliait également tous ses autres engagemens envers ceux-ci. Lorsqu'il entra à Florence, le 17 novembre, à la tête de son armée, il crut avoir conquis cette ville, et être ainsi dispensé de tout ce qu'il avait promis à Pierre de Médicis. Il hésitait seulement pour décider s'il rendrait sa conquête à ce dernier, ou s'il la ferait administrer pour son propre compte. En vain, les magistrats lui représentaient qu'il était l'hôte de leur nation et non son maître, qu'on lui avait ouvert les portes pour lui faire honneur et non par crainte, qu'ils étaient loin de se croire vaincus, tant que les palais de Florence contiendraient, non seulement tous les citoyens, mais tous les soldats de la république; Charles VIII insistait toujours sur des conditions honteuses, dont le secrétaire du roi donna lecture comme de son ultimatum. Tout à coup Pierre Capponi lui arracha ce papier des mains, et le déchira en s'écriant : « Eh bien ! s'il en est ainsi, sonnez vos » trompettes, et nous sonnerons nos cloches. » Cette action vigoureuse intimida les Français. Charles déclara qu'il se contentait du subside que lui offrait la république; et, en retour, il promit de lui rendre toutes les forteresses qu'il avait reçues des Médicis, dès qu'il aurait achevé la conquête de Naples, ou signé la paix, ou consenti seulement à une longue trêve.

Après cette convention, Charles VIII partit de Florence le 28 novembre, par la route de Sienne ; l'armée napolitaine évacuait la Romagne, le patrimoine de saint Pierre, et ensuite Rome, à mesure qu'il avançait. Il entra dans Rome le 31 décembre, sans avoir encore combattu nulle part. Il ne rencontra une première résistance qu'aux frontières du royaume de Naples, et là, ayant pris de force deux petites villes, il en fit massacrer tous les habitans. Cet acte de férocité inspira une telle terreur à Alphonse II, que celui-ci abdiqua la couronne en faveur de son fils Ferdinand II, et se retira avec ses trésors en Sicile. Ferdinand, avec son armée, occupait Capoue, et comptait défendre les bords du Vulturne. Il la quitta pour apaiser une sédition à Naples : pendant son absence, la trahison ou la peur livrèrent Capoue aux Français, et il dut lui-même s'embarquer le 21 février pour Ischia ; tous les barons ses vassaux et toutes les villes de province envoyèrent des députations à Charles VIII, et le

royaume de Naples fut conquis en entier sans qu'une seule bataille eût été livrée pour sa défense. Mais les puissances du nord de l'Italie ne virent pas sans jalousie une si grande conquête : d'ailleurs les Français les offensaient par leur orgueil ; ils commençaient à se conduire en maîtres dans toute la péninsule, et le duc d'Orléans, qui avait été laissé par Charles VIII à Asti, annonçait déjà des prétentions sur le duché de Milan, comme héritier de Valentine Visconti, sa grande-mère. Louis Sforza s'allia donc aux Vénitiens, au pape, aux rois d'Espagne et à l'empereur Maximilien, pour maintenir l'indépendance de l'Italie ; et le duc de Milan et les Vénitiens assemblèrent près de Parme une puissante armée, dont ils donnèrent le commandement au marquis de Mantoue.

Sur cette nouvelle, Charles VIII, qui avait passé trois mois à Naples, occupé de fêtes et de tournois, tandis que ses lieutenans désorganisaient les provinces en les lui soumettant, résolut de retourner en France avec une moitié de son armée. Il partit de Naples le 20 mai ; il traversa Rome pacifiquement, tandis que le pape s'était enfermé au château Saint-Ange ; de Sienne, il se rendit à Pise, puis à Pontrémoli, où il entra dans l'Apennin. Gonzaga, marquis de Mantoue, l'attendait à Fornovo, de l'autre côté de cette chaîne de montagnes, avec une puissante armée. Charles VIII voulut l'éviter en passant le Taro ; mais il fut attaqué sur ses bords, le 6 juillet, par les Italiens. Il était en pleine marche, et les divisions de son armée, étant éloignées les unes des autres, furent quelque temps en danger ; toutefois l'impétuosité française et la bravoure obstinée des Suisses réparèrent les fautes du général. Un très-grand nombre de gendarmes italiens furent renversés dans les charges de cavalerie. Beaucoup d'autres furent abattus par les hallebardes des Suisses. Tous furent aussitôt tués par les valets de l'armée, en sorte que Gonzaga laissa trois mille cinq cents morts sur le champ de bataille. Charles VIII continua ensuite sa retraite ; arrivé à Asti, il entra en traité avec Louis Sforza pour délivrer le duc d'Orléans qui était assiégé à Novarre ; il licencia vingt mille Suisses qu'on lui amenait des montagnes, mais entre les mains desquels il n'osa pas se confier ; et le 22 octobre 1495, il repassa les Alpes, après avoir ravagé l'Italie entière avec la violence et la rapidité d'un ouragan. Il avait laissé son parent, Gilbert de Montpensier, comme vice-roi à Naples, avec la moitié de son armée ; mais les peuples, déjà fatigués de son joug,

rappelèrent Ferdinand II ; les Français, après plusieurs combats, reperdirent successivement leurs conquêtes, et furent enfin forcés de capituler à Atella le 23 juillet 1496.

Les Français, par leur invasion, n'avaient pas seulement répandu la terreur d'un bout à l'autre de l'Italie, ils avaient aussi changé toute la politique de cette contrée, en la subordonnant à celle des ultramontains. Tandis que Charles VIII prétendait être l'héritier légitime du royaume de Naples, son cousin le duc d'Orléans, qui lui succéda sous le nom de Louis XII, se disait l'héritier du duché de Milan. Maximilien, de son côté, aussi ambitieux qu'inconséquent, réclamait, sur tous les États d'Italie, des prérogatives qu'aucun empereur n'avait plus exercées depuis la mort de Frédéric II, en 1250. Les Suisses en même temps avaient appris qu'au pied de leurs montagnes ils trouveraient des villes opulentes et faibles qu'ils pourraient piller ; un climat délicieux leur offrait toutes les jouissances de la vie, et ils voyaient que les rois des pays voisins étaient disposés à les payer pour qu'ils y vinssent exercer leurs fureurs. Ferdinand et Isabelle enfin, rois d'Aragon et de Castille, avaient annoncé qu'ils voulaient défendre la branche bâtarde d'Aragon qui régnait à Naples ; mais déjà maîtres du royaume de Sicile, ils songeaient à passer le Phare, et ils proposaient à Charles VIII un traité secret pour se partager les dépouilles du parent dont ils prétendaient prendre la défense. Au milieu de ces prétentions et de ces intrigues qui n'avaient déjà plus rien d'Italien, l'esprit de liberté s'était réveillé en Toscane ; mais il s'y épuisait dans la lutte qu'il avait renouvelée entre Florence et Pise. Les garnisons françaises que Charles VIII avait laissées à Pise et à Librafratta, au lieu de consigner ces places aux Florentins, selon les ordres du roi, les avaient livrées aux Pisans eux-mêmes, le 1er janvier 1486 ; les alliés, qui avaient combattu Charles VIII à Farnovo, reprochaient aux Florentins leur attachement à ce monarque ; ils prenaient contre eux la défense des Pisans. Louis Sforza et les Vénitiens envoyèrent des secours à ces derniers, et l'empereur Maximilien leur en conduisit lui-même. Ainsi les seuls Italiens qui eussent à cœur l'honneur et l'indépendance de l'Italie, se fatiguaient par des combats inégaux et des efforts sans résultats.

Au moment où Florence avait chassé de son sein les Médicis, cette république s'était trouvée ballottée entre trois partis ; le premier était celui des enthousiastes que dirigeait Jérôme Savonarola,

et auxquels il promettait la protection miraculeuse de la divinité, pour la réforme de l'Église et l'affermissement de la liberté ; ceux-là prétendaient à une constitution démocratique ; on les appelait les *piagnoni*. Le second parti était celui des hommes qui avaient partagé le pouvoir avec les Médicis, mais qui s'étaient séparés d'eux ; ils voulaient conserver l'autorité et les profits du gouvernement pour eux seuls, et désiraient étourdir le peuple par les plaisirs et les vices, afin de fonder plus à loisir une aristocratie ; on les nommait les *arrabbiati*. Le troisième parti se composait des hommes demeurés fidèles aux Médicis, et qui, n'osant pas se prononcer, se cachaient dans l'ombre ; on les nommait les *bigi*. Ces trois partis se trouvaient tellement balancés dans la balie nommée par le parlement, le 2 décembre 1494, qu'il lui devint bientôt impossible de gouverner la république. Jérôme Savonarola en prit occasion pour représenter que le peuple n'avait jamais délégué sa souveraineté à une balie, sans que celle-ci n'abusât du pouvoir qui lui était commis. Le peuple ferait bien mieux, dit-il, de se réserver ce pouvoir à lui-même, et de l'exercer dans un conseil où tous les citoyens seraient admis. La proposition fut agréée ; plus de dix-huit cents Florentins en état de prouver qu'eux-mêmes ou leur père ou leur aïeul avaient siégé dans la magistrature, furent, en conséquence, reconnus pour citoyens et membres du conseil général. Ce conseil fut déclaré souverain ; l'élection des magistrats, qui était auparavant soumise au sort, lui fut déférée le 1er juillet 1495, et une amnistie fut publiée pour ensevelir dans l'oubli toutes les anciennes dissensions de la république florentine.

Une modification aussi importante de la constitution semblait promettre à cette république plus de bonheur à l'avenir. Le frère Jérôme Savonarola, qui exerçait sur ces conseils un si grand crédit, avait montré en même temps un grand amour de l'humanité, un grand respect pour les droits de tous, un cœur sensible et un esprit élevé. Ardent réformateur de l'Église, et précurseur, sous ce rapport, de Luther, qui devait commencer ses prédications vingt ans plus tard, il ne s'écartait cependant point de l'orthodoxie, il ne se permettait point d'examiner le dogme, et il bornait ses efforts au rétablissement de la discipline, à l'amendement des mœurs du clergé, au rappel des prêtres aussi bien que du reste des citoyens, à la pratique des préceptes de l'Évangile. Cependant son zèle était mêlé d'enthousiasme ; il se croyait sous la direction immédiate de la providence ; il prenait ses

inspirations pour des révélations prophétiques; c'était par elles qu'il dirigeait la politique des piagnoni ses disciples. Il leur avait prédit la venue des Français en Italie ; il leur avait représenté Charles VIII comme un instrument que la divinité avait destiné à châtier les crimes de cette contrée ; il leur avait recommandé de demeurer fidèles à l'alliance de ce roi, l'instrument de la providence, encore que sa conduite, surtout relativement aux affaires de Pise, eût donné aux Florentins les plus graves sujets de mécontentement. Cette alliance, toutefois, rangeait les Florentins parmi les ennemis du pape Alexandre VI ; car celui-ci était un des promoteurs de la ligue qui avait chassé les Français d'Italie, et il accusait les Florentins comme traîtres envers l'Église et la patrie commune, pour être seuls demeurés attachés à un monarque étranger. Alexandre VI, également offensé par les projets de réforme et par la politique de Savonarola, le dénonça à l'Église comme un hérétique, et lui interdit la chaire. Le moine commença par obéir, et il se fit remplacer dans son église de Saint-Marc par son ami et son disciple, frère Dominique Bonvicini de Pescia. Toutefois le jour de Noël 1497, il déclara, dans la chaire, que Dieu lui avait révélé qu'il ne devait point se soumettre au jugement d'un tribunal corrompu ; il communia donc ouvertement avec tous les moines du couvent de Saint-Marc, puis il continua ses prédications. Plus d'une fois durant leur cours il eut occasion d'exposer à la réprobation de son auditoire la conduite scandaleuse du pape, que la voix publique accusait de tous les vices et de tous les crimes qu'on pouvait attendre d'un libertin dépravé, d'un ambitieux perfide et cruel, d'un monarque et d'un prêtre enivré par le pouvoir absolu.

Cependant la rivalité que la cour de Rome entretenait entre les ordres religieux, fit trouver au pape des champions empressés à combattre Savonarola. Celui-ci était dominicain; le général des Augustins, de cet ordre d'où devait bientôt surgir Luther, frère Mariano de Ghinazzano, se signala par son zèle contre lui. Il présenta au pape un frère mineur observantin, frère François de Pouille, qui fut envoyé à Florence pour prêcher contre Savonarola dans l'église de Sainte-Croix. Ce prédicateur déclara à son auditoire qu'il savait que Savonarola prétendait appuyer sa doctrine sur un miracle. « Pour moi, je ne » suis qu'un pécheur, dit-il, et je n'ai point la prétention de faire des » miracles ; toutefois, qu'on élève un bûcher ardent, et me voici prêt » à y entrer avec lui. Je suis sûr d'y périr, mais la charité chrétienne

» m'enseigne à ne point épargner ma vie, si je puis en la sacrifiant
» précipiter dans l'enfer un hérésiarque qui déjà y a précipité tant
» d'âmes. »

Cette étrange proposition fut repoussée par Savonarola ; mais son ami et son disciple, frère Dominique Bonvicini, s'empressa de l'accepter. Frère François de Pouille déclarait, il est vrai, ne vouloir risquer sa vie que contre celle de Savonarola ; cependant on vit aussitôt, dans les deux ordres des Dominicains et des Franciscains, une foule de moines s'offrir à l'envi à entrer dans le feu pour prouver les uns la vérité, les autres la fausseté de la doctrine nouvelle ; l'enthousiasme se répandit au dehors des deux couvens ; beaucoup de prêtres et de séculiers, des femmes et des enfans se présentèrent, surtout du côté de Savonarola, demandant avec instance d'être admis à cette épreuve. Le pape témoigna sa reconnaissance aux Franciscains de leur dévouement : la seigneurie de Florence consentit à ce que deux moines seulement s'exposassent pour leurs deux ordres, et elle ordonna les préparatifs du bûcher sous leur direction. Enfin la population de la ville et de la campagne à laquelle on annonça qu'elle assisterait au plus éclatant miracle, en accueillit la promesse avec des transports de joie.

Un échafaud effroyable à voir fut dressé pour le 7 avril 1498, sur la place du palais public à Florence. Deux piles de grosses pièces en bois, entremêlées de fagots et de bruyères faciles à enflammer, s'étendaient sur une longueur de quatre-vingts pieds ; chacune avait quatre pieds d'épaisseur, cinq pieds de hauteur, et une étroite ruelle de deux pieds de largeur les séparait. C'était-là que devaient entrer les deux moines ; ils devaient parcourir ce passage dans toute sa longueur pendant l'incendie. Toutes les fenêtres, tous les toits étaient couverts de spectateurs, la population presque entière de la république s'était réunie autour de la place. Le portique nommé Loggia de' Lanzi, partagé par une cloison, avait été assigné aux deux ordres de moines. Les Dominicains arrivèrent dans leur division en chantant des cantiques et portant le Saint-Sacrement. Les Franciscains aussitôt leur déclarèrent qu'ils ne permettraient point que le Saint-Sacrement fût porté au milieu des flammes ; qu'ils voulaient que le frère Bonvicini y entrât sans cette divine sauvegarde, comme leur champion comptait y entrer de son côté. Les Dominicains répondirent qu'ils ne s'écarteraient point de leur dieu au moment où ils imploraient son aide.

La dispute s'aigrit sur ce point, les heures s'écoulèrent, la foule qui attendait depuis long-temps et qui souffrait de la faim et de la soif, perdait patience ; tout à coup une pluie d'orage fondit sur la ville, des torrens d'eau ruisselaient sur les toits, baignaient les assistans, et pénétraient le bûcher de manière qu'il eût été désormais impossible d'y mettre le feu. La foule dut se retirer ; mais, après avoir attendu si impatiemment un miracle, elle se regarda comme indignement jouée. Savonarola perdit tout son crédit sur elle ; on ne le désignait plus que comme un imposteur. Dès le lendemain son couvent fut assiégé par les *arrabbiati*, empressés de profiter de l'inconstance de la multitude. Il y fut arrêté avec ses deux amis, Dominique Bonvicini et Silvestre Marufli, et conduit en prison ; tous les piagnoni, ses partisans, furent exposés aux outrages de la populace ; deux d'entre eux furent tués ; leurs rivaux, leurs anciens ennemis, excitèrent la fermentation générale pour détruire ce parti. Dans la seigneurie ellemême, la majorité lui était contraire ; aussi céda-t-elle aux instances que lui adressait le pape, et elle soumit les trois moines prisonniers à un procès criminel, pour lequel Alexandre VI députa des juges de Rome, en leur donnant l'ordre de condamner à mort les prévenus, selon les lois de l'Église. Le procès commença par la torture ; Savonarola était trop faible et trop nerveux pour la soutenir ; il avoua, dans les tourmens, tout ce qu'on lui imputa ; il fut condamné avec ses deux disciples, et tous trois furent brûlés vifs le 23 mai 1498, sur cette même place où six semaines auparavant un bûcher avait été élevé pour leur préparer un triomphe.

CHAPITRE XIV.

Les Français maîtres de Milan et de Gênes, et les Espagnols de Naples. — Le gonfalonier Sodérini à Florence. — Conquête de Pise. — Ligue de Cambrai, contre Venise. — Les Médicis rétablis à Florence.

1499—1512.

L'expédition de Charles VIII contre Naples avait dirigé vers l'Italie toute l'attention des puissances de l'Occident. Les ultramontains avaient appris qu'ils étaient assez forts pour se conduire en maîtres, et s'ils le voulaient en brigands, dans ce pays le plus riche et le plus civilisé de la terre. Tous ceux qui confinaient avec l'Italie aspirèrent dès lors à en soumettre quelque partie à leur domination : ils voulurent avoir leur part dans les tributs de cette terre si fertile, dans les impôts de ces cités où l'industrie faisait mouvoir tant de bras et accumulait tant de capitaux. La cupidité leur mit les armes à la main ; elle étouffa les sentimens les plus généreux, les chefs se montrèrent avides, les soldats ne songèrent qu'au pillage ; et regardant les Italiens comme une race abandonnée à leurs extorsions, ils enchérirent les uns sur les autres dans les moyens barbares qu'ils inventèrent pour arracher de l'argent aux vaincus, jusqu'à ce qu'ils eussent détruit cette prospérité qui leur faisait envie.

Charles VIII était mort à Amboise le 7 avril 1498 ; c'était le jour même où l'on devait, à Florence, éprouver par le feu la doctrine de Savonarola. Louis XII, qui succéda à ce monarque, prétendit que, comme petit-fils de Valentine Visconti, il était l'héritier légitime du duché de Milan, encore que d'après le droit reconnu de toute l'Italie,

droit confirmé par l'investiture impériale accordé au père de Valentine, les filles fussent exclues de toute part à la succession. Louis XII, à son couronnement, prit en même temps les titres de roi de France, de duc de Milan, et de roi de Naples et de Jérusalem ; mais c'était surtout le duché de Milan auquel son cœur paraissait attaché, sans doute parce que ce duché avait été l'objet de son ambition avant qu'il parvînt à la couronne ; et, pendant tout son règne, il conserva, comme s'il n'était que duc de Milan, un respect féodal pour l'empereur, suzerain de ce duché, qui fut fatal à la France autant qu'à l'Italie.

Après avoir ainsi annoncé au monde ses prétentions sur le duché de Milan, Louis XII se hâta d'employer les armes pour s'en assurer la possession. Il ne lui fut pas difficile de séparer de tous ses alliés Ludovic Sforza, duc de Milan, son antagoniste. L'empereur Maximilien avait épousé la nièce de Ludovic, auquel il avait accordé l'investiture de son duché ; mais Maximilien oubliait avec la plus grande légèreté ses promesses et ses alliances. Une ambition nouvelle, une offense supposée, une fantaisie, lui faisaient abandonner des projets qu'on croyait qu'il avait long-temps mûris. Dans ce moment, les Suisses avaient provoqué son ressentiment ; pour les attaquer, il signa, avec Louis XII, une trêve, dans laquelle il ne comprit point Ludovic Sforza, le livrant ainsi à son ennemi. Les Vénitiens étaient plus intéressés encore que l'empereur à défendre Ludovic Sforza : mais ils étaient irrités contre lui ; ils l'accusaient de les avoir joués dans la guerre, soit contre Charles VIII, soit pour la défense de Pise ; ils le soupçonnaient d'avoir suggéré à Maximilien des prétentions qu'il venait d'annoncer sur toutes leurs conquêtes en Lombardie, comme ayant précédemment appartenu à l'Empire ; enfin, ils étaient forcés à réserver toutes leurs ressources pour résister à l'ennemi le plus redoutable qui les attaquait en même temps. Bajazet II venait de leur déclarer la guerre. Des bandes de brigands descendaient sans cesse des montagnes de l'Albanie turque pour désoler la Dalmatie vénitienne ; les pachas turcs offraient leur appui à tous les traîtres qui tentaient d'enlever aux Vénitiens quelques-unes de leurs places du Levant ; peu s'en fallut que Corfou ne tombât ainsi entre leurs mains. Enfin, les hostilités commencèrent ouvertement ; les Turcs attaquèrent Zara ; tous les marchands vénitiens établis à Constantinople furent mis aux fers, et Scander Bassa, sangiack de Bosnie, passa l'Isonzo, le 29 septembre 1499, avec sept mille chevaux turcs ; il ravagea toute la riche

plaine qui s'étend entre ce fleuve et le Tagliamento, à l'extrémité de l'Adriatique, et il répandit la terreur jusqu'aux lagunes qui entourent Venise. Envahis par un si formidable ennemi, contre lequel ils soutinrent, pendant sept ans, une guerre acharnée, les Vénitiens ne voulurent pas s'exposer à en soutenir une autre contre les Français : ils signèrent donc à Blois, le 15 avril 1499, un traité avec Louis XII, par lequel ils s'alliaient ensemble contre Ludovic Sforza, en abandonnant au roi de France la conquête du Milanais, et en se réservant pour eux-mêmes Crémone et la Ghiera d'Adda.

Ludovic Sforza ne trouva pas non plus d'alliés dans le reste de l'Italie. La république de Florence, depuis le supplice de Savonarola, avait vu succéder dans son administration la faction des *arrabbiati* à celle des *piagnoni*, sans changer, pour cela, sa politique ; elle se défendait toujours contre les intrigues des Médicis, qui s'unissaient à tous les ennemis de leur patrie, pour la remettre sous le joug; elle continuait ses efforts pour subjuguer Pise, mais de peur d'exciter la jalousie des rois ou de France ou d'Espagne, elle n'assemblait point, pour cela, une armée nombreuse ou un grand train d'artillerie ; elle se contentait de faire ravager chaque année les campagnes pisanes, pour réduire cette ville par la famine ; et elle suspendait même ses expéditions quand il convenait à ces puissans monarques de maintenir une apparence de paix. Les cités de Sienne, de Lucques et de Gênes, jalouses des Florentins, envoyaient secrètement des secours à Pise. Le pape Alexandre VI, que Charles VIII avait toujours eu pour ennemi, était, au contraire, entré dans l'alliance de Louis XII, mais sous condition que son fils César Borgia serait fait duc de Valentinois en France, et de Romagne en Italie ; le roi lui promettant son assistance contre les petits princes feudataires du saint-siége, qui se partagaient cette dernière province. Le roi de Naples, enfin, Frédéric, qui avait succédé, le 7 septembre 1496, à son neveu Ferdinand II, savait bien qu'il serait à son tour attaqué par la France. Mais, quoiqu'il méritât par ses vertus et ses talens tout l'amour de ses sujets, il ne réussissait qu'avec peine à rétablir quelque ordre dans son royaume ruiné par la guerre, et il était sans trésor et sans armée pour venir au secours du duc de Milan, son allié naturel.

Une puissante armée française, commandée par les sires de Ligny et d'Aubigny, passa les Alpes au mois d'août 1499 ; le 13 de ce mois, elle attaqua et prit d'assaut les deux petites forteresses d'Arazzo et

d'Annone, sur les bords du Tanaro, et elle passa au fil de l'épée la garnison et presque tous les habitans de l'une et de l'autre places. Cet acte de férocité répandit la terreur parmi les troupes que Ludovic Sforza avaient réunies pour sa défense : l'armée dont il avait donné le commandement à Galéas San Sévérino se dissipa, et le duc lui-même, n'osant demeurer à Milan, se réfugia avec ses enfans et ses trésors auprès de l'empereur Maximilien, en Allemagne. Louis XII, arrivé plus tard en Italie, fit son entrée à Milan le 2 octobre ; le peuple, tremblant, et voulant se concilier son nouveau maître, le salua du nom de duc de Milan, et fit éclater sa joie de le recevoir pour souverain. Toute la Lombardie se soumit de même sans combat; et Gènes, qui s'était mise sous la protection du duc de Milan, passa, sans résistance, sous celle du roi de France. Avant la fin de l'année, Louis retourna à Lyon, et déjà la haine remplaçait les espérances fugitives qu'il avait excitées; l'insolence des Français, la violation de toutes les institutions nationales, le mépris pour les mœurs italiennes, la surcharge des impôts, le désordre dans l'administration, rendaient le joug étranger insupportable. Ludovic Sforza fut instruit de la fermentation universelle, et du désir qu'éprouvaient ses sujets de le voir de retour. Il se trouvait sur les frontières de la Suisse avec un trésor considérable; une jeunesse brave et turbulente s'offrait à lui, prête à combattre pour quiconque voudrait la payer; en peu de jours, cinq cents cavaliers et huit mille fantassins se rangèrent sous ses drapeaux; et, au mois de février 1500, il rentra à leur tête en Lombardie. Côme, Milan, Parme et Pavie lui ouvrirent aussitôt leurs portes. Il assiégea ensuite Novarre, qui se rendit par capitulation : mais, pendant ce temps, Louis XII déploya une activité extrême pour réprimer cette rébellion; son général Louis de la Tremoille arriva devant Novarre au commencement d'avril, avec une armée dans laquelle il comptait dix mille Suisses. Ceux de la même nation, cependant, qui se trouvaient dans les deux camps ennemis, prêts à s'entr'égorger pour de l'argent, hésitèrent et commencèrent à négocier entre eux; mais ils arrivèrent ainsi à prendre une résolution plus funeste pour leur honneur que n'aurait été un combat entre compatriotes. Non seulement ceux qui étaient enfermés dans Novarre consentirent à se retirer, ils livrèrent aux Français les gendarmes italiens auxquels ils étaient associés, et qui furent ou sabrés ou poussés dans la rivière. Ils permirent que la Tremoille arrêtât dans leurs rangs Ludovic

Sforza et les frères San Sévérino, qui cherchaient à s'échapper sous un déguisement; ils reçurent des Français la solde qu'ils avaient si honteusement gagnée : mais, devenus ensuite furieux par le sentiment même de cet opprobre, en se retirant, ils s'emparèrent de la ville de Bellinzone qui leur est demeurée; en sorte que même les plus faibles d'entre les voisins de l'Italie voulurent avoir une part dans la conquête de cette contrée. Pendant ce temps, Ludovic Sforza, dit le Maure, fut emmené en France, et y fut condamné à une dure captivité, dans laquelle il mourut seulement au bout de dix ans. Le Milanais resta dès lors soumis au roi de France jusqu'au mois de juin 1512.

La facilité avec laquelle Louis XII avait conquis le duché de Milan, devait lui faire espérer qu'il n'éprouverait pas beaucoup de résistance dans le royaume de Naples. Frédéric le sentait de son côté; aussi demandait-il la paix, et offrait-il, pour l'obtenir, de tenir ce royaume en fief et comme tributaire de la France. Il comptait cependant sur l'appui de Ferdinand-le-Catholique, roi d'Aragon et de Sicile, son parent et son voisin. Ferdinand lui avait promis de puissans secours, il les lui montrait même en perspective par l'envoi en Sicile de Gonzalve de Cordoue, son meilleur général, avec soixante vaisseaux et huit mille fantassins d'élite. Mais Ferdinand avait en même temps proposé à Louis XII de s'entendre entre eux pour partager la dépouille du malheureux Frédéric. Pendant que les Français, disait-il, entreraient par le nord dans le royaume de Naples pour le conquérir, les Espagnols y descendraient par le sud pour le défendre : quand ils se rencontreraient, au lieu de se combattre, ils se donneraient la main, et ils demeureraient maîtres chacun de la moitié du royaume. Ce fut la base du traité de Grenade, signé le 11 novembre 1500; et, dans l'été de 1501, la trahison fut exécutée par les deux plus grands monarques de l'Europe. Le 25 juin, l'armée française arriva à Rome; en même temps celle de Gonzalve de Cordoue débarqua en Calabre. La première, dès qu'elle eut passé les frontières, traita les Napolitains en rebelles, et fit pendre les soldats qui se rendaient à elle à discrétion. Arrivée devant Capoue, elle pénétra dans la ville pendant que les magistrats signaient une capitulation, et elle y massacra sept mille personnes. Cependant la perfidie des Espagnols inspira au malheureux Frédéric plus d'aversion encore que la férocité des Français. Obligé de chercher un refuge dans l'île d'Ischia, il

capitula avec ces derniers, et il se retira en France, où il mourut après trois ans d'une captivité rigoureuse. Les Espagnols et les Français s'étant avancés sans résistance, se rencontrèrent sur les limites que le traité de Grenade leur avait respectivement assignées; mais, à l'instant où la conquête fut terminée, la jalousie se fit entendre. Le duc de Nemours et Gonzalve de Cordoue se disputèrent sur la division du royaume. L'un et l'autre réclamait pour son roi quelques provinces qui n'avaient point été nommées dans le traité de Grenade. Enfin les hostilités commencèrent entre eux à l'Atripalda, le 19 juin 1502; des négociations firent négliger à Louis XII d'envoyer, pour les soutenir, des renforts à son général. Après une lutte qui ne fut pas sans gloire, et où l'on vit se signaler la Palisse et Bayard, d'Aubigny fut défait à Séminara, le 21, et Nemours à Cérignola, le 28 avril 1503; l'armée française tout entière fut détruite, et le royaume de Naples perdu pour Louis XII. Celui-ci, il est vrai, fit partir, dans la même campagne, une seconde armée plus puissante que la précédente pour la recouvrer; mais quand elle arriva près de Rome, elle y apprit la mort d'Alexandre VI, survenue le 18 août 1504; le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis XII, l'empêcha d'avancer alors contre l'ennemi, pour qu'elle appuyât ses intrigues dans le conclave. Quand elle se remit en marche, au mois d'octobre, la saison des pluies avait commencé. Gonzalve de Cordoue s'était placé sur le Garigliano, dont il défendit le passage, au milieu de ces plaines inondées, avec une constance et une patience qui caractérisaient l'infanterie espagnole. Pendant plus de deux mois les Français languirent et pâtirent dans les marais. Des maladies pestilentielles emportèrent la fleur de leurs combattans et abattirent le courage et la confiance des autres. Gonzalve de Cordoue passa enfin lui-même le Garigliano; le 27 décembre, il attaqua et acheva de détruire l'armée française; le 1er janvier 1504, Gaëte se rendit à lui; et tout le royaume de Naples ne fut bientôt plus, comme la Sicile, qu'une possession espagnole.

Ainsi, la plus grande partie de l'Italie avait déjà subi le joug des nations que les Italiens nommaient barbares. Les Français étaient maîtres de tout le Milanais et de toute la Ligurie; les Espagnols, des Deux-Siciles : les Suisses eux-mêmes avaient fait de petites conquêtes le long du lac Majeur; et ce fut le moment que choisit Louis XII pour appeler aussi les Allemands en Italie : l'année même où il avait perdu

Gaëte, il signa, le 22 septembre 1504, le traité de Blois, par lequel il partageait avec l'empereur Maximilien la république de Venise, comme il avait partagé avec Ferdinand le royaume de Naples. L'expérience du passé aurait dû l'éclairer et lui faire prévoir que Maximilien, aussi bien que Ferdinand, réservait pour lui seul les dépouilles qu'ils auraient conquises en commun; l'avenir même eût dû l'effrayer, car Charles, le petit-fils et l'héritier de Maximilien d'Autriche et de Ferdinand d'Aragon, de Marie de Bourgogne et d'Isabelle de Castille, était déjà né; déjà on savait qu'il réunirait sous son sceptre les plus grandes monarchies de l'Europe, et Louis XII, au lieu de se prémunir contre sa grandeur future, avait promis de lui donner sa fille en mariage. Ce fut l'inconséquence de Maximilien, et non pas la prudence de Louis XII, qui fit retarder de quatre ans l'exécution du traité de Blois.

Pendant cet intervalle de temps, Gênes, qui n'avait point cessé de se croire une république, encore qu'elle eût déféré la seigneurie d'abord à Ludovic Sforza, puis à Louis XII, comme duc de Milan, éprouva que des monarques étrangers étaient incapables de comprendre ou ses lois ou sa liberté. La moitié des magistrats de Gênes, d'après les traités, devait être composée de nobles, l'autre moitié de plébéiens: ils devaient être choisis par les suffrages de leurs concitoyens, qui leur avaient réservé le gouvernement de toute la Ligurie et l'administration de leurs propres finances, sous la déduction d'une somme fixe payée chaque année au roi. Mais les Français ne pouvaient comprendre que des gentilshommes fussent les égaux des vilains; qu'un roi fût lié par les conditions que lui imposaient ses sujets, ou que l'argent pût être refusé à celui qui avait la force; toutes les capitulations de Gênes furent violées les unes après les autres, et les nobles Génois montrèrent de l'empressement à se ranger du parti du roi contre leur patrie; on les vit porter avec orgueil un poignard sur lequel le mot *châtie-vilain* était écrit, impatiens qu'ils étaient de se séparer du peuple par la bassesse et par l'assassinat. Ce peuple ne put supporter le double joug d'un maître étranger et d'une noblesse qui trahissait la patrie; il se souleva le 7 février 1506, il chassa les Français, il proclama la république, il nomma un nouveau doge; mais le temps lui manqua pour organiser sa défense. Le 3 avril, Louis XII partit de Grenoble avec une puissante armée; bientôt il se trouva devant Gênes; il défit des milices nouvellement levées qui ne surent

pas résister à ses vieilles bandes. Le 29 avril il rentra dans Gênes, et il envoya au supplice le doge et la plupart des citoyens généreux qui s'étaient signalés dans la délivrance de leur patrie.

L'Italie indépendante ne comprenait plus que l'État de l'Église, la Toscane et la république de Venise, encore les ultramontains pesaient-ils de toutes parts sur ces provinces; les Espagnols tour à tour et les Français faisaient trembler les États de l'Église et de la Toscane; les Allemands et les Turcs épouvantaient la Vénétie. En même temps l'État de l'Église, abandonné aux détestables intrigues d'Alexandre VI et de son fils, César Borgia, avait vu, dans un court intervalle, commettre plus de meurtres et d'assassinats, plus d'éclatantes perfidies que n'en présentent les annales des monarchies les plus dépravées. César Borgia, que son père fit duc de Romagne en 1501, avait auparavant dépouillé et fait périr tous les petits princes qui régnaient à Pésaro, à Rimini, à Forli et à Faenza; il avait de même soumis Piombino en Toscane, le duché d'Urbino, la petite principauté de Camérino et celle de Sinigaglia. Dans cette dernière ville, le 31 décembre 1502, furent étranglés par ses ordres quatre tyrans de l'État de l'Église qui faisaient le métier de condottieri : ces seigneurs s'étaient mis à sa solde, mais, alarmés de ses manœuvres, ils avaient pris les armes contre lui; puis séduits par ses artifices, ils venaient de se remettre volontairement entre ses mains. César Borgia s'était rendu maître de Città di Castello et de Pérouse; il menaçait Bologne, Sienne et Florence, lorsque, le 18 août 1503, son père et lui burent, par erreur, d'une potion empoisonnée qu'ils avaient préparée en commun pour un de leurs convives; son père en mourut, et lui, échappé à la mort, perdit en trois mois toutes ses souverainetés et le fruit de tous ses crimes. Arrêté tour à tour par le pape Jules II, qui avait succédé à son père, et par Gonzalve de Cordoue, il fut enfin envoyé en Espagne, où il mourut dans un combat, plus honorablement qu'il n'avait mérité.

En Toscane, la république de Florence se voyait entourée d'ennemis. Les Médicis, toujours exilés, avaient fait alliance avec tous les tyrans de l'État de l'Église, et ils prenaient part à tous les complots contre leur patrie. En même temps ils recherchèrent l'amitié du roi de France, plus disposé à favoriser un prince qu'une république. Pierre de Médicis suivit l'armée envoyée en 1503 contre le royaume de Naples; il y périt à la déroute du Garigliano, mais sa

mort ne délivra pas Florence de la crainte qu'il avait inspirée. Ses deux frères, Jean et Julien, continuèrent leurs intrigues contre leur ville natale. Cependant la guerre de Pise, qui durait toujours, épuisait les finances. Les Pisans avaient perdu leur commerce et leurs manufactures, ils voyaient chaque année leurs récoltes détruites par les Florentins, mais ils opposaient une constance et un courage inébranlables à tant de malheurs. Tour à tour les Allemands, les Français, les Espagnols leur faisaient passer des secours sans prendre intérêt à eux, mais seulement dans l'espérance de profiter d'une lutte qu'ils prolongeaient. Lucques et Sienne, jalouses de Florence, les assistaient aussi secrètement, mais autant que ces cités pouvaient le faire sans se compromettre avec des voisins qu'elles redoutaient. Lucques tombait sans bruit entre les mains d'une étroite oligarchie. Sienne se laissait asservir par Pandolfe Pétrucci, citoyen qu'elle avait nommé capitaine de la garde, et qui se faisait obéir, sans sortir, par ses mœurs ou ses habitudes, de l'égalité républicaine.

Les Florentins sentaient que dans le nouvel état de l'Italie, menacés sans cesse comme ils l'étaient par des princes absolus, dont toutes les délibérations étaient secrètes, et qui joignaient la force à la perfidie, leur gouvernement ne pouvait conserver ni assez de tenue ni assez de mystère, en se renouvelant tout entier tous les deux mois. Leurs alliés eux-mêmes leur reprochaient qu'on ne pouvait leur confier un secret, sans le communiquer en même temps à tout le public. Ils crurent donc qu'il était nécessaire de donner à leur république un chef, un magistrat unique, qui assistât à tous les conseils, qui fût le dépositaire de toutes les traditions, ainsi que des secrets qu'on ne pouvait communiquer sans danger. Ce chef, qui conservait le titre de gonfalonier, devait être nommé à vie, comme le doge de Venise; il devait être logé au palais, et avoir un traitement de cent florins par mois. La loi, qui instituait un gonfalonier à vie, fut votée le 16 août 1502. Et le choix du grand conseil ne s'arrêta sur Pierre Sodérini, pour remplir cette fonction, que le 12 septembre suivant. C'était un homme respecté, d'un âge mûr, sans ambition, sans enfant, et la république n'eut point à se repentir du choix qu'elle avait fait. En même temps qu'elle introduisit le pouvoir d'un seul dans l'administration, elle le supprima dans la justice. Une loi du 15 avril 1502 abolit les offices de podestat et de capitaine de justice, et les remplaça par la rote florentine. C'était un tribunal composé de cinq juges, dont quatre

devaient être d'accord pour rendre une sentence : chacun présidait à son tour le tribunal pendant six mois, et cette rotation a fait donner le nom de *ruota* (roue) aux cours suprêmes de Rome et de Florence.

Le plus important service qu'on attendait de Pierre Sodérini était celui de soumettre de nouveau Pise à la république florentine ; il y réussit seulement en 1509. Cette ville était réduite depuis long-temps aux dernières extrémités ; la population, décimée par la guerre et la famine, n'avait plus l'espoir de prolonger sa défense. Mais Louis XII et Ferdinand déclarèrent aux Florentins qu'ils prétendaient se faire payer leur consentement à la conquête que ceux-ci étaient sur le point de terminer. Depuis 1507, Pise fut défendue par eux, non point dans l'intérêt des Pisans, mais seulement pour que la ville ne se rendît pas, avant que ces rois fussent d'accord sur la somme qu'ils demandaient. Elle fut enfin fixée à cent mille florins que les Florentins durent payer au roi de France, et cinquante mille au roi d'Aragon, pour avoir la permission de recevoir la soumission des Pisans. Ce traité fut signé le 13 mars 1509 ; et le 8 juin, Pise, qui souffrait d'une cruelle famine, ouvrit ses portes à l'armée florentine. Celle-ci y entra, précédée de convois de vivres que les soldats distribuaient eux-mêmes aux bourgeois. La seigneurie de Florence abolit en même temps toutes les confiscations prononcées contre les Pisans depuis 1494 ; elle leur rendit tous leurs biens et tous leurs priviléges; elle chercha de toutes les manières à complaire à ce peuple orgueilleux et à se l'attacher : mais rien ne put vaincre le profond ressentiment des Pisans, et leurs regrets pour la perte de leur indépendance; presque toutes les familles qui avaient conservé quelque fortune émigrèrent, et la population, déjà si réduite par la guerre, diminua encore depuis la paix.

La république de Venise, par la guerre qu'elle eut à soutenir de 1499 à 1503 contre l'empire turc, se trouvait condamnée à ne faire aucun effort pour maintenir contre les Espagnols et les Français l'indépendance de l'Italie ; elle avait sollicité l'assistance de toutes les puissances chrétiennes contre Bajazet II, comme pour une guerre sacrée ; et en effet, les rois de France, d'Aragon, de Portugal, et le pape, lui firent passer alternativement des secours, qui, limités à un très-court service et à quelques occasions d'éclat, n'eurent jamais d'efficacité réelle. Ils aggravèrent la misère des Grecs chez lesquels les Latins faisaient la guerre ; mais ils ne causèrent point de dom-

mage aux Turcs, et n'apportèrent aucun avantage aux Vénitiens. Les musulmans avaient fait des progrès dans la discipline navale ; la flotte vénitienne ne put leur tenir tête, et Antonio Grimani qui la commandait, qu'on avait nommé jusqu'alors le plus fortuné des citoyens de Venise, qui déjà était père d'un cardinal, et long-temps plus tard devait être doge, fut chargé de chaînes à son retour dans sa patrie. Lépante, Pylos, Modon et Coron, furent successivement conquis par les Turcs sur les Vénitiens. Ceux-ci s'estimèrent heureux d'accepter une paix négociée par André Gritti, un de leurs concitoyens captifs à Constantinople, par laquelle ils renonçaient aux places fortes qu'ils avaient perdues dans le Péloponèse, et ils restituaient à Bajazet l'île de Sainte-Maure, qu'ils avaient conquise à leur tour. Cette paix fut signée au mois de novembre 1503.

Le moment où la république de Venise fut affranchie de la terreur des Turcs, fut aussi celui de la mort d'Alexandre VI et de la ruine de son fils César Borgia. L'occasion parut belle à la seigneurie pour étendre ses possessions en Romagne. Cette province était depuis long-temps l'objet de son ambition. Elle y avait acquis par une trahison, le 24 février 1441, la principauté de Ravenne, gouvernée cent soixante-six ans par la maison de Polenta; en 1463, elle avait acheté Cervia, avec ses salines, de Malatesta IV, un des princes de Rimini. A la mort de César Borgia, elle s'empara de Faenza, principauté des Manfredi; de Rimini, principauté des Malatesti, et de plusieurs châteaux. Il ne lui restait qu'à soumettre Imola et Forli, villes où avaient régné les Alidosi et les Ordelaffi, pour être maîtresse de toute la Romagne. Les Vénitiens offraient au pape la même obéissance et le même tribut annuel, pour lesquels tous ces petits princes étaient reconnus vicaires pontificaux. Mais Jules II, qui avait succédé à Borgia, quoique violent et emporté, avait un vif sentiment de ses devoirs comme grand pontife, et comme Italien ; il voulut conserver l'État de l'Église intact pour ses successeurs ; il se refusait à tout népotisme, à tout agrandissement de sa famille, et il se serait accusé d'une impardonnable faiblesse, s'il avait laissé usurper aux autres ce qu'il se faisait scrupule de donner aux siens. Il exigea avec hauteur la restitution de tout ce que les Vénitiens possédaient dans les États de l'Église, et, comme il ne put l'obtenir, il consentit à le recevoir des mains de Louis XII et de Maximilien, qui s'alliaient pour dépouiller la république. Il communiqua cependant

aux Vénitiens les projets qui étaient formés contre eux, et ce ne fut que lorsqu'il les vit déterminés à ne lui rien rendre qu'il s'entendit avec leurs ennemis.

La ligue signée à Cambrai contre Venise, le 10 décembre 1508, par Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien, et par le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis XII, n'était que l'accomplissement du traité secret de Blois, du 22 septembre 1504. Aucune offense n'avait motivé cet accord perfide; Maximilien, qui détestait Louis XII, avait voulu, la même année, l'attaquer dans le Milanais ; mais les Vénitiens lui refusèrent le passage, et, après trois mois d'hostilités, le 7 juin 1508, ils renouvelèrent leur traité avec lui. Louis XII, qu'ils avaient défendu, Maximilien, avec lequel ils s'étaient réconciliés, n'avaient qu'un grief contre les Vénitiens; c'est que ceux-ci n'avaient point de rois, et que leurs sujets excitaient l'envie de ceux des princes. Les deux rois convinrent de partager entre eux toute la terre-ferme vénitienne, d'abandonner à Ferdinand les forteresses que la république possédait dans la Pouille ; au pape, ses seigneuries de Romagne ; aux maisons d'Este et de Gonzaga, de petits districts près du Pô; pour les intéresser tous à la destruction du seul État qui fût assez fort pour maintenir encore l'indépendance de l'Italie.

La France déclara la première la guerre à la république de Venise, au mois de janvier 1509; les hostilités commencèrent le 15 avril, et le 27, Jules II excommunia le doge et la république. Les Vénitien-avaient rassemblé quarante-deux mille hommes sous les ordres de l'impétueux Barthélemy d'Alviano et du circonspect Pitigliano; le désaccord de ces deux chefs, tous deux habiles, leur fit perdre la bataille d'Agnadel, le 14 mai 1509, contre les Français qui n'étaient pas plus de trente mille. Moins de la moitié de l'armée vénitienne fut engagée; mais cette moitié combattit avec héroïsme, et mourut en grande partie sans reculer d'un pas. Après sa défaite, Bergame, Brescia, Crème, Crémone, se hâtèrent d'ouvrir leurs portes aux Français vainqueurs, qui plantèrent leurs drapeaux sur les confins de la Ghiera d'Adda, limites qui leur avaient été assignées par le traité de partage. Louis XII signala cette conquête rapide par d'atroces cruautés. Il fit pendre les gouverneurs vénitiens de Caravaggio et de Peschiera; leur garnison et leurs habitans furent passés, par son ordre, au fil de l'épée. Il ruina, par d'énormes rançons, tous les gentilshommes vénitiens qui tombèrent vivans entre ses mains, cherchant à se dissi-

muler l'injustice de son attaque par la haine même qu'il s'efforçait d'exciter.

Dès le 31 mai, les Français suspendirent leurs attaques; mais l'empereur, le pape, le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue, et le roi Ferdinand d'Aragon, profitèrent des désastres de la république pour envahir ses provinces de tous les côtés à la fois. Le sénat, dans l'impossibilité de faire tête à tant d'ennemis, prit le parti généreux de délier tous ses sujets de leur serment de fidélité, et de leur permettre de traiter avec l'ennemi, puisqu'il ne pouvait plus les défendre; en leur laissant éprouver la pesanteur du joug étranger, il jugea qu'il leur rendrait plus chère l'autorité paternelle de la république. En effet, les bourgeois qui s'étaient empressés d'ouvrir leurs portes aux Français, aux Allemands, aux Espagnols, comparèrent bientôt avec effroi leur tyrannie à ce pouvoir juste et égal, qu'ils n'avaient pas eu le courage de défendre. Les Allemands, surtout, n'étaient pas plus tôt entrés dans les villes vénitiennes, qu'on les voyait se plonger dans une brutale ivresse, offenser la décence publique, et faire éprouver leur dureté et leur rapacité à tous ceux qui les approchaient : les gentilshommes cependant se joignaient à eux, impatiens de faire succéder le régime des monarchies à celui de la légalité et de la liberté ; mais leur insolence ajoutait encore à la haine qu'inspiraient les Allemands. L'armée vénitienne était réfugiée à Mestre, au bord de la lagune, quand les bourgeois montrèrent un courage que les soldats n'avaient plus. Trévise, au mois de juin, Padoue, le 17 juillet, chassèrent les Impériaux, et le drapeau de Saint-Marc, qui avait toujours rétrogradé, recommença à marcher en avant.

La guerre de la ligue de Cambrai montra pour la première fois aux Italiens quelles forces redoutables les ultramontains pouvaient déployer contre eux. Maximilien vint, au mois de septembre 1509, mettre le siége devant Padoue. Il avait dans son armée des Allemands, des Suisses, des Français, des Espagnols, des Savoyards, des soldats du pape, du duc de Modène et du marquis de Mantoue; plus de cent mille hommes et plus de cent pièces de canon : cependant, après des combats soutenus de part et d'autre avec une égale valeur, il fut obligé, le 3 octobre, de lever le siége. Mais ces Barbares, qui venaient disputer aux Italiens la souveraineté de leur propre pays, n'avaient pas besoin de la victoire pour se montrer féroces. Après avoir enlevé à de pauvres paysans, à de pauvres captifs tout ce qu'ils possédaient, ils les exposaient encore à

la torture, pour s'assurer que leurs richesses n'étaient point demeurées cachées, ou pour tirer parti de la compassion de leurs amis. Dans cet abus de la force, les Allemands se montraient plus brutaux, les Espagnols plus froidement atroces; les uns et les autres étaient plus odieux encore que les Français, quoique ceux-ci, avec leurs bandes d'écorcheurs formées durant les guerres des Anglais, se fussent longtemps exercés à pressurer le peuple.

Le pape Jules II ne tarda pas à prendre en haine les alliés qu'il avait acceptés par la ligue de Cambrai; violent et irascible, il avait souvent montré qu'il pouvait, dans ses emportemens, être cruel à l'égal d'aucun d'eux; mais il avait cependant une âme italienne, et il ne pouvait se résigner à l'humiliation de sa patrie, à son asservissement par ceux qu'il nommait les Barbares. Dès qu'il eut recouvré les villes de Romagne, qui avaient motivé sa querelle avec les Vénitiens, il commença à se rapprocher de ceux-ci; il entra en négociations avec eux dès la fin de la première campagne, et le 24 février 1510, il leur accorda leur absolution. Il sentait qu'il ne chasserait les Barbares d'Italie qu'autant qu'il les armerait les uns contre les autres, et comme les Français étaient ceux qu'il redoutait le plus, c'était aux Allemands qu'il voulut avoir recours. Il fallait commencer par négocier la paix des Vénitiens avec Maximilien; mais celui-ci, qui se montrait prêt à tout entreprendre, et incapable de rien amener à fin, ne voulait nullement se relâcher de ce qu'il appelait ses droits; comme empereur, il se disait monarque de toute l'Italie; et encore qu'il fût toujours arrêté sur sa frontière, il se refusait à renoncer à la moindre partie de ce qu'il se proposait de conquérir; il prétendait que tout le territoire de Venise avait été usurpé sur l'Empire; et pour accorder la paix à cette république, il demandait presque son anéantissement.

Ce fut avec l'aide des Suisses que Jules II se proposa d'opérer l'affranchissement de l'Italie. Il admirait la valeur et la piété de cette nation belliqueuse; il voyait avec plaisir aussi que la cupidité était devenue sa passion dominante. Les Italiens, qui avaient besoin de la protection des Suisses, étaient assez riches pour la payer, et une juste politique devait s'accorder cette fois avec l'avarice; car les républiques suisses ne pouvaient être hors de danger si la liberté n'était pas affermie en Italie. Louis XII, par ses préjugés nobiliaires, avait offensé ces fiers montagnards qui, même dans ses propres armées, ne lui paraissaient que des paysans révoltés. Jules II les aigrit encore con-

tre la France par le ministère de l'évêque de Sion, qu'il fit cardinal. Dans le cours de l'été de 1510, d'après le plan qu'il avait formé, les Français furent attaqués dans le Milanais par les Suisses, dans Gênes par les émigrés génois, à Modène par les troupes pontificales, et à Vérone par les Vénitiens. Mais, malgré le profond secret dont Jules II avait couvert ses négociations et ses intrigues, il ne put réussir à surprendre les Français partout à la fois comme il s'en était flatté ; les quatre attaques s'opérèrent successivement, et furent successivement repoussées. Le sire de Chaumont, lieutenant de Louis XII en Lombardie, voulut s'en venger en venant investir le pape à Bologne, au mois d'octobre. Jules feignit de vouloir acheter la paix à tout prix; mais pendant qu'il négociait, il faisait avancer des troupes : tout à coup, se sentant le plus fort, il changea de langage, il menaça; il fit reculer Chaumont; et lorsque celui-ci eut mis ses troupes en quartier d'hiver, le pape vint attaquer, pendant les froids les plus rigoureux, le petit État de la Mirandole, qui s'était mis sous la protection de la France, et il entra par la brèche dans sa capitale, le 20 janvier 1511.

Les troupes du pape, commandées dans la campagne suivante par le duc d'Urbin, éprouvèrent à Casalecchio, le 21 mai 1511, une grande déroute qu'on appela la journée des *âniers,* parce que les chevaliers français en revinrent, chassant devant eux des ânes chargés de butin: elle fut suivie de la perte de Bologne. Jules II ne se rebuta pas néanmoins; ses légats, dans toute l'Europe, cherchaient à susciter des ennemis aux Français. Il réussit à faire signer, le 5 octobre 1511, une ligue qui fut nommée *sainte,* parce qu'il en était le chef. Elle comprenait le roi d'Espagne, le roi d'Angleterre, les Suisses et les Vénitiens. Louis XII, pour opposer au pontife une autorité ecclésiastique, convoqua, de concert avec Maximilien qu'il croyait toujours son allié, un concile œcuménique. Quelques cardinaux séparés du pape le revêtirent de leur autorité, et la république florentine n'osa refuser, pour l'assembler, sa ville de Pise aux deux plus grands monarques de l'Europe, encore que toute la population vît avec effroi commencer ainsi un nouveau schisme. Pendant ce temps, une armée espagnole considérable s'avançait de Naples au secours du pape, et elle vint, sous les ordres de Raymond de Cardone, mettre, le 26 janvier 1512, le siége devant Bologne. Les Français, d'autre part, avaient réduit au désespoir, par leurs exactions, le peuple des provinces qu'ils avaient

enlevées aux Vénitiens, et Brescia se souleva contre eux le 3 février. Gaston de Foix, duc de Nemours, neveu de Louis XII, venait, à l'âge de vingt-deux ans, d'être mis à la tête de l'armée française. Avec une rapidité à jamais mémorable, il fit face tour à tour aux deux ennemis. Le 5 février il entra dans Bologne, et il força les Espagnols à en lever le siége, et à faire, au travers de la Romagne, une retraite précipitée. A l'instant même il repartit pour s'opposer aux Vénitiens; il battit en chemin une de leurs armées, reprit Brescia d'assaut le 19 février, et punit cette malheureuse ville par un massacre effroyable de ses habitans. Le pillage corrompit et désorganisa son armée; ce ne fut qu'après six semaines qu'il put retourner en Romagne pour s'opposer à l'armée de l'Espagne et du pape, qui s'était avancée de nouveau. Il réussit à la contraindre à livrer bataille près de Ravenne, le jour de Pâques 11 avril 1512. Ce fut la plus meurtrière des batailles qu'eût encore vues l'Italie; près de vingt mille morts couvrirent la plaine où elle s'était livrée. Gaston de Foix était victorieux, mais la terrible infanterie espagnole reculait au petit pas sans se laisser entamer. Gaston, furieux de ce qu'elle lui échappait, tenta sur elle une dernière attaque dans laquelle il fut tué.

La mort de Gaston fut le signal de la déroute des Français en Italie : les ministres de Louis XII crurent pouvoir, après la bataille de Ravenne, licencier une partie de leurs soldats; tandis que Maximilien, manquant à tous ses traités, abandonna les Français pour leurs ennemis. Sans consentir à faire la paix avec Venise, il accorda le passage, sur le territoire qu'il occupait, à vingt mille Suisses, qui s'unirent à l'armée vénitienne pour attaquer les Français, au moment même où Maximilien rappela tous les Allemands qui s'étaient enrôlés dans l'armée française. Ferdinand d'Aragon et Henri VIII d'Angleterre avaient en même temps attaqué la France. Louis XII eut besoin pour se défendre de rappeler ses troupes d'Italie. Au commencement de juin, elles évacuèrent tout le Milanais, dont les Suisses prirent possession, au nom de Maximilien Sforza, fils de Louis-le-Maure. Le 29 juin, une révolution à Gênes en chassa également les Français; et l'on y proclama de nouveau un doge et la république. Bientôt la France ne conserva plus qu'un petit nombre de châteaux dans cette Italie qu'elle avait cru avoir subjuguée. Mais les Italiens ne recouvrèrent point leur liberté par les désastres d'un seul de leurs oppresseurs. Du joug des Français ils avaient passé sous celui des Suisses, des Es-

pagnols et des Allemands, et le dernier qu'ils subissaient leur paraissait toujours le plus rude. Pour ajouter à leur humiliation, la victoire de la sainte ligue soumit à la tyrannie la seule république vraiment libre de l'Italie.

Florence était liée envers la France par un traité conclu de concert avec Ferdinand-le-Catholique. La république avait continué à l'exécuter scrupuleusement, lors même que Ferdinand s'en était dégagé : elle avait observé envers toutes les puissances belligérantes les devoirs du bon voisinage et de la neutralité; elle n'avait donné d'offense à aucune. Mais la ligue, qui venait de chasser les Français d'Italie, déjà divisée d'intérêts, déjà indécise sur le plan qu'elle devait suivre, ne s'accordait que sur une chose, elle voulait de l'argent. Les Suisses vivaient à discrétion en Lombardie, et y levaient les contributions les plus ruineuses; les Espagnols de Raymond de Cardone voulurent aussi avoir une province qui fût abandonnée à leur inexorable avidité. La Toscane était riche, et n'était pas belliqueuse. Les puissances victorieuses, qui avaient assemblé un congrès à Mantoue, proposèrent aux Florentins de se racheter par une contribution : mais les Médicis, qui s'étaient rendus à ce congrès, lui demandèrent de les ramener dans leur patrie, assurant qu'ils en tireraient bien plus d'argent par la force, au profit de la sainte ligue, qu'un gouvernement républicain n'en pourrait exprimer par la douceur. Raymond de Cardone les crut et les suivit au mois d'août 1512, au travers de l'Apennin, avec cinq mille de ces fantassins espagnols aussi inaccessibles à la pitié qu'à la crainte. Il fit dire aux Florentins qu'ils eussent à rappeler les Médicis de leur exil, à destituer le gonfalonier Sodérini, et à payer à l'armée espagnole quarante mille florins, s'ils voulaient sauver leur liberté. Il arriva en même temps devant la petite ville de Prato, qui lui ferma ses portes. Elle était bien fortifiée, mais défendue seulement par l'*ordinanza* ou milice des campagnes florentines. Les Espagnols firent, le 30 août, aux murailles une brèche à peine praticable, que ces paysans eurent la lâcheté d'abandonner. La ville fut prise d'assaut; tous les miliciens, qui auraient couru bien moins de danger en combattant vaillamment, furent passés au fil de l'épée; cinq mille bourgeois furent ensuite massacrés : les autres ayant été répartis entre les vainqueurs, on les soumit à de longues tortures, pour les forcer à révéler leurs richesses cachées, ou pour que leurs proches, par pitié, payassent leurs rançons. Déjà les Espagnols avaient eux-mêmes pillé

tout ce qu'ils avaient pu découvrir dans les édifices sacrés, aussi bien que dans les lieux profanes.

L'effroi que causa la nouvelle du massacre de Prato produisit, dès le lendemain matin, une révolution à Florence. De jeunes gentilshommes des familles les plus illustres, et qui, sous le nom de *la société des Jardins Ruccellai,* étaient déjà signalés par leur goût pour le luxe, les arts et les plaisirs, s'emparèrent, le 31 août, du palais public, firent évader Pierre Sodérini le gonfalonier, et envoyèrent dire à Raymond de Cardone qu'ils étaient prêts à accepter les conditions qu'il avait offertes. Mais tout traité avec des tyrans est toujours une déception; Julien de Médicis (le troisième des fils de Laurent), dont le caractère était doux et conciliant, étant rentré à Florence le 2 septembre, consentit à laisser intactes plusieurs des libertés de la république, tandis que son frère le cardinal Jean, qui fut depuis Léon X, et qui ne rentra à Florence que le 14 septembre, força la seigneurie à convoquer le 16 un parlement. Dans cette prétendue assemblée souveraine du peuple, on ne laissa presque entrer que des étrangers et des soldats. Toutes les lois portées depuis l'expulsion des Médicis en 1494, y furent annulées : une balie, composée uniquement des créatures de cette famille, fut investie de toute la souveraineté de la république ; et cette balie se montra bassement soumise au cardinal Jean de Médicis, à son frère Julien, à leur neveu Laurent, qui rentraient à Florence après dix-huit ans d'exil, pendant lesquels ils avaient perdu toutes les habitudes républicaines, et tous les sentimens qu'on trouvait chez le reste de leurs concitoyens. Aucun d'eux n'avait d'enfans légitimes, mais ils ramenaient avec eux trois bâtards, Jules, depuis Clément VII, Hippolyte et Alexandre, qui eurent une triste influence sur le sort de leur patrie. Leur fortune, autrefois colossale, s'était dissipée dans leur long exil; et leur première affaire, en rentrant dans Florence, devait être de lever de l'argent pour eux-mêmes, aussi bien que pour ces Espagnols qui avaient rétabli leur tyrannie.

CHAPITRE XV.

Calamités dont les Français, les Espagnols et les Allemands accablent l'Italie. — Pillage et ruine des plus grandes villes. — Oppression de la nation italienne, et perte de son indépendance.

1513—1530.

Les trois guerres cruelles dont nous avons pressé les événemens dans le dernier chapitre, des Français et des Suisses dans le Milanais, des Français et des Espagnols dans le royaume de Naples, des Français, des Espagnols, des Allemands et des Suisses dans la Vénétie, avaient ravi à l'Italie son indépendance. La contrée à laquelle l'Europe devait ses diverses connaissances, la science médicale de Salerne et la science légale de Bologne, la théologie de Rome, la philosophie, la poésie et les beaux-arts de Florence, la tactique et la stratégie des Bracceschi et des Sforzeschi, le commerce et la banque des Lombards, la théorie de l'irrigation et toute l'agriculture scientifique des plaines comme des collines; cette contrée n'appartenait plus à ses propres habitans : elle voyait continuer chez elle la lutte des ultramontains se disputant à qui l'occuperait ; et la guerre ne lui laissait que les souffrances d'une longue agonie sans espoir. En vain, Jules II se félicitait d'avoir expulsé les Français, qui, les premiers, avaient imposé à l'Italie un joug étranger; en vain, il s'écriait qu'il ne se reposerait plus jusqu'à ce qu'il eût chassé également de l'Italie tous les Barbares; il se trompait sur les résultats de sa politique, il n'avait point chassé les Barbares, mais il les avait remplacés par d'autres Barbares, et les derniers venus étaient de plus cruels oppresseurs que les premiers. D'ailleurs, ce pro-

jet d'affranchissement national, que le pape seul pouvait encore suivre en Italie avec quelque espoir de succès, fut bientôt abandonné : huit mois après l'expulsion des Français du Milanais, cinq mois après le rétablissement des Médicis à Florence, Jules II succomba, le 21 février 1513, à une maladie violente. Jean de Médicis lui succéda le 11 mars, sous le nom de Léon X, onze mois après avoir été fait prisonnier par les Français à la bataille de Ravenne, et six mois après que les armes des Espagnols lui eurent donné la souveraineté de Florence, sa patrie.

Léon X a eu le singulier bonheur que son nom soit demeuré attaché à la plus brillante époque des lettres et des arts depuis leur renaissance. On l'a fait participer à la gloire des poëtes et des philosophes, des savans, des érudits et des artistes ses contemporains; on a paru croire qu'il avait formé des hommes, pour la plupart ses aînés, et déjà célèbres avant lui, tandis qu'il n'eut à leur égard d'autre mérite que d'avoir répandu sur eux ses largesses. D'ailleurs, son règne, qui dura moins de neuf ans, fut marqué par d'horribles calamités qui précipitèrent vers leur ruine ces arts et ces sciences auxquels dut son éclat le siècle de Léon X; et les malheurs qu'il attira sur son successeur furent plus effroyables encore. Ce pape était lui-même un homme de plaisir, facile, insouciant, prodigue, qui dépensa en fêtes somptueuses les immenses trésors accumulés par son prédécesseur. Il eut assez de goût pour orner ses palais des chefs-d'œuvre de l'antiquité et de ceux de ses contemporains; assez d'esprit pour se plaire dans la société des philosophes et des poëtes; mais il n'eut jamais assez d'élévation d'âme pour comprendre ses devoirs, pour consulter sa conscience. Sa conversation indécente, sa conduite déréglée, scandalisèrent l'Église : il encouragea par ses prodigalités le trafic honteux des indulgences, qui fit éclater le schisme de Luther. Son inconséquence, son indifférence pour les souffrances des peuples, lui suscitèrent les guerres les plus ruineuses qu'il n'était nullement en état de soutenir. Il ne songea jamais à assurer l'indépendance de l'Italie, ou à en écarter les Barbares, et ce fut seulement pour agrandir sa famille qu'il contracta ou qu'il rompit des alliances avec les ultramontains. Il réussit, en effet, à faire nommer son frère Julien, duc de Nemours, et son neveu Laurent, duc d'Urbin; mais il avait voulu former un état nouveau des districts de Parme, Plaisance, Reggio et Modène pour son frère; et un autre des fiefs de plusieurs petits

princes qui se maintenaient encore dans les États de l'Église, pour son neveu ; sa politique tortueuse pour arriver au premier résultat, ses perfidies et ses cruautés pour atteindre le second, auraient dû être jugées plus sévèrement qu'elles ne l'ont été par l'histoire.

Le souverain pontife et la république de Venise étaient les seules puissances de l'Italie qui conservassent encore quelque ombre d'indépendance. Jules II avait réussi à ramener sous la souveraineté directe du saint-siége la Romagne, la Marche, le patrimoine et la campagne de Rome. Il n'avait épargné parmi les vassaux de l'Église que le seul duc d'Urbin, Jean-Marie de la Rovère, son neveu. Au moment de la déroute des Français, il s'était encore emparé de Parme et de Plaisance, qu'il avait détachées du Milanais, sans qu'il eût le moindre titre à leur possession ; il avait de même enlevé Modène au duc de Ferrare qu'il haïssait. Léon X avait trouvé le saint-siége en possession de tous ces États, et en même temps il était lui-même tout-puissant à Florence ; le moment de son élévation au pontificat fut même signalé par un événement qui montra que cette république ne conservait plus l'ombre de sa liberté. Les partisans des Médicis prétendirent avoir découvert à Florence une conspiration dont ils ne donnaient d'autres preuves que quelques propos, quelques vœux proférés pour la liberté. Cependant, les citoyens les plus illustres furent arrêtés ; Macchiavelli, avec plusieurs autres, fut soumis à la torture ; Pierre Boscoli et Agostino Capponi eurent la tête tranchée, et ceux qu'on nommait leurs complices furent exilés. Les deux républiques de Sienne et de Lucques obéissaient en tremblant au pontife, en sorte que toute l'Italie centrale, peuplée d'environ quatre millions d'habitans, dépendait du pape. Mais la cour de Rome, depuis qu'elle avait cessé de respecter les anciennes libertés municipales, n'étendait jamais son pouvoir sur une province nouvelle sans ruiner sa population et ses ressources. La légalité et l'ordre semblaient incompatibles avec le gouvernement des prêtres ; l'intrigue et la faveur prenaient la place des lois ; les monopoles détruisaient le commerce ; la justice s'enfuyait des tribunaux, la prévoyance, des conseils, et la valeur, des armées. On disait proverbialement que les armes de l'Église n'avaient point de tranchant. Le grand nom du pape remuait encore au loin l'Europe ; mais il n'apportait plus de forces réelles aux alliés qu'il adoptait.

La république de Venise, avec un territoire moins étendu et une

population moins nombreuse, était en réalité beaucoup plus puissante que l'Église, parce que ses sujets, s'ils ne jouissaient pas de la liberté, avaient du moins un gouvernement qui maintenait la justice, l'ordre et la légalité. Leur prospérité matérielle était entretenue avec intelligence, et en retour ils se montraient contens et dévoués. Mais les guerres suscitées par la ligue de Cambrai avaient accablé cette république d'affreuses calamités. La ville de Venise, en sûreté au milieu des eaux, avait seule échappé aux invasions des Barbares ; encore ses quartiers les plus riches avaient-ils été désolés par des incendies : quant aux campagnes ou aux villes des provinces, toutes avaient éprouvé tour à tour la férocité des Français, des Suisses, des Allemands et des Espagnols. Trois siècles et demi s'étaient écoulés depuis que cette même Marche Véronaise, berceau de la ligue lombarde, avait repoussé les invasions de Frédéric Barberousse. Mais tandis que le monde se vantait d'avoir marché dès lors vers la civilisation, que la philosophie et la justice avaient mieux défini les droits de chacun, que les arts, les lettres et la poésie avaient augmenté la sensibilité et rendu les hommes plus accessibles à la douleur et à la pitié, la guerre se faisait néanmoins avec une férocité dont on aurait rougi dans les âges de la plus grande barbarie. Le massacre de tous les habitans dans les villes prises d'assaut, le supplice de toute la garnison dans celles qui se rendaient à discrétion, l'abandon dans les autres de tous les captifs aux soldats vainqueurs, pour qu'ils extorquassent d'eux, par la torture, l'aveu de leurs richesses cachées, étaient devenus les usages communs de la guerre pour les soldats de Louis XII, de Ferdinand et de Maximilien. A mesure que les rois devenaient plus puissans, ils se montraient aussi plus orgueilleux ; ils se croyaient à une plus grande distance de la nature humaine ; ils étaient plus offensés de toute résistance, plus incapables de compassion pour des souffrances qu'ils ne voyaient point ou qu'ils ne comprenaient pas ; les misères qu'ils causaient se présentaient à eux sous une forme plus abstraite ; leur pensée s'arrêtait aux nombres et non aux individus ; leurs cruautés se justifiaient au nom de la majesté royale offensée, et ils apaisaient leurs remords en se considérant non comme des hommes, mais comme des fléaux dans la main de Dieu. Trois siècles se sont encore écoulés depuis, et la civilisation n'a cessé de marcher ; l'humanité a fait entendre une voix toujours plus puissante, et personne n'ose se croire assez grand pour se dispenser d'être sensible. Toutefois

ceux qui auraient horreur d'assister au supplice des individus n'hésitent pas à condamner les nations au supplice. Les crimes qui nous restent à raconter ne méritent pas plus d'horreur que ceux dont nous sommes aujourd'hui les témoins ; les rois, en haine de la liberté, lancèrent, au seizième siècle, sur la malheureuse Italie, la famine, la guerre et la peste, comme ils lancent aujourd'hui, et pour la même cause, sur l'héroïque Pologne, la famine, la guerre et le choléra-morbus.

Louis XII, après avoir perdu le Milanais par la folle ambition de reconquérir la petite province du Crémonais, qu'il avait cédée lui-même à la république de Venise, éprouvait de nouveau le désir de faire sa paix avec cette république, sa première alliée en Italie. De leur côté, les Vénitiens qui savaient que, sans leurs trésors, leur artillerie, leur gendarmerie, les Suisses n'auraient pu se mesurer avec les Français et les chasser d'Italie, s'apercevaient que leurs alliés ne voulaient leur tenir aucun compte de leurs efforts et de leurs sacrifices. Maximilien, qui, en se joignant à eux, ne leur avait point accordé la paix, mais seulement une trêve, recommençait à leur demander l'abandon de Vérone et de Vicence, et ne consentait à leur laisser quelques États en terre-ferme, qu'autant qu'ils les rachèteraient de lui à un prix exorbitant. Le pape, pour les forcer à consentir à de telles demandes, les menaçait de l'excommunication ; et leur danger, après leur victoire, semblait aussi grand qu'il l'avait été après leurs défaites. André Gritti, l'un de leurs sénateurs, fait prisonnier à la bataille d'Agnadel, et le même qui, durant sa captivité à Constantinople, avait signé la paix de sa patrie avec les Turcs, profita aussi de sa captivité en France pour négocier avec Louis XII. Il réconcilia la république avec ce monarque qui l'avait attaquée le premier, et leur alliance fut signée à Blois, le 24 mars 1513. Ce traité fut cependant pour Venise une source de calamités nouvelles. Une armée française, commandée par la Tremoille, rentra bien dans le Milanais, et à son approche les Allemands et les Espagnols se retirèrent ; mais les Suisses, qui se glorifiaient d'avoir rétabli Maximilien Sforza sur le trône de ses ancêtres, étaient résolus à ne point l'abandonner ; ils descendirent en foule de leurs montagnes ; ils attaquèrent, le 6 juin 1513, la Tremoille à la Riotta, près de Novarre ; ils le battirent, et le rechassèrent avec tous les Français au-delà des Alpes. Les Espagnols et les soldats de Léon X attaquèrent alors les Vénitiens

sans aucune provocation; ils étaient en paix avec la république; mais ils envahirent son territoire au nom de Maximilien leur allié. Ils occupèrent le Padouan, le Véronais et le Vicentin, depuis le 13 juin jusqu'à la fin de l'automne. Ce fut durant cette invasion que les Espagnols développèrent surtout cette cruauté froide, qui les rendit l'horreur de l'Italie; cette cupidité qui multipliait les tortures, qui inventait des supplices toujours plus atroces pour arracher de l'or aux prisonniers. Les Allemands se répandirent à leur tour dans les provinces vénitiennes durant la campagne suivante, et, après tant de barbarie, Christophe Frangipani, qui les commandait, trouva encore moyen de s'y faire remarquer par sa férocité.

François Ier avait succédé à Louis XII le 1er janvier 1515. Il renouvela, le 27 juin, le traité d'alliance de son prédécesseur avec Venise, et il entra, le 15 août, avec une puissante armée, par le marquisat de Saluces, dans les plaines de Lombardie. Il rencontra peu de résistance dans les provinces situées au midi du Pô; mais pendant ce temps, les Suisses arrivèrent en force pour défendre Maximilien Sforza, qu'ils regardaient comme leur vassal depuis qu'ils l'avaient mis sur le trône. En vain le roi français voulut négocier; ils n'écoutaient point la voix de leurs chefs, la démocratie avait passé de leurs landsgemeinde dans leurs armées, des orateurs populaires réveillaient leur courroux; et, le 13 septembre, ils sortirent impétueusement de Milan pour attaquer François Ier à Marignan; des fossés profonds bordaient la chaussée par laquelle ils avançaient; leurs chefs auraient voulu, par quelque manœuvre, écarter les landsknechts qui les bordaient, ou faire changer de position à l'ennemi; mais les Suisses méprisaient tout art à la guerre, ils croyaient suppléer à tout par la force du corps et l'intrépidité. Ils marchaient de front sur les batteries; ils repoussaient avec leurs hallebardes les charges des cavaliers, et se jetaient avec fureur dans les fossés qui leur barraient le chemin. Plusieurs arrivèrent jusqu'aux canons qui entouraient le roi, et sur lesquels ils furent tués. La nuit survint cependant, et les deux armées demeurèrent entremêlées; pendant quatre heures, elles combattirent encore au clair de la lune; une obscurité complète les contraignit enfin à se reposer sur leurs armes; mais l'on entendait toujours, d'un côté, la trompette du roi, qui indiquait à tous les bivouacs l'endroit où il se trouvait; et de l'autre, les deux cornets fameux d'Uri et d'Underwald, qui rendaient un service analogue aux Suisses. La ba-

taille recommença le 14 avec le jour ; l'acharnement était le même ; mais les Français avaient mis à profit la nuit pour se réunir et se fortifier. Le maréchal Trivulce, qui avait assisté à dix-huit batailles rangées, disait que toutes les autres ne lui paraissaient que des jeux d'enfans auprès de celle-là, qu'il appelait un combat de géans. Vingt mille morts couvraient déjà le terrain, dont les deux tiers étaient des Suisses, lorsque ceux-ci, désespérant de vaincre, mais toujours menaçans, toujours terribles, se retirèrent sans que les Français osassent les poursuivre.

Cette effroyable boucherie hâta néanmoins le terme des guerres qui étaient nées de la ligue de Cambrai. Les Suisses ne se sentirent plus assez forts pour maintenir leur domination sur la Lombardie ; huit de leurs cantons signèrent à Genève, le 7 novembre, un traité de paix avec François Ier, qui les dédommageait, par des sommes d'argent considérables, de toutes les prétentions dont ils se désistaient. Le 29 novembre 1516, tous les cantons accédèrent à cette pacification, qui prit le nom de paix perpétuelle ; et la France recouvra le droit de lever chez les Suisses toute l'infanterie dont elle avait besoin. Après la retraite des Suisses, Raymond de Cardone effrayé évacua la Lombardie avec les troupes espagnoles ; les Français reprirent possession de tout le duché de Milan ; Maximilien Sforza en abdiqua la souveraineté, moyennant un revenu de 30,000 écus, qui lui fut assuré en France. Léon X se rangea du côté des vainqueurs ; il signa à Viterbe, le 13 octobre, un traité par lequel il rendait Parme et Plaisance aux Français ; puis, dans une conférence qu'il eut à Bologne avec François Ier, du 10 au 15 décembre, il engagea celui-ci à lui sacrifier les libertés de l'Église gallicane par le concordat, à abandonner la protection des patriotes florentins, qui étaient toujours demeurés fidèles à la France, et celle du duc d'Urbin. Léon X dépouilla celui-ci pour donner la souveraineté qu'il lui ôtait à son propre neveu, Laurent II de Médicis. Sur ces entrefaites, Ferdinand-le-Catholique mourut, le 15 janvier 1516, et son petit-fils Charles lui succéda dans ses royaumes d'Espagne. Ce dernier signa, le 13 août suivant, à Noyon, un traité par lequel François Ier lui cédait tous ses droits sur le royaume de Naples, comme dot d'une fille nouvellement née qu'il lui promettait en mariage. Dès lors Maximilien restait seul en guerre contre la république de Venise et la France. Pendant la campagne de 1516, ses armées allemandes commirent encore

d'horribles cruautés dans la Marche Véronaise ; mais jamais il n'aurait eu assez d'argent pour faire la guerre sans les subsides de ses alliés. Demeuré seul, il ne pouvait plus attendre de succès ; il consentit donc enfin à accéder, le 4 décembre, au traité de Noyon ; il évacua Vérone, qu'il occupait encore, et les Vénitiens furent remis par les Français en possession de tous les États, ou à peu près, que la ligue de Cambrai s'était proposé de partager. Toutefois leur opulence était anéantie, leur population réduite de moitié, leur constitution elle-même ébranlée, et ils ne furent plus désormais en état de faire, pour la défense de l'indépendance de l'Italie, les efforts qu'avant cette guerre dévastatrice on aurait dû attendre d'eux.

Encore si l'Italie avait eu le temps de se reposer après tant de désastres, elle aurait recouvré ses forces et sa population, et lorsque la lutte aurait recommencé avec les ultramontains, elle se serait trouvée prête au combat ; mais la légèreté cruelle et l'ambition de Léon X ne lui en laissèrent pas le temps. Pendant que la famille de Médicis s'éteignait autour de lui, il rêvait pour elle des grandeurs nouvelles ; il refusait aux Florentins de leur permettre de rétablir leur république, et il offrait son alliance à celui des souverains étrangers qui fonderait une principauté en faveur des bâtards de Médicis. Son troisième frère, Julien, duc de Nemours, qu'il avait d'abord chargé de gouverner Florence, était mort le 17 mars 1516. Le fils de Pierre, son frère aîné, Laurent II, qu'il fit duc d'Urbin, et qu'il envoya commander à Florence après Julien, s'y était rendu odieux par son orgueil et ridicule par son incapacité ; il mourut aussi le 28 avril 1519. Léon X, pour le remplacer, envoya à Florence le cardinal Jules de Médicis, qui fut depuis Clément VII. Il était fils naturel du premier Julien, tué en 1478 dans la conspiration des Pazzi : on le croyait alors le plus habile ministre du pape, et le plus modéré entre ses lieutenans. Julien II avait aussi laissé un fils naturel, Hippolyte, depuis cardinal, et Laurent II une fille légitime, Catherine, qui fut reine de France ; enfin il avait un bâtard, Alexandre, le tyran futur des Florentins. Soit que Léon X se proposât de faire la fortune de ces enfans, soit qu'il fût entraîné seulement par l'inquiétude et la légèreté de son esprit, il ne soupirait plus qu'après la guerre.

L'empereur Maximilien était mort le 19 janvier 1519, laissant ses États héréditaires d'Autriche à son petit-fils Charles, déjà souverain de toutes les Espagnes, des Deux-Siciles, des Pays-Bas et du

comté de Bourgogne. Celui-ci, aussi bien que le roi François, se présenta comme candidat à la couronne impériale. Les électeurs la lui décernèrent, le 28 juin 1519; il fut dès-lors nommé Charles-Quint. L'Italie, l'Europe entière était menacée par l'accroissement démesuré du pouvoir de ce jeune monarque. L'Église, qu'il dominait par les Deux-Siciles, ne pouvait espérer de conserver quelque indépendance qu'en s'appuyant sur l'alliance des Français. Léon X en eut d'abord la pensée, et il signa les articles préliminaires d'une ligue avec François; mais changeant tout à coup de parti, il invita Charles-Quint à chasser, de concert avec lui, les Français d'Italie. Un traité secret fut signé entre eux, le 8 mai 1521 ; il portait que le duché de Milan serait rendu à François Sforza, second fils de Louis-le-Maure ; que Parme, Plaisance et Ferrare seraient remises au saint-siége, et qu'un duché, dans le royaume de Naples, serait assuré au bâtard Alexandre de Médicis. Le pape réunit son armée à celle que l'empereur avait dans le royaume de Naples ; le commandement en fut donné à Prosper Colonna et au marquis de Pescara ; la guerre fut déclarée le 1er août, et les troupes impériales et pontificales entrèrent à Milan le 19 novembre ; mais au milieu de la joie de ce premier succès, Léon X mourut d'une manière inopinée, le 1er décembre 1521.

La mort avait dérobé Léon X aux dangers et aux anxiétés dans lesquels il s'était étourdiment pricipité. L'épuisement de ses finances, causé par ses prodigalités, le laissait sans ressources pour continuer la guerre qu'il avait à peine commencée. Il léguait à ses successeurs une détresse qui leur fut injustement imputée, et qui les rendit odieux au peuple ; car la guerre dans laquelle il les avait engagés sans motifs raisonnables fut la plus désastreuse de toutes celles qui affligèrent la malheureuse Italie. Il ne restait plus de puissance vraiment italienne qui pût y prendre part pour la défense de tous. Venise se sentait tellement épuisée par les guerres de la ligue de Cambrai, qu'elle bornait ses efforts à maintenir sa neutralité, et qu'elle avait à peine assez de pouvoir pour la faire respecter. Florence restait asservie au cardinal Jules de Médicis ; les républiques de Sienne et de Lucques, le marquis de Mantoue et le duc de Ferrare, demeuraient tremblans, prêts à obéir au plus fort ; tout le reste était sous la dépendance des ultramontains, car une élection inattendue avait donné pour successeur à Léon X, le 9 janvier 1522, un Flamand, le pape Adrien VI, précepteur de Charles

Quint : ce pape n'avait jamais vu l'Italie, où on le regarda bientôt comme un Barbare. Le royaume de Naples était gouverné et ravagé par les Espagnols. Après que les Français eurent perdu le duché de Milan, François Sforza y avait été ramené par les Impériaux ; mais, bien loin d'être indépendant, il n'eut que le nom de souverain ; jamais il ne put protéger ses sujets contre la tyrannie des soldats allemands et espagnols qui le gardaient. Enfin le marquis de Montferrat et le duc de Savoie avaient permis aux Français de se rendre maîtres chez eux, et ils ne pouvaient leur refuser le passage pour ravager de nouveau l'Italie.

Le maréchal de Lautrec, que François I[er] avait chargé de défendre le Milanais, et qui en occupait encore la plus grande partie, fut forcé par les Suisses, qui formaient le nerf de son armée, d'attaquer les Impériaux, le 29 avril 1522, à la Bicoque. C'était une position assez forte, à trois ou quatre milles de Milan, sur la route de Monza ; elle était occupée par Prosper Colonna, général de Charles-Quint, qui mettait sa gloire à faire, sans bataille, une guerre défensive. Les Suisses l'attaquèrent de front, se jetant, sans vouloir écouter leurs chefs, dans un chemin creux qui le couvrait, et où ils périssaient sans pouvoir se venger. Après des prodiges de valeur, ils furent repoussés avec une perte effroyable. Alors ils repartirent pour leurs montagnes, malgré toutes les représentations de Lautrec, qui, de son côté, revint à la cour pour se justifier. Lescuns, qui commandait les restes de l'armée française, laissa surprendre et piller Lodi par les Impériaux, et fut ensuite forcé de capituler à Crémone le 26 mai, et d'évacuer tout le reste de la Lombardie. Gênes n'était pas comprise dans sa capitulation, et restait aux Français ; mais les Espagnols la surprirent le 30 mai, et la pillèrent avec la férocité qui signalait leur nation. C'était l'un des plus grands dépôts du commerce de tout l'Occident : la ruine de cette ville opulente ébranla la fortune des marchands dans toute l'Europe. Les généraux de Charles-Quint, jugeant alors la Lombardie trop épuisée pour y pouvoir maintenir leur armée, la conduisirent dans les États du pape leur allié, et l'y laissèrent vivre à discrétion ; en même temps, ils forcèrent les États qui se disaient encore indépendans à leur payer d'énormes subsides, pour acquitter la solde de leurs troupes ; car jamais Charles-Quint ne leur faisait passer aucun argent. La peste, qui se déclara en même temps à Florence et à Rome, ajouta encore aux calamités de

l'Italie, d'autant plus qu'Adrien VI abolit, comme des superstitions païennes ou des actes de révolte contre la Providence, toutes les mesures de police sanitaire qui avaient été prises pour arrêter la contagion. Ce pape mourut le 14 septembre 1523; et les Romains, qui l'avaient en horreur, couronnèrent de lauriers son médecin, comme sauveur de la patrie.

La mort d'Adrien ne sauvait cependant personne; le cardinal Jules de Médicis lui fut donné pour successeur, le 18 novembre, sous le nom de Clément VII. Cet homme avait passé, sous Léon X, son cousin, pour un ministre habile, parce que la prospérité durait encore, et que les trésors pontificaux n'étaient pas épuisés; mais, lorsqu'il dut lutter contre une détresse qu'il n'avait point causée, son ignorance en finances et en administration, sa sordide avarice, sa pusillanimité et son imprudence, ses résolutions subites et ses longues indécisions le rendirent également odieux et ridicule. Il n'était point de force à résister au torrent de l'adversité; il se trouvait sans argent, sans soldats, engagé dans une guerre sans but: il ne savait point commander, et il ne trouvait nulle part d'obéissance.

Les Français, cependant, ne renonçaient point à la possession de la Lombardie qu'ils venaient de perdre; avant la fin de la campagne, François Ier y renvoya une nouvelle armée, conduite par son favori l'amiral Bonnivet. Celui-ci, étant entré en Italie par le Piémont, passa le Tésin, le 14 septembre 1523, pour marcher sur Milan. Mais Prosper Colonna, qui, entre les grands hommes de l'antiquité, avait choisi pour modèle Fabius Cunctator, sut, avec un art admirable, l'arrêter, le fatiguer par de petits échecs, et le forcer enfin à se retirer sans avoir livré de bataille. Au mois de mai suivant, Bonnivet, qui s'était maintenu sur les confins de la Lombardie, fut forcé de s'ouvrir un passage par Ivrée et le Saint-Bernard pour rentrer en France. Le chevalier Bayard fut tué à son arrière-garde, comme il protégeait sa retraite. Les Impériaux avaient été rejoints, dès l'année précédente, par un transfuge d'une haute importance, le connétable de Bourbon, le premier des princes du sang français, que beaucoup de seigneurs avaient suivi. Charles-Quint le mit avec Pescaire à la tête de son armée, et le fit entrer en Provence au mois de juillet; mais après avoir assiégé Marseille, ce général fut bientôt contraint à la retraite. François Ier, qui avait assemblé une puissante armée, entra à son tour en Lombardie, et se rendit maître de Milan; après quoi il vint, le 28 oc-

tobre, mettre le siége devant Pavie. Il fallut long-temps aux Impériaux pour rassembler leur armée que la campagne de Provence avait ruinée; mais, quand elle s'approcha enfin de Pavie, qui avait résisté tout l'hiver, tous les capitaines français pressèrent le roi de lever le siége, et de marcher à l'ennemi. Il s'y refusa, prétendant que ce serait compromettre la dignité royale; il s'obstina follement à demeurer dans ses lignes; il y fut attaqué par Pescaire le 24 février 1525; et, après une bataille meurtrière, il fut fait prisonnier.

Pendant plusieurs mois, François Ier, assiégeant Pavie, avait paru le plus fort en Italie ; et le pape et les Vénitiens, effrayés de son voisinage, avaient traité de nouveau avec lui, et s'étaient engagés à observer la neutralité. Les généraux impériaux, après leur victoire, déclarèrent que ces traités avec les Français étaient une offense faite à leur maître, dont ils demandaient réparation. Toujours sans argent, toujours pressés par leurs avides soldats, ils ne songeaient qu'à trouver des coupables pour leur imposer des contributions, et faire vivre à discrétion leurs soldats chez eux. Le pape et les Vénitiens voulurent d'abord se lier par une ligue pour résister de concert à leurs exactions, et ils offrirent leur assistance à Louise de Savoie, mère de François Ier, et régente de France, pour faire remettre son fils en liberté. Mais Clément VII n'eut pas le courage de signer cette ligue; il préféra de s'engager, le 1er avril 1525, dans l'alliance de l'empereur et du duc de Milan. Il paya, pour cela, une somme considérable; dès que les généraux impériaux l'eurent reçue, ils ne voulurent plus exécuter le traité qu'ils avaient fait avec lui. Le pape fut alors obligé de revenir aux Vénitiens et à Louise de Savoie. En même temps, Jérôme Moroni, chancelier du duc de Milan, vieillard qu'on regardait comme le plus habile politique de son temps, leur fit des ouvertures qui ranimèrent l'espoir d'armer l'Italie tout entière pour son indépendance. François Sforza se voyait traiter dans son propre palais, par les Espagnols et les Allemands, avec la dernière indignité. Ses sujets étaient exposés à tous les genres d'outrages de la part d'une soldatesque effrénée; et, lorsqu'il cherchait à les protéger, les officiers se plaisaient à le rendre témoin d'un accroissement d'injustices et d'insultes. L'homme qui faisait peser sur lui le joug de l'empereur, était cependant un Italien, le marquis de Pescara; mais, issu de la maison catalane d'Avalos, établie, depuis un siècle, dans le royaume de Naples, il mettait son amour-propre à s'associer aux Espagnols; il com-

mandait leur infanterie, et il adoptait les mœurs comme l'orgueil de cette nation. Toutefois Moroni ne désespéra pas, en excitant l'ambition de Pescara, de réveiller son patriotisme. Le royaume de Naples qui avait fleuri sous la branche bâtarde d'Aragon, lorsque les Avalos y étaient entrés pour la première fois, était tombé sous l'oppression la plus effroyable, depuis qu'il était réuni à l'Espagne. Moroni résolut d'offrir à Pescara la couronne de Naples, s'il voulait joindre ses efforts à ceux de tous les autres Italiens, pour la délivrance de son pays. Le succès dépendait de lui : il pouvait distribuer les troupes impériales qu'il commandait, de manière qu'elles ne pussent opposer aucune résistance. Le duc de Milan était averti que Charles-Quint songeait à lui enlever son duché, pour en gratifier son propre frère Ferdinand d'Autriche. Pour que le duché de Milan passât, ainsi que le royaume de Naples, du parti de l'empereur à celui de la France, il s'agissait seulement d'obtenir que celle-ci renonçât à ses prétentions sur l'un et sur l'autre, qu'elle reconnût François Sforza pour duc, Pescara pour roi; et qu'elle se contentât de rendre à l'Italie son indépendance, après avoir ôté cette contrée à ses ennemis.

Cette négociation fut d'abord couronnée de succès; chacun des gouvernemens auxquels fut adressée la proposition de concourir à l'indépendance de l'Italie, parut l'agréer. La France renonçait à toutes ses prétentions sur la Lombardie et les Deux-Siciles; la Suisse s'engageait à protéger cette terre de l'antique liberté, et à lui fournir des soldats; Henri VIII d'Angleterre promettait de l'argent; Pescara convoitait la couronne, et François Sforza était impatient de secouer un joug insupportable; mais malheureusement la négociation était confiée à trop de cabinets jaloux, perfides et empressés à rechercher pour eux-mêmes de bonnes conditions en sacrifiant leurs alliés. Clément VII cherchait à obtenir de l'empereur un traité plus avantageux, en le menaçant de la France; et la régente de France voulait engager Charles-Quint à se relâcher de ses rigueurs envers son fils, en le menaçant de l'Italie. Pescara en même temps, désirant se réserver le choix de trahir ou son maître ou ses alliés, selon qu'il y trouverait le plus de profit, avait averti Charles-Quint qu'il était entré dans un complot qu'il lui révélerait quand il en tiendrait tous les fils. La duchesse d'Alençon, sœur de François Ier, envoyée par sa mère à Madrid pour négocier, parla beaucoup plus clairement; elle offrit à Charles-Quint de lui abandonner l'Italie, en lui laissant connaître les projets qui

étaient tramés contre lui, pourvu que Charles, en rendant la liberté à son frère, renonçât à la lui faire acheter par l'abandon d'une province de France. Pescara, s'apercevant que sa cour en savait plus qu'il ne lui en avait dit, se détermina pour le rôle d'agent provocateur, de préférence à celui de rebelle; il n'avait plus à choisir qu'entre les deux. Il invita Moroni à une dernière conférence dans le château de Novarre, pour le 14 octobre 1525. Après lui avoir fait de nouveau exposer ses projets, tandis que des officiers espagnols l'écoutaient cachés derrière la tapisserie, il le fit arrêter, s'empara de toutes les forteresses de l'État de Milan, vint mettre le siége devant le château de cette ville, où le duc François Sforza s'était enfermé, et il dénonça à l'empereur le pape et tous les Italiens ses complices, comme des traîtres. Mais, à l'époque même où il jouait ce rôle odieux, il était atteint d'une maladie lente, et il mourut le 30 novembre 1525, à l'âge de trente-six ans, en horreur à toute l'Italie.

Charles-Quint abusa de l'avantage qu'il avait obtenu, et il imposa à François Ier le traité de Madrid, signé le 14 janvier 1526, par lequel celui-ci lui abandonnait l'Italie et le duché de Bourgogne; il fut remis en liberté le 18 mars, et presque aussitôt il déclara aux Italiens qu'il ne se croyait pas lié par un traité que la force lui avait arraché. Dès le 22 mai, il signa, avec Clément VII, les Vénitiens et François Sforza, une ligue pour la liberté de l'Italie; mais il n'abandonnait point la politique de sa mère, et, au lieu de songer de bonne foi à rendre à l'Italie son indépendance, et à garantir ainsi l'équilibre de l'Europe, il n'eut qu'un but, celui de faire peur à Charles-Quint des Italiens, prêt à les sacrifier aussitôt que l'empereur renoncerait à la Bourgogne. En même temps, sa nonchalance et son goût pour les plaisirs, sa défiance de sa fortune et sa répugnance à fausser sa parole en violant le traité de Madrid, l'empêchèrent d'accomplir aucun des engagemens qu'il avait pris envers les Italiens. Il ne leur envoya point d'argent, point de gendarmerie française, et point de Suisses. De son côté, Charles-Quint n'envoyait pas non plus d'argent à Antonio de Leyva, au duc de Bourbon et à Hugues de Moncade, qui commandaient ses armées en Italie; en sorte que ceux-ci étant obligés de les laisser vivre à discrétion sur le pays, l'oppression de toute la contrée était plus effroyable qu'elle n'avait jamais été.

La défection du duc de Milan donnait surtout un prétexte à Antonio de Leyva pour traiter ses malheureux sujets avec un redouble-

ment de rigueur, comme s'ils pouvaient être responsables de ce que Leyva appelait la trahison de leur maître. Les soldats espagnols avaient été mis en quartier chez les bourgeois de Milan; mais il n'y en avait pas un qui n'eût fait prisonnier son hôte, et qui ne le tînt garotté, ou au pied de son lit ou dans la cave, afin de le trouver chaque jour sous sa main, lorsqu'il voulait, par des coups et des tourmens nouveaux, le forcer à satisfaire de nouveaux caprices. Dès que ce malheureux mourait à la peine, où dès qu'il rompait ses liens et se précipitait par la fenêtre, ou se noyait dans le puits, l'Espagnol passait dans une autre maison dont il liait également le propriétaire, pour le soumettre aux mêmes tourmens. Les Vénitiens et le pape avaient réuni leurs soldats sous les ordres du duc d'Urbin, qui, exagérant la tactique de Prosper Colonna, n'ambitionnait d'autre succès à la guerre que celui d'éviter le combat. Il annonça au sénat de Venise qu'il ne s'approcherait point de Milan que les Français et les Suisses, dont on lui avait promis l'appui, ne l'eussent rejoint. Mais son inaction, en présence de tant d'horreurs, réduisait les Italiens au désespoir.

François Sforza, qui avait été bloqué neuf mois dans le château de Milan, et qui, se flattant toujours d'être délivré par le duc d'Urbin, dont il voyait les drapeaux, avait supporté jusqu'aux dernières extrémités de la faim, rendit enfin cette forteresse aux Espagnols, le 24 juillet 1536. Pendant ce temps, le pape Clément VII se croyait éloigné du danger; mais le cardinal Pompée Colonna, son ennemi personnel, se servit du nom du parti impérial pour ameuter, dans l'État de l'Église, huit mille paysans armés avec lesquels il surprit le Vatican, le 20 septembre, pilla ce palais, ainsi que le temple de Saint-Pierre, et contraignit le pape à abjurer l'alliance de la France et celle des Vénitiens. Vers le même temps, Georges Frundsberg, condottieri allemand, entrait en Lombardie avec treize mille aventuriers, qu'il avait engagés à venir, sans solde, servir l'empereur en Italie, se contentant, pour récompense, du pillage de cette malheureuse contrée.

Le connétable de Bourbon, à qui Charles-Quint avait donné le commandement supérieur de ses forces en Italie, voulut mettre à profit cette nouvelle armée, et l'unir à celle qu'il n'avait plus occasion d'employer à Milan; mais il eut beaucoup de peine à faire sortir de cette ville les Espagnols qui se complaisaient à tourmenter leurs hôtes. Il réussit enfin à les conduire à Pavie, après quoi il rejoignit Frundsberg, le 30 janvier 1527, et, celui-ci étant mort d'apoplexie peu de semaines

après, Bourbon demeura seul chargé de la conduite de cette armée formidable, qui passait déjà vingt-cinq mille hommes, et qui se grossit en route de tous les soldats débandés, de tous les brigands qui voulaient pressurer le pays. Toutefois, Bourbon n'avait point d'argent, point d'équipages, point d'artillerie, et fort peu de cavalerie, en sorte que toutes les villes lui fermant leurs portes, il était souvent sur le point de manquer de vivres. Il se dirigea vers l'Italie méridionale; il entra en Toscane encore incertain s'il tenterait de piller Florence ou Rome; le marquis de Saluces, avec un petit corps d'armée, reculait devant lui; le duc d'Urbin le suivait, mais en se tenant toujours hors de portée du combat. Enfin Bourbon prit, par la vallée du Tibre, la route de Rome, et il arriva, le 5 mai 1527, devant la capitale de la chrétienté. Clément VII, alarmé depuis long-temps de sa marche, avait signé, le 15 mars, une trêve de huit mois avec le vice-roi de Naples. Alors il avait congédié ses troupes, ne prévoyant point qu'un des lieutenans de l'empereur pourrait ne pas observer les engagemens de l'autre. Toutefois, à l'approche de Bourbon, les murs de Rome avaient été de nouveau garnis de machines de guerre. Dès le lendemain, 6 mai, le prince transfuge conduisit ses troupes à l'assaut, et fut tué, en montant une échelle, auprès du Janicule. Sa chute n'arrêta point la bande terrible de brigands qu'il conduisait; l'armée victorieuse franchit les murs mal défendus, et se répandit dans les quartiers du Borgo, du Vatican et du Trastevere. Comme Clément VII n'avait point pris la précaution de faire couper les ponts sur le Tibre, en peu d'heures elle se rendit également maîtresse de tout le reste de la ville.

La capitale de la chétienté fut alors abandonnée à un pillage tel que, dans les temps les plus calamiteux, lors du premier triomphe de la barbarie sur la civilisation, ni le Goth Alaric, ni le Vandale Genséric, ne l'avaient point traitée avec une férocité si horrible : non seulement dans toutes les maisons, dans toutes les boutiques, tout ce qui pouvait être saisi était enlevé, les paysans des fiefs des Colonnes s'appropriant les meubles les plus lourds, qui ne tentaient pas la cupidité du soldat; non seulement dans les premiers jours toute protection fut retirée aux personnes, en sorte que toutes les femmes furent abandonnées aux outrages des vainqueurs, mais les sanctuaires que la vénération de la chétienté avait enrichis depuis douze siècles, furent tous dépouillés; toutes les places devant les temples furent jonchées des ornemens d'autel, des reliques et de toutes les choses sacrées, que

les soldats jetaient dans la rue après en avoir arraché l'or et l'argent; puis les hommes, les femmes, les enfans étaient arrêtés, dès que leur capteur pouvait se flatter ou qu'ils recélaient quelque richesse, ou que quelqu'un qui avait encore quelque chose s'intéressait à eux; dans toutes les maisons on entendait retentir les cris et les lamentations de ces malheureux qu'on exposait à la torture; et cet état épouvantable de brigandage et de souffrance ne se prolongea pas seulement quelques jours, il dura plus de neuf mois. Ce ne fut que le 17 février 1528 que le prince d'Orange, un des seigneurs français qui avaient accompagné Bourbon dans sa rébellion, parvint à faire sortir de Rome les restes de cette armée. Après les premiers jours, il est vrai, les Allemands remirent l'épée dans le fourreau pour se plonger dans l'ivrognerie et la plus brutale débauche; mais, jusqu'à la fin de leur séjour à Rome, les Espagnols, infatigables dans leur froide barbarie, continuèrent à inventer de nouveaux tourmens pour arracher de nouvelles rançons aux malheureux tombés entre leurs mains. Au milieu de toutes ces horreurs, la peste, suite inévitable de tant de souffrances et morales et physiques, en se déclarant dans Rome, ne fit point lâcher prise au soldat.

La lutte entre les Italiens, faiblement secondés par les Français, et les généraux de Charles-Quint, se prolongea encore plus de deux ans depuis la prise de Rome; mais elle ne fit qu'ajouter aux souffrances et à la désolation de l'Italie, et détruire dans toutes ses provinces les derniers restes de sa prospérité. Henri VIII s'était allié, le 18 août 1527, à François Ier, par le traité d'Amiens, dans le but, à ce qu'annonçaient les deux souverains, de rendre au pape sa liberté. Dans le même mois, une puissante armée française, commandée par Lautrec, entra en Italie par l'Alexandrin. Elle surprit Pavie le 1er octobre, et pilla pendant huit jours cette grande ville avec un acharnement par lequel elle prétendait venger la défaite que François Ier avait éprouvée devant ses murs. Après ce succès, Lautrec, au lieu d'achever la conquête de la Lombardie, se dirigea vers le midi; il renouvela l'alliance de la France avec le duc de Ferrare, dont le fils épousa une fille de Louis XII, sœur de la reine de France; il s'assura l'amitié de la république florentine, qui avait profité de la détresse et de la captivité du pape pour recouvrer sa liberté, le 17 mai précédent, et pour rétablir son gouvernement dans l'état où il existait en 1512. Le pape ayant appris que Lautrec était arrivé à Orviéto, s'échappa, le 9 décembre,

du château Saint-Ange, et vint se réfugier au camp français. L'Espagnol Alarcon l'avait gardé six mois captif, avec treize cardinaux, dans cette forteresse, et ne s'était point relâché de sa sévérité malgré la peste qui s'y était déclarée; mais, après avoir déjà reçu quatre cent mille ducats pour la rançon du pape, au lieu de le mettre en liberté le lendemain, comme il s'y était engagé, il est probable qu'il le laissa s'évader, de peur que ses propres soldats ne l'arrêtassent, pour le rançonner de nouveau.

Lautrec passa le Tronto avec toute son armée, le 10 février 1528, et entra dans les Abruzzes. Les brigands que Charles-Quint nommait ses soldats, mais qu'il ne payait point, ne montraient de même aucune disposition à obéir à leur chef. Cantonnés à Milan, à Rome et dans les principales villes de l'Italie, ils partageaient leur temps entre les débauches et les supplices qu'ils infligeaient à leurs hôtes. Leurs chefs ne pouvaient réussir à les retirer de ces villes et à les mener à l'ennemi. D'autre part le peuple, dans l'excès de sa souffrance, courait au devant de tout changement, et accueillait Lautrec comme un libérateur. Celui-ci aurait eu probablement un plein succès, si François I[er], à cette époque même, n'avait supprimé l'envoi mensuel d'argent qu'il lui avait promis. Attachant son orgueil royal à ses prodigalités, ce monarque avait bientôt épuisé ses finances pour ses plaisirs et ses fêtes, et son manque d'ordre attirait sur lui tous ses revers. De son côté Lautrec, quoiqu'il eût plusieurs des qualités d'un bon général, était dur, orgueilleux, obstiné; il s'attachait à faire toujours le contraire de ce qui lui était conseillé; il prétendait, à la guerre, arracher les Français à leur caractère national, et les plier à la lenteur et à la régularité. Il perdit un temps précieux dans la Pouille, où il prit et saccagea Melphi, le 23 mars, avec une fureur digne des Espagnols ses adversaires, et il ne parut devant Naples que le 1[er] mai. Le prince d'Orange venait de s'y enfermer avec l'armée qui avait pris Rome, mais dont la plus grande partie avait été emportée par une effrayante mortalité, conséquence et punition de ses vices et de ses crimes. Au lieu de l'attaquer avec vigueur, Lautrec, malgré les représentations de tous ses officiers, s'obstinait à réduire Naples par le blocus, exposant ainsi son armée aux influences d'un climat meurtrier. La flotte impériale fut détruite, le 28 mai, dans le golfe de Salerne, par celle de Filippino Doria, qui était alors à la solde de France. Les habitans de Naples éprouvèrent bientôt de cruelles pri-

vations, et la maladie fit parmi eux de grands ravages. Mais un mal non moins funeste éclata en même temps dans le camp français. Les soldats, sous un ciel brûlant, entourés d'eaux corrompues, condamnés à tous les genres de privations, harcelés par la cavalerie légère de l'ennemi infiniment supérieure à la leur, succombaient les uns après les autres aux fièvres pestilentielles. Au milieu de juin, on avait compté vingt-cinq mille hommes dans le camp français ; mais le 2 août il n'en restait pas quatre mille en état de faire leur service. A cette époque toutes les sources furent desséchées, et les troupes commencèrent à souffrir de la faim et de la soif. Lautrec, qui, tout malade qu'il était, avait jusqu'alors soutenu l'armée par son courage et son obstination invincible, mourut dans la nuit du 15 au 16 août; presque tous les autres chefs avaient également péri ; le marquis de Saluces, à qui le commandement de l'armée fut dévolu, sentit la nécessité de la retraite, et ne sachant comment l'assurer en présence de forces supérieures, il essaya de la dérober aux Impériaux, au milieu d'un orage terrible, dans la nuit du 29 août ; mais bientôt poursuivi et atteint à Averse, il fut forcé à capituler le 30 août. Tous les dépôts et les hôpitaux de l'armée à Capoue furent en même temps livrés aux Espagnols; tous ces malades, tous ces prisonniers se trouvant entassés dans les écuries royales de la Madeleine, la contagion acquit parmi eux de nouvelles forces. Les Espagnols le voyaient, et ils attendaient avec une féroce indifférence que tous les Français fussent morts. Ils périrent en effet presque tous, et de cette brillante armée, à peine quelques valétudinaires revirent la France.

Durant la même campagne, une autre armée française, conduite par François de Bourbon, comte de Saint-Pol, était entrée en Lombardie; en même temps Henri, duc de Brunswick, y avait amené une armée Allemande. Celle-ci, ne trouvant plus rien à piller, annonça que sa mission était de punir une nation rebelle; et elle passa au fil de l'épée tous les habitans des villages qu'elle traversa. Milan était en proie à la peste et à la famine; mais ces fléaux étaient aggravés encore par la cupidité et le féroce sang-froid d'Antonio de Leyva, qui y commandait toujours la garnison espagnole : celui-ci, s'emparant de tous les vivres qu'on apportait de la campagne, ne les revendait aux habitans que pour trois ou quatre fois leur valeur. Gênes était demeurée soumise aux Français, et n'était guère moins opprimée par eux ; aucune de ses institutions républicaines n'était

plus respectée. Un habile marin illustrait encore néanmoins cette ville. André Doria s'était formé une flotte sur laquelle il avait appelé tous les esprits aventureux de la Ligurie. Son neveu Filippino, qui venait de remporter une victoire sur les Impériaux, était son lieutenant; mais les Doria, pour prix de leurs services, demandaient que la liberté fût rendue à leur patrie; n'ayant pu l'obtenir des Français; ils passèrent, le 30 juin, au service des Impériaux, et, munis des promesses de Charles-Quint, ils se présentèrent le 12 septembre devant Gênes, soulevèrent leurs compatriotes, et contraignirent les Français à évacuer la ville. Le 21 octobre, ils se rendirent aussi maîtres de Savonne, et, peu de jours après, du Castelletto. Alors Doria proclama la république, et rétablit la liberté à Gênes, au moment où toute liberté finissait en Italie. L'hiver se passa dans la souffrance et l'inaction. L'année suivante, Antonio de Leyva surprit à Landriano, le 21 juin 1529, le comte de Saint-Pol, et le fit prisonnier avec les principaux officiers de l'armée française: tout le reste se dispersa ou retourna en France. Ce fut le dernier fait d'armes de cette terrible guerre.

En effet, de part et d'autre on désirait ardemment la paix, on négociait, et chaque potentat cherchait à tromper ses alliés pour obtenir de ses adversaires de meilleures conditions. Marguerite d'Autriche, sœur du père de l'empereur, et Louise de Savoie, mère du roi de France, s'étaient réunies à Cambrai, et, dans des conférences où elles n'admettaient aucun témoin, elles préparaient ce qu'on appela le traité des dames. Clément VII en même temps avait un nonce à Barcelonne qui négociait avec l'empereur. Celui-ci était impatient d'arranger les affaires d'Italie pour passer en Allemagne; car, d'une part, Soliman avait envahi l'Autriche, et il se présenta le 13 septembre sous les murs de Vienne: d'autre part, la réforme de Luther occasionnait, dans tout le nord de l'Europe, une fermentation croissante. Le 20 juin 1529, Charles-Quint signa à Barcelonne, avec le pape, un traité d'alliance perpétuelle, par lequel il s'engageait à sacrifier la république florentine à ses vengeances, et à mettre au service de Clément VII, pour les accomplir, tous les brigands qui jusqu'alors avaient dévasté l'Italie. La souveraineté de Florence devait demeurer au bâtard Alexandre de Médicis, qui épouserait une fille naturelle de Charles-Quint. Le 5 août suivant, Louise et Marguerite signèrent le traité de Cambrai, par lequel la

France abandonnait, sans aucune réserve, tous ses alliés d'Italie aux caprices de Charles-Quint, tandis que celui-ci renonçait à la Bourgogne, et rendait à François ses deux fils qu'il avait retenus en otage. Charles-Quint était arrivé à Gênes le 12 août sur la flotte d'André Doria. Il était attendu par le pape à Bologne, où il fit son entrée le 5 novembre. Il y appela tous les princes de l'Italie ou leurs députés, et il les traita avec plus de modération que ceux-ci ne l'espéraient après le honteux abandon de la France. Comme il reconnut que la santé de François Sforza, duc de Milan, était dans un état de délabrement qui ne lui promettait que peu d'années de vie, il lui accorda la restitution de son duché moyennant un paiement de neuf cent mille ducats que Sforza devait effectuer en différens termes. Ils n'étaient pas tous échus, lorsque ce prince mourut, le 24 octobre 1535, sans postérité, et ses États échurent à l'empereur. Le 23 décembre 1529, Charles-Quint accorda la paix aux Vénitiens, qui lui rendirent seulement quelques places de la Pouille, et restituèrent Ravenne et Cervia au pape. Le 20 mars 1530, Alfonse d'Este signa aussi son traité, par lequel il s'en remettait à l'arbitage de l'empereur pour ses différends avec le pape. Charles-Quint ne prononça cet arbitrage qu'au bout d'une année. Il confirma à Alfonse la possession de Modène, Reggio et Rubbiéra, comme fiefs de l'Empire, et il lui fit donner par l'Église l'investiture de Ferrare. Le 25 mars 1530, un diplôme de l'empereur érigea le marquisat de Mantoue en duché, en faveur de Frédéric de Gonzaga. Le duc de Savoie et le marquis de Montferrat, jusqu'alors protégés par la France, vinrent à Bologne pour se ranger sous la protection de l'empereur ; le duc d'Urbin, à la recommandation des Vénitiens, obtint de lui des promesses de bienveillance ; les républiques de Gênes, de Sienne et de Lucques eurent la permission de végéter sous la protection impériale ; et Charles-Quint ayant reçu du pape à Bologne, le 22 février et le 24 mars, les deux couronnes du royaume des Lombards et de l'Empire, partit pour l'Allemagne au commencement d'avril, afin de n'être pas témoin de l'odieuse exécution à laquelle il avait consenti que ses troupes fussent employées contre Florence.

CHAPITRE XVI.

Oppression de l'Italie pendant les trois derniers siècles; chute successive de toutes ses républiques ; ses dernières convulsions.

La funeste destinée de l'Italie s'accomplissait. Charles VII, lorsqu'il avait le premier envahi cette contrée, en avait ouvert la porte à tous les ultramontains. Dès lors, pendant trente-six ans, les Allemands, les Français, les Suisses, les Espagnols et les Turcs l'avaient ravagée; ils lui firent éprouver des calamités sans exemple dans l'histoire; calamités d'autant plus amèrement senties, que le peuple qui les souffrait était plus civilisé, et ceux qui les infligeaient plus barbares : l'invasion française avait fini par donner aux plus grands ennemis de la France la domination de ce pays si riche, si industrieux, et dont la possession était si enviée de tous. Jamais la maison d'Autriche n'aurait accompli la conquête de l'Italie, si Charles VIII, Louis XII et François I[er] n'avaient pas détruit d'avance son organisation militaire et ses richesses; s'ils n'avaient pas introduit eux-mêmes les Espagnols dans le royaume de Naples, les Allemands dans la Vénétie, oubliant que les uns, comme les autres, devaient peu après obéir à Charles-Quint. Il convenait à la France que l'Italie fût indépendante ; la politique cupide et imprévoyante qui lui fit chercher des sujets là où elle ne devait avoir que des alliés, fut pour elle l'origine de longs malheurs.

Une période de trois siècles de souffrance, de langueur et d'humiliation, commença pour l'Italie en 1530. Dès lors, toujours opprimée par les étrangers, elle fut corrompue et énervée par ses maîtres; ceux-ci lui reprochèrent les vices qu'ils lui avaient donnés ; et, après l'avoir mise dans l'impossibilité de résister, ils l'accusèrent de lâcheté quand elle se soumettait, de rébellion quand elle s'efforçait de

se défendre. Durant cette longue servitude, les Italiens ont toujours été tourmentés du désir de redevenir une nation : toutefois ayant perdu la direction de leurs propres affaires, ils n'ont plus d'histoire à eux ; leurs malheurs ne sont plus que des épisodes dans l'histoire des autres nations. Néanmoins, nous ne croirions pas avoir achevé la tâche que nous nous sommes imposée, si nous ne signalions, dans cette servitude générale, les calamités particulières qui ont terminé l'existence des républiques encore indépendantes à l'époque du couronnement de Charles-Quint.

Florence, qui, depuis 1512, avait souffert de toutes les fautes de Léon X et de Clément VII, qui avait été entraînée dans toutes les oscillations de leur politique, et appelée à faire des sacrifices d'argent prodigieux pour des projets qu'on ne lui laissait pas même connaître, avait appris sous eux à détester le joug des Médicis. Quand le connétable de Bourbon, en marchant sur Rome, s'approcha de ses murs, elle fut sur le point, le 26 avril 1527, de ressaisir sa liberté. Le cardinal de Cortone, qui y commandait pour le pape, avait distribué des armes aux citoyens pour qu'ils pussent se défendre : ils voulurent les employer pour s'affranchir ; toutefois la terreur qu'imprimait cette armée de brigands servit au cardinal pour réprimer l'insurrection. Mais, lorsqu'un peu plus tard on apprit à Florence la prise de Rome et la captivité du pape, tous les plus grands citoyens se présentèrent en habit de ville [1] au cardinal de Cortone ; ils lui déclarèrent avec calme, mais avec fermeté, qu'ils étaient libres désormais, et qu'ils exigeaient que ce cardinal sortît de la ville avec les deux bâtards de Médicis qu'il élevait : c'était le 17 mai 1527. Le lieutenant de Clément VII obéit ; et la constitution, telle qu'elle existait en 1512 avec le grand conseil, fut remise en vigueur ; seulement la charge de gonfalonier fut déclarée annuelle. Le premier qui en fut revêtu fut Nicolas Capponi, homme enthousiaste en religion et modéré en politique ; il était fils de ce Pierre Capponi qui avait bravé Charles VIII. Il fut remplacé, en 1529, par Baldassar Carducci, dont le caractère était plus énergique et les opinions plus démocratiques, et, en 1530, par Raphaël Girolami, qui vit périr la république.

Pendant tout le temps de sa gloire et de sa puissance, la république florentine avait négligé la science des armes : elle comptait pour sa

[1] *Il lucco*, habit de cérémonie propre aux Florentins.

défense sur les aventuriers que sa richesse appelait de partout à son service, et elle accordait peu d'estime à une bravoure que des hommes sans autre vertu étaient si empressés à vendre à l'enchère. Mais, depuis que les ultramontains avaient commencé à soumettre l'Italie à leur tyrannie, ces armes vénales n'avaient plus paru suffire à la défense de tous; les hommes d'État avaient senti le besoin de donner à une république sa garantie en elle-même. Machiavel, qui mourut le 22 juin 1527, six semaines après la restauration de l'état populaire, s'était attaché depuis long-temps à faire comprendre à ses concitoyens la nécessité de réveiller l'esprit militaire : ce fut lui qui fit enrégimenter les milices des campagnes qu'on nomma l'*ordinanza*. Un corps mercenaire formé par Jean de Médicis, parent éloigné des papes, servit aussi d'école militaire aux Toscans, parmi lesquels il fut presque uniquement levé. Il acquit une haute célébrité sous le nom de bandes noires : aucune infanterie ne l'égalait en intelligence et en intrépidité. On y comptait cinq mille guerriers lorsqu'il s'engagea pour servir Lautrec dans le royaume de Naples; il y périt presque en entier. Lorsque les Florentins reconnurent, à la fin de l'année 1528, que leur situation devenait plus critique, ils formèrent, parmi ceux qui jouissaient de plus de droits dans leur patrie, deux corps dont la valeur se montra aussi avec le plus d'éclat pour la défendre : l'un, de trois cents jeunes gens, pris parmi les familles nobles, se chargea de la garde du palais et du maintien de la constitution; l'autre, de quatre mille soldats tirés des seules familles ayant droit au conseil général, prit le nom de milice urbaine. Les uns, comme les autres, trouvèrent bientôt l'occasion de prouver que l'élévation d'âme et l'amour de la patrie suffisent pour créer en peu de temps de bons soldats. L'illustre Michel-Ange fut chargé de diriger les fortifications de Florence : elles furent complétées au mois d'avril 1529; les dix de la guerre, enfin, choisirent, pour commander la place de Florence, Malatesta Baglioni de Pérugia, qui leur était recommandé, non seulement par sa réputation de bravoure et de talent militaire, mais aussi par sa haine contre les Médicis qui avaient fait mourir injustement son père.

Le pape Clément VII dirigea contre Florence, sa patrie, ce même prince d'Orange, successeur de Bourbon, qui l'avait fait prisonnier à Rome, et avec lui cette même armée de brigands qui avaient accablé le saint-siége et ses sujets de tant d'outrages. Cette armée entra

en Toscane au mois de septembre 1529, et s'empara de Cortone, d'Arezzo et de tout le Val d'Arno supérieur : le 14 octobre, le prince d'Orange vint tracer son camp au Piano à Ripoli, au pied des murs de Florence; et, à la fin de décembre, Ferdinand de Gonzaga amena, sur la rive droite de l'Arno, une autre armée impériale de vingt mille Espagnols ou Allemands, qui occupa Pistoia et Prato sans résistance. Malgré la supériorité de leurs forces, les Impériaux n'essayèrent point de battre en brèche les murs de Florence; ils résolurent de s'en rendre maîtres par le blocus. Les Florentins, au contraire, animés par des prédicateurs qui avaient hérité du zèle de Savonarola, et qui unissaient dans leur culte la religion et la liberté, recherchaient le combat. Ils faisaient de fréquentes attaques sur toute la ligne de leurs ennemis. Tour à tour conduits par Malatesta Baglioni et par Étienne Colonna, ils sortaient de nuit, couverts de chemises blanches, à l'aide desquelles ils se reconnaissaient dans l'obscurité, et ils surprenaient successivement les postes des Impériaux. Cependant, les petits avantages qu'ils remportaient ainsi ne pouvaient faire oublier le danger croissant de la république; la France l'avait livrée à ses ennemis; il ne lui restait pas un allié, ni en Italie ni dans le reste de l'Europe. L'armée de l'empereur et du pape, d'autre part, avait recueilli tous les survivans de ces soldats, qui avaient, par leur bravoure et leur férocité, fait si long-temps la terreur de l'Italie, et leur ardeur belliqueuse était redoublée par l'espoir de piller bientôt la plus riche ville de l'Occident.

Les Florentins n'avaient qu'une seule chance de délivrance; un de leurs citoyens, François Ferrucci, qui avait appris l'art de la guerre dans les bandes noires, et qui joignait à une audace intrépide un ardent patriotisme et un esprit plein de ressources, n'était pas enfermé dans les murs de Florence. Il avait été nommé commissaire-général avec un pouvoir illimité sur tout ce qui restait en dehors de la capitale. Il s'était d'abord occupé de faire passer des vivres d'Empoli à Florence; il avait ensuite repris Volterra sur les Impériaux, et s'étant formé une petite armée, il avait proposé à la seigneurie d'appeler à lui tous les aventuriers, tous les brigands de l'armée impériale, en leur promettant un nouveau pillage de la cour pontificale. Il comptait à leur tête marcher sur Rome, effrayer Clément VII, et le forcer à accorder la paix à sa patrie. La seigneurie rejeta ce projet comme trop hardi; alors Ferrucci en forma un second qui ne l'était guère

moins. Partant de Volterra, il fit le tour de la Toscane, que les troupes impériales traversaient dans tous les sens, et il vint recueillir à Livourne, à Pise, au val de Niévole, et dans la montagne de Pistoia, tous les soldats, tous les hommes de cœur qui étaient encore dévoués à la république. Après avoir grossi par là son armée, il comptait tomber sur le camp impérial devant Florence, et forcer le prince d'Orange, qui commençait à manquer d'argent, à lever le siége. Ferrucci, avec autant d'intrépidité que d'adresse, conduisit sa petite troupe, du 14 juillet au 2 août 1530, au travers des corps nombreux des Impériaux qui le précédaient, le suivaient, l'entouraient de toutes parts, jusqu'à Gavinana, à quatre milles de San Marcello, dans les montagnes de Pistoia. Il entra, le 2 août à midi, dans cette bourgade, avec trois mille fantassins et cinq cents chevaux. Au même moment le prince d'Orange, avec une partie de l'armée qui assiégeait Florence, y entrait par une autre porte, et les différens corps qui avaient harcelé Ferrucci dans sa marche, se réunissaient de tous côtés autour de lui. Le combat commença aussitôt avec acharnement dans l'enceinte même de Gavinana; le prince d'Orange, Philibert de Châlons, en qui s'éteignait cette maison, y fut tué de deux coups de feu, et sa troupe mise en fuite. Mais les autres bandes impériales arrivaient successivement, et renouvelaient l'attaque sur une troupe harassée de fatigue. Deux mille Florentins étaient déjà couchés sur le champ de bataille, quand Ferrucci, percé de plusieurs blessures mortelles, fut apporté devant son ennemi personnel, Fabrice Maramaldo, calabrois qui commandait la cavalerie légère de l'empereur. Celui-ci le frappa avec rage de plusieurs coups de poignard, tandis que Ferrucci lui disait : « Tu viens tuer un mort. » Avec lui, en effet, la république était morte.

Lorsque la nouvelle du désastre de Gavinana fut portée à Florence, la désolation y fut extrême. Baglioni, qui depuis quelques jours était entré en négociation avec le prince d'Orange, et qu'on accusa de lui avoir fait connaître les projets de Ferrucci, déclara qu'une plus longue résistance était désormais impossible, et qu'il voulait sauver une ville qui se perdait par son imprudence. Il fit entrer, le 8 août, un capitaine impérial dans le bastion où il était logé, et il planta son artillerie de manière à commander la ville ; les bourgeois alarmés commencèrent alors à abandonner la garde des murs, pour cacher leurs effets précieux dans les églises ; et la seigneurie déclara à Ferdinand

de Gonzaga, qui avait succédé au prince d'Orange dans le commandement de l'armée, qu'elle était prête à capituler. Les termes qu'on lui accorda, le 12 août 1530, furent moins rigoureux que les Florentins n'avaient pu le craindre. Ils devaient payer quatre-vingt mille écus de gratification à l'armée qui les avait assiégés, et rappeler les Médicis. En retour, une amnistie complète était accordée à tous ceux qui avaient agi contre cette famille, contre le pape ou contre l'empereur. Mais Clément VII n'avait aucune intention d'observer les engagemens qui venaient d'être contractés en son nom. Il fit créer, le 20 août, une balie, par le parlement, au nom de la souveraineté du peuple; et c'est par cette balie qu'il exerça les vengeances dont il ne voulait pas prendre lui-même la responsabilité. Tous les patriotes qui s'étaient fait remarquer par leur zèle pour la liberté furent mis à la torture, et punis ensuite ou de mort ou de bannissement. Cent cinquante citoyens illustres furent exilés dans le premier mois; avant la fin de l'année il y en eut plus d'un millier, et chaque famille florentine, même entre celles qui étaient le plus dévouées aux Médicis, compta quelqu'un de ses membres parmi les proscrits.

Le bâtard de Médicis, Alexandre, que Clément VII avait désigné, de préférence à son cousin Hipolyte, pour être chef de la république florentine, ne rentra dans sa patrie que le 5 juillet 1531; il était porteur d'un rescrit de l'empereur qui donnait à Florence une constitution à peu près monarchique. Mais, loin de se renfermer dans les limites qui lui étaient tracées, Alexandre fit peser sur les Florentins la plus effroyable tyrannie. La cruauté, la débauche et les concussions le signalèrent tour à tour à la haine de tous. Il fit empoisonner, le 10 août 1535, son cousin, le cardinal Hipolyte de Médicis, qui prenait, contre lui, la défense de ses compatriotes. Lui-même enfin fut assassiné, le 6 janvier 1537, par son parent Lorenzino de Médicis, qu'il s'était long-temps associé dans ses déréglemens. Mais la mort d'Alexandre ne rendit point la liberté à sa patrie. Les agens de sa tyrannie, parmi lesquels le plus habile, mais aussi le plus odieux, était l'historien Guicciardini, avaient besoin d'un prince pour se mettre eux-mêmes à couvert. Ils firent choix de Côme de Médicis, jeune homme âgé de dix-neuf ans, descendu de Laurent, frère de Côme-l'Ancien, à la quatrième génération, et, le 9 janvier 1537, ils le proclamèrent duc de Florence. Ils avaient cru pouvoir ensuite le mener à leur guise; mais cet homme faux, froid et féroce, qui avait

tous les vices de Philippe II son contemporain, et qui ne reculait devant aucun crime, se défit bientôt de ses conseillers comme de ses adversaires. Côme Ier se fit accorder, en 1569, par le pape Pie V, le titre de grand-duc de Toscane, titre que l'empereur ne voulut pas reconnaître, mais qu'il accorda, en 1575, à son tour, au fils de Côme. Sept grands-ducs de cette famille ont régné successivement à Florence. Le dernier, Jean-Gaston, mourut le 9 juillet 1737.

Ce fut Côme qui abolit le nom de république à Sienne, comme il l'avait aboli à Florence. Cette cité, si long-temps fidèle au parti gibelin, avait montré le même dévouement à l'empereur dans les guerres du commencement du siècle. Charles-Quint en profita pour y introduire une garnison espagnole destinée à tenir dans la crainte la Toscane et la cour de Rome; mais les Espagnols y montrèrent ce même caractère orgueilleux, féroce et cupide qui les rendait partout odieux. Les Siennois ne purent les supporter plus long-temps; ils les chassèrent et introduisirent à leur place, dans leur ville, une garnison française, le 11 août 1552. Côme Ier s'était engagé à demeurer neutre dans la guerre qui s'était rallumée entre les Français et les Impériaux; cependant, sans déclaration de guerre, le 27 janvier 1554, il attaqua les Siennois dont il espérait soumettre la ville par surprise. Ayant échoué dans cette attaque, il donna le commandement de son armée au féroce marquis de Marignan, qui entreprit de réduire Sienne par la famine. Lorsque la ville de Sienne, commençant à manquer de vivres, fit sortir des murs, comme bouches inutiles, les femmes, les enfans, les vieillards, les malades, Marignan les fit massacrer impitoyablement. Des paysans siennois s'efforçaient de porter des vivres dans Sienne; tous ceux que l'on surprit furent pendus. Les villages et les châteaux fortifiés des Siennois voulurent, pour la plupart, demeurer fidèles à la république : dans tous ceux qui avaient attendu que le canon fût braqué contre leurs murs, les habitans furent passés au fil de l'épée. C'est alors que fut détruite, par le tranchant du glaive ou par la faim, la population des campagnes, et surtout de la maremme de Sienne, aujourd'hui couverte de forêts. La fièvre maremmane prit possession de cette province déserte, et ceux qui y revinrent à la paix, pour recueillir l'héritage des victimes de Marignan, ne tardèrent pas à succomber à ce fléau. La ville de Sienne capitula enfin, le 2 avril 1555, et sa capitulation ne fut pas mieux respectée que celle de Florence. Les supplices et l'exil délivrèrent

Philippe II et Côme de Médicis de ces généreux citoyens auxquels une amnistie avait été promise. Les Espagnols retinrent deux ans la possession de Sienne, et ne consignèrent cet État au duc de Florence que le 19 juillet 1557.

Après l'asservissement de Sienne, il ne restait plus que trois républiques en Italie, Lucques, Gènes et Venise; à moins qu'on ne veuille compter aussi San Marino, village libre situé au sommet d'une montagne de la Romagne, qui, jusqu'à nos jours, s'est dérobé également aux usurpations et à l'histoire.

Lucques eut, en 1546, un gonfalonier, François Burlamachi, qui forma le hardi projet de rendre la liberté à toutes les républiques de Toscane. Les milices de Lucques, au nombre de deux mille hommes seulement, devaient, à un jour nommé, être passées par lui en revue. Il comptait les conduire de suite à Pise, au travers de la montagne, pour soulever cette belliqueuse cité; en même temps il devait faire partir des détachemens qui auraient imprimé le même mouvement à Pescia, Pistoia, Florence, Bologne, Sienne et Pérouse. Partout ils devaient organiser des gouvernemens populaires, et lier les villes par une fédération. Charles-Quint, alors occupé à combattre en Allemagne la ligue de Smalcalde, était supposé hors d'état de défendre l'Italie; mais les espions de Côme de Médicis découvrirent ce complot. Le duc de Florence en demanda la punition aux magistrats de Lucques; et ceux-ci, effrayés de la colère de l'empereur, livrèrent Burlamachi au lieutenant de Charles-Quint à Milan. Le premier magistrat d'une république qui se disait encore libre fut mis à la torture, et eut ensuite la tête tranchée par ordre d'un gouverneur étranger. Dès lors Lucques fut gouvernée par une aristocratie toujours plus étroite, qu'on nommait par dérision *i signori del Cerchiolino* (les seigneurs du petit Cercle), parce que les magistratures passaient entre eux de l'un à l'autre, par rotation, comme dans un cercle. La loi *martiniana*, proposée le 9 novembre 1556 par le gonfalonier Martin Bernardini, excluait de tout office tout homme qui n'était pas issu des anciennes familles souveraines du pays. Celles-ci, en l'an 1600, n'étaient plus au nombre que de cent soixante-huit, et au dernier dénombrement fait en 1797, elles n'étaient plus que quatre-vingt-huit; cependant elles devaient fournir une seigneurie composée d'un gonfalonier et de neuf anziani, un sénat de trente-six membres et un grand conseil de quatre-vingt-dix membres. Cette aristocratie jalouse et odieuse

au peuple, ne put se maintenir dès qu'elle se trouva en contact avec les Français de la révolution. Ceux-ci, le 15 octobre 1800, avaient pris possession de la Toscane; le 25 décembre 1801, les Lucquois se donnèrent une constitution représentative; le 4 juin 1805, ils demandèrent à Napoléon un souverain de sa famille. Sa sœur, la princesse Élisa, fut en effet investie, le 23 juin suivant, de la principauté de Lucques, avec des lois qui garantissaient aux citoyens plus de liberté et d'égalité qu'ils n'en avaient connu depuis long-temps.

André Doria avait rendu le nom de république à Gênes, sa patrie; mais il ne lui rendit ni la liberté ni l'indépendance. Il avait constitué, pour gouverner la république, une aristocratie étroite sur laquelle il dominait encore, avec son neveu Giannettino; en même temps il attachait sa patrie à la maison d'Autriche, avec une soumission que la plupart des Génois ressentaient comme une humiliation profonde. Ce fut pour secouer le double joug des Doria et des Espagnols que Jean-Louis de Fieschi ourdit sa conjuration, non moins célèbre dans la poésie que dans l'histoire. Il avait fait descendre des montagnes les vassaux des vastes fiefs, il avait éveillé, réchauffé les partisans des anciennes libertés, et leur avait joint tous les esprits inquiets qui ne demandaient que du désordre; il s'était enfin assuré le secours de la France, et, le 2 janvier 1557, il s'empara du port, de la flotte et des portes de la ville. Giannettino Doria fut tué comme il voulait apaiser la sédition; le vieux André prit la fuite : la révolution était accomplie, mais Jean-Louis de Fieschi ne se trouvait nulle part pour lui donner une direction; en voulant passer sur une galère, il était tombé dans la mer, et chargé d'une pesante armure, il s'était noyé sans que personne l'eût remarqué. Ses compagnons sans chef ne savaient plus ce qu'ils devaient faire; déjà vainqueurs, ils traitèrent en vaincus avec la seigneurie, et ils se contentèrent de la promesse d'une amnistie. Les Doria ne l'observèrent pas; tous les conjurés qu'ils purent atteindre périrent dans les supplices. Ce ne fut qu'après la mort d'André Doria, survenue seulement le 25 novembre 1560, que les Génois restreignirent quelque peu les droits de leur aristocratie. Ils admirent, le 17 mars 1575, un corps de nouveaux nobles dans le gouvernement; ils conservèrent aussi, avec jalousie, le peu qu'il leur restait d'indépendance. La cour d'Espagne aurait voulu supprimer chez eux le nom de république, et les enchaîner par une citadelle; ils firent échouer à deux reprises ses tentatives, en 1548 et en 1571.

L'aristocratie génoise fut exposée à une autre conjuration en 1628. Les familles inscrites au livre d'or, et ayant droit de siéger dans les conseils, tant de l'ancienne que de la nouvelle noblesse, n'étaient plus qu'au nombre de cent soixante-dix; mais il y avait de plus, dans la Ligurie, au moins quatre cent cinquante familles également nobles, décorées de titres, possédant des fiefs, des prélatures, des commanderies, et d'anciennes richesses, qui étaient exclues de toute part au gouvernement. Jules-César Vachéro leur persuada de le seconder pour s'emparer d'une souveraineté dont elles se croyaient injustement exclues. Vachéro était un marchand immensément riche, qui avait adopté les mœurs espagnoles, alors dominantes en Italie. Son palais était toujours rempli de braves, il ne marchait jamais sans en avoir un grand nombre à sa suite; quiconque l'avait offensé tombait aussitôt sous le fer de ses sicaires; et par de nouveaux crimes ceux-ci se dérobaient aux punitions de la justice, en intimidant les juges ou les témoins. Toutes les familles non-inscrites au livre d'or, avaient promis de joindre leurs braves à ceux de Vachéro: ils devaient ensemble attaquer le Palais-Public, le 1er avril 1628, massacrer toute l'ancienne noblesse, et réformer le gouvernement sous la protection du duc de Savoie; mais le complot fut découvert l'avant-veille; Vachéro et plusieurs de ses complices furent arrêtés et exécutés.

Dans le même siècle les Génois éprouvèrent, le 18 mai 1684, une grande calamité; leur capitale fut bombardée par la flotte de Louis XIV, qui crut la dignité royale offensée, parce qu'un aussi petit peuple avait osé résister à ses volontés. Il avait demandé d'établir un dépôt à Savonne, pour approvisionner de sel et de munitions de guerre sa forteresse de Casal de Montferrat. Le sénat de Gênes s'était refusé à un établissement également contraire à sa neutralité et à son indépendance. Le marquis de Seignelay l'en punit en faisant pleuvoir en trois jours quatorze mille bombes sur la ville: elles abattirent la moitié des palais, et si le doge n'avait consenti à se rendre à Paris avec quatre sénateurs, pour faire agréer au roi son apologie, la ville entière aurait été détruite.

On remarqua de la dignité et de la grandeur dans la conduite du doge, même au milieu de sa soumission: mais ce mérite de forme était le seul qui restât à l'aristocratie génoise; elle devenait toujours plus étroite, toujours plus exclusive; elle avait adopté les mœurs des Espagnols, sous la protection desquels elle avait grandi. Le noble

génois, comme le grand d'Espagne, tenait toujours une bande de sicaires à sa solde, et c'était par des assassinats qu'il cherchait à se faire craindre ou respecter. La noblesse souveraine, prodigue et cupide en même temps, se créait par son faste des besoins supérieurs à ses revenus; aussi s'abaissait-elle aux concussions les plus honteuses pour faire de l'argent. L'État ne pouvait contracter sans être volé; on le trompait sur les approvisionnemens des châteaux, sur ceux des galères, sur la paie des troupes: toutes les places étaient données à la faveur, la justice était vénale dans les tribunaux, et les sujets des deux Rivières et de la Corse se soulevaient fréquemment pour secouer un joug odieux. Au dix-huitième siècle, les Corses redoublèrent d'efforts pour se soustraire à la tyrannie de Gênes. Depuis 1730, ils soutinrent la guerre avec acharnement contre la république, jusqu'au 15 mai 1768, que celle-ci s'estima heureuse de faire accepter par la France tous ses droits sur cette île, en paiement des dettes qu'elle avait contractées envers la couronne pour réduire ses sujets révoltés.

Mais l'esprit des anciens Génois, des anciens républicains d'Italie, n'était pas mort parmi le peuple de la capitale comme il l'était parmi les seigneurs. Les deux branches de la maison d'Autriche s'étaient éteintes en Espagne et en Allemagne; et dans la guerre de la succession d'Autriche, les Génois s'étaient alliés à la maison de Bourbon, qui disputait à Marie-Thérèse l'héritage de son père Charles VI. Dans cette guerre, les Français unis aux Espagnols furent battus et chassés de la Lombardie; les Autrichiens parurent devant Gênes, et le sénat, qui n'osa pas armer la population pour se défendre, leur livra les portes le 6 septembre 1746. Les Autrichiens abusèrent cependant, comme ils l'ont toujours fait, des faveurs de la fortune; ils exigèrent de Gênes une contribution de neuf millions de florins d'Empire; mais la ville était hors d'état de la payer. Ils saisirent tout l'argent de la banque, tout celui des églises; ils voulaient aussi celui des particuliers. Ils vidèrent les arsenaux, et destinèrent l'artillerie de Gênes à une attaque qu'ils méditaient contre la Provence. Ils ordonnèrent aux Génois de traîner eux-mêmes les canons qu'ils leur enlevaient, et croyant trouver dans les Italiens la bassesse et la servilité qu'ils avaient eux-mêmes dans le cœur, ils les pressaient à l'ouvrage à coups de bâton. Un pesant mortier resta engagé au milieu des ruines, dans une rue étroite, et le sergent allemand levait

la canne sur un Génois pour le faire travailler avec plus d'ardeur; celui-ci, saisissant un caillou, le lui lança à la tête, et aussitôt tout le peuple de Gênes s'appela, non aux armes, il n'en avait point, mais aux pierres, pour accabler les Autrichiens. De toutes les fenêtres on lança sur eux les débris des murailles qu'on démolissait, des toits qu'on découvrait. Dans ces rues étroites et tortueuses, les soldats ne pouvaient se mettre à l'abri; ils ne pouvaient présenter de masses imposantes; ils tiraient sur les assaillans, et plus d'une maison était pleine de morts; mais comme ils ne voyaient point tomber ceux qu'ils atteignaient, ils ne s'apercevaient point de leurs succès, tandis que les rues furent bientôt jonchées de corps autrichiens. En vain ils essayèrent de mettre le feu aux maisons, dans la construction desquelles il n'entre presque point de combustible; la terreur les saisit enfin, ils sortirent de la ville. C'était le 5 décembre 1746; et la populace, qui venait de les expulser, eut bientôt garni de canons les portes et les remparts. Le marquis Botta Adorno, général des Autrichiens, avait établi dans la ville tous ses magasins et son parc d'artillerie : l'émeute qui l'en chassait le privait de ses armes et de ses vivres : il ne pouvait s'en procurer dans les montagnes arides qui entourent Gênes; il fut donc obligé, le 10 décembre, de repasser les Apennins. La paix d'Aix-la-Chapelle, conclue deux ans plus tard, le 18 décembre 1748, garantit à la république de Gênes, protégée par la France, l'intégrité de son territoire.

L'expulsion des Autrichiens fut le dernier événement glorieux de l'histoire de Gênes, comme le dernier acte de vigueur de la nation italienne, jusqu'aux bouleversemens que produisit la révolution française. Dans les années 1794 et 1795, le sénat de Gênes se prévalut de l'importance de sa position pour conserver sa neutralité. Ses affections l'emportaient cependant quelquefois sur ses intérêts, et il souffrit que les Français fussent exposés à divers outrages. Ceux-ci attendirent, pour en demander raison, que la victoire de Montenotte, remportée le 11 avril 1796 dans le territoire génois, par Bonaparte, sur les Piémontais et les Autrichiens, eût laissé Gênes à leur discrétion. Dès lors les partisans de la démocratie commencèrent à réclamer comme un droit la participation de tous les habitans de la Ligurie à la souveraineté. La noblesse, secondée par le clergé, avait de son côté un parti nombreux parmi le peuple : elle l'appela aux armes le 22 mai 1797, et dix mille insurgés de la plus

basse classe triomphèrent momentanément, aux cris de *viva Maria!* des amis de la liberté ; mais cet événement même donna à Bonaparte l'occasion d'intervenir ; il appuya les droits de la nation contre l'aristocratie, et fit signer, le 6 juin 1797, aux députés du sénat, la convention de Montebello, qui fit adopter aux Génois le nom de république ligurienne, parce que tous les habitans de la Ligurie furent admis au partage de la souveraineté. La constitution de cette république fut proclamée le 14 juin 1797; elle fut modifiée le 26 juin 1802, et abolie le 8 octobre 1805, par la réunion de l'État de Gênes à la France. Napoléon avait engagé les membres eux-mêmes du gouvernement à en faire la demande, dès le 5 juin 1805.

Il ne nous reste plus à parler que de la décadence et de la chute de la république de Venise, celui des États d'Italie dont l'existence avait été la plus longue. Comme cette république était plus puissante, plus riche et plus sagement administrée que tous les autres États italiens, elle parut encore, après l'année 1530 où l'Italie fut placée sous le joug de Charles-Quint, conserver quelque vigueur et quelque indépendance; mais la seigneurie de Venise ne partageait pas l'illusion qu'elle faisait aux autres puissances ; elle sentait son danger et sa faiblesse; elle savait que le principe de vie lui avait échappé.

Tout le seizième siècle fut employé par les Vénitiens à réparer les désastres de la ligue de Cambrai. Ils avaient à relever les murailles de toutes leurs villes, à renouveler leur population, à rétablir leurs manufactures et leur agriculture, et à acquitter les dettes énormes dont ils étaient accablés. D'ailleurs, toujours menacés par les Turcs, ils eurent à soutenir contre eux deux guerres cruelles; l'une de 1537 à 1540, qui leur coûta leurs îles de l'Archipel, et leurs dernières forteresses dans la Morée; l'autre de 1570 à 1573, qui leur enleva l'île de Chypre : sous ce rapport, ils paraissaient, jusqu'à un certain point, être un peuple sacré pour les peuples d'Occident, qui les regardaient comme leurs défenseurs contre les infidèles; ils étaient de plus unis par un intérêt identique avec l'empire romain, menacé, ainsi qu'eux, par les musulmans. Ils resserrèrent donc leur alliance avec la maison d'Autriche, et, sous ce prétexte, ils se retirèrent de toute autre participation aux affaires générales de l'Europe.

Mais au commencement du dix-septième siècle, l'empire musulman n'inspirait plus autant de terreur; le joug de l'Espagne devenait au

contraire plus insupportable pour l'Italie, tandis que le développement en Europe du parti protestant laissait entrevoir des chances pour secouer ce joug. La république de Venise tendit en effet constamment à briser les chaînes de la maison d'Espagne; mais connaissant sa faiblesse, et se défiant avec raison d'alliés qui l'abandonneraient après l'avoir compromise, elle donna son assistance à ceux qu'elle regardait comme les défenseurs de la liberté européenne, sans vouloir faire ouvertement partie de leurs ligues. Elle fut la première à reconnaître Henri IV, repoussé par tous les souverains catholiques, et à négocier sa réconciliation avec le saint-siége : elle fit, en 1617, alliance avec les Hollandais; pendant la guerre de trente ans, elle fournit des secours aux protestans d'Allemagne, à Bethlem Gabor, et à Ragotsy en Hongrie. Elle soutint le duc de Savoie contre le roi d'Espagne, et les Grisons protestans contre les catholiques.

A cette époque où la république en était venue presque à des hostilités ouvertes avec la maison d'Espagne, Philippe III était représenté en Italie par trois grands seigneurs ambitieux, intrigans et sans foi; D. Pèdre de Tolède, gouverneur de Milan; le duc d'Ossuna, vice-roi de Naples, et le marquis de Bédemar, ambassadeur à Venise. Un projet fut formé, en 1618, entre ces trois seigneurs, pour détruire une république qui gênait leur ambition, et qui avait toujours traversé les entreprises de l'Espagne. Des aventuriers français qui s'étaient signalés dans les armées et les flottes de la république, et dont les plus illustres étaient le corsaire Jacques Pierre et Antoine Jaffier, mécontens des récompenses qu'ils avaient obtenues, offrirent leurs services au marquis de Bédemar. Celui-ci les encouragea à enrôler les assassins, les braves, les brigands, qui, sous le régime espagnol, faisaient partie de la maison de tout homme de qualité. Il fut convenu qu'à un signal donné ils massacreraient le doge, tous les sénateurs, tous les nobles; que la ville serait ensuite abandonnée à leur pillage, et qu'un incendie universel voilerait enfin leurs forfaits. Mais il paraît, d'autre part, que Jacques Pierre donna de bonne heure avis au sénat de cette trame, et qu'il la continua par son ordre; que celui-ci s'en servit pour cacher son intelligence secrète avec le duc d'Ossuna, et qu'un projet fut formé, tel à peu près que celui que Moroni avait proposé un siècle auparavant à Pescara : il s'agissait, avec l'aide du sénat, de rétablir l'indépendance de toute l'Italie, en chassant de la Lombardie les Espagnols, et en donnant à Ossuna la

couronne de Naples. De nouvelles révélations d'Antoine Jaffier firent connaître apparemment au conseil des Dix que les conspirateurs préféraient le pillage de Venise aux chances douteuses d'une révolte à Naples, et que les avis qu'ils avaient donnés de leur complot étaient destinés à déjouer la vigilance des inquisiteurs d'État. La république s'était cependant hasardée dans des intrigues qui ne pouvaient pas supporter le grand jour. Un matin, les habitans de Venise virent avec effroi Jacques Pierre, Regnault, Boulart, et plusieurs autres pendus sur la place de Saint-Marc ; cent soixante autres, et parmi eux Jaffier, furent, à ce qu'on assure, noyés dans le grand canal : aucun motif ne fut allégué pour ces exécutions, aucune explication ne fut donnée au public, aucune récrimination ne fut adressée à la cour d'Espagne. Le conseil des Dix désirait sur toute chose le silence de la terreur ; et l'histoire romanesque de cette conspiration, par Saint-Réal, en 1674, ou la tragédie de *Venise sauvée*, d'Ottway, en 1682, furent long-temps les seuls documens publics de cette catastrophe.

Les Vénitiens furent ensuite forcés, par les attaques des Turcs, à se rapprocher de la maison d'Autriche, ennemie de leurs ennemis. Le 23 juin 1645, le sultan Ibrahim attaqua inopinément l'île de Candie; la guerre qui commença ainsi fut la plus longue et la plus ruineuse qu'eut à soutenir la république contre l'empire ottoman ; elle dura vingt-cinq ans. Les Vénitiens firent preuve d'une valeur soutenue dans la défense de Candie ; des braves de tout l'Occident vinrent y combattre sous leurs étendards comme à une guerre sacrée ; deux fois leur flotte détruisit celle des musulmans ; mais les forces de la république étaient trop disproportionnées à celles de l'empire turc. Candie dut capituler le 6 septembre 1669, et le sénat de cette colonie, image de la république, rentra dans le grand conseil de Venise, qui lui avait donné naissance. La paix suivit cette capitulation.

Une seconde guerre des Vénitiens contre la Porte fut couronnée, avant la fin du siècle, de plus de succès. La république s'y engagea en 1682, de concert avec l'empereur Léopold et Jean Sobieski, roi de Pologne : elle conquit la Morée, l'île d'Égine, Sainte-Maure, et plusieurs forteresses en Dalmatie, qui lui furent assurées par le traité de Carlowitz, signé le 26 janvier 1699. Mais les Turcs ne se résignèrent point à ce qu'un ennemi si faible leur eût enlevé une si belle province ; bientôt ils purent se convaincre par leurs yeux que les Vénitiens n'é-

taient point en état de défendre leur conquête, la dernière que pouvait faire une vigueur qui s'éteignait. Le pouvoir suprême s'était concentré dans une oligarchie toujours plus resserrée ; une moitié de la noblesse, admise au grand conseil, était réduite à une excessive misère ; elle vivait de la charité des grands auxquels elle vendait ses suffrages. Les familles qui entraient seules au conseil des Dix faisaient trembler et obéir toutes les autres ; elles regardaient l'État comme une proie à partager entre elles ; la justice était vénale, les finances se dilapidaient, les fortifications tombaient en ruines, l'effectif des armées n'arrivait pas à la moitié de ce qui paraissait sur le rôle ; tout était pour le noble vénitien un objet de dissipation et de voleries, et l'oppression des provinces éloiguées était si grande, que les chrétiens orientaux, sujets de la république, regrettaient la domination des Ottomans. Le sultan Achmet III, averti de cette désorganisation universelle, fit entrer, le 20 juin 1714, son armée en Morée, et conquit en un mois cette presqu'île couverte de forteresses, dont aucune ne fit de résistance. La république abandonna, le 27 juin 1718, par la paix de Passarowitz, toutes ses prétentions sur la Morée ; dès lors elle n'eut plus de guerre avec les Turcs. La république s'abstint avec la même timidité, ou de prendre part aux quatre guerres, de la succession d'Espagne, de celle d'Autriche, de la quadruple alliance, et de l'élection de Pologne, qui troublèrent l'Italie pendant la première moitié du dix-huitième siècle, ou de faire respecter sa neutralité. Son territoire, toujours ouvert à toutes les puissances belligérantes, fut souvent le théâtre de leurs combats les plus acharnés. Venise, avec trois millions de sujets, quatorze mille hommes de troupes de ligne, dont une moitié était composée d'excellens soldats esclavons, une douzaine de vaisseaux de guerre, et la possibilité d'armer cinquante mille hommes, ne savait plus se faire craindre ou protéger ses sujets, ni sur mer ni sur terre ; ses dettes, au sein même de la paix, allaient toujours en croissant, ses manufactures étaient en décadence, ses campagnes infestées de brigands ; chaque ville était divisée par des factions que le sénat aigrissait l'une contre l'autre pour affaiblir ses sujets ; enfin son gouvernement soupçonneux et cruel ne se maintenait que par l'espionnage ; il avait encouragé l'immoralité pour énerver le peuple ; il faisait du secret le plus profond sa sauvegarde, et ne permettait pas même une question sur les affaires publiques ; il avait ôté aux prévenus toute garantie devant les tribunaux, et ne recon-

naissait d'autres limites au droit de punir par le fer, le poison, ou la hache des bourreaux, que celles des terreurs de ses chefs : un tel gouvernement était devenu l'horreur de tous ses sujets ; il souillait le nom de république en le laissant attaché à la plus odieuse tyrannie.

La révolution française parut à l'aristocratie vénitienne une ennemie qui, victorieuse, ne l'épargnerait pas. De tous les gouvernemens qui se partageaient l'Europe, celui des Vénitiens était le plus opposé en principes à celui des Français ; cependant, le sénat refusa, en 1792, d'entrer dans la coalition formée contre la France : tout déploiement de forces aurait augmenté les dépenses, et diminué les revenus des provinces que les patriciens se partageaient entre eux. La même parcimonie, le même sacrifice des intérêts publics aux intérêts privés, empêcha Venise, lorsqu'au mois d'avril 1796 les victoires de Bonaparte lui ouvrirent la Lombardie, d'augmenter son armée, d'approvisionner ses places fortes, et d'écarter de son territoire les deux puissances belligérantes. Le gouvernement se résolut à louvoyer, à rechercher également l'amitié des deux partis, et à attendre désarmé les événemens. Ceux-ci amenèrent bientôt la guerre dans les États de la république, parce que les Autrichiens les traversèrent dans tous les sens. Ce furent toujours eux qui entamèrent de nouveaux territoires. Beaulieu occupa Peschiera et Vérone ; Wurmser se jeta dans Bassano, et traversa Vicence et Padoue ; Alvinzi et l'archiduc Charles occupèrent le Frioul, Palma-Nova, et jusqu'aux limites les plus orientales de la république. Napoléon chassa successivement les Autrichiens de chacune de ces provinces ; mais à mesure qu'il les occupait les unes après les autres, l'esprit français, l'esprit de réforme dans les tribunaux et les lois, l'esprit de publicité, d'égalité, d'impatience du joug, se manifestaient, et la république pouvait juger combien elle était détestée de tous ceux qui avaient quelque ouverture dans l'esprit, quelque élévation dans l'âme. D'autres, il est vrai, dans les classes les plus humbles, parmi les journaliers des villes et les paysans, gouvernés par l'influence des prêtres, ne comprenant que ce qui existe, redoutant tout changement, étaient encore vivement émus par le nom de Saint-Marc, et regardaient avec horreur la France, et tout ce qui était français. Le sénat s'appuyant sur ce parti dont il excitait le fanatisme, lorsqu'il apprit que Napoléon avait passé la Piave, le 11 mars 1797, pour marcher sur l'Allemagne, donna l'ordre d'arrêter à Bergame quatorze des habitans qui s'étaient le plus prononcés

pour les idées nouvelles. Les patriotes, prévenus à temps, arrêtèrent le provéditeur lui-même, levèrent l'étendard de la révolte, et proclamèrent la liberté de Bergame. La même révolution éclata peu de jours après à Brescia. Cependant, Napoléon avait battu l'archiduc Charles au Tagliamento, et marchait sur Vienne; mais, en même temps, une colonne autrichienne, commandée par Laudon, avait pénétré par le Tyrol dans l'Italie, qu'elle inonda de proclamations, dans lesquelles ce général annonçait la défaite et la destruction de l'armée française, invitant les Italiens à prendre les armes pour écraser ses restes fugitifs. Le sénat, qui sentait que sa position devenait tous les jours plus critique, crut le moment venu de lever le masque, et de se joindre aux Autrichiens. Le provéditeur de Vérone, Emili, après s'être abouché avec Laudon, fit sonner le tocsin, le 17 avril, dans toute la province, et joignant trente mille insurgés aux trois mille soldats qu'il commandait, il attaqua partout les Français, massacra tous ceux qu'il put atteindre, et laissa égorger par le peuple furieux quatre cents malades dans les hôpitaux. Le lendemain même de ce jour, les préliminaires de paix entre l'Autriche et la république française furent signés à Léoben; et le 3 mai 1797, Bonaparte, instruit de l'insurrection organisée sur les derrières de son armée, et du massacre de ses malades, déclara de Palma-Nova la guerre à Venise. L'oligarchie alors implora la cour de Vienne, qui l'avait entraînée dans cette attaque imprudente; elle demanda en grâce d'être comprise dans la suspension d'armes et les négociations de la paix : l'Autriche refusa toute assistance; dès lors elle avait ses vues sur son allié, qui succombait. Venise n'opposa aucune résistance au général Baraguey-d'Hilliers, qui y entra le 16 mai, et y fit flotter le drapeau tricolore. Les négociations pour la paix continuaient cependant; l'Autriche, commençant à se remettre de son effroi, disputait sur les concessions qu'elle devait faire, demandait à en être compensée sur les États de Venise son alliée, et était sur le point de recommencer les hostilités. La France ne se sentait pas encore assez forte pour assurer l'affranchissement de toute l'Italie. Le 17 octobre 1797, Napoléon signa le traité de Campo-Formio, par lequel il assura la liberté d'une moitié du territoire vénitien jusqu'à l'Adige, qui fut réunie à la république cisalpine, tandis que les îles Ioniennes furent en même temps réunies à la France. L'Autriche se mit de son côté en possession de Venise et du reste des États véni-

tiens. La servitude de cette partie de la république ne fut pas longue, il est vrai ; au bout de dix-huit mois, la guerre recommença ; et, après que les Français se furent rendus maîtres de Vienne, ils forcèrent l'Autriche à restituer, par le traité de Presbourg, du 26 décembre 1805, Venise et tout son territoire au royaume d'Italie.

C'est ainsi que l'invasion des Français, à la fin du dix-huitième siècle, rendit à l'Italie tous les avantages que leur invasion, à la fin du quinzième, lui avait fait perdre. Quand Charles VIII, en entrant à Naples avec son armée victorieuse, le 22 février 1495, bouleversa l'ancienne politique italienne, et donna le signal aux calamités qui précipitèrent enfin toute la péninsule sous le joug des ultramontains, la nation italienne se regardait toujours comme la première de l'Europe ; elle avait cependant perdu presque partout sa liberté, et des cinq républiques qu'elle comptait encore, quatre étaient d'étroites aristocraties. Lorsque, le 23 février 1796, Napoléon Bonaparte fut nommé au commandement de l'armée française en Italie, il commença une régénération qui rendit à la nation italienne plus de liberté qu'elle n'en avait perdu. C'est la participation du grand nombre au gouvernement, et non la dénomination de république plutôt que de monarchie, qui constitue cette liberté ; c'est surtout le règne des lois, la publicité dans l'administration comme dans les tribunaux, l'égalité des droits, la suppression des entraves à la pensée, à l'instruction, à la religion. Cinq millions et demi d'habitans dans le royaume d'Italie furent mis en possession d'une constitution qui leur assurait tous ces avantages, avec une participation à la législation et au vote des impôts. Ils avaient recouvré le nom glorieux d'Italiens; ils avaient une armée nationale dont la bravoure l'illustrait chaque jour davantage. Six millions et demi d'habitans dans le royaume de Naples étaient doués d'institutions moins avancées, il est vrai ; cependant la loi avait été mise à la place de l'arbitraire, l'instruction orale et publique avait remplacé dans les tribunaux l'instruction secrète et la torture, l'égalité civile avait pris la place du système féodal ; l'éducation, au lieu d'être rétrograde, avait été rendue progressive, et la pensée, de même que la conscience religieuse, avaient recouvré leur liberté. Enfin deux millions de Piémontais, cinq cent mille Génois, cinq cent mille Parmesans, et deux millions et demi de Toscans et de Romains, en tout cinq millions et demi d'Italiens étaient associés temporairement à la France ; ils par-

tageaient tous les priviléges des vainqueurs, ils s'accoutumaient avec eux au règne égal des lois, à la liberté de penser, à la vertu militaire, assurés qu'à un terme rapproché, quand leur éducation politique serait accomplie, ils seraient réunis de nouveau à cette Italie, vers la gloire future et la liberté de laquelle ils tournaient toutes leurs pensées.

Telle fut l'œuvre qu'accomplirent les Français par vingt ans de victoires; elle était incomplète sans doute, et laissait beaucoup à désirer, mais elle avait en soi le principe d'un nouveau développement; elle promettait à l'Italie renaissante la liberté, la vertu et la gloire. L'œuvre de la coalition a été de tout détruire, de remettre l'Italie entière sous le joug de l'Autriche, de lui ôter, avec la liberté politique, la liberté civile et religieuse, et jusqu'à celle de la pensée, de corrompre ses mœurs, et de faire peser sur elle la dernière humiliation. L'Italie est unanime pour abhorrer ce joug infâme; l'Italie a fait, pour le briser, tout ce qu'on pouvait attendre d'elle. Dans la lutte entre un gouvernement établi et une nation, le premier a tous les avantages; il a pour lui la rapidité des communications, la certitude des informations, les soldats, les arsenaux, les places fortes et les finances. Le peuple n'a que ses bras désarmés, et ses masses qui ne sont point accoutumées à agir ensemble. Cependant, toutes les fois que, durant ces quinze années, il y a eu lutte en Italie entre la nation et ses oppresseurs, la victoire est demeurée temporairement au peuple. A Naples, en Sicile, en Piémont, dans l'État de l'Église, à Modène, à Parme, les masses désarmées ont enlevé leurs armes aux soldats, les élus du peuple ont pris au palais la place des despotes. Les Italiens, partout vainqueurs de leurs propres tyrans, ont, il est vrai, partout été refoulés sous le joug, avec un redoublement de cruauté, par la ligue des tyrans étrangers. Attaqués avant qu'ils se fussent donné un gouvernement, un trésor, des arsenaux, et une armée, par le souverain d'une autre nation, qui compte trente millions de sujets, ils n'ont pas tenté une résistance sans espoir qui les aurait privés des chances de l'avenir : que ceux qui voudraient qu'ils eussent fait davantage commencent eux-mêmes par faire ce qu'ils ont fait !

L'Italie est écrasée, mais elle est encore palpitante d'amour pour la liberté, la vertu et la gloire; elle est enchaînée et ensanglantée, mais elle connaît encore ses forces et ses destinées futures; elle est

insultée par ceux à qui elle a ouvert la carrière de tous les progrès, mais elle sent qu'elle est faite pour les devancer de nouveau, et l'Europe n'aura de repos que quand la nation, qui a allumé au moyen âge le flambeau de la civilisation avec celui de la liberté, pourra jouir elle-même de la lumière qu'elle a créée.

FIN.

TABLE
ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE
DE
CET OUVRAGE.

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

—

CHAPITRE III.

1183—1250.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

1403—1432.

CHAPITRE X.

1431—1454.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

1492—1498.

CHAPITRE XIV.

1499—1512.

CHAPITRE XV.

1513—1530.

CHAPITRE XVI.

FIN DE LA TABLE.

Société Nationale pour la propagation des Bons Livres.
GÉRANT, CH.-J. DE MAT,
Rue de la Batterie, n° 24, à Bruxelles.

HISTOIRE DES LETTRES, DES SCIENCES ET DES ARTS, EN BELGIQUE ET DANS LES PAYS LIMITROPHES,

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'A L'ÉPOQUE ACTUELLE;

PAR M. F.-V. GOETHALS,
BIBLIOTHÉCAIRE DE LA VILLE DE BRUXELLES.

Prospectus.

Un peuple qui se régénère a besoin de rechercher tous ses titres. Pendant qu'une commission de savants rassemble nos chroniques, et que de toutes parts les plus zélés de nos écrivains s'empressent d'apporter leur pierre au monument de notre histoire qui est tout à reconstruire, l'auteur du livre que nous annonçons n'a pas cru qu'il lui fût permis

de réserver pour lui seul les matériaux curieux et presque tous inédits, qu'il a réunis pendant vingt ans; il a regardé comme une dette envers le pays le devoir de les coordonner et de les rendre publics.

L'histoire ne consiste pas seulement dans le récit des batailles, dans l'exposé des traités et dans la généalogie des souverains. La marche et les progrès des sciences et des arts tiennent de si près à la vie privée, aux habitudes, aux goûts des hommes, à l'amélioration des choses sociales, que, sans la connaissance de cette précieuse partie de l'histoire, l'on ne voit que de brillantes superficies.

Ce livre sera une série de biographies dans lesquelles on exposera, à chaque époque, l'état des lettres, des sciences et des arts. Les principaux articles présenteront un aperçu des gouvernements et du siècle où les hommes ont vécu. Romanesque depuis Charlemagne jusques au treizième siècle, la littérature alors devient mystique; elle se mêle aux arts et s'empreint de toutes leurs grâces à la cour magnifique des ducs de Bourgogne; bientôt, le luxe et les plaisirs, qui signalent le règne de Charles-Quint, font fleurir la musique et la poésie; la majesté et la pompe religieuse qui escortent Albert et Isabelle impriment un nouvel essor à la peinture et à la statuaire; l'ascétisme qui distingue les successeurs de cette souveraine, fait place enfin à la philosophie moderne dont les tendances viennent tout refroidir.

L'auteur a eu soin de mettre fréquemment la Belgique en parallèle avec les autres nations; il fait voir quelles ont été ses découvertes, quel chemin elle a parcouru dans les sciences et dans les arts, et comment les idées nouvelles de ses voisins se sont introduites chez elle.

Chaque biographie offrira, sous toutes ses faces l'homme auquel elle est consacrée; sa conduite morale, ses qualités publiques, ses passions, ses faiblesses, ses vices et ses vertus seront révélés avec franchise et loyauté. Cet ouvrage sera ainsi un livre de famille où chaque maison verra son histoire, ses titres à la considération générale, en même temps que les ressorts des sociétés et les intrigues du pouvoir. Ce sera plus encore le livre du peuple, fécond en leçons pour les gouvernements.

Déjà quatre volumes, publiés par l'auteur sous le titre de *Lectures historiques*, sont pour les souscripteurs une garantie suffisante. Cette première partie, en quelque sorte, de l'ouvrage que nous annonçons, est particulièrement consacrée au caractère politique et aux mœurs. Bien que les volumes nouveaux, qui font l'objet de ce prospectus, offrent le développement des mêmes principes, ils sont plus spécialement consacrés aux lettres, aux sciences et aux arts; de manière que chaque série forme un ouvrage bien distinct.

Si, dans la première série, l'auteur a fait des allusions fréquentes à l'histoire contemporaine de la Belgique, si même il s'est permis quelquefois de

donner à ses tableaux un caractère plus piquant encore, il ne faut s'en prendre qu'à la nature même de son ouvrage. Il est en effet difficile de signaler les travers de l'humanité, sans que chacun y reconnaisse les siens. La qualité d'historien, que l'auteur ose prendre, exige de lui qu'il soit toujours vrai et impartial, et quelquefois sévère : il remplira le devoir que cette qualité lui impose.

CONDITIONS.

On peut souscrire séparément pour la première et pour la seconde partie.

La première partie (*Lectures historiques*) forme quatre volumes in-8°, ornés d'environ cinquante portraits. Le prix en est de 24 fr., et de 18 fr. sans portraits.

La partie nouvelle (*Histoire des Lettres, des Sciences et des Arts en Belgique*) formera également quatre volumes in-8°, ornés aussi d'environ cinquante portraits. Chaque volume sera du prix de 6 fr. payables à la réception.

Le premier volume de la seconde série paraîtra au mois de septembre 1839; les trois autres suivront de six mois en six mois.

On souscrit à Bruxelles, au local de la Société Nationale pour la Propagation des Bons Livres, *rue de la Batterie, n° 24*, et chez l'Auteur, *rue de Sainte-Catherine, n° 6.*


